

LA PRUSSE  
ET  
SA NEUTRALITÉ.

---

*A LONDRES.*

---

1<sup>er</sup> JANVIER 1800.



LA PRUSSE

ET

SA NEUTRALITE

A LONDRES.

LE 15 MAI 1866

## P R É F A C E

---

DE nouveaux combats vont ensanglanter la terre. Des armées plus nombreuses qu'elles ne le furent à aucune époque de la guerre s'ébranlent de toute part, se rapprochent de la France, et la menacent d'un choc terrible. Elles se grossiront de tout ce qui combat encore sur des points éloignés, de tout ce qui, indécis ou oisif jusqu'ici, peut enfin vouloir prendre part à la querelle. La nature de la guerre, les nouvelles influences, et les nouvelles intentions qui la dirigent, indiquent assez l'étendue et l'opiniâtreté de ces nouveaux efforts. De son côté la France prépare la plus rive résistance : les frontières se couvrent de soldats, par-tout elle va présenter un front hérissé de fer et de remparts : des armées souffrantes, mais habiles, dénuées, mais familiarisées avec le dénuement, pour lesquelles les privations ordinaires sont *le bien-être*, réduites en nombre, mais fortes de leurs chefs, et de la réunion des talens qui les dirigent : expulsées, il est vrai, de leurs conquêtes, mais affermies sur leur sol, et ne craignant ni de s'épuiser pour le défendre, ni d'en trop exiger, au nom toujours favorable de la patrie. Quelle sera l'issue de cette lutte cruelle, que chaque année voit naître, que chaque année doit voir finir, et que chaque année lègue à celle

qui la suit, avec le triste apanage de tromper de nouveau l'espoir du monde, et de prolonger ses tourmens. Où s'arrêtera cette effusion de sang sans résultat, comme sans terme apparent, entre des forces à-peu-près égales, comme sans influence sur la cause de la guerre, que sept ans de ces horribles libations n'ont pas même effleurée? Car si la révolution nage dans le sang, elle n'y est pas noyée. Faut-il attendre qu'il ait recommencé à couler à grands flots, pour indiquer les moyens de les arrêter. Quelle voix pourroit se faire entendre au milieu des éclats du tonnerre prêt à l'embraser, des cris des combattans prêts à le frapper, et des combinaisons nouvelles que de grands événemens militaires ne peuvent manquer d'amener pour un des deux partis. Non sans doute, et s'il reste encore quelques momens utiles, c'est celui où les partis sont encore en présence, c'est celui qui s'enfuit, dans peu il sera trop tard. Nous avons donc jugé le moment actuel le plus propre de tous pour publier ces réflexions sur la neutralité de la Prusse. Cette stagnation au milieu d'une agitation générale, cette paralysie volontaire d'une masse immense de forces, dont l'intervention décideroit sur-le-champ une question qui flotte depuis si longtemps pour le malheur du monde, ce jeune souverain résistant à-la-fois aux sollicitations



de tant de rois ses voisins, alliés à rechercher, ou ennemis à craindre, aux aiguillons de la gloire si piquans à la fleur de l'âge, son immobilité au centre d'un mouvement qui entraîne tout, cet ensemble de nouveautés et de contrastes fait de la neutralité prussienne le spectacle le plus singulier, et la présente à-la-fois au monde comme le sujet de son admiration, ou comme son fléau. Car il n'y a pas de doute que si cette grande puissance se jetoit entre les combattans, qu'elle ne les séparât sur-le-champ, et qu'elle n'obtînt sans effusion de sang, ce qu'on n'obtiendra peut-être pas de la plus abondante. Il n'en est pas de la Prusse comme de l'Espagne qui ayant de la peine à se soutenir elle-même, va offrant par-tout une médiation dont elle a besoin pour elle, au lieu que la Prusse possède tous les moyens de se protéger elle-même, et de se passer des autres. Ce n'est donc dans aucune vue d'hostilité contre personne que nous invoquons l'intervention de la Prusse: loin de-là, c'est au secours du monde prêt à se déchirer. Nous avons fait de ce sentiment la base de notre travail, en le rapportant sans cesse à ce but, qui est celui de tous nos vœux. La perspective de tant de maux, celle des suites de l'incertitude de la nouvelle lutte peut-elle en inspirer d'autres à tout être réfléchissant et sensible?



Mais pour rendre palpable, cette consolante vérité, il falloit ne pas l'isoler : celle-ci n'est pas du nombre de celles qui aiment à paroître nues. Il falloit au contraire l'entourer de preuves et presque d'ornemens, il falloit la faire ressortir par tous les développemens propres à la placer dans le plus grand jour, et à la dégager de toute espèce de nuages. Peut-être falloit-il quelque chose de plus, et c'est ce que nous avons osé prendre sur nous. C'étoit peu de dire à la Prusse, sortez de votre trop longue inaction : il falloit pouvoir y ajouter, marchez vers un but dont la grandeur et l'utilité seront à-la-fois votre gloire et votre salaire. Quand on hasarde une détermination importante vis-à-vis d'un grand gouvernement, il faut lui montrer à côté un grand résultat, fondé sur autre chose que des chimères. Nous osons nous flatter que le nôtre n'est pas de ce nombre ; si quelque chose peut nous inspirer quelque confiance, c'est de retrouver à-peu-près les mêmes idées dans le grand plan d'Henri IV, pour l'arrangement général de l'Europe, mais avec les modifications qu'apportent toujours l'action ou les bienfaits du temps. On ne craint pas de s'égarer sur les pas de pareils modèles. Les mêmes besoins ramènent les mêmes idées, et il en est tellement fondées sur la nature et la raison, qu'elles se représentent à

chaque circonstance. Telle est celle que nous indiquons pour le nouvel équilibre de l'Europe. La nécessité de ce système préexistante à l'équilibre de la paix de Westphalie, à celui de Guillaume roi d'Angleterre, étoit déjà tellement sentie du temps de Henri IV, que dans la formation des pouvoirs européens, les états de Hollande et de Piémont y sont taillés sur les mêmes mesures que nous leur assignons, et que la France y joue le rôle de désintéressement que nous prêtons à la Prusse. Aux deux époques, les deux puissances tirent toute leur récompense des convenances de l'arrangement général. Ce rapprochement renferme peut-être quelque chose d'assez piquant pour mériter de n'être pas omis.

Il en est encore un autre que nous présenterons avec moins de confiance, quoique du côté politique il ne soit pas dépourvu d'importance. Il est certain que le projet de former du Piémont un grand état, a existé dans l'ancien directoire: qu'il n'a pas peu contribué à ralentir la résistance du feu roi de Sardaigne, et à le décider pour la paix. On lui montrait le Milanès comme son apanage et en dédommagement naturel, la garde de l'Italie comme son état fondamental, et la séparation de la France, comme le gage de sa sureté. Alors Gênes n'étoit pas envahie. Cette misérable

aristocratie, qui sans avoir rien conservé de son caractère primitif, qui est le meilleur de tous, s'étoit saturée de tous les vices de la démocratie, tomboit d'elle-même en pourriture. Le choc des François n'a fait que hâter sa dissolution; elle est tombée presque sans secousse, parce qu'elle ne tenoit plus à rien. Cet abandon et l'arrangement de Parme compléteroient le système de l'Italie. Ils donnent pour le former plus de latitude qu'il n'en existoit en 1796, et qu'on ne pouvoit en attendre de la seule modération du directoire.

Personne aujourd'hui n'oseroit contester la nécessité de l'union de la Hollande et de la Belgique. Cette idée a fait dans les deux pays des progrès qui peuvent en assurer, et même en hâter le succès.

L'ordre du travail, la division, et pour ainsi dire la classification des matières est sortie naturellement de notre sujet. Le spectacle vraiment étonnant de la grandeur prussienne touchant presque à-la-fois au berceau, et au faite de la puissance, nous a d'abord conduit à en rechercher les causes que nous avons trouvées, pour la plus grande partie, dans l'influence de la civilisation moderne. L'application faite à d'autres états récents nous en a fourni la confirmation. Passant ensuite à l'examen de la puissance de la Prusse, nous



avons été conduits graduellement à en analyser toutes les parties. Souvent nous nous sommes surpris à cacher dans l'ombre quelques traits de ce tableau, pour ne pas paroître le flatter, souvent nous en avons adouci l'éclat pour ne pas offusquer trop de regards. Car, qu'on ne s'y trompe pas: quelque grand, quelque somptueux que soit le tableau que nous avons tracé de la Prusse, il est encore au-dessous de la réalité. Cette puissance est trop peu connue elle n'est pas assez appréciée: placée au centre de l'Europe, entre la Russie, le Nord, l'Autriche et la France, elle est le centre forcé et le lien commun de leurs relations. Si elle n'est pas le pivot de l'Europe, elle en est le noyau; cette vérité déplaira à bien du monde sans cesser pour cela d'être incontestable.

Il étoit impossible de traiter de la neutralité de la Prusse, d'une guerre éventuelle, et de se taire sur sa guerre passée; de la présenter à une seconde coalition, sans dire ce qu'elle a été dans la première. Le silence eût pu être pris pour de la crainte: on sent toute la délicatesse d'un pareil examen, qui en rappelant et éclaircissant les faits d'une des époques les plus intéressantes de la révolution, devoit les classer dans un ordre, et dans un jour que l'on a trop cherché à obscurcir. La Prusse est entrée dans la coalition, elle y a agi comme



un franc et loyal chevalier, elle en est sortie, sans peur et sans reproches, comme il convient à un grand état. L'impartialité la plus scrupuleuse a présidé à ses recherches; ce n'est ni en Autrichien ni en Prussien, mais en ami de la vérité que nous avons cherché à voir et à juger.

Dans l'examen des motifs de la neutralité, on s'est abstenu des citations connues, et des opinions courantes sur les dangers de cet état; on a eu soin de se tenir à égale distance des grands et des petits maîtres en politique: des premiers, parce qu'ils sont assez connus, et qu'ils prouvent trop, des seconds, parce qu'ils ne le sont pas assez, et qu'ils ne prouvent rien. Les paroles des uns sont par-tout; il y auroit de la simplicité à se flatter de les apprendre aux autres, ou de s'en parer soi-même; celles des autres ne sont nulle part, et ce n'est pas la peine de les rassembler pour leur prêter une consistance dont elles ne sont ni dignes ni susceptibles. Ces opinions courantes que la révolution a généralisées en appelant tout le monde à s'occuper de la politique, sont habituellement vagues, superficielles, presque toujours sans rapport avec les circonstances; telles, en un mot, qu'on doit les attendre de la multitude qui dans aucun cas n'est appelée à rien approfondir. Quiconque a observé dans la révolution a dû lui reconnoître ce caractère particulier,

de manière que jamais l'opinion du public ne fut moins l'opinion publique. Celle-ci qui est le résultat de la réflexion, de l'expérience et de l'étude, est par-là même le partage de peu de gens; ce qui fait que l'opinion ne devient vraiment publique que par l'adoption que le grand nombre fait de celle du petit.

L'attachement à la neutralité, ou plutôt la résistance à se décider à agir, se rapportant chez le plus grand nombre encore plus à des motifs d'inertie qu'à tous autres, nous avons dû les examiner en ce qu'ils ont d'essentiel; de manière à rendre à l'avenir ces mauvais retranchemens intenable pour tout homme de bonne foi. On verra même qu'une partie de ces objections si accréditées deviennent à l'analyse des preuves et des motifs de détermination.

Ainsi s'est formée naturellement la division de notre ouvrage, qui s'est trouvé partagé de lui-même en trois parties.

Nous y avons tout rapporté à des idées d'ordre général et de sociabilité. Nous avons cherché à démontrer que l'intérêt de la Prusse se confondoit avec celui de l'Europe; de manière à n'en pouvoir être séparé, et à s'affermir avec lui seul. Plus la Prusse a acquis d'importance en Europe, plus elle doit participer à ses mouvemens; il est contradictoire

et par conséquent impossible qu'elle ait à-la-fois une grande force centripète, et une tendance centrifuge.

La Prusse nous a paru tout-à-fait écartée de sa véritable direction, et s'en écarter davantage à mesure que les autres puissances se rapprochent davantage du sens de la révolution, et d'idées généreuses et libérales à l'égard de la France.

Il en est de même des idées purement politiques qui ont tant d'empire en Prusse. Quand ces idées dominent également par-tout, comme elles ont fait presque toujours, qu'on leur obéisse, rien n'est plus juste ni mieux entendu; on marche à l'unisson de tout le monde et de son temps: mais quand de nouvelles circonstances apportent ou font prévaloir de nouvelles données, il faut savoir faire fléchir les premières, et les subordonner à la nouvelle domination qui s'établit. Dans l'état de contact et de parallèle où les principales puissances, vivent entre elles, aucune ne doit prudemment rester en arrière des autres, mais elle doit marcher progressivement pour rester à hauteur et garder son rang. Ainsi l'Angleterre, l'Autriche et la Russie sortant des idées politiques pour s'attacher à celles *de société*, la Prusse, pour ne pas rester dans un état dangereux ou ridicule, doit s'en relâcher proportionnellement,



et entrer dans la nouvelle carrière que l'exemple de ses voisins vient de lui ouvrir.

En invitant la Prusse à tirer des décombes de la révolution un ordre plus solide et par conséquent plus durable que celui qui s'est écroulé, nous avons en vue.

1°. L'établissement de cet ordre comme base de la tranquillité générale:

2°. Le changement des petits états en d'autres plus grands, comme sauvegarde plus solide de la société, comme ressort plus puissant de tout ce qui peut ennoblir l'homme. La révolution a trop fait sentir le danger des petits états, et le vide qu'ils font au milieu de la société. Quels qu'en soient les inconvéniens, il ne faut jamais y toucher en temps ordinaire, ou volontairement, jamais provoquer d'attaque ou d'innovation à leur égard. Mais lorsqu'ils ont péri par des événemens majeurs, et surtout par les flammes d'une révolution qu'ils n'ont servi qu'à alimenter, il faut bien se garder de les reconstruire et d'en embarrasser de nouveau la société, pas plus qu'on ne rétablirait ces bâtimens gothiques dont un incendie auroit débarrassé les cités dont ils obstruoient les places et les rues. C'est là que revient la distinction entre les souverainetés qui sont parties intégrantes de la société, et celles qui par leur impuissance de contribuer à ses char-



ges, n'en sont que la partie onéreuse. Ce sont des espèces de grands vassaux plutôt que des membres même de la souveraineté générale. Dans tous les cas, celle-ci reste juge de ce qui convient à la conservation, et le membre sur lequel tombent ses arrêts, a d'autant moins à se plaindre, qu'il est jugé par quelque chose de mieux que par ses pairs.

3°. Comme il est évident qu'il n'y a rien de définitif dans tout ce qui se fait jusqu'ici, et qu'on ne fait autre chose que d'amasser des matériaux pour l'avenir, nous avons devancé l'époque de leur emploi, en indiquant la nécessité et l'objet d'un congrès qui est inévitable, pour parvenir enfin à s'entendre, et à se reconnoître au milieu d'une confusion d'intérêts, d'envahissemens, et de chaos qui se complique sans cesse. Chaque parti tire tout à lui, sans égard pour les convenances d'autrui: l'Europe se trouve entre deux puissances qui sur terre et sur mer veulent tout s'approprier. Comment admettre des prétentions aussi intolérables: comment supporter même la prolongation des causes qui y donnent lieu, et s'exposer plus long-temps à manquer peut-être pour toujours l'occasion d'y remédier. La neutralité étant incompatible avec ce but, nous avons dû en montrer le terme à la Prusse dans une intervention désintéressée, qui la rend

médiatrice de l'Europe, et qui lui assure la gloire attachée à tous les établissemens durables.

C'est dans les mêmes vues que nous avons cherché à réduire à sa juste valeur l'opinion, ou plutôt le vœu si commun, en faveur du rétablissement absolu du *statu quo ante bellum*. Nous disons le vœu, car pour une opinion, c'est trop peu réfléchi pour mériter ce nom. En considérant les changemens survenus sur la carte de l'Europe depuis sept ans, on reconnoît que ce *statu quo* tant prôné, sous l'honorable prétexte de l'horreur des changemens, n'est lui-même qu'un nouveau bouleversement, presque égal à celui qui a déjà eu lieu: qu'il ne s'agit de rien moins que d'arracher à de grands princes l'objet de leur attachement, et de leur faire accepter de nouveau ceux dont ils se sont débarrassés, comme d'un fardeau. Tout cela est trop irréfléchi pour mériter une discussion sérieuse. Il y a mieux à faire, et le mieux consiste dans un établissement durable, où chacun en particulier trouve son compte, et le trouve à côté du bien général qui sera le résultat du bien-être de chacun.

Puisse notre foible voix et nos vœux arriver jusqu'à celui vers lequel ils s'élèvent, jusqu'à ce prince auquel la plus heureuse des destinées a remis le pouvoir et le soin de sauver

le monde. Plus heureux que Frédéric, et que tous ses ancêtres, il peut faire de leur héritage, naguères si circonscrit, l'arbitre de l'univers. Il le peut sans combats, il le peut sans aucun de ces pénibles travaux que leur coûta chacune des parties qui forment aujourd'hui sa puissance. Quel sort fut jamais plus beau ! c'est à la fleur de son âge que la fortune lui offre cette moisson de gloire, où tout est pur, où tout est digne de son austère vertu, comme pour le faire jouir plus long-temps des hommages et de la reconnaissance de tant de peuples rendus par lui au repos et à la sécurité.

---



# LA PRUSSE

## ET

### SA NEUTRALITÉ.

---

#### PREMIÈRE PARTIE.

*Influence de la civilisation moderne sur les états nouveaux, tels que la Prusse.*

Si le siècle qui finit a vu ternir ses derniers lustres par la ruine du plus ancien empire de l'Europe, par la disparition du trône le plus brillant de cette vaste contrée: s'il l'a vu briser dans sa chute tous ceux qui l'environnoient, et couvrir de ses débris ceux qu'elle ne pouvoit atteindre autrement, il a aussi vu s'élever trois grands empires, qui dans leur rapide accroissement présentent un des phénomènes les plus intéressans de la civilisation moderne.

La Russie n'existoit pas pour l'Europe au commencement du siècle; elle en étoit encore plus séparée par les usages, par les mœurs, par l'absence totale de tout bien politique et social que par la distance des lieux et l'âpreté de son climat. Tout occu-



pé de se préserver, ou de se venger de voisins aussi sauvages que lui, de prévenir ou de réprimer les conspirations sans cesse renaissantes d'une ambition féroce, ou d'une multitude sans police et sans lois, le Russe étoit aussi étranger à l'Europe que le nomade de Tartarie; un voyage, une ambassade en Russie étoient alors, ce qu'ils sont aujourd'hui à la Chine, ou près des souverains de l'Inde.

Alors la Suède étoit l'astre du Nord, qui tournant vers l'Europe son côté lumineux, laissoit dans d'épaisses ténèbres tout ce qui se trouvoit derrière elle: l'Europe finissoit-là. La Pologne, quoiqu'elle fût, comme de tout temps, un chaos de barbarie, occupoit cependant une grande place sur la scène du monde: Sobieski l'avoit fait respecter, et l'élévation des princes de la maison de Saxe sur son trône avoit achevé de l'introduire dans le monde politique, et de l'associer aux intérêts des peuples du Midi. C'étoit une barrière de plus entre l'Europe et la Russie. Enfin PIERRE parut, et d'une main hardie dégageant sa rustique patrie de son antique barbarie, il la présenta à l'Europe et au monde sous une forme toute nouvelle, et prête à s'élancer dans toutes les

routes ouvertes ou occupées par les peuples policés. En créant la Russie, ce grand homme recula réellement les bornes de l'Europe, et la dota d'un domaine nouveau. Ses successeurs, par un attachement invariable à ses plans, ont successivement étendu leurs possessions sur tous les points à leur convenance et à leur portée, surtout ceux qui peuvent défendre les frontières de l'empire, ou attirer les richesses dans son sein, apporter le commerce, ou repousser l'ennemi. Depuis la mer Glaciale jusqu'aux Palus-Méotides, depuis la Baltique jusqu'à la mer Caspienne, rien, excepté la Finlande, n'a échappé à cet aménagement régulier et continu. Le plus vaste empire du monde s'est arrondi comme un bien de famille. La surveillance sur la septième partie du globe possédée aujourd'hui par la Russie, n'a pas paru moins soutenue ni plus pénible que celle qui s'exerce sur une propriété privée; de manière que dans l'espace de 90 ans, la Russie est arrivée au point de ne savoir plus ou s'étendre: et de n'avoir plus rien à désirer, de ne pouvoir faire un pas, ou un vœu de plus. Telle est la force de la fixité des idées et des plans; ils percent à travers toutes les résistances, et s'ouvrent infailli-

blement la route vers le but qu'on a su démêler et arrêter. C'est ainsi qu'un peuple dont le nom même n'étoit pas encore fixé au milieu du siècle, pèse aujourd'hui sur l'univers d'un poids immense, mais bienfaisant; ramené par un souverain magnanime à faire de sa force le seul usage qu'elle devroit toujours avoir, celui de protéger et de défendre: noble et sublime destination qui rapproche de la divinité, l'homme qui n'ayant comme elle rien à désirer, ni à craindre, ne se mêle des querelles des humains que pour les apaiser, et ne les frappe que pour les séparer.

Dans un laps de temps tout-à-fait pareil, la Prusse atteint de son côté le même degré d'élévation et de force, le *maximum* de puissance auquel elle peut prétendre, ou qu'on peut lui assigner. Appuyée à la Russie, à l'Autriche, à l'Empire, elle est enfermée entre ces puissans voisins, comme entre autant de digues qu'elle ne peut franchir. Quelques échanges, quelques acquisitions pour arrondir son territoire, ou pour rapprocher du centre quelques écarts de ses domaines, sont les seules améliorations où la force des choses lui permet encore d'aspirer. Tout accroissement marquant lui est



désormais interdit, et cela par l'effet de la conquête de la Pologne, qui fait qu'il ne reste pas d'étoffe pour de nouvelles conquêtes, pas plus pour elle que pour la Russie.

Le même spectacle éclate encore dans un autre hémisphère. Là tout est neuf : là, tout, en sortant des mains du créateur, est déjà plein d'action et de vie : là, il n'y a pas d'enfance : là, sont franchis tous ces pénibles degrés, qui ailleurs conduisent si péniblement du berceau au printemps de la vie, du germe des forces à leur développement et à leur emploi. D'éternelles forêts ont à peine offert depuis cent ans un asile aux victimes des commotions politiques et religieuses de l'Angleterre, jetées sur des plages inconnues, et voilà que ses rivages se couvrent de cités opulentes : le vieillard attendri contemple les palais sur les mêmes bords, où naguères il comptoit les cabanes : le chaume recule devant le marbre taillé par l'industrie et payé par la richesse : mille vaisseaux chargés des tributs de l'univers dont ils lient ensemble les différentes parties, remplissent des ports, couvrent des mers que la rame n'avoit jamais fendues : une population immense, renaissant sans cesse d'elle-même, remplace les hôtes des forêts, seuls

êtres qu'elles eussent connus : elles cèdent leurs retraites à de plus nobles habitans : un grand empire, appelé sans doute à des destinées plus hautes encore, se forme, s'élève, s'affermit dans quelques années : la persécution lui donna l'être : il est tolérant par principes. L'indépendance des opinions, la bigarrure des sectes dominoit au milieu de sa population bizarre : elle se réunit sous le joug d'une association commune : elle rejettera à son tour la métropole qui l'avoit rejetée de son sein. Bientôt le code de quelques exilés sur les côtes d'Amérique menacera d'envahir l'Europe, et de lui rendre les maux qu'ils avoient reçus d'elle, et qu'ils avoient fuis.

Sans doute que de si grands changemens ne sont pas l'ouvrage des hommes seuls. Sans vouloir diminuer la portion d'honneur ou de reconnoissance qui leur revient légitimement, sans être injuste ni ingrat, il faut aussi tenir compte des circonstances dans lesquelles ils se sont trouvés, des secours qu'ils ont reçus de leur âge, des tributs qu'ils ont levés sur le génie de leurs contemporains, sur l'exemple de leurs voisins, en un mot de l'assistance que la civilisation moderne leur a prêtée. Quelque vaste et fa-

cile que soit le génie d'un homme, il ne peut s'étendre à tout, embrasser, deviner ou créer tout. Pour lui l'art est d'ajouter son génie à celui des autres, et de commencer où ils finissent. Les mêmes hommes avec les mêmes facultés, placés dans des circonstances différentes ne feroient pas les mêmes choses. Faites rétrograder de quelques siècles Pierre, Frédéric, et Washington : vous n'éteindrez pas leur génie dans les ténèbres de ces temps nébuleux : mais dénué d'instrumens et de modèles, il jettera une lueur moins vive, et restera captif dans la solitude, et l'ignorance de leur temps. Il en va tout autrement aujourd'hui, et les instituteurs d'état ont bien plus beau jeu. Les modèles en tout genre, les institutions de toute nature s'offrent de toute part à qui veut les employer. Dans l'ordre politique et moral, toutes les routes ont été reconnues, explorées, indiquées. Tous les essais ont été faits : ils vivent dans mille exemples qui sont sous tous les yeux. Dans l'économie politique, tout, jusqu'aux plus minces détails est classé avec ordre et précision. Les intérêts des peuples, l'art de les balancer s'annoncent, s'expliquent du haut de toutes les chaires, et du fond de tous les cabinets.



Chaque partie de l'administration, chaque art a son livre classique, et leur réunion forme une encyclopédie politique, toujours ouverte à qui veut y puiser. Si à ces facultés morales, vous voulez joindre les secours qu'offrent la diffusion et le perfectionnement des arts, vous verrez avec quelle facilité on peut parvenir dans ce temps à un haut degré de perfection. . . . Pierre et Frédéric arrivent pour recueillir les fruits de la révolution que Louis XIV avoit faite dans tout. Sa magnificence, son goût, ses arts avoient pénétré chez tous les peuples : il commandoit dans la maison des princes même qui le combattoient, et s'il ne sut pas plus se contenter de cet hommage que ses rivaux ne surent le lui refuser, il n'en réussit pas moins à répandre le goût de ses jouissances, et avec lui, le désir de l'imiter. Il charmoit encore ceux qu'il n'avoit pu vaincre. Tout ce qu'il y a de beau ou de bon en Europe date à-peu-près de cette époque, si l'on en excepte quelques monumens de Léon X et de François I<sup>er</sup>. Les princes qui depuis lui ont eu à travailler sur leurs empires, ont hérité de cette succession de modèles en tout genre. Ils étoient tout trouvés, comme les mains pour les imiter étoient aussi tou-

tes prêtez: ils n'ont eu qu'à les appeler et à les laisser faire.

Colbert et Sully avoient montré l'art de diriger la fortune des nations, et de l'accroître de tous les produits de l'industrie agricole et commerçante. Ils avoient fourni le modèle de ces ports où le commerce, sous la double protection des remparts et des vaisseaux, spéculait tranquillement sur toutes les richesses du monde: de ses canaux pompeux, de ces routes innombrables qui s'entrelaçaient sans se confondre, font circuler la vie et la richesse dans toutes les parties d'un empire; de ces monumens où le vieillard et l'enfant, la victime de l'infortune et celle des combats trouvent des guides pour les aider à entrer dans la vie, des consolations pour en sortir, des secours pour la supporter. Turenne et Condé, Marlborough et Eugène, Tourville et Ruyter avoient déjà porté à un haut degré l'art de balancer sur les deux élémens la fortune des combats. Tous les arts avoient prodigué leurs miracles à un prince, qui les aimait, qui les connoissoit, qui les appelloit tous.

Les élémens d'une civilisation perfectionnée et facile étoient donc créés, et pour les

mettre en mouvement, comme pour en faire partager les jouissances à tous les peuples, il ne restoit plus qu'à les lier par des communications habituelles, et à rompre les anciennes barrières qui les séparoit. C'est ce qu'ont fait une multitude d'établissmens et d'inventions inconnus à nos ancêtres. L'imprimerie et les postes, les chemins et les banques, les voyages et le commerce ont identifié les nations entre elles : elles les ont fait entrer les unes dans les autres, de manière à n'avoir mutuellement rien de secret ou d'exclusif. Les bienfaits et les avantages de la civilisation moderne sont devenus un patrimoine commun, qui, à la différence de celui des familles s'étend en se partageant, et s'enrichit en se divisant. On sent quelle immense supériorité sur les siècles passés assurent aux âges modernes ces précieux attributs, inconnus à leurs devanciers, pour lesquels tout étoit isolement, absence de rapprochemens, de modèles et de plans. l'Europe en général ressembloit à chacune de ses villes en particulier, qui toutes bâties sans ordre ni régularité n'offroient qu'un chaos de barbarie, sur lequel surnageoient quelques monumens, espèce de tour de force d'un art encore grossier, et qui n'en contrastoient



que davantage avec la difformité de leurs alentours. La civilisation moderne a changé tous ces rapports ; elle transporte dans un lieu tous les fruits de l'industrie de l'autre, comme la culture y naturalise les produits de tous les sols. Qu'un prince ait à bâtir des villes, à former des établissemens quelconques, l'Europe entière vient exposer devant lui sous mille formes différentes le résultat de plusieurs siècles d'expériences et de travaux. Dans d'autres temps, il auroit éprouvé les embarras de la pénurie, maintenant il aura celui de la richesse et du choix. Si comme en Amérique, c'est un état nouveau dans tout son être qui s'assemble et se forme pour la première fois, tout va s'ordonner sur des plans tracés pour la commodité, l'élégance et le goût. Lois, armée, finances, administration, commerce, tout sera dirigé vers le même but sur des combinaisons uniformes, et sur les modèles les plus renommés. Cette attention s'étendra jusqu'aux demeures qu'une administration prévoyante destine aux générations futures ; déjà pour cent cités à naître, les emplacements sont marqués aux lieux où la nature fut le plus prodigue de ses dons, où le commerce pourra se charger avec plus de facilité des produc-

tions de l'Amérique, et lui rapporter de même celles de l'univers. Après un certain laps de temps des cités semblables à celles que le goût moderne a élevées en Europe, seront les habitations communes des Américains; chez eux on rencontrera par-tout ce qu'on va admirer chez nous; par eux le monde verra ce qu'il n'a jamais vu, une immense contrée modelée sur un plan régulier, et tirée pour ainsi dire au cordeau; et l'homme né ou transporté dans ces villes magiques croira que, réalisant la fable, de nouveaux Amphions élevèrent pour eux ces superbes murailles.

Tels sont les effets de la civilisation et leur influence sur l'accroissement comparatif des états anciens et modernes: c'est à son défaut que les uns ont passé des siècles à sortir de la barbarie, que quelques-uns y ont croupi; c'est par elle que d'autres n'ont pas eu à en secouer la rouille, et ont montré dès leur naissance la vigueur et la force qui n'appartenoient aux anciens gouvernemens qu'après une longue enfance; de manière qu'il est vrai de dire que, pour les états comme pour les individus dans le monde politique comme social, il n'y a plus d'enfans; mais avec cette différence qu'il est aussi avantageux pour les uns que

nuisible pour les autres de franchir les préliminaires de la vie, et de hâter leur développement.

## ÉTAT DE LA PRUSSE.

*Etendue, population, finances, armée, esprit public, système fédératif.*

La force d'un état résulte de la triple combinaison du territoire, de la population, et de la richesse. Le système fédératif en est le complément; mais ce n'est qu'un accessoire qui peut varier, et qui appartient aux idées et aux habitudes de l'ancienne politique, lorsqu'il n'est pas fondé sur la nature même.

La Prusse n'est plus cet état entrecoupé de possessions étrangères, formé de membres épars, sans adhérence et sans liaison, que leur prolongation dénuée de profondeur faisoit appeler par Voltaire, une paire de jarretières. C'est un empire dominant du haut de la mer Baltique aux bords du Vesper et du Rhin, compacte par sa masse, imperméable par l'adhérence parfaite de la presque totalité de ses parties, et ne comptant dans les intervalles que des états que leur foiblesse



ou leur inclination lui soumet de manière à les assimiler à des propriétés personnelles. Dans le fait les états intermédiaires ou voisins de la Prusse qui composent la basse Allemagne, sont dans sa pleine dépendance, que par goût ou par nécessité, ils savent assez bien apprécier pour coordonner tous leurs mouvemens aux siens; aussi pour évaluer au juste l'étendue réelle de la Prusse, il ne suffit pas de compter son territoire propre, il faut encore y comprendre tous les états enclavés dans ses vastes domaines. C'est donc depuis la Lithuanie jusqu'à la Hollande et à la rive gauche du Rhin, en attendant de connoître sous quelles lois il coulera, que la Prusse règne par elle-même ou par ses vice-rois. Cette superficie n'a les inconvéniens ni d'une trop grande étendue sur laquelle les ressorts du gouvernement mollissent et s'égarent, ni ceux d'une trop resserrée qui les empêche de jouer en les comprimant. La Prusse est taillée sur les meilleures proportions que l'on peut désirer dans tout état. Sa position est admirable: au nord, adossée à la mer Baltique, à l'est au fleuve qui la sépare de la Russie, au midi aux montagnes de Bohême et de Silésie, à l'orient au Vesper et au Rhin, elle forme entre elle et ses dépendances un

carré parfait, dont le centre est le siège de sa puissance, et dont la circonférence prête à tous les développemens que l'art peut donner aux avances qu'a faites la nature. Si la Prusse n'a pas encore un système complet de défense pour ses frontières, ce défaut lui est commun avec toutes les puissances du Nord. Ses accroissemens successifs le lui ont interdit jusqu'ici : mais sa position est peut-être celle de tous les états de l'Europe qui s'y prête le plus, et maintenant que sa frontière est irrévocablement fixée, elle s'occupera sans doute d'affermir et de fortifier le cadre qu'elle a su si bien tracer et remplir.

A son avènement au trône Frédéric trouva la population de ses états à 2,200,600 h., il la laissa à 5,000,000, malgré ses trois grandes guerres, ses nombreuses armées, et les dévastations de la guerre de sept ans. Dans ce moment elle surpasse 9,000,000. L'adjonction de la Pologne, l'augmentation du commerce et de l'industrie, et par eux celle des moyens de subsistance : la diffusion de l'instruction et de l'aisance, la connoissance de meilleures méthodes curatives, tout concourt à cet accroissement qui paroît fabuleux, mais qui n'en est pas moins réel. Il provient de la réunion de toutes ces causes,

qui se commandent mutuellement : car dans l'ordre politique, comme dans l'ordre physique tout se tient, tout est lié, et le dernier anneau se rattache sans interruption au premier. C'est sur-tout en Poméranie que l'accroissement de la population marche avec plus de rapidité, et que se réalise cette partie du tableau que Frédéric s'est amusé à tracer de ses sujets.

On peut présager à la Prusse une augmentation de population et très-considérable et très-prochaine. Avant un siècle elle éprouvera peut-être une plénitude qui la forcera à chercher des débouchés pour l'excédent de sa population. Elle possède tous les germes de cette fécondité : elle les pousse vers un prompt développement par une multitude de mobiles, dont les plus directs sont l'amélioration de l'administration intérieure, une surveillance attentive sur toutes les branches de l'industrie, une extension sensible du commerce, et particulièrement un changement total au profit de la Prusse polonoise. Car il n'y a pas de doute que ce pays, désormais mieux gouverné ne devienne plus florissant, que soustrait au retour de ses anciens troubles, il n'en soit beaucoup plus heureux : qu'il n'ait échangé un vain nom d'indépendance



dance pour un bonheur réel, et qu'il ne donne à l'industrie et aux arts de la paix le temps qu'il passoit à tourmenter lui-même et ses voisins. Si Varsovie souffre de l'absence de ses anciens maîtres, Dantzig et la Vistule, affranchis de toute entrave, compensent mille fois cette perte. Pour une source tarie, mille autres se sont ouvertes et coulent à pleins bords.

La richesse d'une nation s'évalue de deux manières, par son état réel et personnel. Il est réel par le revenu, par le numéraire en circulation, par le crédit, par l'abondance des reproductions. Il est personnel par la bonne ou mauvaise situation des affaires, par la nature de l'administration, par tous les accidens qui en bien comme en mal dépendent du personnel des gouvernans de tous les grades.

Un état possède en lui-même une grande richesse, et une grande source de richesses, quand le numéraire y circule avec rapidité, quand les coffres se remplissent régulièrement de tributs levés avec facilité: quand le crédit vient joindre sa richesse fictive à la richesse réelle, et lui en prête tous les effets: quand enfin ces deux premiers biens ne résultent pas d'une cause fictive ou passagère,

mais reposent sur des bases assurées , et se confondent avec l'oeuvre même de la nature dont ils empruntent alors la solidité. Tels sont les produits du sol et de l'industrie.

Un état accroit ou détériore sa richesse suivant l'emploi qu'il en sait faire, suivant ses besoins réels ou factices, et les moyens qu'il a de les satisfaire suivant les degrés de son industrie, suivant les tributs qu'il paye à celle de ses voisins, suivant la direction de son administration au-dedans, et de sa politique au-dehors, suivant les degrés d'habileté de ceux qui en manient les rênes. On sent quelle vaste carrière de variétés et d'hypothèses offrent de pareilles distinctions appliquées à des machines aussi vastes et aussi compliquées que les empires: on sent que le même état peut, à différentes époques et sous différens conducteurs, présenter une face absolument différente: il sera riche sous le cardinal de Fleury, et nécessaire sous le cardinal de Loménie: il peut avoir des mines et point d'argent, de l'or et point de richesses, du numéraire pour les autres et non pour lui, et semblable à ces riches malaisés qui passent leur vie à être les fermiers ou les gens d'affaires de leurs créanciers, il peut être alternativement condamné aux

mines pour le compte d'autrui, à qui il ne fait qu'en distribuer les produits, ou au supplice de Tantale, au milieu de richesses qui s'écoulent sans cesse autour de lui, et qu'il est destiné à ne jamais atteindre. Telle est l'Espagne, mais telle n'est pas la Prusse.

Pour la fortune des états il existe encore une troisième combinaison, qui en est le comble, et pour ainsi dire la perfection. C'est celle qui résulte de la réunion des deux premières. En effet lorsqu'à l'abondance des élémens de toute richesse se joint encore la bonne administration qui les vivifie, cette matière première reçoit des mains de l'administration le même accroissement de valeur, que celles du commerce reçoivent des procédés des arts, et la grande fabrique de l'état fleurit comme celle des particuliers et par les mêmes raisons. Telle fut la France, telle est l'Angleterre, mais dans un degré qui n'eut pas de modèle et qui n'aura jamais de copie.

La Prusse est sous ce triple rapport dans une situation très-heureuse. Son revenu annuel surpasse 120 millions de livres. Quoique cette somme soit d'une grande infériorité nominale à celle dont jouissent quelques puissances, elle leur est égale en réalité. Car



le bon marché des objets de consommation permet au gouvernement prussien d'atteindre avec cette somme à tout ce dont il a besoin, et qui en d'autres pays en représenteroit une beaucoup plus grande : cette même gradation s'étendant à tout, il paye le même nombre de salaires avec des valeurs comparativement inférieures. Si l'on fait en Prusse avec 120 millions ce qu'on ne feroit en Espagne ou en France qu'avec 300, il y a égalité de fait entre des états inégaux de nom : la balance politique suit d'autres règles de proportion que celle du négoce, et n'obéit pas comme elle, seulement au poids et au volume.

Le numéraire circulant en Prusse ne peut être moindre de 7 à 800 millions, ce qui ne paroîtra pas exagéré, en considérant l'étendue de son industrie, le nombre de ses grandes villes de commerce, la possession de provinces toutes de fabriques, telle que la Silésie qui fournit à une exportation qui excède trente millions, et celle des greniers de la Pologne, et de leur écoulement par la Vistule.

En Prusse l'impôt est payé régulièrement et facilement. Il n'est point excessif : les rapports entre les taxes qui frappent la terre et

la consommation sont exactement observés. Le goût des sujets pour la nature de l'impôt est consulté, respecté, comme il a paru dans la suppression de celui du tabac qui a signalé le nouveau règne. On sent qu'avec de pareils ménagemens l'administration marche avec facilité sur le terrain qu'elle a su se choisir, et que de son côté le peuple ne peut guère avoir de plaintes à placer au milieu de tant de précautions.

L'impôt foncier en Prusse n'est ni exorbitant, comme en Angleterre et en France, ni presque nul, comme dans une partie des états d'Allemagne. Il est ce qu'il doit être en tout pays bien ordonné, c'est-à-dire dans un état moyen et presque de conciliation entre les intérêts du prince et ceux des sujets, entre la charge qui rebute le travail, et l'exemption qui foment la paresse. Cet accord est le chef-d'oeuvre d'une administration et l'écueil de presque toutes.

L'impôt indirect est tout calculé en faveur de l'industrie nationale, de manière à ne permettre à celle de l'étranger d'aborder en Prusse qu'à travers des droits qui en élèvent assez la valeur pour en rendre l'usage onéreux, par conséquent rare, et pour assurer ainsi celui des fabriques du pays qui en sont

exemptes. La Prusse a eu long-temps un trésor, elle a peut-être été le seul état qui ait montré le phénomène de plusieurs règnes de suite économes et thésaurisant : ailleurs l'exemple en est perdu depuis long-temps. Dans ce moment la Prusse n'a plus de trésor : elle l'a perdu sans en être moins riche : elle n'en a pas besoin : son nouvel accroissement lui permet, lui commande même de s'en passer, comme nous le prouverons dans l'examen de cette espèce de maxime fondamentale en Prusse, qu'elle doit toujours avoir un trésor.... Son trésor véritable, celui qu'on ne peut lui enlever et dont elle ne peut se passer, c'est le crédit, cette ame des empires modernes qui leur rend la vie qu'il a reçue d'eux : et quel sol est plus propre que celui de la Prusse à la fondation d'un vaste système de crédit : c'est un terrain vierge et de charges et de taches : car à la différence des autres états de l'Europe, la Prusse ne compte encore ni dettes ni banqueroutes. Elle n'a point de dette publique proprement dite, le petit nombre d'effets qui circulent sous son nom, le font sans perte comme sans profit, et représentent par leur petite quantité plutôt les engagements d'un particulier que ceux d'un grand empire.



On sent combien il seroit aisé d'établir dans un pays aussi parfaitement intact un crédit public, basé comme celui d'Angleterre sur le paiement exact des intérêts et l'extinction graduelle du capital. Quand un grand empire fait sa première dette en 1800, et qu'il en éteint annuellement une partie, il peut aller loin et long-temps.

Mais ces revenus, ce riche mobilier, ce crédit reposent eux-mêmes sur les bases les plus solides qu'on puisse leur assigner. D'une part ils se confondent avec la fécondité d'un sol étendu et varié, cultivé par des mains diligentes, arrosé, coupé en tous sens par de grands fleuves qui en augmentent la valeur de tout ce que peut produire la plus heureuse distribution des débouchés : de l'autre ils participent à tous les avantages d'une administration très-éclairée et très-attentive, d'une grande industrie parmi les habitans, d'un excédent très-considérable des ventes sur les retours, et des exportations sur les importations. Trois grandes rivières arrosent la Prusse et coulent en totalité sous ses lois : l'Oder, la Vistule et la Varta, liés ensemble par le canal Bromberg. Elle partage la jouissance du Niémen, de l'Elbe, du Vêser, de l'Ems, de la Lippe et de quelques

parties du Rhin. Les trois premiers sont comme les artères de la Prusse, par où s'écoulent les principaux articles de ses exportations, les grains, les toiles et les bois. Ceux de la Prusse sont ceux dont la construction moderne s'accommode le mieux; ils croissent de la Vistule au Vesper, ce sont les plus renommés de l'Europe. L'étendue et l'accroissement de la navigation chez tous les peuples rend cet article très-précieux et de première nécessité. Les blés qui sont bien aussi un objet d'égale nécessité se distribuent dans tout le Nord par la Vistule et les ports prussiens de la Baltique.

Les toiles de Silésie dont le goût s'étend chaque année, ainsi que celui de draps de cette province, s'élèvent assez haut pour balancer et au-delà les denrées coloniales dont on travaille d'ailleurs à se passer.

La richesse de la Prusse a donc toutes les conditions requises pour être durable, et pour aller en augmentant. Un lien commun unit chez elle les biens réels et fictifs, l'oeuvre de la nature et celle de l'homme, et les confond pour assurer sa prospérité.

Il fut un temps où citer l'armée prussienne, c'étoit citer la Prusse entière. Alors elle existoit dans son armée, et l'état n'étoit

qu'un camp. Ses accroissemens ont renversé ces rapports : mais la considération de l'armée n'en a souffert ni au-dedans ni au-dehors de la Prusse , et le nom de cette superbe armée peut toujours s'associer à celui des plus célèbres phalanges de l'antiquité, comme des temps modernes. Aux unes elle n'a rien à envier : aux autres elle a pu servir de modèle, et cela suffit bien à sa gloire. Nombre, force intrinsèque, discipline, instruction, patriotisme, honneurs à l'entrée et à l'issue de la carrière, tels sont les attributs qui font de l'armée prussienne le corps militaire le plus solide, et le mieux organisé qui existe en Europe. Elle s'élève en ce moment à 224,144 hommes (\*). Ce nombre pourroit être aisément augmenté, car il ne pro-

---

(\*) L'armée est composée de

56 régimens d'infanterie à 3 bataillons, forts de . . . . .	2357 h. —	131,992 h.
54 bataillons, séparés des régimens, forts de . . . . .	411 h. —	22,194 h.
54 compagnies d'invalides, employés dans les forteresses . .	52 h. —	2,808 h.
4 régimens d'artillerie à pied . .	2050 h. —	8,200 h.
1 régiment de chasseurs à pied . . . . .		1,713 h.
9 brigades de fusiliers qui font 24 bataillons, forts de . . . . .	686 h. —	16,464 h.
13 régimens de cuirassiers, forts de . . . . .	868 h. —	11,284 h.



vient que de l'ancien territoire, et la Pologne pour des considérations de prudence n'y a pas encore contribué. Les états détachés de la monarchie, qui ne commence réellement qu'au Vésér, sont aussi très-ménagés. L'augmentation de la population fourniroit de nouveaux moyens de recrutement, de manière à pouvoir porter sans effort l'armée prussienne à 300,000 h. la Prusse possède dans ses domaines des moyens militaires bien précieux qui manquent à beaucoup d'états, ceux des chevaux pour toutes les armes. Les provinces d'Allemagne nourrissent les chevaux de cavalerie et d'artillerie: la Pologne en produit de très-recherchés pour les troupes légères.

---

14 régimens de dragons, forts de . . .	801 h. —	11,214 h.
1 escadron de dragons, ci-devant		
à la ville de Dantzig . . . . .		150 h.
10½ régimens de hussards, forts de . . .	1,575 h. —	16,537 h.
1 corps de Tartares. . . . .		588 h.
5 compagnies d'artillerie à cheval à . . .	200 h. —	1000 h.
	Total	224,144 h.

---

Les cuirassiers et dragons augmentés

    en guerre de . . . . . 100 h.

Les hussards . . . . . 200 h.

Officiers canonniers attachés aux  
forteresses, pontonniers, sa-  
peurs, mineurs, 13 compagnies  
d'invalides dans les provinces.

La bonté d'une armée ne peut s'évaluer que par une multitude de rapports. La précision des manoeuvres, le *machinisme*, et l'immobilité du soldat ne suffisent pas, comme le supposent tant de spéculateurs aveugles qui ne peuvent élever leurs regards au-dessus du matériel des objets. Il faut que des chefs habiles mettent en œuvre ces qualités subalternes. Il faut que l'instruction, descendant proportionnellement dans tous les grades, ne s'arrête à aucun. Il faut qu'une administration bien entendue tienne toujours à la disposition de l'armée les moyens de se mouvoir avec rapidité. Il faut sur-tout qu'un attachement sincère unisse au corps de l'armée tous les membres. Il faut qu'ils l'aiment ardemment, qu'ils identifient leur honneur avec le sien, qu'ils y voient leurs temples et leur patrie. Or quelle est l'armée en Europe qui possède ces qualités à un degré plus éminent que l'armée prussienne? Quelle est celle qui compte parmi ses chefs plus de noms illustrés par la victoire, par la confraternité d'armes avec un roi, le modèle des guerriers, par l'instruction puisée à son école et dans ses camps de plaisir ou de guerre? dans quel pays compte-t-on un état-major plus éclairé sur toutes les parties de l'art militaire, un

plus grand nombre d'officiers de tous grades propres à les remplir tous ? Où remarque-t-on plus de moyens de rapprochement entre les chefs et les subordonnés, plus d'habitude et de facilité de service dans le soldat ? Enfin dans quel pays éclate-t-il un attachement plus vif, mieux senti, à la gloire de l'armée ! Chaque individu semble y voir sa patrie, attache son honneur au sien propre, s'en approprie toutes les circonstances, et y concentre ses affections et son cœur. Noble et sublime dévouement qui fera long-temps de l'armée prussienne un foyer de patriotisme, et qui, doublant sa force, lui prêteroit au besoin les moyens de faire les plus grandes choses. C'est cet excellent esprit qui l'a préservée des dangers d'une longue inaction. La Prusse n'avoit pas eu de guerre véritable depuis 1763, et l'on a vu comment son armée s'est présentée au combat contre la France. Trente ans d'intervalle n'avoient ni détendu le ressort militaire, ni alangui le courage, ni affoibli l'instruction. La politique a eu beau entraver le développement de ces qualités martiales : dans plus de dix combats, les François n'en ont pas moins éprouvé ses effets. Si les bras de cette armée sont de nouveau enchainés, ils ne s'engourdiront pas :



son repos ne sera à jamais de l'oisiveté, et l'Hercule prussien repose comme Alcide, appuyé sur une massue, et souriant comme lui au sentiment de la force. Félicitons la Prusse d'avoir eu le bon esprit de résister à l'envie d'avoir aussi une marine. Maîtresse de presque toutes les côtes méridionales de la Baltique, et d'un des plus beaux ports du monde à Dantzig, avec un commerce très-important d'exportation et d'importation, on pouvoit supposer qu'elle céderoit au désir d'ajouter un pavillon à ceux qui dominant la Baltique et qui flottent sur l'Océan. Cela n'auroit eu rien de plus extraordinaire qu'une marine à Venise et en tant d'autres endroits. Les côtes de la Prusse lui auroient fourni les matelots, les forêts les bois de construction, son sol les agrêts : elle étoit abondamment pourvue des matières premières. Mais la Prusse a résisté à cette amorce : elle a senti que ce seroit diviser ses forces et les affoiblir, subordonner celles de terre à celles de mer, comme il arrive à la France et à l'Espagne, dont les escadres angloises battent sur mer les armées de terre, et annullent les travaux, en annullant les flottes sur toutes les mers. La Prusse a calculé avec raison qu'il ne falloit se montrer que là

où l'on pouvoit le faire avec supériorité, et pour des intérêts majeurs: qu'il étoit peu raisonnable de se créer par mer un côté foible, lorsqu'on n'en avoit que de forts sur terre; que toute sa puissance étoit continentale: qu'en portant sur son armée les fonds qu'absorberoit une marine ridicule, elle acheveroit de lui donner la consistance la plus imposante, et qu'alors ce seroient ses bataillons qui protégeroient ses vaisseaux. — Calcul infailible, qui en déplaçant le moyen de puissance ne fait que le rendre plus direct à son but, et transporte avec économie et sûreté sur un élément les attributs de l'autre. L'Autriche veut avoir une marine à Venise, on ne sait en vérité pourquoi: on peut prédire à l'avance qu'elle ne sera jamais bonne, et quelques bataillons de plus protégeroient plus efficacement son commerce, qu'une marine aussi rétrécie que la mer qui la renferme.

La Prusse a comme tous les états un système fédératif qu'elle tient au même titre, de ses habitudes et de la nature, qui comme il arrive toujours a placé les ennemis près d'elle, et les amis au loin.

La Prusse est l'allié naturel de la France, de l'Espagne, de la Turquie et du Danne-

marck : car elle n'a rien à démêler avec ces puissances, qui plus rapprochées de ses rivaux, sont par là même des alliés et des contre-poids qu'elle est intéressée à maintenir. Tout ce qu'ils pèsent de plus sur eux tourne à sa décharge. C'est là le premier degré du système fédératif proprement dit. Le second existe à l'égard des puissances qu'on a aussi intérêt à cultiver, à ménager; mais avec lesquelles il y a des points de contact, ou quelque mélange d'intérêt. Telle est la Suède à l'égard de la Prusse, le Dannemarck à l'égard de la Suède, l'Autriche envers le Piémont. Tous ces états ont de fort grands rapports entre eux, mais qui n'empêchent pas, qu'en se rapprochant ils ne se gênent quelquefois, suivant les degrés de leur *juste position*, ce qui sans rompre le lien fédéral, l'affoiblit cependant, et lui laisse moins de force que dans le premier cas.

Le troisième degré est celui de l'alliance avec sujétion, cas devenu fort rare en Europe, mais qui existe pour la Prusse, comme pour l'Autriche. Ainsi tous les états de la basse Allemagne sont à l'égard de la Prusse dans une dépendance obligée, qui leur donne plutôt l'air de grands vassaux que d'alliés, et qui sans préjudicier aux



droits de souveraineté, en borne cependant l'exercice, comme il arrive dans ce moment, où les états de la basse Allemagne ne pourroient, avec la meilleure volonté, remplir leurs obligations de membres d'Empire germanique, sans le libre *transit* de la Prusse. Car par où leurs troupes se rendroient-elles à leur destination, à travers la ligne de démarcation. Telle est vraisemblablement la cause qui retient le contingent poméranien si généreusement promis à Ratisbonne.

L'Autriche est dans la même position pour la haute Allemagne; en changeant le théâtre de la guerre du midi au nord, en établissant la contre-partie de la démarcation prussienne, l'Autriche barreroit le chemin à tous les contingens du midi, comme la Prusse le ferme à ceux du nord.... La parité est entière.

Il y a cependant dans cette espèce de système fédéral une grande différence, mais d'un autre genre, à l'avantage de la Prusse. Tout le monde connoît le partage de l'Allemagne en deux ligués, protestante et catholique. La religion seule n'a pas présidé à cette division. La politique ne tarda pas à s'en emparer, et s'en servit pour fonder en Allemagne un système d'équilibre, qui est devenu le modèle et le pivot de celui de l'Europe. La  
preuve

preuve de l'intervention de la politique dans cette scission est assez marquée par l'assistance que la France donnoit aux protestans, qu'elle écrasoit chez elle : dans ses alliances avec Gustave Adolphe , et avec la Suède après sa mort, de manière que l'on voyoit la France extirper de son sein le protestantisme qu'elle s'efforçoit de maintenir en Allemagne, bizarrerie qui n'a d'explication que dans la distinction qu'on établit alors entre les intérêts de la religion et ceux de la politique, entre l'empire du catholicisme et celui de l'Allemagne. Différentes causes ayant éloigné la Suède du protectorat de la ligue protestante, ce rôle échut à la Prusse, infiniment mieux placée qu'elle pour l'exercer : et la France et les protestans s'accordèrent tout naturellement pour reconnoître cette suprématie, comme ils avoient fait pour celle de la Suède. Il n'y a pas eu d'interrègne.

Mais la domination de la Prusse sur la ligue protestante est plus pleine, est moins contestée que celle de l'Autriche sur les états catholiques. Car, d'abord la Prusse règne sur tous les princes protestans sans exception : ensuite elle étend ses liaisons d'autorité ou de convenance, sur les catholiques enclavés dans sa ligne, et même dans

celle de l'Empereur. Telles sont dans la basse Allemagne les principautés ecclésiastiques, presque toutes vouées à la Prusse, et dans la haute de grands princes catholiques, tels que l'électeur de Bavière dont la direction actuelle est le fruit de circonstances extraordinaires. Darmstadt, Baden, Wurtemberg, tous états compris dans la démarcation impériale, sont liés avec la Prusse, qui s'étend ainsi beaucoup au-delà de la borne apparente de sa puissance. Son établissement dans les margraviats l'accroîtra encore, et lui fera franchir la ligne du Mein, qui sembloit devoir être son point de partage avec l'Autriche. Il faut y ajouter qu'il règne infiniment plus d'accord entre les puissances protestantes qu'entre les catholiques, ce qui rend le lien fédéral bien plus solide d'un côté que de l'autre. Quelque fâcheuse que soit cette vérité, on ne peut se refuser à reconnoître que l'Allemagne est réellement divisée en deux souverainetés qui se balancent et qui absorbent toutes les autres, qu'il y a comme dans l'empire romain, haut et bas empire, et l'on peut entrevoir un nouveau trait de ressemblance dans l'ascendant que le bas empire prend sur le haut. Cela pro-



vient de l'union de ses membres, et de la désunion des autres. Revenons.

La Prusse a par sa nature un excellent système fédéral dans toute l'étendue de son échelle. La révolution qui a bouleversé les rapports de tous les états, l'en prive dans ce moment : mais les élémens n'en existent pas moins, et n'attendent que d'être replacés. La France et l'Espagne, la Turquie et le Dannemarck sont des alliés puissans par eux-mêmes, inaliénables par leur position, d'où découle pour eux la nécessité de se lier à la Prusse, sans possibilité d'aucun mélange d'intérêt, et par conséquent de brouilleries. Ce qui se passe dans la révolution engagera vraisemblablement la Prusse à s'occuper davantage de la cour de Sardaigne, en qualité de voisine du Milanois, à mesure que l'Autriche gagne du terrain en Italie.

La Suède, quoique placée envers la Prusse au second degré du système fédéral, équivaut pourtant à un allié du premier, parce que les possessions suédoises en Poméranie ne sont qu'un point de contact insensible, et que dans de grandes circonstances, telles qu'une attaque de la part de la Russie contre une des deux puissances, ou de grands dan-

gers de la Turquie de la part de la Russie, cet intérêt disparoit devant un plus pressant, et unit sur-le-champ les deux états. . .

La troisième espèce du système fédératif, ébauchée depuis long-temps, s'est perfectionnée et consolidée à l'avantage de la Prusse depuis le traité de Basle. Aucun membre de cette association ne s'en est encore détaché, malgré la volonté et le pouvoir de le faire impunément. La Saxe et l'Hanovre sont assez puissans ensemble ou séparément pour ne prendre conseil que de leurs inclinations personnelles, qui sont assez connues dans la querelle actuelle, et cependant ils restent sous les drapeaux de la Prusse, en opposition avec leurs sentimens connus, mais retenus par la force d'une alliance nécessaire. Il est dans le fait assez extraordinaire de voir l'électeur d'Hanovre, sur le trône d'Angleterre, chercher par-tout des ennemis à la révolution, et ce même prince sur celui d'Hanovre lui refuser ses propres soldats. Dresde a été le point de réunion pour les arrangemens de la nouvelle coalition. Les hautes vertus, les lumières du prince qui y règne ne permettent pas de balancer sur les sentimens qu'il a voués à la révolution. On peut en juger par le langage

que ses envoyés ont tenu à Rastadt, où ils ont soutenu l'honneur de l'Empire à la tête d'une opposition qu'enflammoit leur courage. Mais l'ennemi de la France cède dans les conseils de l'électeur à l'allié de la Prusse, et ce prince, concentrant ses affections personnelles en lui-même, suit avec la Prusse une direction qui les contrarie, et paroît disposé à n'en changer qu'avec elle.

C'est à dessein que nous avons omis la Hollande, dans cet exposé du système fédératif de la Prusse. Il y avoit plus d'union entre les deux familles souveraines qu'entre les deux états, plus de consanguinité que de relations politiques. Trop forte et trop foible tout-à-la-fois, trop loin et trop près de la Prusse, l'ancienne Hollande ne pouvoit être qu'un allié bizarre, et à charge pour elle. Leurs moyens d'assistance étoient différens : leurs amis et leurs ennemis absolument étrangers. La Hollande s'étoit réduite d'elle-même à la plus simple expression, celle d'une vaste banque, et d'une place de commerce ouverte à tout le monde. Que pouvoit pour la Prusse une alliance aussi disproportionnée ; ses grandes guerres étant contre la Russie et l'Autriche, c'est de troupes auxiliaires que son allié devoit la secourir, et la Hol-



lande n'en a point. En vain se retourneroit-on du côté des subsides, la Hollande comme banque est riche et très-riche : comme gouvernement elle est obérée et pauvre : ses places de commerce sont remplies d'or, mais ses coffres sont vides, et cent particuliers ont plus de crédit que l'état lui-même. Son gouvernement est un assemblage informe de démocratie aristocratique, où le choc des parties ne permet jamais d'asseoir un plan fixe, et par conséquent une alliance solide. Le prince avoit un intérêt, les Etats-Généraux un autre, les corps municipaux un troisième. Le prince étoit l'allié de l'Angleterre, les Etats et le peuple l'étoient de la France, comme il parut en 1781, et en 1787. A cette époque la Prusse fut obligée de ramener la paix qui ne pouvoit durer long-temps, et qui ne l'a fait que jusqu'au moment où les brouillons ont pu recommencer les troubles, et livrer ce pays aux étrangers. La Hollande ne pouvoit donc sous aucun rapport faire partie du système fédératif prussien, et c'est pour cela que nous n'en avons tenu aucun compte.

Complétons le tableau de la Prusse par des considérations sur l'esprit de ses habitants : après avoir peint le corps, tâchons

aussi de peindre l'esprit qui l'anime et qui lui donne la plus grande valeur.

La Prusse est un des pays de l'Europe, où il règne le plus d'esprit national, où les individus sont le plus fortement attachés à l'état, et plus intimement pénétrés de leurs devoirs à son égard. La Prusse passe pour le sol de l'Allemagne, où l'esprit proprement dit, la somme des facultés intellectuelles, est en plus grande abondance. A dieu ne plaise que nous prétendions établir des parallèles entre qui que ce soit, bien moins encore prononcer des arrêts sur des peuples, ou des fractions de peuples également estimables. Nous ne faisons que répéter une opinion universellement établie. Le nombre et le choix des moyens d'instruction, qui contribue si fortement au développement des facultés de l'esprit, sont très-bien entendus en Prusse. Les écoles publiques et particulières y sont nombreuses et fréquentées, l'enseignement a d'excellentes parties, l'émulation règne dans tous les rangs, et des plantes cultivées avec ce soin ne peuvent manquer de produire de très-bons fruits.

Les idées en Prusse se dirigent généralement vers trois objets: le militaire, la politique et l'économie intérieure. Tout Prus-

sien semble naître avec l'instinct militaire, comme les Anglois avec celui de la navigation et du commerce. Il y a de ces espèces d'attributs de nation, qui les distinguent éternellement entre elles. Le Prussien aime généralement la guerre, l'entend bien, et se ressent de l'excellence de l'école prussienne, ouvrage du grand Frédéric, qui dans le cours d'un règne long et brillant façonna toute la nation aux armes, la rendit le centre du militaire européen, et compléta l'édifice ébauché par quelques-uns de ses prédécesseurs. La Prusse n'ayant eu pendant longtemps d'autres fondemens et d'autres remparts que son armée, tous ses efforts ont dû se tourner de ce côté, et beaucoup de gloire en ayant été la suite, la nation toute entière s'est trouvée imprégnée d'esprit militaire, soutenu par d'excellentes leçons et d'éclatans exemples. Il n'en faut pas davantage pour décider de la direction de l'esprit d'une nation. C'est ainsi que le besoin et la gloire ont fait des Anglois autant de marins, favoris de Neptune comme les Prussiens le sont de Mars.

Les spéculations politiques sont le second objet de l'attention générale en Prusse. On y aime, on y connoît bien cette branche des



connoissances humaines. La statistique y est fort en vogue, et il est rare de rencontrer des Prussiens dépourvus d'aperçus justes et étendus sur les intérêts généraux de l'Europe, et sur ceux de leur pays en particulier.

Il en est de même pour l'économie intérieure de l'état. On y recherche avec soin les procédés de l'industrie qui peuvent y prospérer, les moyens d'économie tant pour le public que pour les particuliers. Ce soin n'est pas seulement celui du gouvernement, mais il descend dans toutes les classes de citoyens : aussi c'est-il de la Prusse qu'est parti dernièrement le coup qui menace de changer tous les rapports de l'Europe avec ses colonies, et la Betterave de Mr. le professeur Achard n'occupe pas moins de place dans l'attention publique en Prusse qu'une partie des combats qui ensanglantent le cours du Rhin. La Prusse peut donc passer à bon droit pour un des pays de l'Europe, où le foyer de lumières est le plus étendu et le plus brillant, et où par la nature des choses, il est destiné à durer le plus longtemps.

En rapprochant ces différens traits, nous trouverons que la Prusse est une puissance du premier ordre, dans toute la force de sa

jeunesse, qu'elle possède un territoire vaste, fertile et bien borné : qu'elle forme une population nombreuse et féconde, qu'elle dispose d'une grande richesse qui tend sans cesse à s'augmenter, qu'elle est défendue par une armée redoutable, qu'elle est fortifiée par des alliances puissantes et solides, et qu'enfin il vit au milieu d'elle un esprit patriotique capable, comme il l'a déjà montré, de suppléer à ces biens, mais qui doit tendre sans cesse à les développer, puisqu'elle a le bonheur d'en jouir. Avec tant d'avantages, il est aisé de lui présager de hautes destinées, sur-tout lorsqu'ils sont ménagés par un gouvernement habile, sous les yeux d'un prince ami de la justice et de l'ordre, qui fixe et réunit sur le trône de la Prusse les qualités qui l'ont successivement illustré, et qui après s'être formé sur ses augustes ancêtres, doit servir à son tour de modèle à la postérité...

*Conduite de la Prusse pendant la révolution et la guerre.*

La question que nous entamons est si délicate, elle touche à tant d'intérêts d'hommes et de passions, que nous appellerons à notre secours une série de faits connus, et que les

laissant parler seuls , nous recevrons le jugement de leur organe incorruptible.

La plupart des hommes jugent les états comme leurs semblables , isolément et sans aucun égard aux circonstances , comme sans aucun souvenir du passé. Cette méthode peut être celle de la paresse et des passions , mais ne sera jamais celle de la raison.

Lorsque la révolution commença en France , la Prusse sortoit d'apaiser celle de Hollande , qui avoit manqué la brouiller avec la France. A l'ouest , Liège et le Brabant fermentoient. Au nord la Suède et la Russie se combattoient avec plus d'inégalité de forces que de fortune , mais de manière à faire craindre que l'une ne finît par succomber sous l'autre. A l'est , la turbulente Pologne commençoit à allumer des torches semblables à celles qui ont incendié la France. Au midi la Turquie se débatoit entre les aigles d'Autriche et de Russie réunies contre elle. Que pouvoit , que devoit faire la Prusse , qu'a-t-elle fait , qu'elle n'ait dû faire. Pour en bien juger , procédons par ordre et par époques : il y en a trois , avant , pendant , et après la guerre.

1°. La Prusse pouvoit-elle terminer d'un seul coup toutes les querelles que nous ve-



nous de retracer, pour n'avoir à s'occuper que de la révolution : car c'est là où on en veut venir. Cela dépendoit-il d'elle ? l'Europe étoit-elle ce qu'elle est devenue à force de malheurs , et plus éclairée sur sa situation , et plus simplifiée dans ses intérêts , qui maintenant se rattachent tous à l'existence de la révolution ; car à le bien prendre, il n'y a plus que cette affaire en Europe. Non certainement, et dans l'impuissance de trancher à-la-fois des embarras si compliqués , la Prusse devoit s'attacher à les débrouiller successivement, à s'élever graduellement des plus petits aux plus grands, pour arriver avec plus d'aisance à celui qui les couronnoit tous, au sommet de la pyramide , à la révolution françoise. Surement ce plan est à-la-fois éclairé et sage , et les censeurs n'auroient pas fait mieux. Or voilà précisément la conduite qu'a tenue la Prusse.

Réunie à l'Angleterre, elle commence par séparer le Dannemarck d'avec la Suède ; elle force ensuite l'Autriche à lâcher prise sur la Turquie , et rompt son alliance offensive avec la Russie. Après , elle dirige contre cette puissance une grande armée pour soustraire les Turcs à de trop dures lois. Elle se rend médiatrice du retour de l'empereur aux

Pays-Bas , et garante de leur soumission. Voilà l'ouvrage de 1789 et 1790. Sur quoi il faut remarquer que dans cet espace de temps, la Prusse a fait deux prises d'armes avec les plus grands frais et le plus grand désintéressement: car il ne s'est jamais agi de rien de personnel pour elle , mais des seuls intérêts de la Turquie.

Libre alors par la fin des troubles qu'elle venoit de calmer en 1791 la Prusse s'occupe directement des affaires de la France, et provoque la déclaration de Pilnitz , qui est bien certainement son ouvrage, comme l'interprétation de la fin de novembre 1791 est aussi surement celui de l'Autriche. On ne peut pas plus douter de l'un que de l'autre. En 1792, à la première nouvelle de la déclaration de guerre , une armée prussienne est mise en mouvement contre la France , et c'est le roi en personne, qui à la tête de sa famille et de son armée , vient tendre une main , hélas trop inutile , à l'infortuné Louis XVI.

Dans sa conduite en France tout fut cohérent et parfaitement françois. Ses déclarations basées sur les intérêts réels de la France ne parlent que du rétablissement de la royauté et de la conservation de ses do-

maines. Tous ses actes en France y sont conformes : par-tout où il aborde , l'ordre de l'administration royale est rétabli , et dans le fait les Prussiens sont encore les seuls étrangers qui aient pénétré en France au nom du roi, les seuls qui l'aient travaillée en contre-révolution. On sait quelle influence arrêta à Verdun la reconnoissance de la régence dans la personne de Louis XVIII. Voilà certainement une première époque toute entière au-dessus de l'ombre même d'un soupçon : et quand on y joindra que, dès le mois d'août 1789, le roi de Prusse proposa à Louis XVI, de disposer de 90 mille hommes de ses troupes, sous la seule condition de renouer les anciennes relations entre les deux états , proposition écartée par une influence alors dominante ; quand on se rappelle le tendre intérêt que cet excellent prince prenoit à Louis XVI et à sa famille , les bienfaits qu'il répandit sur ses plus dévoués serviteurs, l'amertume dont le remplit sa mort, on ne trouvera plus que de la reconnoissance et des regrets pour la mémoire d'un prince qui a voulu tant de bien à la France et à son roi.

On connoît tous les hasards des conjectures qu'on s'est permises sur la retraite de



Champagne. Il faut de Podieux ou du merveilleux à la plupart des hommes. Ils ne peuvent se résoudre à expliquer des événemens extraordinaires par des causes ordinaires, ni des événemens ordinaires par des causes extraordinaires : ce qui arrive pourtant très-fréquemment.

Cette retraite est le résultat d'une première épreuve tentée sur la France d'après de fausses notions, d'après des assurances trop répétées pour n'avoir pas inspiré confiance, d'après l'inégalité des moyens avec l'entreprise que le 10 août avoit tout-à-fait dénaturée, d'après les contrariétés de la saison, et peut-être quelques entraves apportées aux vues du général en chef, d'après l'inutilité évidente de garder en France une armée dont les flancs étoient découverts par l'incomplet des contingens promis, et par l'irruption de l'ennemi sur ses communications. En effet les François une fois maîtres de Mayence, les Pays-Bas très-peu gardés, l'armée prussienne restoit à découvert au milieu de la France : elle ne pouvoit plus à cette époque de l'année atteindre au but de sa destination. Sa retraite étoit donc forcée : elle fut la suite d'une entreprise légèrement basée, il est vrai, mais elle ne fut que cela :

et quand on considère quelles têtes, quels otages renfermoit cette armée, toute objection s'abaisse devant une pareille considération; cette retraite ne permet pas plus d'inculper ou de soupçonner les intentions de la Prusse, que celle de la Hollande n'accuse les Anglois de n'avoir pas travaillé sincèrement à sa délivrance. L'un comme l'autre seroit le comble de la folie. La parité est complète, jusque dans les bizarreries de la saison qui ont si cruellement affligé les deux parties aux deux époques.

Nous avons dû rapporter l'expédition de France à la première époque, parce qu'elle tient aux événemens de ce temps, et qu'elle fut suivie d'un ordre de choses absolument nouveau. Il forme la seconde époque dans laquelle nous allons entrer.

*Seconde époque.* On se rappelle la teneur de la déclaration de Pilnitz, et le manifeste de Mgr. le duc de Brunswic. Les principes les plus purs de l'ordre social, les plus conservateurs des intérêts de la France y furent énoncés: c'étoit le même langage que l'empereur de Russie tient aujourd'hui. Il est aussi impossible de refuser à l'un qu'à l'autre, l'hommage de la plus respectueuse reconnaissance. La déclaration de Francfort renouveloit

veloit les assurances d'un désintéressement complet à l'égard de la France, et les garantit de nouvelles précautions explicatives du sens et de la nature de la guerre. Elle fut entamée sous ces auspices, et la Prusse s'y tint rigoureusement, comme il y parut par toute sa conduite en France.

Mais lorsqu'après la retraite, la guerre eut changé tout-à-coup de nature, lorsqu'une guerre originairement de contrerévolution fut transformée en guerre ordinaire, et de puissance à puissance, la Prusse se trouva bien forcée de donner une autre couleur à ses armes, et de renoncer à la première à laquelle ses alliés ne songeoient plus. En meme-temps les troubles s'aggravèrent en Pologne, et la Russie faisoit de nouveaux pas dans ce pays: cette circonstance étoit doublement inquiétante pour la Prusse. Il ne faut pas oublier non plus que la guerre contre la France n'étoit pas en Prusse du goût de tout le monde: que les considérations *politiques* y balançoient fortement, comme elles feront toujours, les intentions contrerévolutionnaires, qu'en un mot la guerre étoit bien plus du fait du roi, que de celui de son conseil: que si les affections de l'un se portoient principalement sur le trône et le roi de France,



les vues de l'autre restoient attachées sur la France même comme puissance, alliée et indivisible de la Prusse. L'inclination personnelle du roi avoit fait plier toutes les contradictions : l'interversion du sens de la guerre par l'Autriche leur rendit toute leur force. Qu'opposer en effet à ceux qui représentoient que la guerre en changeant d'objet n'avoit plus de but , ou bien un absolument contraire à la Prusse : que c'étoit une guerre contre nature que celle qui faisoit servir la Prusse à l'abaissement de son allié naturel, à l'élévation de ses ennemis , et qui attachoit la maison de Brandebourg au char de sa rivale. La convention d'Anvers, la teneur de la déclaration de guerre par l'Empire contre la France ne permettoient plus de s'y méprendre : la guerre de la révolution étoit abandonnée de toute part, la Prusse ne pouvant ni la faire seule , n'y y ramener tout le monde de gré ou de force, prit le seul parti qui pût lui convenir encore, en restant sous les armes, celui de se borner à couvrir l'Empire, et d'attendre que les alliés rentrassent dans le sens primitif de la guerre. En conséquence l'armée prussienne passa la plus grande partie de la campagne de 1793 à préparer et à faire le siège de Mayence, et

à couvrir l'Empire de manière à en chasser les François et à leur en interdire la rentrée, sur tous les points de sa ligne. Les batailles de Hornbach et de Kaiserslautern, la manière brillante dont le duc de Brunswic arracha le M<sup>al</sup> de Wurmser à une ruine totale, dont plus de déférence à des conseils bien sages ont préservé le vieux général autrichien, les déclarations répétées et réalisées de la part de la Prusse sur son système défensif pour l'Empire, tout ce concours de circonstances et de faits ne permet pas de donner une autre interprétation à sa conduite. On n'a le droit de juger les gouvernemens que comme les individus, d'après les faits et les preuves, et il n'en est pas de plus fortes que celles qui résultent d'une série de faits auxquels on ne peut rien opposer. En 1794 la Prusse inquiétée par la Pologne, fatiguée de la longueur, des frais, et de la direction d'une guerre à laquelle elle restoit étrangère, tout en supportant le fardeau, annonça la résolution et les motifs de sa retraite, ainsi que les conditions de son séjour à venir. Cette retraite faisoit un trop grand vide pour qu'on ne cherchât pas tous les moyens à y parer, d'où suivit le traité de subsides avec les puissances maritimes.

On sait à quelles désignations également injurieuses et maladroites ce traité a donné lieu. La vérité est 1°. que le payement s'est arrêté à 27 millions de livres, à-peu-près la moitié de la valeur totale : 2°. que le traité fut signé le 18 avril, qu'il plaçoit l'armée prussienne à la garde des duchés des Deux-Ponts pour le 24 mai, et que dès le 23, elle avoit gagné la bataille de Kaiserslautern, et prévenu par une belle victoire l'époque fixée pour son rassemblement. Elle se maintint vigoureusement dans ses positions pendant tout l'été, elle arrêta l'ennemi dans les siennes ; si l'événement de Tripstadt lui fut moins favorable, elle le répara et au-delà par la dernière bataille de Lautern. Ce malheur même n'eut aucune influence sur la campagne, pas plus que sur le refus de prendre part à quelques autres opérations qui ne faisoient plus rien à l'événement de la guerre, et qui n'entraînoient qu'une effusion de sang très-inutile ; car la retraite des Autrichiens d'entre la Meuse et le Rhin commandoit celle des Prussiens d'entre le Rhin et la Moselle ; le mouvement des deux armées devoit être parallèle, celle qui fût restée dans son ancienne position étoit tournée, elles devoient avancer et se retirer à-la-fois.



Les Prussiens retirés derrière le Rhin avoient raison de se borner à soutenir Mayence, et de se refuser à toute attaque sur des points isolés ou peu importants. Toute proposition à cet égard étoit une déraison, ou un piège. Cette réduction de défense ou d'attaque à des objets majeurs, est une des parties les plus essentielles du talent militaire, comme la prédilection pour des vétilles sanglantes, est une des preuves les plus certaines de son absence.

Enfin vint le traité de Basle, la paix et la séparation de toute coopération hostile contre la France. Cette paix étoit le fruit de négociations entamées depuis long-temps, et des efforts de tout le parti opposé à la guerre, c'est-à-dire de la Prusse entière, dégoûtée, et avec raison, d'une guerre lointaine, sans objet, et qui ne cessoit d'être un contre-sens que pour être un malheur pour la Prusse, car chacune de ses victoires ne faisoit qu'affoiblir son allié, et le livrer plus surement à ses ennemis.

La paix data du 5 avril 1796 : mais le besoin de la paix date de bien plus haut : il date de l'abandon du sens primitif de la guerre, arrêté à Pilnitz et à Francfort : il date de l'insurrection polonoise, par laquelle

la Prusse se trouvoit engagée à-la-fois dans deux grandes guerres, aux deux extrémités de ses états, en Pologne et en Allemagne: elle devoit à-la-fois combattre sur la Vistule et sur le Rhin, à d'immenses distances: elle se trouvoit prise entre deux foyers d'incendie également dangereux: la guerre de Pologne se rapprocha un moment de Berlin presque autant que de Varsovie, et si le général Suworow mit une fin aussi prompte que terrible à cette insurrection, il ne mit pas fin aux inquiétudes de la Prusse et au besoin qu'elle avoit de se précautionner; car la Pologne pour être vaincue n'étoit pas soumise, et les alliés n'ayant encore rien décidé sur son sort, la Prusse ne devoit pas s'éloigner un moment d'un objet qui l'intéressoit d'aussi près.

La Prusse n'étoit pas, et n'est pas encore assez forte pour soutenir à-la-fois deux grandes guerres, et sur-tout à de grandes distances. Dans la nécessité de choisir, son intérêt la porta, comme il feroit tout le monde, vers l'objet le plus voisin, et par conséquent le plus présent. C'est la loi de nature. ....

*Troisième époque.* La paix de Basle terminoit bien la guerre, mais non les dangers de la

guerre : l'état actuel de guerre avec la France, mais non l'état habituel et imminent d'hostilités avec la révolution, ainsi qu'avec un gouvernement violent et variable. De-là la démarcation. C'est le milieu entre la paix et la guerre, un *mezzo termine* entre les deux, qui comme tout système moyen a les inconvéniens de l'un et de l'autre. Derrière cette égide, la moitié de l'Allemagne dort, trafique, se félicite, et assiste au supplice de l'autre moitié, en attendant que la perte de celle-là entraîne la ruine de celle-ci. La démarcation est une espèce d'arrangement domestique, avantageux sans doute, et pour un temps, à la partie de l'Allemagne qui en jouit, mais c'est un système politique foible et rétréci, sans que pourtant il en découle aucun blâme sur la Prusse : car pour avoir le droit de la blâmer, il faudroit savoir si elle a pu mieux faire : si, dans l'impossibilité d'être tout-à-fait en paix avec un gouvernement qui n'y est jamais avec lui-même ni avec les autres, ni de faire en commun la guerre avec des puissances que rien ne peut engager à faire cause commune, la Prusse n'a pas été condamnée à une attitude fausse, dont elle sent elle-même tous les inconvéniens sans pouvoir les éviter : de manière



que dans l'impossibilité de faire le bien, elle se sera trouvée bornée à empêcher le mal, et quel mal ! le plus grand et le plus inutile de tous, le saccagement de la basse Allemagne pour quelques contingens à l'armée d'Empire, et l'attribution de ses richesses à la France, pour la soustraction de quelques mois romains à Ratisbonne. Car dans le fait ce n'est pas autre chose... Loin de nous tous ces bruits, tous ces soupçons dégradans dont on a cherché à flétrir la Prusse sur de prétendues intelligences avec les François, sur des secours clandestins, sur des vœux pour leurs succès. Les états comme les individus, une fois constitués en état d'inimitié, se renvoient des imputations outrageantes ; mais toutes ces rumeurs enfantées par la haine, propagées par l'esprit de parti, dans un pays où il est très-actif et très-prononcé, toutes ces inculpations mensongères sont restées comme mille autres, et resteront toujours sans preuves, tristes et dégoûtans alimens de l'envie, et dignes d'elle seule.

Pour apprécier au juste la conduite de la Prusse, il faudroit connoître quelles propositions elle a reçues ou portées ; ce qu'elle a connu des dispositions de ses principaux voisins, de la sureté de nouveaux engage-

mens, en un mot de l'esprit dominant qu'elle a rencontré dans toutes les circonstances : car ce n'est pas des forces des états qu'il faut s'occuper seulement, mais encore des *intentions* de ceux qui les gouvernent.

La Prusse ne s'écartera jamais du principe de la conservation de la France, et elle aura raison : en déplorant les écarts de son gouvernement, elle n'abandonnera jamais le principe de son intégrité. Prétendre l'attacher à des combinaisons qui la violeroient, c'est aller contre un but trop évidemment contraire à ses intérêts pour pouvoir y atteindre ; on ne mystifie pas, et sur-tout deux fois, un empire éclairé sur ses intérêts élémentaires. Si la Prusse a eu lieu de reconnaître que les attaques contre la république ne sont qu'une feinte, qui cache une attaque réelle contre la France même, qui couvre un système d'envahissement ou d'agrandissement en d'autres lieux, comment la désapprouver après ce qui lui est arrivé dans la première coalition, de ne pas prendre part à de pareils plans, comment espérer l'y rattacher de nouveau ? Surement la Prusse n'a aucun ombrage sur la Russie :

Le ciel n'est pas plus pur que le fond de son cœur ; mais a-t-on les mêmes assurances sur tout le

monde, sur-tout lorsqu'on voit une des parties de l'association proposée s'envelopper de toutes les obscurités de la politique, renfermer en elle-même le secret de ses intentions, laisser errer tous ses désirs sur tous les objets à sa convenance, et ce qui est le plus remarquable, faire une guerre d'alliance sans faire partie de la coalition, et se tenir ainsi à-la-fois en-dedans et en-dehors de la ligue qui combat la France. Une pareille conduite prête à trop de soupçons et d'ombrages pour être bien attrayante pour qui que ce soit, et ce qui se passe dans l'intérieur de la soi-disant coalition, les explications continuelles entre les alliés, leur séparation toujours imminente, ne sont guères propres à rattacher à leur chaîne ceux qui ont eu le bon esprit de ne pas s'en charger. Dans le fait le mauvais génie qui poursuit l'Europe a transporté dans la politique toutes les fureurs ombrageuses qu'on attribuoit jadis à l'amour, et l'on pourroit appliquer aux coalitions modernes la définition que la Rochefoucauld donne de certains amans.

Si l'on dit que la Prusse a résisté à des sollicitations solennelles et répétées, on répondra que c'est précisément la solennité de ces instances qui a nui à leur succès : que par-



ties de très-haut, la distance en multiplioit le poids d'une manière peut-être alarmante pour ce que l'on croit être la dignité personnelle et l'indépendance : que des résolutions prises sous une inspiration aussi élevée pourroient ne pas paroître assez volontaires : que si la Prusse est arrivée au point de tout voir et de tout entendre, elle l'est aussi à celui de ne se décider jamais que par elle-même, sans mélange de suggestions étrangères, et qu'enfin le refus de la Prusse a porté sur le caractère, sur les moyens et sur la conclusion inévitable d'une nouvelle guerre d'alliance : prévoyance trop tôt justifiée, comme le fut celle du malheureux Louis XVI, qu'on blâmoit aussi dans son temps, de ne pas s'associer au désir d'une guerre, dont il connoissoit trop bien les acteurs pour ne pas en redouter les suites, et en distinguer à l'avance la conclusion.

Quant aux articles secrets du traité de Basle dont on a tant parlé, nous attendrons qu'ils soient publics, et sur-tout bien avérés pour nous en occuper. Reprochera-t-on à la Prusse d'avoir convoité quelques territoires à sa convenance, d'avoir réchauffé d'anciennes prétentions résultantes de la suzeraineté, ou de l'ordre successif des héritages, si em-

brouillé dans le droit germanique; tout cela peut être : tout cela n'est ni bien beau, ni bien accommodé aux circonstances du temps, qui réclame surement d'autres soins et d'autres exemples; mais tout cela est un point perdu dans l'immensité des événemens d'une révolution qui entraîne tout, mais cela est malheureusement trop commun dans une confédération dont quelques membres sont très-sujets à vouloir se dévorer, comme il a paru par la révélation des traités particuliers des princes allemands (\*) avec la France : révélation qui a manifesté à tous les yeux qu'il n'y avoit pas un de ces princes qui n'eût transigé aux dépens de ses voisins, et qui n'eût cherché à se couvrir de ses pertes avec leurs dépouilles. Noble et touchante confraternité, et bien propre à resserrer entre eux les liens de la confiance et du bon voisinage!

Enfin dira-t-on que la Prusse a laissé percer des sentimens de prédilection pour la France?... Plaisant reproche en politique que celui d'une préférence bornée aux affec-

---

(\*) En particulier les traités de Wurtemberg et de Baden. Ce dernier sur-tout est un des grands scandales de la diplomatie moderne... Baden n'est-il pas un état assez important pour dépouiller tout le monde en sa faveur!...

tions du coeur, mais n'éclatant au-dehors par aucun acte, qui en indiquant au contraire une victoire sur un penchant, renferme bien plutôt le sujet d'un éloge que celui d'un blâme : car si en aimant la France, la Prusse ne l'a pas secourue, il faut la remercier et non pas la blâmer... Au reste cette inclination de la Prusse pour la France mérite quelque explication.

Les états comme les individus peuvent se rapprocher et se convenir par sentiment et par raison : l'union peut partir à-la-fois de la tête et du coeur, elle atteint alors le plus haut degré de consistance. Or, telle nous paroît être la double source de l'amitié entre la France et la Prusse.

La Prusse est politiquement l'allié naturel de la France : premier titre pour l'aimer. La Prusse a plus de conformités et de points de contact avec la France qu'avec tout autre pays. Depuis long-temps une nombreuse population françoise vit au milieu de la Prusse, mêle son sang avec le sien, et l'enrichit par les arts et l'industrie qu'elle lui apporta de sa patrie. Son plus grand roi, Frédéric, avoit naturalisé autour de lui le langage et les plus aimables attributs de la nation françoise. En Prusse tout ce qui n'est pas purement natio-



nal est plus près de la France que de tout autre pays. Les peuples comme les individus n'ont pas un *moi* tellement propre, tellement incommunicable ou exclusif, qu'ils ne tiennent à quelque autre par quelque côté. Ces nuances lient la grande chaîne des nations comme celle des individus, de manière à ce qu'elle ne se rompe pas à chaque anneau, elles les entrelacent les uns avec les autres. Il en est ainsi de la Prusse à l'égard de la France. Elle se trouve avoir plus de convenances en tout genre avec la France, leurs rapports sont plus directs et plus nombreux, d'où résulte une liaison et plus intime et plus durable. Cette double inclination de la Prusse comme état et comme collection d'individus, a surement fortifié l'éloignement du gouvernement pour la guerre contre la France. Il étoit gêné par une grande masse d'opinion publique. Il n'appartient tout au plus qu'à un gouvernement très-vigoureux de la heurter pour son propre bien, et de la ramener malgré lui. Là-dessus chacun sent sa force et sa position. Un gouvernement peut mettre moins d'assurance dans une oeuvre qu'il voit faire à contre-cœur à-peu-près par tout le monde: pour nous, il suffit de constater l'existence de cette disposition pu-

blique : n'importe quelle en soit l'origine, dès quelle existe, le gouvernement en ressent les effets, et se trouve forcé de lui obtempérer en quelque chose. Or, on ne peut se refuser à reconnoître qu'une disposition générale en faveur de la France ne régnât dans toute la Prusse, et plus qu'en tout autre pays : le gouvernement étoit donc gêné là plus qu'ailleurs dans le choix de ses mesures à son égard. Ce n'est pas que les Prussiens soient révolutionnaires ou insurgens : il s'en faut : c'est au contraire un des peuples du monde qui considère le plus son gouvernement et qui y obéit le mieux : mais c'est aussi un de ceux dont on consulte le plus le goût, et l'on ne peut se dissimuler qu'il n'a jamais été, et qu'il n'est pas encore pour la guerre contre la France.

*Reproches que l'on fait et que l'on peut  
faire à la Prusse.*

Les reproches que l'on peut faire à un état comme à un particulier, sont de deux espèces, généraux ou particuliers : généraux quand ils s'appliquent à une disposition habituelle, à une tendance continue, à un emploi usuel de facultés provenant de prin-

cipes invariables et fixes : particuliers quand ils se rapportent à une espèce ou à un cas déterminé. Les deux aussi se réunissent souvent sous la main de la censure, comme dans la question actuelle, que l'on peut réduire à trois chefs : le reproche d'ambition que l'on adresse communément à la Prusse, et l'abandon de l'Empire, ainsi que celui de la coalition. Ce sont là les grands chevaux de bataille sur lesquels on retrouve toujours les antagonistes de la Prusse. Nous allons leur montrer qu'il y a à-la-fois inadvertence et erreur dans leurs reproches.

Il faut distinguer deux époques dans la vie des états, leur croissance et leur formation. Un état qu'un concours de circonstances a appelé à former une souveraineté principale, se trouve au milieu d'autres plus petits, qui coupent et morcellent son territoire, gênent ses communications et l'incommodent de mille manières. Il y a telles enclaves qui ne peuvent appartenir commodément qu'à la puissance ambiante : telles propriétés sont situées de manière à perdre ou à recevoir tout leur prix de leur position : dans cet état elles ne peuvent que nourrir des chagrins, des querelles, et des projets de réunion. Tous les états de l'Europe ont été  
ainsi



ainsi formés: quels qu'ils soient, ils viennent tous de là. Qui verroit aujourd'hui les grandes masses des empires, ou pures dans leur origine, ou fondues d'un seul jet dans le degré d'étendue et d'adhérence qu'ils ont maintenant, se feroit d'étranges notions sur l'histoire. Tous les états principaux de l'Europe ont travaillé pendant des siècles à parvenir à leur consistance actuelle. Ils ont fait pendant des milliers d'années ce qu'on fait maintenant dans quelques-uns, voilà toute la différence: le principe et le but ont toujours été les mêmes. L'Angleterre n'a pas toujours possédé l'Irlande et l'Ecosse. Celle-ci lui est échue par des alliances, après avoir lassé son courage à la guerre. Les principales provinces de France sont échues de la même manière à cette couronne. La Bretagne, la Franche-comté, la Bourgogne, le Roussillon, les deux Flandres, l'Artois, la Navarre, et dans ces derniers temps la Lorraine, lui ont coûté des siècles de traités ou de combats. Quels sont tous ces noms illustres qui décorent encore quelques membres de la noblesse françoise, sinon d'anciennes désignations de souverainetés englobées successivement dans les atterrissemens continuels de la royauté, s'il est permis de parler ainsi.

L'Espagne combattit six cents ans contre les Maures établis dans son sein, et ne prit sa consistance définitive qu'à la réunion des couronnes de Castille et d'Arragon. L'Autriche a acquis de même ses plus belles provinces, les accroissemens des autres puissances sont aux mêmes titres, le bonheur à la guerre, ou l'habileté dans le cabinet. Il n'y a pas jusqu'à l'amour lui-même qui n'ait aussi trouvé sa place dans ces arrangemens. La Russie a franchi dans peu de temps un espace immense, il est vrai, mais qui lui étoit comme attribué par la nature. Il en est de même de la Prusse : elle a fait des pas de géant, mais ils l'ont portée à un terme qu'elle ne peut dépasser. L'ambition ne consistoit pas à atteindre ce point : elle seroit de le dépasser. Voilà la pierre de touche, voilà l'épreuve véritable de l'ambition, la seule sur laquelle l'on pourra prononcer. Si l'état, arrivé à ce point de consistance qui résulte de l'acquisition et de la jouissance de tous les objets qui sembloient lui revenir de droit, et dont la possession n'est pas une violation de la surêté des autres, ni une incompatibilité avec leur bien-être, si cet état cherche à excéder ce point, alors accusez-le d'ambition sans balancer, bornez-en le cours, si vous

le pouvez; pareille entreprise décèle un principe toujours agissant.... Jusque-là tout se passe, sinon dans les bornes de la justice, ou dans règles de la morale, nous sommes loin de le penser, mais au moins dans le cercle des choses d'ici-bas, et par conséquent hors de l'application d'un reproche à une puissance en particulier: car elles sont toutes dans le même cas, et la ressemblance exclut toute personnalité. Il faudra donc voir si la Prusse cherchera à sortir de son état actuel, à profiter des circonstances, et à user de ses immenses forces dans des vues d'ambition. Jusque-là le reproche tombe à faux, ou sur tant de monde à-la-fois, que la part se réduit à bien peu de chose.

Il existe un cas particulier qui est tout-à-la-fois revêtu des apparences de l'ambition, et destitué au fond de sa réalité. C'est celui des accroissemens proportionnels entre états: tels furent ceux qui amenèrent les trois partages de la Pologne. Entre états à peu-près égaux, l'un fait une acquisition importante: l'équilibre est rompu: l'état menacé d'infériorité remue, menace, saisit et devient injuste pour n'être pas lésé. De quel côté est l'ambition? En 1773, l'Autriche, la Prusse et la Russie s'accroissent ensemble d'une



partie de la Pologne : en 1793, nouveau partage : en 1796 partage définitif et distributions à-peu-près égales entre les trois parties : tout marche parallèlement, un accroissement compense l'autre, et une amélioration commune éloigne tout sujet d'ombrage. Des trois copartageans deux sont à-peu-près bornés pour toujours, par l'effet même de ce partage ; car où pourroient-ils s'étendre ? L'Autriche seule a de la marge en Italie. Si les conseils de la plus saine politique pouvoient l'abandonner, et qu'elle se laissât aller à des idées de conquête dans cette contrée, l'égalité proportionnelle entre elle et la Prusse ne seroit-elle pas rompue, et si celle-ci cherchoit des dédommagemens même sur ses voisins, les cris de ceux-ci, et le blâme de tout le monde ne retomberoient-ils pas à bon droit sur ceux qui l'auroient en quelque sorte rendu nécessaire ? La Prusse ne seroit-elle pas seulement sur la défensive, tandis que sa rivale auroit pris l'offensive. . . . Cette distinction n'est pas à omettre dans un cas que la prévoyance conseille de prévenir.

2°. Il est faux que la Prusse ait abandonné la coalition. C'est au contraire ce qu'on a nommé improprement la coalition qui a

abandonné la Prusse. Il n'y a eu coalition qu'un moment, depuis la déclaration de Francfort, jusqu'à la retraite de Champagne. Tout le reste ne mérite pas l'honneur de ce nom.

La coalition avoit un objet primitif et déterminé, celui d'arrêter la révolution et de rétablir la royauté en France. Tout ce qui s'écartoit de ce but, la rompoit. Or, le sens naturel et convenu de la coalition ayant été abandonné par les alliés de la Prusse, dès l'hiver de 1792, la convention d'Anvers du 2 avril 1793 ayant déclaré cet abandon, la déclaration de guerre de l'Empire contre la France l'ayant sanctionné, tous ces actes ayant substitué une guerre d'invasion à une guerre de restauration, la coalition n'ayant plus son premier objet, n'avoit plus de lien, et se trouvoit rompue par le fait... Pour en accuser la Prusse, il faudroit prouver qu'elle ait suggéré ou consenti ces actes de date postérieure à ceux sur lesquels elle étoit entrée dans la coalition: comme il est au contraire bien prouvé que loin d'y prendre part, elle s'y est fortement opposée, il l'est par là même qu'elle seule est restée fidèle à la coalition proprement dite, au milieu de l'abandon général des alliés. On n'au-

roit droit de l'inculper qu'en tant qu'elle auroit négligé de travailler à ramener les alliés au sens primitif de leurs engagements : hypothèse trop invraisemblable par l'opposition qu'elle renferme avec ses intérêts, ainsi qu'avec la connoissance que l'on a des représentations infructueuses sur l'entrée en Alsace, comme de la proposition d'un autre plan de campagne qui rapprochoit davantage les alliés du foyer de la révolution, et leur faisoit passer l'hiver sur son territoire.

3°. Quant à l'abandon de l'Empire, il faut observer 1°. que rien n'est plus commun dans l'histoire d'Allemagne que des séparations momentanées des membres de l'Empire d'avec son corps et son auguste chef. Il n'y a pas eu de guerre dans laquelle cela n'ait eu lieu, et où le schisme n'ait été encore plus prononcé, puisque loin de se borner à une simple séparation, il établissoit l'état de guerre contre l'empereur et l'Empire. L'histoire d'Allemagne n'est que le monument toujours subsistant de ces scissions. Cela, il est vrai, n'est pas dans la constitution germanique, mais cela existe dans les usages de l'Allemagne.

2°. La séparation n'a pas été absolue, car la Prusse a couvert toute la basse Allema-



gne, et y a employé un contingent au moins égal à celui qu'elle devoit à Ratisbonne : ce service vaut bien celui qu'elle eût rendu ailleurs.

5°. Sans nier le principe de l'union germanique, il faut pourtant en distinguer l'application. Les états qui retirent quelque utilité de cette association, qui y trouvent une sauvegarde, qui sans elle n'existeroient pas peut être depuis long-temps, ceux-là lui doivent et lui portent attachement et respect : ils y tiennent comme à leur principe d'état, et à un paratonnerre. Mais les états que leur force intrinsèque place dans une indépendance complète, qui n'ont jamais besoin de l'Empire comme Empire, qui ne peuvent en supporter que le fardeau, qui en le prenant sur eux, prendroient avec lui de la sujétion, et de la dépendance avec leurs rivaux, ceux-là, dis-je, ne tiennent à l'Empire que par décence et générosité, et ne peuvent lui vouer, avec une affection sincère, une obéissance implicite. Or voilà la position de la Prusse. A quoi l'Empire, comme Empire lui est-il bon ? que peut-elle en recevoir ou en attendre ? n'est-ce pas au contraire à la Prusse à protéger cet Empire, en cas de besoin, et tout le fardeau de l'al-

liance ne retombe - t - il pas alors sur elle. Croit-on qu'elle soit assez simple pour mettre quelques prérogatives honorifiques à Ratisbonne en parallèle avec les frais et les hasards d'une protection toujours implorée par ce corps délabré. Cet état est le résultat inévitable de la position respective de la Prusse et de l'Empire, qui sont l'une au plus haut, l'autre au plus bas de leur fortune. S'il y a faute de quelque côté, c'est sûrement de celui de la constitution germanique, qui continue d'exiger des services égaux dans des conditions absolument inégales, et qui ne peut cependant traiter un roi de Prusse comme un simple électeur de Brandebourg, ou un margrave d'Anspach. Voilà de ces cas où les anciennes lois contrastent avec les changemens survenus depuis leur établissement, et où leur opposition s'aggrave avec le temps.

4°. Les obligations de membre de l'Empire seroient d'autant plus onéreuses pour la Prusse, qu'elles mettroient à la disposition de l'Autriche une partie de ses forces pour un temps illimité, pour des causes indéterminées, et peut-être sous une direction peu satisfaisante pour elle, ou contraire à ses principaux intérêts. Car il pourroit arri-

ver, comme dans la guerre actuelle, que la querelle se prolongeât par mille causes, parmi lesquelles la bonne volonté ou la façon tiennent assurément une bonne place. La Prusse se soumettra-t-elle à ce long abandon d'une partie de ses forces, qui en cas de malheur s'épuisent en pure perte, en cas de succès tournent à l'abaissement de son allié naturel: car c'est toujours là qu'il faut en revenir. L'opposition des deux intérêts est trop marquée pour espérer que celui de la Prusse cède à celui de l'Empire. En réunissant ces deux qualités, elle réunit deux attributs incompatibles, et trop disproportionnées pour que l'un ne soit pas toujours subordonné à l'autre. C'est sans doute un malheur pour l'Empire de compter des membres plus forts que le corps, et supérieurs à ses lois: mais le fait est existant: il doit seul diriger notre jugement sur les conséquences qui en découlent. Il n'arrive rien à l'Empire qui n'ait eu lieu dans toutes les associations où le cours des temps et des événemens a rompu les proportions primitives, et c'est se plaindre de la nature que d'accuser des résultats naturels et inévitables.

Nous avons répondu d'avance à ceux qui reprochent aux Prussiens l'inexécution



du traité de subsides avec les puissances maritimes, en 1794, en rapportant plus haut les conditions de ce traité et les conséquences qui s'ensuivirent. Il portoit que les Prussiens seroient rendus dans le duché des Deux-Ponts le 24 mai 1794. Dès le 23, ils y avoient gagné une grande bataille et répondu ainsi d'avance aux objections qu'on leur préparoit. C'est assurément une réponse valable qu'une victoire, et à cet égard celle des Prussiens fut péremptoire. Quant aux subsides, ils s'arrêtèrent en novembre au terme de 30 ou 33 millions, sur un total de 54, montant des stipulations générales pour l'année. C'est un simple compte à faire, pour comparer l'argent reçu avec la durée du service, et non avec sa qualité, car il auroit pu être insuffisant, ce que nous sommes loin de croire, sans qu'il y eût faute de la part des Prussiens, qui étoient obligés de se régler sur leurs alliés. Ceux-ci ayant passé tout l'été et l'automne de 1794 à reculer et à se faire battre, les Prussiens ne pouvoient pas avancer seuls, mais ils devoient reculer parallèlement aux corps principaux des grandes armées. Par conséquent toute espèce de censure ou de reproche sur leur conduite dans le cours de cette campagne

porte à faux, et retombe sur ceux qui les ont forcés à agir mollement pour les imiter.

Mais en écartant de la Prusse toute cette cohue de reproches irréfléchis, que nous sommes bien convaincus ne pouvoir lui convenir, nous ne balancerons pas à reconnoître les torts que nous croyons lui appartenir. Comme c'est un examen et non un panégyrique que nous écrivons, nous userons sans détours, comme sans licence, pour la blâmer, du droit dont nous avons usé pour la louer. Le blâme sera la confirmation des éloges, et le garant de notre impartialité: ils se serviront mutuellement de preuves. Nous dirons donc qu'il est à regretter.

1°. Que la Prusse, prévoyant les dangers de la Hollande, du moment que la retraite du Brabant fut décidée à l'époque du 24 mai 1794, à la suite de la conférence de Tournay, il est, dis-je, à regretter que la Prusse n'ait pas dès ce moment dirigé des efforts réels vers la conservation de cet intéressant pays: ce qu'elle pouvoit faire de deux manières: soit en y faisant passer l'armée qu'elle tenoit sur le Rhin, soit en envoyant des troupes de l'intérieur de ses états se joindre à celles des alliés qui s'y

trouvoient encore. La Hollande est, et sera toujours un objet majeur pour la basse Allemagne. Rien de si aisé que d'en fermer la porte à l'ennemi quand on en tient les clefs, rien de si difficile que de les lui arracher, quand il s'en est saisi. On vient d'en avoir la preuve. La Prusse connoissoit la division des esprits dans le pays, ainsi que celle des conseils qui le gouvernoient. Elle savoit que le prince, trop circonscrit dans son autorité, jaloué par une partie des états, menacé par une partie du peuple et des révolutionnaires de 1787, ne seroit pas le maître dans un moment de danger : que ses amis, comme ses pouvoirs étoient insuffisans, que l'armée hollandoise l'étoit encore plus, et que par-dessus tout l'armée angloise, seule défense de ce pays contre la France, étoit hors d'état de résister à ses attaques. La Prusse devoit donc se décider rapidement, et songer à arrêter les progrès des François, soit par la force et l'emploi instantané des armes, soit par la perspective d'une guerre sérieuse, supposition très-contraire aux vues qu'avoit alors la France, qui soupiroit dans ce temps après un rapprochement avec la Prusse. Il falloit placer la France dans l'alternative ou de lâcher prise sur un ennemi



foible et à moitié abattu, ou de recommencer avec un adversaire frais et vigoureux. Que de malheurs eût prévenu une pareille détermination. Loïn de-là, la Prusse ne prit aucun parti: elle assista froidement au drame de la perte de la Hollande, de l'expulsion de son Stathouder et de sa famille à moitié prussienne, elle n'y opposa ni une menace, ni une observation, ni une note, ni un soldat.

2<sup>o</sup>. Il eût été aussi à désirer que la Prusse se fût formellement opposée aux deux invasions des François dans l'Empire, et qu'elle se fût au moins interposée quand les François menacèrent Vienne. Ce n'étoit pas seulement la générosité qui l'y convioit, mais son intérêt personnel qui, bien entendu, lui en faisoit la loi. Car si par malheur les François eussent triomphé de l'empereur, quelle digue auroit alors arrêté ce torrent, quelle barrière eût-on opposée à l'ascendant de la révolution, et à son esprit enflé d'un pareil succès. Les spectateurs éclairés et désintéressés voyoient Berlin menacé aux portes de Vienne, et le trône de Prusse tout aussi ébranlé que celui d'Autriche. Si Sobieski fut aussi éclairé que généreux en marchant au secours de l'ingrat Léopold, le roi de Prusse, sans compter sur plus de recon-

noissance, devoit imiter son exemple dans un danger tout pareil; et son ame magnanime étoit faite pour sentir le prix d'un pareil dévouement, et pour en trouver la récompense en elle-même.

3°. L'attitude de la Prusse dans l'Empire est encore fort singulière : elle vit en paix au milieu de la conflagration de ce pays. Non contente de cette inertie, elle y fait rester des princes puissans, dont l'intervention suffiroit pour délivrer l'Empire des incursions interminables qui le ruinent. L'Allemagne est divisée de manière que les plus grandes forces de l'Empire proprement dit sont situées au nord, et les plus petites au midi. Outre les principautés enclavées dans sa démarcation, la Prusse attire encore à elle les souverains situés au-delà, tels que ceux de Bavière, Baden et Wurtemberg. Que reste-t-il pour la cause commune, isolée au milieu de la désertion générale, et réduite à quelques démembrements de l'Empire? Il paroît qu'en cela la Prusse agit plus comme état particulier et rival de l'Autriche, que comme membre et partie intégrante de l'Empire. Si elle en porte le joug avec chagrin pour son compte propre, au moins ne faudroit-il pas en dégoûter les autres, qui, le

cas de la guerre actuelle excepté, peuvent trouver dans l'association germanique des avantages dont la Prusse peut se passer.

4°. La Prusse n'a paru à Rastadt que comme témoin à-peu-près passif de cette scène à jamais déplorable. Que sa neutralité lui eût interdit une résistance bien ouverte, bien énergique aux prétentions de la France: à la bonne heure; car on sent que la Prusse n'ayant pas pris part à la guerre, n'en pouvoit revendiquer beaucoup sur la paix, qu'elle ne pouvoit vouloir influencer beaucoup plus sur l'une que sur l'autre, et que s'étant absentée de la guerre, elle devoit même s'étonner d'être présente à la paix: mais enfin puisqu'elle y figuroit, rien ne devoit la décider à souscrire à toutes les provocations de la France, et aux insolences toujours croissantes de ses ministres. Si elle eût réprimé dès l'abord les écarts de leur impétuosité, au moyen de quelques leçons bien placées, alors on n'auroit pas vu se renouveler chaque jour des scènes qui deviennent flétrissantes lorsqu'elles restent impunies.

5°. La Prusse a varié sur l'occupation de son duché de Clèves, et sur la cession d'Ehrenbreitstein. Elle réclame pour le premier l'exécution du traité de Basle, et finit



par en abandonner l'exécution aux François, qui ont exploité ce pays pendant cinq ans à la vue de la Prusse, qui l'ont républicanisé malgré les représentations et les édits du roi; de manière que ce pays aujourd'hui inoccupé, reste vacant entre l'ancien et véritable propriétaire qui le regarde de l'autre côté du Rhin, et le nouveau qui le regarde de l'autre côté de la Meuse. Pour le second elle fit valoir la sureté de la basse Allemagne, et l'on ne put qu'applaudir à une sollicitude aussi bien fondée. Les explications de la Prusse à cet égard étoient tellement précises, qu'on devoit croire que sa détermination, résultat des plus mûres réflexions, étoit invariable; et voilà que quelques jours après, cet article cessant vraisemblablement de lui paroître aussi important, elle se réduisit à la demande, bien modeste assurément, d'annuller la difficulté pour les deux partis, par une démolition immédiate de ce boulevard si renommé : proposition qui n'eut pas plus de succès que la première, car au mépris de cet heureux *mezzo termine*, elle eut la douleur de voir cette importante forteresse tomber aux mains des François, et ceux-ci s'y établir, pour de-là dominer plus sûrement les deux Allemagnes, et  
tourner

tourner ses défenses contre elle-même. . . Tout cela est bien peu digne, tout cela cadre bien peu avec la force réelle, et l'idée de la force d'une grande puissance: idée qu'elle doit toujours s'attacher à conserver. En revanche, le langage que la Prusse a toujours tenu a parfaitement répondu à la dignité de la souveraineté. Il contraste avec celui des éternels *conclusum* de Rastadt: la Prusse a parlé peu, première qualité de ces actes, qui est d'être rare: la Prusse l'a toujours fait avec dignité, calme et précision, en un mot avec toutes les qualités renfermées dans ce que Tacite désigne si bien par *Imperatoria brevitatem*.

*Examen des dangers réels de la Prusse.*

L'examen dans lequel nous allons entrer présente au premier coup-d'oeil quelque particularité: nous l'avons bien senti: c'est un épisode étranger en lui-même au fond de la question, mais qui y est ramené par la bizarrerie des opinions qu'on est exposé à rencontrer sur ce sujet. En dissipant un prestige très-singulier en lui-même, nous nous estimerons heureux de redresser encore une erreur qui, sans qu'ils s'en dou-

tent, va contre le but de ses auteurs. Car ce ne sera point par des insinuations fâcheuses, ou des menaces irréfléchies autant qu'impuissantes, qu'on parviendra à ramener la Prusse.

Cette digression servira de corollaire et de complément aux considérations générales sur l'état de la Prusse.

Eclairons bien cette question dans ses détails, et même jusque dans ses détours. La neutralité de la Prusse, son immobilité au milieu de tant d'agitations, sa froideur pour tant de recherches, ses déterminations à venir, le poids et l'importance de ces déterminations font le sujet de toutes les conversations, et le tourment de tous les spéculateurs politiques. Le monde ne voit et n'entend pas autre chose. Chaque mois les paris sont ouverts sur sa décision à jour nommé, à heure fixe, et cette décision comme l'horizon recule sans cesse. Tant d'impatience et de vœux sont sans doute un bel hommage pour la puissance prussienne : car en politique comme en tout, on n'invoque que les grands : mais aussi des vœux souvent trompés peuvent se résoudre quelquefois en présages sinistres pour l'avenir, en augures menaçans sur l'effet du



mécontentement de voisins trop long-temps rebutés : sur la possibilité de leur réunion contre un état si long-temps sourd à leur voix, enfin sur les chances qui pourroient le faire rétrograder vers son origine, et descendre du premier rang à un rôle beaucoup moins élevé. Frappés mille fois de l'apparition de ces fantômes, de la répétition de ces pronostics, nous avons été conduits par le besoin de nous éclairer, à rechercher ce qu'il peut y avoir de réel dans ces menaces, et le résultat de notre examen a abouti, comme on le verra, à un résultat tout-à-fait contraire à celui que supposent ceux qui y ont donné lieu.

Nous avons trouvé d'abord un déplacement complet de la question, comme il arrive dans presque toutes celles qui ont rapport à la révolution.

On fait porter les plus grands dangers de la Prusse sur sa séparation d'avec les puissances, du côté même de ces puissances que l'on représente dans un état de vengeance au moins comminatoire. Nous n'avons trouvé au contraire de dangers réels que du côté de la révolution, indépendamment des puissances qui sont les gardiens naturels de la Prusse, tandis que la révolu-

tion est et sera toujours son ennemie, comme celui de tous les autres gouvernemens.

Il faut d'abord distinguer deux époques : le présent et l'avenir. Quant au premier, les puissances dont on menace la Prusse, ont maintenant trop d'affaires pour y ajouter une nouvelle querelle. Quand les alliés voioient de victoire en victoire, les gens inattentifs sur les causes et le terme prochain de ces succès, y trouvoient quelque prétexte pour motiver un retour dangereux sur la Prusse : ils se livroient à leur zèle, à défaut de calculer l'épuisement qui suit toujours les victoires mêmes, et encore plus les guerres lointaines. Ils oublioient que la fin de la guerre la plus heureuse ne seroit pas la fin de la révolution, que les gouvernemens qui auroient réussi à en éteindre les flammes, auroient encore long-temps à en surveiller les cendres ; qu'il resteroit à arranger en Europe une multitude d'intérêts très-complicés et très-déliçats, et qu'ainsi la Prusse avoit du temps devant elle. Toutes ces considérations étoient écartées d'emblée. Mais depuis que la chance de la guerre a totalement tourné, que l'on a passé de la victoire à la défaite, de l'offensive à la défensive, qu'au lieu de primer l'ennemi on peut à

peine lui résister, qu'au lieu de donner la loi, on combat pour ne pas la recevoir, tout le système comminatoire est entièrement ruiné. Il a croulé par la base, et l'on pourroit le laisser là sans inconvénient; mais il faut encore prouver qu'il n'étoit pas mieux appuyé pour l'avenir.

La Prusse a plusieurs garanties. La première et la meilleure c'est elle-même : la seconde est l'état actuel de la civilisation moderne qui veille plus particulièrement à la garde respective des autres empires, et qui leur donne, les uns dans les autres, des sauvegardes contre l'avidité de leurs voisins. Les peuples ne vivent plus comme autrefois sans communication mutuelle, sans lien d'union ou d'amitié, sans correspondance d'intérêts. La multitude de rapports qui s'est établie entre eux a formé autant de liens qui les enchaînent, et qui leur font ressentir le contre-coup de tous les événemens qui les affectent à leur tour. De-là est né un système d'équilibre dans lequel les forts se divisant entre eux, se sont pourtant partagé la défense des faibles; équilibre qui est tellement précieux à leurs yeux, que dans des cas extrêmes, des ennemis se rapprochent pour la défense commune, et des alliés se séparent momen-



tanément pour la même cause. Ainsi la Russie et la Turquie viennent de se réunir en oubliant mille sujets de haine et de ressentiment. Ainsi l'Angleterre renonçant momentanément aux avantages de son commerce avec la Russie, s'exposoit à une brouillerie, pour la forcer à se désister de ses projets sur la Turquie. L'Europe forme réellement un seul corps social, qu'on appelloit très-bien la république européenne, qui sans chef et centre communs, comme l'Allemagne, est en grand ce que celle-ci étoit en petit. La force des choses et le sentiment du besoin y produisent le même effet qui résulte en Allemagne d'une association écrite et positive. On ne souffriroit pas plus en Europe la destruction d'un état par son voisin, qu'on ne toléreroit en Allemagne l'envahissement d'un membre de l'association par un autre. Tout le corps se souleveroit contre l'usurpateur, et fourniroit contre lui des moyens d'exécution. Il en est de même dans la grande diète de l'Europe. Elle procéderoit sûrement tout autrement qu'à Ratisbonne, mais le mobile et le but de sa conduite seroit parfaitement semblable, celui de donner à l'opprimé un recours et une garantie contre l'oppresseur. Tous les sou-

verains sont devenus des espèces de coétats, garans réciproques de leur existence.

C'est ce qui rend les grandes conquêtes permanentes impossibles ou si difficiles aujourd'hui. D'un autre côté la population étant plus nombreuse, et l'instruction militaire à-peu-près égale par-tout, les moyens de défense sont aussi plus nombreux et mieux connus. Les communications étant établies et servies avec rapidité par-tout, on a le temps de prévoir les attaques et de disposer la résistance. Il n'y a plus de surprise, pour qui ne veut pas être surpris. Les places fortes, qui bien défendues arrêtent si longtemps les armées, ont achevé de détruire la possibilité des conquêtes, de manière à les rendre à-peu-près inexécutables en tout pays, pour peu qu'il ait quelques points de défense. Le démembrement de la Pologne, les irruptions des François en Italie ne font point preuve à l'encontre.

Le premier ne dérangoit en rien l'équilibre de l'Europe, et tomboit sur une nation qui avoit cessé d'inspirer comme de mériter de l'intérêt. Au lieu de s'y opposer, le reste de l'Europe devoit en presser l'exécution, et faire terminer d'un seul coup ce qui en a demandé trois, et traîné sur un espace de

vingt-trois années. L'extinction de l'anarchie polonoise, au lieu d'être une perte pour l'Europe, fut au contraire une véritable acquisition pour elle, et une confirmation de son équilibre, que les oscillations perpétuelles de ce corps agité ne cessent de déranger. D'ailleurs le partage a été fait dans les meilleures vues d'équilibre, et sur les proportions les plus propres à maintenir la bonne intelligence entre ceux qui y ont participé. Par cet arrangement, quatre grandes puissances, la Russie, la Porte, la Prusse et l'Autriche sont adossées l'une à l'autre, et se touchent sans se confondre, de manière à pouvoir toujours se soutenir au besoin.

Quant aux conquêtes des François, ils les ont dû, moins à la force des armes, qu'à celle de la révolution, qu'à l'esprit de vertige qui l'a combattue, qu'à la foiblesse, à l'exiguité des états qu'ils ont envahis. C'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, pas plus que l'avantage singulier qu'avoit la France de ne pas compter sur le continent un seul voisin puissant. Le hasard de cette inégalité de position a favorisé extrêmement ses excursions révolutionnaires. Les petits étant en général mal défendus par les grands,



cette foule de simulacres de souverainetés a été brisée par le choc de la France, dont la révolution avoit doublé l'énergie. Les malheureux déjà trop foibles contre la France seule, ont encore eu à supporter le poids de la révolution, joint au sien propre : elle les a écrasés : de plus la révolution ayant apparu à plusieurs cabinets comme la tête de Méduse, les ayant glacés, pétrifiés, ils ont oublié dans leur stupeur les règles ordinaires de la prudence et de leur ancienne conduite. Ils ont regardé immobiles la subversion des mêmes états pour lesquels dans d'autres temps, ils auroient couru aux armes, pour lesquels ils y courroient encore, contre tout autre ennemi que la France et la révolution. Cela peut paroître incroyable, mais cela existe.

Mais lorsque la révolution, à force d'envahir est parvenue à la racine des grands états, tels que l'Autriche, l'Angleterre, elle y a trouvé de la résistance et de l'union. Elle a vu les états séparés par plus de barrières, les abaisser toutes pour la combattre, oublier le passé et voler dans les bras l'une de l'autre. Elle a vu la Russie envoyer ses superbes légions à la défense de l'Italie et de la Suisse, toutes contrées auxquelles elle

ne tient que par le lien commun qui unit tous les gouvernemens. Le zèle qu'elle témoigne pour le rétablissement de la royauté part sûrement du même mobile , car séparée de la France par tant de distances de diverses espèces , elle est incontestablement celle des puissances de l'Europe qui a le moins d'intérêt à la forme de son gouvernement.

Cette réunion inévitable contre les conquérans modernes a déjà enlevé aux François une partie de leurs conquêtes , elle en menace le reste , et les événemens qui les leur ont confirmées jusqu'ici , attestent au moins la résolution de les leur enlever.

2°. La conservation, l'intégrité de la Prusse importent non-seulement à l'empire , à la Suède , au Dannemarck , à la Turquie , à l'Angleterre , sur-tout à la France , c'est-à-dire à-peu-près à tout le monde ; mais elle importe encore aux puissances qui paroissent la menacer : car chacune en particulier doit préférer son état actuel à l'accroissement trop considérable de l'autre , et par conséquent est intéressée à sa conservation. Ainsi la Russie ne peut vouloir que l'Autriche se renforce trop aux dépens de la Prusse : de même l'Autriche ne peut vouloir gonfler de

nouvelles dépouilles le colosse de la Russie, ni affaiblir les résistances et les points d'appui contre elle, sur-tout trop rapprocher d'elle-même, ce géant qui a l'effrayante prérogative de pouvoir toujours faire du mal à ses voisins, sans en pouvoir recevoir chez elle, de pouvoir toujours porter des coups, sans pouvoir en être atteinte.

Mais l'Autriche et la Russie s'accommoderont-elles entre elles pour dépouiller la Prusse de la Silésie et de la Pologne jusqu'à la Vistule? Voilà l'hypothèse favorite, et dans le fait la moins invraisemblable ... On y répondra

1°. Que ce dépouillement ne sera fait qu'à la suite d'une guerre générale; car il ne faut pas croire que l'Europe laisse impunément dépouiller la Prusse: telle puissance qui aujourd'hui vit froidement avec elle, la défendrait alors très-chaudement: or comment assigner d'avance l'issue d'une pareille lutte.

2°. Ce dépouillement seroit au moins la suite d'une grande guerre contre la Prusse et ses alliés de la basse Allemagne: car on ne peut penser qu'après lui avoir tenu si long-temps, ils s'accordassent pour assister à son dépecement: dans ce cas comme dans



le premier, c'est encore la guerre seule qui en décidera.

3°. La possession des objets partagés seroit-elle bien tranquille et de la part des nouveaux sujets, et de la part du dépouillé. Les uns ne tenteroient-ils rien pour secouer le joug, et l'autre pour rentrer dans ses domaines? Quelle source de guerres et de calamités on ouvre par ces imprudentes spéculations!

4°. Le partage de la Pologne, la nécessité de surveiller en commun ce pays, a donné aux trois puissances des liens dont on ne calcule pas assez la force: le besoin qu'il leur a donné l'une de l'autre pour une surveillance commune est un bienfait nouveau de ce partage qui en renferme tant d'autres. L'opération est excellente dans l'état actuel, en changer les rapports c'est la renverser, en modifier les proportions, c'est en compromettre le fonds et l'existence. En continuant cet examen, on se demande à quelle époque place-t-on cette attaque de la Prusse? est-ce pendant ou après la guerre actuelle?

Le premier est trop hors des intérêts et de la prudence des deux puissances, pour leur faire l'injure de leur en attribuer, même la pensée. Donner deux cent mille auxiliaires

à la France, qu'on a déjà bien de la peine à réduire sans alliés, faire ainsi une diversion incalculable, tel seroit le produit net de cette belle combinaison.

Le second n'a pas l'ombre de possibilité. Car la guerre affermira la république ou rétablira la royauté. Dans les deux cas la Prusse ne restera pas isolée, et exposée sans secours aux invasions de ses voisins.

Car 1<sup>o</sup>. La France en recouvrant la royauté, ne perdra de vue ni ses intérêts particuliers, ni ceux de l'Europe en général: elle ne sera le jouet ni l'instrument des passions de qui que ce soit. La politique éclairée qui présidera à ses conseils, en lui faisant détester et abjurer à jamais le système des conquêtes pour elle-même, l'empêchera de les permettre aux autres. Si elle doit avoir en horreur de dépouiller, ou de l'être, elle veillera aussi à ce que les autres ne le soient pas, et tournera ses immenses forces vers la seule garantie du repos et de la propriété des autres états. La Prusse aura comme les autres sa part dans cette surveillance conservatrice; nul ressentiment, nul chagrin sur son inertie pendant la guerre ne pourra en détourner la France. C'est à cette hauteur seulement qu'il est permis de contempler le

prince destiné à la gouverner, et tout autre sentiment est également injurieux à son cœur et à ses lumières.

2°. Si la république triomphante à la guerre est confirmée par la paix, elle tiendra de préférence à l'alliance de la Prusse, comme l'indique assez toute sa doctrine politique, et la direction qu'elle y donne. La république est et sera encore long-temps menée par ce parti que Burke a si bien dépeint, et dont le premier chapitre de politique est consacré à l'union, et pour ainsi dire à l'identité avec la Prusse. Toute attaque contre cette puissance seroit donc le signal d'une nouvelle prise d'armes de la part de la France, et comment espérer triompher des deux à-la-fois.

Il faut le dire. La première grande guerre contre la Prusse deviendra infailliblement une guerre générale, par le sentiment de la nécessité de sa conservation sur les autres états: un trop grand nombre y est intéressé, et quand on parle de la Prusse, peut-être ne réfléchit-on pas assez à combien de choses elle tient, et qu'elle est devenue, pour ainsi dire, le lien commun et le centre obligé de la politique européenne.

3°. Mais ce seroit sur-tout par l'intensité



de ses propres forces que la Prusse braverait les entreprises de ses voisins. Ces forces sont fraîches et entières : celles de ses ennemis seront long-temps épuisées et sujettes au besoin du repos. Avec une armée de 230,000 hommes, qu'elle peut aisément porter à trois cent mille, qu'elle accroît encore de ses alliés de la basse Allemagne, la Prusse ne court pas de grands risques d'être entamée. Combattant sur son terrain, en connoissant tous les côtés forts ou foibles, elle y trouveroit des ressources incalculables.

Le patriotisme qu'elle montra dans mille occasions, et sur-tout dans la guerre de Sept ans, se rallumeroit aussi ardent qu'à cette époque, et lui fourniroit les mêmes secours. Si la Prusse abandonnée à elle-même, avec une population trois fois moindre qu'aujourd'hui, avec un territoire de moitié plus petit résista avec tant de gloire à une nuée d'ennemis qui la pressoient de tous côtés, si cette époque de danger fut aussi celle d'une nouvelle et peut-être de la véritable fondation de son empire, que ne feroit-elle pas aujourd'hui, où elle joindroit à l'exemple du passé, à la confiance qu'il inspire toujours, la consistance d'une puissance du premier ordre, avec la disposition des moyens ré-

pandus sur un immense territoire , animés par une population nombreuse , et fécondés par une grande richesse.

Toute espèce de danger pour la Prusse est donc à-peu-près imaginaire de la part de ses voisins. La force des choses en fait autant de gardiens et de défenseurs naturels ; son ennemi , le seul véritable , le seul irréconciliable reste toujours dans la révolution , comme nous nous proposons de le prouver dans un moment.

Toute conjecture sinistre sur l'avenir manque donc de fondement , et qui pis est d'habileté. Car il ne faut songer qu'à ramener un gouvernement qu'on suppose égaré. Il sent son prix , n'en doutons pas , au moins autant qu'on peut le faire ailleurs , et c'est ce sentiment réciproque qu'il faudroit s'attacher à ramener au bien général , au lieu de l'en éloigner.

Qu'on se garde bien d'imiter ces chefs de l'opposition angloise , qui connoissant la délicatesse de la Prusse sur les couleurs dont on peignoit la comparaison de ses services avec le prix qu'elle y avoit attaché , ont mis une recherche de malice , une affectation laborieuse à rappeler sans cesse le traité de subsides , et à envenimer la conduite de la

Prusse :

Prusse : bien sûrs de l'éloigner en la dégoûtant , et de fortifier son éloignement par la résolution de prévenir le retour de pareilles inculpations. Qu'on imite plutôt la sage retenue du ministère anglois qui n'a jamais proféré un reproche , ni laissé échapper un murmure , ni donné à connoître qu'il lui restât ou qu'il eût jamais conçu une ombre de soupçon sur l'emploi des subsides qu'il avoit fournis. Cette circonstance est peut-être une de celles qui a exposé dans un plus beau jour la rectitude du sens du ministre , son respect pour les convenances , et son habileté à ménager les esprits et les ressources de l'avenir. L'Opposition au contraire a rarement montré plus d'audace et de mépris des convenances , plus d'obéissance à des sentimens personnels , très-distincts du bien de son pays... Dans le fait c'étoit un assez singulier spectacle que celui de l'Opposition s'appitoyant sur les injures du ministère qui ne se plaignoit pas , et celui-ci se taisant sur des torts prétendument commis contre lui , tandis que l'Opposition en faisoit sonner bien haut qu'elle n'avoit jamais reçus. Cette interversion de rôle résulte d'une combinaison perfidement ourdie pour tenir la Prusse éloignée de recevoir des sub-



sides, sans lesquels on prévoyoit qu'elle ne pourroit pas prendre de nouveau part à la guerre. L'Opposition persévère dans la même tactique, et toutes ses clameurs sur les subsides à donner au continent, ont moins pour objet d'épargner la bourse de l'Angleterre, que de multiplier les embarras du ministère, en l'isolant, en le cernant, et de l'amener par cette défection générale, à son grand but, à la paix avec la France, prélude de bien d'autres manoeuvres.... Dans le vrai, l'Opposition fait depuis quatre ans le blocus du ministère, et cherche à lui couper toute communication avec le continent.....

---

---

## SECONDE PARTIE.

### *De la neutralité en général. — Application à la Prusse.*

LA neutralité est de deux espèces, active ou passive : la véritable est celle qui les renferme toutes deux. Dans la première on s'éloigne d'une querelle : dans la seconde, elle ne vous atteint pas : dans la véritable, elle ne peut pas vous atteindre. Il s'élève un différent entre des états voisins ou éloignés. Il leur est purement personnel, et ne renferme rien qui puisse blesser ses voisins. Ceux-ci restent spectateurs du débat, entretiennent les relations ordinaires d'amitié et de bon voisinage entre les parties, et ne leur font ni n'en reçoivent aucun dommage. Telle fut la querelle de la Suède et de Naples dans l'affaire du baron d'Armfeld : les autres états de près ni de loin ne pouvoient avoir lieu de s'y immiscer, car ils ne pouvoient en être atteints. Les parties étoient trop éloignées pour se nuire beaucoup, et le sujet de la contestation étoit tellement personnel, qu'il en étoit, pour-ainsi-dire, incommunicable. De pareils cas sont très-rares, il faut l'a-

vouer, dans l'état de sociabilité où existe l'Europe. Il est difficile qu'une querelle ne se fasse pas ressentir bientôt au-delà du cercle où elle a pris naissance : il est peu commun que l'égalité des forces ou des succès soit assez entière pour abandonner le soin de la conciliation aux seuls intéressés, et qu'enfin les bons offices ou les menaces des voisins ne viennent rétablir les choses entre les contendans. Aussi presque toutes les guerres actuelles sont-elles d'alliance, deviennent-elles générales, où se terminent-elles par l'intervention de quelque potentat, qui a attendu l'événement pour parler, et l'épuisement réciproque pour se faire mieux écouter : c'est l'issue commune des guerres ordinaires, et bien des cabinets y placent la quintessence de l'habileté diplomatique.

Ces derniers temps ont vu naître une troisième espèce de neutralité, qui n'est ni la paix ni la guerre, est qui est à la scène politique ce que le drame est à la scène théâtrale : c'est ce que l'on appelle la neutralité armée. Quant aux François, ils en ont créé une quatrième qu'on pourroit appeler rançonnante ou réquisitionnaire, heureusement elle ne prendra pas faveur.... Revenons.

Il y a neutralité véritable, lorsqu'on n'est



pas plus atteint par les principes que par les effets d'une guerre : il n'y a pas neutralité, lorsque les principes de la guerre portent également sur les combattans et sur les spectateurs : lorsque les accidens de la guerre ramènent périodiquement des sujets d'inquiétude ou de brouillerie, décèlent des desseins hostiles, retenus seulement par des considérations du moment, lorsque la guerre fait encourir des dommages réels, lorsqu'enfin l'issue de la guerre peut être aussi fatale au neutre qu'au vaincu même, et que l'affoiblissement ou la perte de l'un emporte de plein droit des résultats aussi funestes pour l'autre. Or voilà précisément l'espèce de la neutralité actuelle, et ne la peindroit-on pas au naturel, en disant aux neutres :

» La différence de cette guerre avec les  
» autres ne vous a surement pas échappé.  
» S'il y a eu méprise, il est temps encore de  
» la réparer, en considérant bien que cette  
» guerre n'a rien de commun avec les autres :  
» qu'il faut en chercher la nature hors du  
» cercle des intérêts purement politiques  
» dans lequel des esprits étroits ou brouillons  
» cherchent sans cesse à vous ramener par  
» petitesse, et les François intéressés à vous  
» fasciner, par perfidie. Elevez vos regards

» plus haut, jusqu'à cette région qui domine  
» les petits calculs, les minces reviremens de  
» la politique, jusqu'à la racine des sociétés,  
» jusqu'à leurs droits incorruptibles conser-  
» vateurs de ceux de chacun. C'est à eux  
» que s'adresse la guerre actuelle. Quel-  
» ques nuages que l'on cherche à entasser  
» autour de cette vérité, ils ne peuvent ni  
» l'obscurcir ni la cacher : vous faites partie  
» de cet ordre social, vous jouissez de ses  
» bienfaits, vous reposez à l'ombre de la ga-  
» rantie, vous ne pouvez partager les profits  
» de la grande banque de la société, sans en  
» supporter les charges. Non-seulement les  
» lois de l'association générale vous prescri-  
» vent de vous y soumettre, mais votre in-  
» térêt vous y convie, et place dans votre  
» propre sureté le salaire de votre sollicitude  
» pour le bien général. Si les principes de  
» l'ennemi commun ne vous sont pas assez  
» connus en eux-mêmes, jugez-les par leurs  
» tristes effets : contemplez leur ouvrage sur  
» cette terre jonchée des débris des trônes  
» et des autels, des membres et des attributs  
» de ses victimes. Voilà ce qu'il vous pré-  
» pare. Le besoin, la peur lui en font par-  
» fois et en quelques lieux resserrer l'usage :  
» il semble regretter ces tristes souvenirs, et

» travailler à en effacer les traces : mais ne  
» vous y trompez pas. Cette modération hy-  
» pocrite est un masque et un piège de plus.  
» On vous épargne un moment pour passer  
» ailleurs à de plus sûres destructions : elles  
» renferment le germe de la vôtre, avec l'im-  
» possibilité de vous y soustraire dans votre  
» isolement prolongé. Bien différens de ces  
» débats passagers que vous éteignez ou tem-  
» pérez à votre gré, dont la fin dépend d'ail-  
» leurs d'une ou deux volontés, les principes  
» qui causent toutes ces agitations sont inex-  
» tinguibles de leur nature. Ils ne peuvent  
» être bornés dans leur durée ou dans leur  
» étendue. Une fois mis au jour, ils cessent  
» d'appartenir à leurs tristes parens, ils de-  
» viennent le patrimoine et le fléau de l'uni-  
» vers, au moment où ils y entrent.

» Si, descendant de ces considérations à  
» celles plus abaissées de la simple politique,  
» nous venons à rechercher quelle est cette  
» neutralité que vous nourrissez avec re-  
» cherche, définissez-nous donc cette neu-  
» tralité dont on ne jouit que derrière les ap-  
» prêts, et au milieu des frais de la guerre,  
» à l'abri d'une ligne de soldats ; une ou deux  
» années d'une guerre décisive auroient-elles  
» plus coûté que cinq d'une neutralité sans



» caractère, comme sans terme? êtes-vous  
» neutre au milieu des coups qui tantôt frap-  
» pent un de vos cliens, qui tantôt en me-  
» nace un autre? étiez-vous neutre quand  
» on rançonnoit Hambourg, quand on con-  
» voitoit Hanovre, quand l'abus de la force  
» suscite par-tout des querelles aux foibles  
» qu'on punit à-la-fois de leur impuissance et  
» de leur richesse? Etiez-vous neutre, quand  
» on n'admettoit, pour renfermer vos posses-  
» sions dans la ligne qu'on a tracée avec l'é-  
» pée, d'autre interprète que la volonté, la  
» force et la convenance? Etiez-vous neu-  
» tre, quand au mépris de votre opposition,  
» ensuite de vos demandes, on entroît trai-  
» treusement dans cette citadelle de Coblentz,  
» d'où l'on dominera les deux Allemagnes?  
» Etiez-vous neutre, pendant ce long période  
» d'humiliations et d'outrages que l'Empire a  
» traversé à Rastadt? Est-on d'une nation à  
» demi, et cette nation a-t-elle à-la-fois une  
» face couverte d'opprobres, et un front  
» rayonnant de gloire? Voilà jusqu'ici l'his-  
» toire de votre neutralité, lisez-y ce qu'elle  
» deviendra; si de nouveaux événemens trop  
» faciles à prévoir, donnent un nouvel essor  
» à l'ennemi commun, s'il brise ou trompe  
» ses adversaires, enfin, si, quelle que soit la

» nature de son triomphe, il finit par l'empor-  
» ter sur eux : s'il les terrasse du même coup,  
» il triomphe de vous ; Prussiens votre tom-  
» beau se creuse dans Vienne, à côté de celui  
» de l'Autriche : vos aigles ailleurs irréconci-  
» liables se réuniront là, et quelle que soit vo-  
» tre puissance, quand la querelle sera ré-  
» duite entre la France et vous, quand le  
» monde ne sera peuplé que de neutres, ou  
» défendu que par vous seul, le fardeau est  
» trop grand, il vous écrasera : il faut les  
» épaules d'Atlas pour supporter le monde. »

Dans ce tableau, qui est d'ailleurs celui de toutes les neutralités dans la guerre actuelle, ne retrouve-t-on pas fidèlement exprimés la nature, l'histoire et les conséquences de la neutralité prussienne. Elle a beau s'éloigner de la querelle, y apporter les ménagemens les plus recherchés, sans cesse celle-ci s'en rapproche, et la gagne tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. Ici c'est la France qui invoque l'indécision de la Prusse, là c'est la coalition qui provoque sa détermination. Le choc est continuel ; ce tiraillement s'accorde-t-il bien avec l'état de repos et de paix ? Si l'Autriche est écrasée par la guerre : si plus heureuse elle s'y agrandit, et l'un ou l'autre est inévitable, si le sort de la Hollande révo-

lutionnée ne change pas, ces résultats n'atteignent-ils pas la Prusse par-dessus sa ligne de démarcation, et sa neutralité n'a-t-elle pas tous les effets d'une guerre véritable? Car il ne suffit pas pour être neutre de ne pas faire la guerre, il faut encore n'en pas payer les frais, ni en subir les dommages. La guerre actuelle est tellement mêlée de révolution, tellement étendue dans ses effets qu'elle étouffe toute autre affaire, et qu'elle fait taire tout autre intérêt: car il n'y a plus, quoi qu'on en dise, qu'une seule affaire en Europe et sur le globe, et cette affaire est la révolution; la guerre n'est qu'une des faces de cette révolution, comme la soi-disant paix en étoit une autre: mais l'une et l'autre ne sont que cela, comme l'a prouvé la reprise de la guerre, sortie de nouveau de la révolution comme du sein maternel.

Prétendre rester neutre au milieu de tant d'agitations et de l'ébranlement de tant d'intérêts, aspirer à l'immobilité au milieu d'une commotion générale, c'est prétendre qu'un membre peut s'exempter de participer au mouvement du corps emporté avec rapidité, et se placer à-la-fois en-dehors et en-dans de son centre de gravité. Or voilà pré-



cisément où aboutit la neutralité dans la guerre présente. Parce que les effets extrêmes ne se font pas sentir à chaque instant, ils n'en existent pas moins : parce que des accidens politiques, mettant actuellement l'Allemagne et la Russie aux prises avec la France, détournent momentanément sur elles l'application spéciale des principes françois, ils ne sont pas morts pour les autres puissances, ils sommeillent seulement de leur côté, pour ne pas exciter un réveil qu'on redoute, mais l'occasion les fera revivre, comme elle l'a déjà fait plusieurs fois.

Il ne suffit donc pas pour être neutre, et nous aimons à le répéter à cause de son importance, de dire et de soutenir qu'on est neutre. Les mots peuvent bien se plier à une valeur arbitraire : mais la raison les ramène sans cesse à la véritable qui consiste à les faire accorder avec les choses qu'ils rappellent, et à ne retracer que l'image de la vérité. Les neutres auront beau dire qu'ils sont et veulent rester neutres, ils auront beau vouloir concilier leur quiétisme avec les agitations qui les enveloppent, ils n'obtiendront de neutralité ni des principes qui bouleversent tout autour d'eux, ni du résultat des combats qui les entourent. L'Italie, la

Suisse, le Piémont étoient neutres aussi, de quoi cela les a-t-il préservés? Le sort de leurs imitateurs se décide de même sans eux, dans ces combats auxquels ils refusent de prendre part, et le sacrifice inévitable d'une des deux parties n'est que le commencement du leur.

Si neutralité n'est pas toujours prudence, nullité est encore moins neutralité. Encore si l'on mettoit à cette neutralité un prix et des conditions à-peu-près équivalentes aux résultats avantageux qu'elle peut avoir pour une des parties, si, par exemple, la Prusse se rendant assez de justice pour mettre à sa propre neutralité à-peu-près autant de prix qu'en mit la France, si, pénétrée à-la fois des avantages que la France en tire, et des dangers qu'elle-même encourt, elle exigeoit au moins, comme compensation, que la France se relâchât à son tour sur quelques articles réciproquement avantageux ou nuisibles aux deux parties, on apercevrait dans une neutralité ainsi calculée quelques traces de prévoyance et de combinaison: on sent en effet que la Prusse, ne se mêlant pas aux ennemis de la France, pourroit lui demander en échange de ce service qui prolonge son existence, de relâcher de captivité des

pays foibles et nécessaires à la Prusse , tels que la Hollande , l'Espagne et le Piémont, et de payer par leur mise en liberté celle qu'elle leur laisse ailleurs. La neutralité est alors la rançon de captifs trop foibles pour se délivrer seuls. Elle a un but et un effet raisonnables ; mais se borner à une neutralité sèche et de pure contemplation, dont tout l'effet est d'accorder à la France la faculté de faire à loisir la somme de mal qu'elle jugera convenable, et cela sans opposition ni prévoyance, certes une pareille neutralité est de l'espèce la plus étrange et paroît sortir à-la-fois des règles ordinaires de la morale et de la politique.

*Que doit faire la Prusse. Importance de sa décision.*

La réponse à cette question, pour être raisonnable , pour inspirer et mériter confiance doit résulter de l'examen d'un grand nombre de données : ce sont elles qui prononcent , et quand on n'en peut contester la réalité, on n'en peut contester davantage le résultat. Cette méthode utile en tout, l'est principalement dans des questions compliquées de leur nature, délicates par leurs



rapports, confuses par le conflit des intérêts et par les nuages que les passions élèvent autour d'elles. La question actuelle est sûrement de ce nombre. Car elle tient 1° aux intérêts d'un grand empire, et à ceux du monde entier qui attend sa décision. Il s'agit de débrouiller l'intérêt de la Prusse en particulier d'avec mille autres, de les mettre en harmonie avec le bien général, de montrer en quoi ils s'éloignent ou se rapprochent, comment on peut les fortifier en les entrelaçant, et faire sortir du chaos actuel un ordre stable et régulier. Voilà l'inconnu qu'il faut dégager.

2° Lorsqu'on se hasarde à traiter des intérêts des puissances, sur-tout à leur tracer une ligne calculée d'opérations, on ne peut guère se flatter d'échapper au reproche de témérité, pour s'immiscer dans une cause où le défaut de lumières touche de si près à celui de compétence. C'est l'accueil qui attend quiconque ose, avec les intentions les plus pures, produire les idées que le désir du bien public et une application suivie de toutes les parties du drame de la révolution lui ont inspirées. Sûrement il y a de grandes difficultés à former des plans dignes d'être présentés à de grands gouvernemens : il y a des

convenances à observer pour arriver jusqu'à eux, et pour se faire écouter. Celui-là est plus qu'imprudent qui prétend les interroger, ou les pressentir, opposer son autorité à la leur, et se révolter d'avoir été négligé. Mais lorsqu'il s'agit d'une cause commune à tout le monde, dans laquelle on est compris en sa qualité de particulier, comme les gouvernemens dans la leur, lorsqu'on a longtemps attendu, observé en silence, et qu'aucune décision ne vient adoucir les maux publics et personnels, alors on ne sort pas de la ligne du devoir pour présenter à l'autorité même la plus élevée le résultat des observations que l'étude a fait naître. Si d'ailleurs la forme de ces observations répond à la légitimité de leurs motifs, si tout y respire la déférence et le respect qui ne doivent jamais abandonner les chefs de la société, alors on ne fait plus que leur présenter requête, et il n'y a point de souverain qui ait interdit de lui en présenter.

3°. La décision de la Prusse est d'un si grand poids, elle touche à tant d'intérêts et des hommes et des choses, qu'elle a dû produire une vive agitation dans les esprits, et donner lieu à toutes les spéculations imaginables. Aussi est-elle une de celles qui a

été le plus diversement controversée, et qui par là même a fini par être le plus défigurée. Il faut donc commencer par tout replacer, ensuite se frayer une route droite à travers tous les intérêts, pour arriver au but réel. N'importe sur qui tombera la conséquence, il n'a pas droit de s'en plaindre s'il ne s'arrête dès les principes, et dans les faits qui l'auront amenée.

Comment tout ceci finira-t-il? telle est la demande que l'on se fait d'un bout du monde à l'autre, et qui entre aujourd'hui dans les formules de la société, comme dans les études du cabinet. Mais que veut dire cette inquiétude générale, ce sentiment chagrin qui fait ainsi porter à chacun des regards troublés sur tout ce qui l'environne, qui lui fait interroger tout le monde, et à toute heure, et sur quoi? Sur un mouvement qui ébranle au loin comme de près, qui se communique depuis la racine de la société jusqu'à sa cime, qui agite à-la-fois et celui qui y résiste, et celui qui s'y abandonne, et celui qui le fuit, qui atteint, qui bouleverse tout, en tout temps et en tous lieux. Que veulent dire ces alarmes communes, et ces regards tournés sans cesse vers les dépositaires de la sagesse et de la force de la société,



société, comme ils le sont vers les autels et les images des dieux, au moment de l'orage? Contre quoi les implore-t-on aussi assidument, si ce n'est contre un danger dont on ne peut pas plus arrêter la fureur que découvrir le terme.

Naguères un rayon d'espoir avoit souri aux cœurs agités, mais il n'a brillé qu'un instant, pour faire place à de plus vives allarmes, et pour faire craindre l'absence ou l'impuissance de nouveaux efforts. Telle est la position de l'Europe et du monde. Il y règne un sentiment général d'inquiétude sur l'avenir, et de méfiance sur les moyens de le rendre moins odieux que le passé. On se retrouve toujours vis-à-vis de cette révolution qu'un sentiment vague démontre à chacun être incompatible avec la tranquillité, ainsi qu'avec la stabilité de son existence. Cette vérité est encore plus de sentiment que de réflexion, d'inspiration que de calcul, mais par là même elle n'en est que plus certaine, puisqu'elle est involontaire et pour ainsi dire inévitable, et que loin de la créer pour soi, on la reçoit de tout ce qui environne.

L'aurore des premiers succès de la coalition, ou plutôt des alliés contre la France,

car il n'y a jamais eu coalition complète entre eux , l'apparition d'un nouvel athlète environné de tous les prestiges de la renommée et de tous les attributs de la force, calmèrent sensiblement l'agitation générale. Une nouvelle scène s'ouvroit avec éclat, elle se remplissoit d'actes très-brillans et bien ordonnés : alors le monde respira, et crut apercevoir une issue. Il put espérer un terme à ses maux. Mais depuis que le retour d'événemens désastreux a rouvert l'abyme, depuis que ce nouvel essai a donné la juste mesure du nombre et de la solidité des forces des défenseurs actuels de la société, l'inquiétude a dû renaître et se charger de couleurs encore plus sombres. Car s'ils sont en infériorité contre la France , si les grandes puissances , qui ne prennent point de part à ce lugubre drame, continuent de s'en séparer, ou attendent pour agir d'être seules à leur tour, que reste-t-il dorénavant au monde pour se défendre, et l'humain le plus séparé de la révolution ne se trouve-t-il pas en présence avec elle, comme celui qui en est le plus rapproché? Tout n'est-il pas envahi de plein droit? tout n'est-il pas irrévocablement fini? Sûrement des alarmes sont bien légitimes au milieu de tant de sujets de craintes,

et les vœux sont bien adressés là seulement où ils peuvent l'être encore avec efficacité ? Or c'est la Prusse seule qui en se réunissant aux alliés peut encore être la planche de salut dans le nouveau et irréparable naufrage qui se prépare : proposition que nous allons établir par l'analyse de la composition de la coalition de cette année, analyse d'où résultera la triple vérité : 1° que la coalition manquoit de forces , 2° de terrain pour le développement de ses forces tout insuffisantes qu'elles étoient, 3° que la Prusse par sa position et sa force intrinsèque peut seule fournir le supplément qui lui manque. . . . .

Il ne faut pas juger d'une coalition par son étendue ou par son volume. S'il n'y avoit eu combat que de territoire ou de population, nul doute que la France n'eût eu bientôt rien à lui opposer ; elle eût péri étouffée sous des masses qui la débordoient de tous côtés. Mais ce n'est pas là la véritable base du calcul : on ne peut comparer que les parties mutuellement disponibles, parce qu'elles seules entrent en action ; tout le reste y demeure étranger. Si donc la France, avec un territoire qui n'est qu'un point de l'échelle géographique de ses ennemis, avec une population qui est l'extrait de la leur, a pourtant



avec ces petites proportions une somme de moyens de défense équivalens aux leurs, et même supérieurs sous quelques rapports, la supériorité apparente de la coalition s'évanouissoit, et le combat pouvoit se prolonger sans terme comme sans résultat entre des parties toujours égales. Or voilà précisément où l'on en étoit . . . . .

La coalition s'étendoit sur la plus grande partie de l'Europe et de l'Asie. Elle dispo-  
soit, sans la Turquie, qui est un hors-d'œuvre à tout ceci, de plus de quatre-vingt millions d'hommes; ainsi qu'il suit: la Russie 32 millions; l'Autriche 22 millions; l'Angleterre 12 millions; l'Italie 16 millions, et les portions d'Empire obéissant à Ratisbonne, 5 millions. Total 84 millions sans la Turquie. Mais la plus grande partie de cette vaste population n'a rien fourni à la cause commune, et ne pouvoit le faire en raison de son immense éloignement, et du temps qu'il faudroit pour en réunir les membres épars sur une superficie sans bornes. Ainsi, en supposant que la Russie ait fourni à différentes époques de la campagne un total de 80,000 hommes, ce contingent très-considérable en lui-même, n'est pourtant que dans la proportion d'un quatre-centième de sa po-

pulation: et remarquez que le temps nécessaire pour le rassembler, pour le faire arriver absorbe une partie de celui où il devoit agir: qu'il répare difficilement ses pertes; qu'il est chargé de tous les embarras qu'entraîne un déplacement lointain, et qu'enfin le même empire qui peut donner cent mille soldats, doit recevoir l'argent nécessaire pour faire mouvoir le premier homme.

L'Autriche avec une population de vingt-deux millions d'hommes, n'en a pas employé plus de 150,000, si même elle a atteint ce nombre, chose que nous sommes loin de croire. Ce nombre correspond à celui qu'elle a toujours fourni dans cette guerre; on diroit qu'elle tient à ne pas le dépasser. C'est le 177<sup>ème</sup> de sa population. Quant à l'Italie, elle n'a pas su tirer vingt bataillons d'une population qui approche de quinze millions d'hommes, et la sanglante leçon qu'elle a reçue n'a rien changé à son ancienne indolence.

L'Angleterre n'a fait que paroître aux armées de terre. Elle a certainement une belle armée de mer, mais celle-ci ne fait rien à la révolution, et dix bataillons seroient plus directement utiles sur le continent que cent mille matelots qui tourneront pendant des

siècles autour de la France et de la révolution, sans effleurer ni l'une ni l'autre. Dans le fait l'Angleterre avec toute sa puissance ne peut rien contre la France révolutionnaire, pas plus contre le corps de l'état, que contre celui de sa doctrine.

En réunissant ces nombres, on trouve que la coalition n'a réuni qu'une fois et pendant un court intervalle, 250 mille hommes agissant à-la-fois contre la France. C'est la 336<sup>me</sup>. partie de ses forces. Qu'est ce nombre en lui-même? qu'est-il à l'égard de la France qui se défendoit avec environ 200,000 hommes, c'est-à-dire avec la 125<sup>me</sup>. partie de ses forces? Pouvoit-on raisonnablement espérer de triompher de 200,000 hommes, sur leur terrain, avec 250,000, éloignés du leur; les uns avec tous les avantages de toutes les espèces d'unité, et les autres avec les désavantages de toutes les espèces de pluralité et de complication. Quelle étoit d'ailleurs la cause de l'inconcevable disproportion des forces des alliés avec leurs moyens, avec la besogne qu'ils avoient à faire? on l'ignore, mais elle n'en existe pas moins. Elle est écrite sur tous les états des armées qui ont agi dans le cours de la campagne. En supposant que de meilleures dispositions et des efforts plus



généreux portassent à *quatre-cent mille hommes* les armées de la prochaine campagne; cette augmentation ne les élèveroit pas au-dessus du deux-centième de leurs forces, ce qui en les gênant peut-être beaucoup, ne les meneroit vraisemblablement pas à leur but. Car ils auroient à lutter contre l'ingratitude du terrain, ainsi que contre mille autres inconvéniens personnels à cette coalition. . . . . On vient d'en faire la triste expérience dans les deux endroits qui sembloient prêter le plus à une attaque facile, la Hollande et la Suisse. L'une et l'autre ont opposé une résistance, qu'on ne soupçonnoit pas, faute de les avoir assez méditées.

La Hollande ne peut être attaquée qu'à revers, c'est-à-dire par le Brabant, en lui coupant toute communication avec la France, et en la traitant comme une ville bloquée. L'attaque par la Nord-Hollande et le Zuiderzée n'aura jamais aucun effet décisif, et les Anglois parvenus à Amsterdam et au Vahal ne tenoient encore rien. Les difficultés les attendoient là, parce que toute la défensive de la Hollande dirigée du côté de la France, est assise sur le triangle qui a sa base depuis Bergopzoom jusqu'à

Arnheim. Toute la Hollande militaire est là: il faut absolument s'en rendre maître pour pouvoir garder le pays. Il faut ensuite garder les trois lignes de places et de rivières qui forment ce long triangle, et se porter de-là dans le Brabant pour couper l'ennemi de la Hollande. Autrement les plus brillans succès, le plus heureux débuts ne sont que le commencement d'une guerre de cinquante ans, pareille à celle des Espagnols contre les Hollandois, qui occupoient alors les mêmes points fortifiés qu'occupent aujourd'hui les François.

La Suisse est, quoi qu'on en dise, tout aussi ingrate pour une attaque contre la France. Quoique cette contrée soit dépourvue de places fortes, elle ne l'est pas de positions; et les unes suppléent aux autres. La Suisse elle-même n'est qu'une vaste citadelle, revêtue de montagnes et bordée de rivières, comme les forteresses le sont de murailles et de fossés. On a trop et trop tôt célébré le bonheur de pouvoir percer par la Suisse. Les François ne se sont pas laissés étourdir par ces cris d'alégresse. Ils ont mesuré froidement leur position, ils en ont sondé les avantages, les dangers et les ressources, ils en ont tiré tout le parti que

l'on connoît, et qui leur a valu la possession de ces deux pays.

Une attaque par la Provence et par le Dauphiné ne peut jamais être que subsidiaire à d'autres plus considérables tentées sur d'autres points. Elles présentent, à travers d'immenses chaînes de montagnes, de si grandes difficultés pour la marche, pour les transports et pour les subsistances d'une armée, qu'on est toujours à se demander : comment on entend encore parler d'une pareille entreprise, après les témoignages de l'histoire sur le malheur de toutes les expéditions et de tous les essais que l'on a faits par-là. La coalition s'exerçoit donc sur, ou plutôt contre un terrain mal choisi, qui doubloit les forces de ses ennemis, et qui diminueoit d'autant les siennes. L'attaque véritable contre la France est et sera toujours de la haute Meuse à l'Escaut, et dans l'état actuel cette attaque paroît exclusivement réservée à la Prusse, elle est seule en mesure de pouvoir agir dans ces parages.

3°. Le plus grand malheur de la coalition est de manquer de rapprochement et de point central dans ses délibérations. Comment en effet faire cadrer avec la mobilité des événemens actuels, la nécessité d'al-



ler à Vienne montrer des plans qu'il faut ensuite faire réviser et accepter à Pétersbourg, pour être définitivement sanctionnés à Londres, et exécutés en Allemagne et en Italie? Conçoit-on qu'il puisse y avoir le moindre rapport entre des résolutions arrivant de si loin, et tous les changemens qui peuvent avoir eu lieu dans l'intervalle. L'arrivée de Buonaparte, transporté comme par miracle du fond d'un pays qu'on s'étoit accoutumé à regarder comme sa prison, ou son tombeau, l'influence qu'elle a eue sur la révolution du 18 brumaire, ne sont-elles pas la preuve de cette vérité, et cette influence n'aura-t-elle pas le pouvoir de déranger des plans formés au loin sans aucun rapport avec des événemens au-dessus de toute prévoyance. Dans le fait il est impossible de combattre avec des fractions de plans et de calculs une autorité unique et concentrée, qui armée de ses thélégraphes correspond à-la-fois de la table de son conseil, avec tous ses généraux et tous ses confidens. Combien la Prusse est mieux partagée que la coalition, dont nous venons de retracer la position: comme elle est exempte de tous les inconvéniens que nous y avons remarqués! Elle n'éprouve aucune difficulté de distance ou d'é-

loignement, elle est une espèce de point central entre la France et tous les états du nord et du midi. Ses armées, ses recrutemens n'ont pas besoin d'être des années entières sur les chemins pour arriver à leur destination. Le centre de la monarchie n'est pas éloigné de plus de 120 lieues de la nouvelle frontière de France. Ce n'est pas à beaucoup près une distance incommode. La Prusse reçoit de sa situation une direction forcée pour sa ligne d'opérations. Elle la porte vers le nord-est de la France, vers cette partie que tout indique comme son côté foible, et dont le malheur de leur position prive aujourd'hui les alliés. La Prusse peut choisir à volonté entre les attaques de la Hollande et du Brabant, ou de la France même : entre la convenance de les faire successivement ou à-la-fois. Elle ne peut comme l'Empire et l'Italie être tournée, ou embrassée sur ses flancs, parce que depuis le Rhin jusqu'à la Vistule, toutes ses lignes de défense sont perpendiculaires et tracées par le cours de grandes rivières. Ses établissemens militaires peuvent être admirablement disposés sur toute l'étendue qu'elle voudra parcourir.

D'un autre côté le poids qu'elle mettroit

dans la balance seroit immense, car il ne faut pas oublier ce que la Prusse est par elle-même, et par les états qui reconnoissant sa suzeraineté ne séparent pas leurs étendards des siens. Si la Prusse a 230,000 soldats à elle-même, elle peut y joindre 100,000 hommes de sa confédération, et des deux couronnes du Nord qui attendent sa détermination, et qui la suivroient sans balancer; ce qui forme un total de 330,000 hommes, toujours réunis et prêts à agir. De cet immense rassemblement on pourroit tirer deux cent mille hommes, sans excéder les facultés d'aucun contribuable. Ainsi la Prusse ne seroit pas foulée par un contingent de cent mille hommes: la Hesse par celui de 12,000 hommes, la Saxe par celui de 18,000 hommes, l'Hanovre par un pareil, la Suède et le Dannemark par de tout semblables: ce qui donneroit un total de 184,000 hommes. La réunion des petits états de la basse Allemagne feroit le reste. Chaque partie, comme on voit, n'est pas surchargée en détail, et l'ensemble forme une masse imposante. Elle s'élève au niveau de la coalition, au moins de ce qu'elle étoit aux deux premières époques de la campagne, qui a été ouverte et poursuivie jus-



qu'au mois d'août en nombre bien inférieur à celui-là. Encore les 200,000 hommes de la coalition étoient-ils resserrés dans un espace si étroit qu'il annulloit une partie considérable de leurs forces, celle de la cavalerie qui n'a que bien peu de jeu dans les coulisses du Tyrol, dans les escarpemens de la forêt Noire, dans les montagnes de la Suisse et des Appennins. Cette guerre étoit particulièrement une guerre d'infanterie, et l'on s'est plu à rassembler des nuées de chevaux. Les alliés sembloient en effet avoir pris à tâche de se charger d'une immense cavalerie que le local condamnoit à l'inaction : c'est ainsi qu'en Flandres ils s'amuserent à entasser des hussards pour faire des sièges. Ce n'est pas ainsi que feroit, et que pourroit faire la Prusse : il n'y a rien de difficile ou de perdu sur le terrain où elle devroit agir. C'est un pays ouvert de tous côtés, dans lequel aucune arme n'est frappée d'interdiction. . . . Qu'on calcule maintenant quelle différence feroit, au désavantage de la France, la survenance de ce nouveau fardeau, qui doubleroit ses charges. Elle a bien de la peine à maintenir l'égalité avec ses conscriptions, ses réquisitions, extorsions et violences de toute nature. Que feroit-

elle s'il falloit les doubler tout-à-coup. La France auroit pu résister même au doublement des forces des alliés sur le terrain qu'ils s'étoient choisi si mal à-propos. Les localités y étoient les auxiliaires des François. Mais un nouveau développement de forces dans un local qui ne les gêneroit en rien, y trouveroit les François sans moyens de s'y soutenir, et sans défense possible. Par exemple, qu'une grande armée prussienne débouche à-la-fois sur la Hollande et le Brabant; avec quoi les François pourroient-ils l'arrêter? ne perdroient-ils pas d'emblée ces conquêtes qui les alimentent encore, et ne devroient-ils pas rentrer dans leurs frontières épuisées. Voilà comme la décision de la Prusse romproit tout-d'un-coup l'équilibre qui sans elle se soutiendra toujours entre toute autre coalition et la France, et mettroit enfin un terme à une lutte qui en se prolongeant inutilement, finit par offrir les traits de la barbarie sous ceux de l'incertitude, et de ses oscillations perpétuelles qui ne décident de rien. Les alliés de cette année s'en sont encore tenues à l'égard de la France au même point que dans la guerre précédente; celui de contre-balancer simplement ses forces, de se borner à les user,

en s'usant eux-mêmes , sans pouvoir jamais se résoudre à faire d'assez grands efforts pour prendre un ascendant décidé. Ce jeu ruineux dure encore, en dépit de l'évidence de la nécessité de sacrifices mieux entendus, qui auroient tout terminé depuis long-temps. Mais les alliés ont fait à la guerre comme en politique, pas assez pour se faire tout-à-fait craindre ou tout-à-fait aimer, pour rassurer ou effrayer complètement. Cet état mitoyen a tout perdu. Aucun sentiment n'a pu être prononcé ni durable, au milieu d'ébauches et de fluctuations de tout genre. Il faudroit au contraire entraîner les esprits par la montre d'une force irrésistible, telle qu'elle résulteroit de la réunion de la Prusse. Peut-être même que la montre, que la menace d'une pareille force suffiroient seules, sans être obligé de les mettre en action. Car, sans ajouter foi à tout ce qu'on répand sur la disposition des révolutionnaires à désertir leur cause, sur leur inclination à transiger au moindre danger, toutes inductions démenties d'ailleurs par une foule de faits, et dans ces derniers temps par l'opposition opiniâtre de la Hollande et de la Suisse. Cependant, comme en général cette espèce d'hommes est douée d'une grande sagacité,



qu'elle sait mettre du prix à son existence, comme elle a le talent d'apprécier fort bien sa situation, ses dangers, ses ressources, le caractère, la force et sur-tout les intentions de ses ennemis, connoissance qui a fait jusqu'ici une grande partie de ses forces. Il est peu à douter qu'à la vue d'un orage de nature menaçante, la résistance ne changeât de nature avec le danger, et que les mêmes hommes qui ont fait tête à des orages sans profondeur, ne se soumissent avant de courir les hasards des combats, ou du moins n'entrassent, sous le voile de la prudence, dans tous les plans de conciliation qu'une frayeur raisonnée leur montreroit indispensables.

Si cet effet peut être encore attendu de quelque côté, c'est seulement de celui de la Prusse, dont la décision eût déjà cette année achevé de mettre l'Europe en insurrection contre la France. Car le midi y étoit, moins l'Espagne qui est isolée et qui ne peut rien. Une grande partie du nord combattoit la France, et l'autre n'attendoit pour en faire autant qu'un signal de la Prusse, qui tient ainsi dans ses mains la clef de l'écluse qui retient le torrent salulaire qui entraîneroit

entraîneroit la révolution, et en débarrasseroit à jamais le monde.

*Ancienne politique de la Prusse.*

La révolution a enrichi la politique d'un chapitre qui malheureusement lui manquoit depuis long-temps : celui de l'ordre social qui revient dans toutes les questions relatives à cette malheureuse époque, de manière à ne pouvoir en être distrait. Il y tient tellement par la nature des choses que ceux qui veulent s'en séparer, ne font que s'y embrouiller, tandis qu'il guide sûrement ceux qui ne s'en écartent pas. L'oubli en a porté malheur aux puissances qui l'ont négligé pour ne s'occuper que de leurs intérêts matériels. L'expérience a pu leur montrer combien il y avoit de mécompte dans leur calcul. *A jove principium* : désormais il faudra tout commencer par là, et quand il s'agira des intérêts des états, loin de les considérer isolément, il faudra avoir le soin de les rattacher toujours à ce principe, qui est leur sauvegarde commune.

Tel sera l'ordre de notre travail, dans lequel nous avons recherché ce qui convient à la Prusse comme membre de l'ordre

social, comme gouvernement monarchique, comme puissance du premier ordre parmi celles qui se partagent l'Europe.

Comme partie de l'ordre social la Prusse ne peut vouloir d'une révolution, et d'une république qui le renverse tout entier. Les ménagemens qu'elle observe à son égard tiennent à des considérations politiques très-aisées à pressentir. La Prusse gouvernée par un prince ami de la justice et des mœurs, modèle de toutes les vertus domestiques et privées, ne peut avoir le moindre attrait pour l'ordre de choses le plus opposé à ces vertus. Elle ne peut vouloir le triomphe des principes destructeurs de toute société, des exemples subversifs de toute morale, de la doctrine la plus dépravée et la plus corruptrice qui fût jamais. La Prusse comme état constitué en société ne peut qu'avoir en horreur un pareil chaos d'irrégion, de barbarie et de licence. Il seroit aussi trop absurde de la supposer ignorante ou malveillante à cet égard; la preuve du contraire existe dans ce qui a été fait sous le nouveau règne, par rapport à la religion et à l'enseignement.

Comme monarchie, la Prusse ne peut sourire à la destruction de la royauté dans



quelques pays , à ses dangers dans tous , à son abaissement général , et au triomphe de la démagogie. La Prusse n'aperçoit sûrement pas le moindre sujet de joie dans cette lutte prolongée des anciens dépositaires de l'autorité , contre une foule d'intrus sortis des derniers rangs de la société , et ne se maintenant que trop bien dans les premiers.

La révolution françoise est , on ne peut se le dissimuler , un temps d'éclipse pour la royauté en général , et la Prusse participe comme toute autre monarchie à l'obscurcissement commun. Car il n'est pas possible que la royauté soit abolie , baffouée , couverte d'outrages dans une partie de ses titulaires , sans qu'on s'en ressente ailleurs. Les effets de cette baisse ne sont même malheureusement que trop sensibles. Aussi les directeurs de la révolution à Paris , ne le dissimulent-ils pas , et comme ils se sont faits et très-légitimement ses organes , ils ne se gênent pas pour dire qu'ils savent très-bien que la Prusse en sa qualité de monarchie ne les aime pas plus que les autres ; aveu remarquable , et qui n'a pu être arraché que par la vérité à des hommes qui

avoient un intérêt tout contraire à ces révélations.

Comme partie de l'ordre politique de l'Europe, la Prusse n'a pas davantage d'affinité avec la révolution : car elle a bouleversé tout cet ordre, et tout bouleversé qu'il est, ce n'est encore distinctement au profit de personne, mais seulement à celui du désordre qui seul y a gagné. L'état régulier sur lequel reposoient les anciennes habitudes politiques a fait place à une série de convulsions et de violences, qui s'éloignent trop des idées d'ordre et de régularité qui dominent en Prusse pour pouvoir lui convenir d'aucune manière. Car la France s'est placée par la révolution dans un état aussi inquiétant pour la Prusse que pour tous les autres états.

En effet, la France a commencé par se forger pour son compte des prétentions excédant toutes bornes. Elle ne veut entendre à aucune discussion sur cet article, ni tenir aucun compte des convenances d'autrui. Elle a déclaré, au nom de la nature, que tout l'espace compris entre l'Océan, les Pyrénées, les Alpes, étoit son domaine : que, ne pas le reconnoître, étoit démentir l'oeuvre bienfaisante de cette nature, qui s'étoit plue

à lui tracer ces contours de ses mains. Que cette libéralité ait tout-d'un-coup changé ses rapports avec les autres états, les leurs avec les siens, et tous les autres entre eux; qu'elle soit l'arrêt de mort de mille souverainetés enclavées dans ces prétendues largesses, ce n'est point là ce dont il s'agit à ses yeux, ni ce qui a pu ou pourra l'arrêter un instant. Elle a fait plus, car au démembrement de l'Allemagne elle a joint simultanément le déchirement de la Hollande qui n'est plus bonne à rien dans son état actuel, et la subversion de la Suisse qui, en subissant la révolution, a dépouillé le caractère pacifique qui la distinguoit, et qui y a substitué les passions ardentes et querelleuses de la révolution : et comme si tant d'empiétemens ne suffisoient pas, l'Italie a dû subir aussi une métamorphose complète, qui, à la vérité, a été reformée depuis quelque temps, mais bien contre le gré de la révolution, qui, on peut en être sûr, ne la perd pas de vue. On peut s'en rapporter à elle. Voilà donc une partie de l'Europe bouleversée, et se débattant entre des essais interminables, dont aucun même ne peut prendre consistance, de manière que tous les états survivans sont jetés hors de toutes leurs anciennes mesures,



et n'ont plus à traiter avec les mêmes hommes, ou les mêmes choses. Tout a changé : encore si les changemens eux-mêmes s'arrétoient, ou aboutissoient enfin à quelque chose de fixe : mais non, leur essence est de changer toujours, et de passer par de continuelles transmutations. Ainsi c'est un grand pays qui naguères tout couvert de républiques, est de nouveau rendu à la monarchie : c'est la France elle-même qui, déchirant sa constitution avec autant d'assurance qu'elle en avoit mis à la proclamer comme un chef-d'oeuvre immortel, change deux fois dans six mois de gouvernement et de lois, d'agens et d'emblèmes de ses versatiles folies. Comment asseoir rien de solide sur un terrain aussi mouvant.

Les effets de cette incertitude et de ces bouleversemens s'étendent sur la Prusse, comme sur les autres états. Entre autres intérêts sa politique se rattachoit à quatre principaux : l'alliance de la France, l'équilibre de l'Empire, la conservation de la Hollande et de la Turquie. La révolution en dénaturant quelques-uns de ces rapports, lui en a créé de nouveaux, telle que la nécessité de s'allier à la Sardaigne et à l'Espagne : avec l'une pour la protéger et la défendre de sa

propre foiblesse, avec l'autre pour l'élever à un plus haut degré de puissance, devenu nécessaire à la double conservation de l'Italie, soit contre la France, soit contre l'Autriche....

Nous allons expliquer avec le plus de clarté et de méthode qu'il nous sera possible les principes de cet ancien système politique de la Prusse, avant d'esquisser le nouveau qui s'adapte à la nouvelle position, et aux nouvelles circonstances de l'Europe. Ils se composent tous les deux d'un grand nombre d'aperçus et de distinctions de faits et de temps, qu'il faut bien remarquer et tenir séparés....

Avant la révolution le rôle de la Prusse à l'égard de l'Empire se bornoit à l'entretien des contre-poids, et à la conservation de l'équilibre qui en étoit le résultat. Quelques soins de cette nature suffisoient pour soutenir l'assiette de cette vieille machine dont on s'accordoit à faire encore un objet de culte, même long-temps après qu'elle avoit cessé d'en être un de vénération. Alors cet Empire n'étoit menacé d'aucun côté. Au nord la Suède et le Dannemarck n'en ont jamais manifesté l'intention, et se trouvoient arrêtés par la Prusse qui est en première ligne dé-

fensive de ce côté. Les petites souverainetés de la Hollande et de la Belgique n'avoient ni l'ambition, ni les moyens d'entreprendre sur lui. Leur foiblesse répondoit parfaitement à celle des états d'Empire qui les avoisinoient, et tout se passoit de bon accord entre des voisins de même force. Au midi, la Suisse étoit plus un rempart qu'un front d'attaque, plutôt un allié commun qu'un ennemi particulier. A l'ouest, la France jouoit le rôle habituel de protecteur de l'Empire, et si celui-ci servoit quelquefois de champ de bataille, ou de grand chemin à ses armées, toutes ses exigeances se bornoient à cela. Depuis cent ans la France ne lui a pas fait d'autre mal, et s'est arrêtée d'elle-même aux frontières de l'Alsace. Elle appuyoit la Prusse dans le maintien de l'équilibre germanique; ce système avoit acquis une consistance d'habitude qui le rendoit très-solide. Mais la révolution a tout déplacé, et renversé sans pitié cet antique édifice. Tout ce qui étoit ami est devenu ennemi, tout ce qui étoit conservateur est devenu destructeur, tout ce qui étoit rassurant est devenu menaçant....

Ainsi la Suisse et la Hollande réunies à la France embrassent l'Empire sur son front et



sur ses flancs. La Suisse couvroit tout le midi de l'Allemagne : aujourd'hui non-seulement elle le découvre, mais elle le menace dans une grande étendue.

De son côté la France s'attribue une bonne partie de l'Allemagne par l'invasion de la rive gauche. Les indemnités auxquelles ce démembrement donnera nécessairement ouverture, entameront des propriétés situées à la rive droite, et aboliront peut-être quelques degrés de la hiérarchie souveraine de l'Empire, qui en est déjà menacé depuis long-temps. Ici la France s'approprie certains boulevards de l'Empire : là elle renverse ceux qui lui resteroient, par-tout elle décide et tranche à son avantage toutes les questions litigieuses, et passe ainsi de l'attitude de protecteur et d'ami qu'elle avoit toujours eue sous la monarchie, à celle de dominateur et d'ennemi. Aucun état, plus que la Prusse, ne se ressent de ce changement, tant par rapport à lui-même que pour sa clientèle d'Allemagne.

Dans l'ancien ordre aucune possession prussienne ne confinoit à celle de la France : on ne compte pas le petit pays de Neuschâtel. Les Pays-Bas, la Hollande, et les parties antérieures de l'Empire les séparoit,

et lui servoient de rempart. Elle étoit placée au troisième rang de ce dangereux voisinage. Maintenant elle l'est au premier, et les deux états se touchent dans une multitude de points. L'éloignement produisoit, nourrissoit la bonne intelligence, l'effet naturel du rapprochement est de la détruire, et de lui substituer les ombrages et la crainte. Car entre états, ennemis et voisins sont synonymes. Tant que la frontière de France, en s'éloignant du Rhin à Landau pour aboutir à l'Océan entre Dunkerque et Ostende, laissoit un certain nombre d'états entre la basse Allemagne et la France, ils servoient aussi de barrières à la Prusse contre la France, et de son côté la Prusse avoit de moins le besoin de veiller à leur défense. Mais depuis que la France, en franchissans d'emblée tous ces anciens remparts, a porté la frontière jusqu'au Rhin, depuis sur-tout que la Hollande est révolutionnée sur le modèle françois, que reste-t-il entre la France et la basse Allemagne, et sur qui retombe la sollicitude de sa défense? A qui s'est-elle adressée dans ses momens de danger, quand on rançonnoit les villes anséatiques, quand on menaçoit Hanovre? n'est-ce pas à la Prusse, et qui pouvoit-on implorer, sinon elle? La ré-

volution change donc entièrement les rapports de l'Empire avec la Prusse. Elle ne les change pas moins complètement envers la France...

Sous la monarchie les deux puissances étoient faites l'une pour l'autre , et loin qu'aucune barrière s'élevât entre elles , la convenance de leur union étoit sentie au point d'en avoir fait un axiome de politique. Tout en effet les invitoit à se réunir, localités, distinctions d'intérêt, avantages communs dans l'alliance. Il existoit, il est vrai, une déviation monstrueuse dans cette partie du système fédéral de la France : mais cette aberration étoit le fait du cabinet, qui étoit seul contre la nation à soutenir cette erreur fondamentale. La nation réclamoit l'alliance de la Prusse , et en appeloit au gouvernement mieux informé , de manière à ce que celui-ci eût éprouvé vraisemblablement la plus grande difficulté à se prononcer contre la Prusse dans le cas d'une attaque contre elle, par un ennemi puissant, tel que l'Autriche et la Russie. L'opinion eût très-vraisemblablement suppléé à l'oubli que le cabinet faisoit de ses intérêts, et l'eût forcé d'y revenir. C'est que la France monarchique étoit accessible à l'opinion et à la vérité, qui



finissoit toujours par l'emporter. Le cabinet pouvoit avoir ses erreurs, mais elles étoient redressées par toutes les influences qui agissent à la longue sur un gouvernement paternel et fixe. La Prusse étoit donc sous la monarchie beaucoup plus près de l'alliance de la France, quoiqu'elle en parût exclue, qu'elle ne l'est de celle de la France républicque, quoiqu'elle y paroisse appelée, et presque adoptée par elle.

La révolution a aussi dénaturé les rapports de la Hollande. Quoique ce pays ne fût pas, comme nous l'avons dit plus haut, un des besoins de la Prusse, cependant elle y prenoit un grand intérêt, en raison de ses liaisons de famille, de la nécessité de conserver cette barrière à la basse Allemagne, et d'empêcher que son dépouillement ne tournât au profit d'un état déjà puissant comme la France, ou ennemi comme l'Autriche. Car les dépouilles de la Hollande ne pouvoient convenir qu'à elles deux ensemble ou séparément. La Prusse sentoît aussi que la Hollande ayant bien de la peine à se soutenir comme puissance maritime et coloniale, devoit par conséquent être fortement protégée par terre, pour avoir sur mer la libre disposition de toutes ses forces. Cet

aperçu étoit judicieux et sûr. Dans tout cela la Prusse jouoit le superbe rôle de conciliateur, sans mélange d'aucun intérêt personnel ou direct. La révolution y a mis fin sous deux rapports, d'abord comme voisin, ensuite comme spoliateur. L'éloignement, la séparation de la Hollande d'avec la France étoit un premier motif de bonne intelligence. Les alliés respectifs se ressentoient de ces dispositions pacifiques, et cultivoient sans peine des états sans sujet d'ombrage l'un pour l'autre. Mais aujourd'hui que ces mêmes états se touchent, et qu'avec le voisinage sont venus les sujets de querelle, la Prusse auroit-elle lieu de vouloir maintenir une alliance qui l'exposeroit à se trouver sans cesse mêlée aux différens d'un allié foible, que sa foiblesse invite à attaquer, et qui ne porte à la Prusse que le fardeau de ses embarras. Le morcellement de la Hollande a achevé ce malheureux état, qui ainsi mutilé est indéfinissable. Car il est trop foible sur terre, pour être indépendant de la France, il l'est de même sur mer pour l'être de l'Angleterre : il l'est trop pour garder ses colonies, et sur-tout des colonies révolutionnées ; la Hollande actuelle n'est donc plus bonne ni aux autres, ni à elle-même : on

sent bien que les François ont cherché et ont trouvé fort doux d'en faire leur magasin et leur comptoir, mais ce qui fait leur bien particulier fait le mal public ; leur avantage n'est pas un ordre politique qui convienne à l'Europe ni à aucune puissance, c'est une prolongation du désordre et rien de plus...

La Prusse mit une grande vigueur dans son intervention pour la Turquie, qu'elle débarrassa de l'Autriche par le traité de Reichenbach. Elle se retourna aussitôt contre la Russie pour achever sa délivrance. Dès lors le cabinet prussien sentoit fortement la nécessité de maintenir la puissance de la Porte, et de la préserver de tout déchirement. Cet état tirailé de tout côté, et affoibli en Asie où il compte plus de sujets de nom que d'effets, plus de vassaux que de serviteurs réels, est pour la Prusse d'une plus grande importance que pour toute autre puissance de l'Europe. Car le partage de la Pologne rapprochant la Prusse de la Russie, établit entre elle et la Turquie des relations plus intimes, en raison de sa position qui en fait le contre-poids naturel de l'Autriche et de la Russie. La Turquie, malgré une alliance de trois cents ans sans nuages de sa part, n'a pu réussir à trouver grâce aux yeux



de la révolution. Sa constance à l'assister, à dissimuler ses écarts, à résister aux sollicitations de ses ennemis, rien n'a pu arrêter cet inique gouvernement. Il a fallu que la Turquie fût enveloppée dans l'agression générale. Le plan de la France contre elle a été aussi dangereux que perfide. Car elle a attaqué la Turquie par les élémens connus de sa dissolution, par ses pachas qui sont en état continuel de rebellion, et avec lesquels la Porte est en état continuel de capitulation. Pour cela la France vint établir un foyer de révolution sur ses frontières, en s'emparant de Corfou et autres places d'Epire, dans l'intention évidente d'y arborer l'étendard de la révolution pour les Grecs, et de commencer par là le révolutionnement de l'empire ottoman. Autrement l'invasion de Corfou est inexplicable, et ce rapprochement avec la Porte est une faute trop lourde en politique, pour n'avoir pas été tout calculé en révolution. Toutes les manoeuvres qui eurent lieu alors avec les pachas d'Albanie, et les mécontents des côtes en font foi. La Porte les a relevées avec raison dans ce manifeste où la droiture du bon sens dans toute son ingénuité, contraste si fortement avec les raffinemens de la diplomatie d'ailleurs. L'établisse-

ment françois à Corfou étoit un contre-sens trop choquant , pour n'avoir d'autre objet qu'une simple échelle de commerce : c'étoit bien plus un entrepôt de révolution que de marchandises , car on ne peut supposer que les François n'aient pas aperçu que la même autorité qui les aimoit et les favorisoit à Marseille et loin d'elle , les haïroit , les desserviroit à Corfou et sur les côtes. L'intérêt révolutionnaire avoit donc fait taire l'intérêt commercial , comme il l'a fait encore pour l'expédition insensée de l'Egypte.

Ces provocations ayant jeté les Turcs dans les bras de la Russie, l'état de la Prusse à leur égard a changé entièrement , et cet intérêt vient encore se confondre dans le gouffre de la révolution , qui en bouleversant ainsi tous les anciens rapports de la Prusse , a créé pour elle la nécessité de les raffermir , et d'en chercher de nouveaux , comme nous allons le prouver dans le chapitre suivant....

### *Nouvelle politique de la Prusse.*

Quand on veut former un système politique pour un état , il faut d'abord le considérer comme membre de l'association générale

rale au milieu de laquelle il vit : ensuite comme état particulier.

Il faut de plus dans les circonstances actuelles tenir compte des rapports sous lesquels des états sont utiles ou nuisibles au bien général, nécessaires ou indifférens à son maintien, partageant ou non les charges de la société générale, et tenir compte de ces différences.

C'est sous ces divers rapports que nous allons envisager la formation de la nouvelle politique de la Prusse.

1°. L'Europe n'a jamais eu un système complet et calculé d'équilibre. Tout dans l'origine y avoit été fait au hasard, dans les vues uniques de l'intérêt personnel, et plus par les moyens de la violence que par la direction des lumières : aussi le système de l'Europe ressembloit-il à ses anciennes cités, toutes bâties sans plan, sans ordre, et dans des proportions convenables à des circonstances qui ont cessé d'exister. C'est ce qui les rend en partie si hideuses. Il en étoit de même du système politique. A peine existoit-il en partie, et dans quelques lieux, partout ailleurs il n'y avoit ni ensemble ni régularité.

Le midi de l'Europe n'en retraçoit aucun



signe, ce qui, quoique indifférent pour lui-même, à cause de sa torpeur, étoit mauvais pour l'ensemble, qu'il privoit d'unité et de secours, comme tout membre engourdi ou paralysé. Au nord l'équilibre continental étoit beaucoup plus sensible ; mais sur mer le perfectionnement de la marine angloise l'effaçoit tous les jours davantage entre elle et les couronnes du Nord, ainsi qu'avec l'Espagne et la France. Elle seule étoit plus forte qu'elles toutes séparées ou réunies, si toutefois elles pouvoient l'être, et dans le fait toutes ces puissances n'en faisoient pas deux d'égale force avec l'Angleterre. La révolution a eu le double effet de détruire jusqu'aux vestiges de cet équilibre, et de trouver tout le monde insensible à sa ruine, tant on étoit persuadé de son insuffisance. Il est tombé au milieu du silence de l'indifférence générale. Aucune réclamation, aucun regret n'a honoré sa chute. Ce n'est pas une raison pour s'en passer, bien au contraire c'en doit être une pour le recréer sur de meilleures proportions. Il n'en coûtera pas davantage pour en faire un tout neuf, que pour remonter l'ancien, qui semblable à un vêtement fait pour d'autres tailles, ne cadrera jamais avec les nouvelles circonstances de

l'Europe. Elles ont révélé dans les peuples une indifférence profonde pour tout ce qui ne tombe pas de trop près à leur bourse. Elles ont révélé à plus forte raison la possibilité des changemens utiles, lorsque les plus funestes n'ont trouvé aucune résistance. Les chefs des nations, ceux qui font les frais de la garde de la société, ont bien acquis le droit de connoître et de prononcer sur ce qui lui convient le mieux. L'expérience leur a montré le degré de résistance, auquel ils doivent s'attendre, comme aussi que les frais du bien ne l'emporteront pas sur ceux du mal. S'il ne faut pas brûler les villes pour se donner le plaisir de les rebâtir au cordeau, il ne faut pas non plus brûler ses institutions pour les refaire à neuf. Mais lorsqu'un accident de force majeure, lorsqu'un incendie a détruit des édifices, il est de la sagesse autant que du bon goût, de profiter de ce malheur pour les relever sur des plans réguliers et mieux assortis à la commodité et au besoin. Il en est de même de l'Europe. Il n'y a pas, il ne peut jamais y avoir de sujet légitime de révolution. C'est le plus grand fléau dont le ciel puisse affliger la terre. Mais enfin lorsqu'il l'en a frappée, le remède ne consiste pas dans un respect superstitieux à

ramasser des débris incohérens, mais au contraire à en tirer des combinaisons bien ordonnées, capables de prévenir le retour des mêmes malheurs. Or voilà précisément où l'on en est. La révolution a mis l'Europe en état de démolition. Les décombres sont là. Faut-il se fatiguer, s'épuiser pour les ramasser, pour les remettre sans règle et sans méthode à la place d'où ils sont tombés? Quel insensé oseroit proposer un pareil plan? En remontant aux causes de la facilité avec laquelle la France et sa révolution ont produit tous ces bouleversemens, franchi les anciennes limites, envahi tous ses riverains, on trouve qu'elle provenoit de ce qu'il n'y avoit rien de fort dans leur voisinage. Les états foibles étoient près d'elles, et les forts étoient au loin. Il est connu qu'il n'y avoit pas une grande puissance continentale à portée de la France. Elles étoient toutes réunies au nord et à l'est de l'Europe. La révolution profitant de la bizarrerie de cette disposition a, soit force ou adresse, englouti tous ses foibles voisins, et ne s'est arrêtée qu'aux pieds des grandes puissances. Là seulement a commencé la résistance. Cet inconvénient est majeur, il détruit la possibilité de tout équilibre en Europe, jusqu'à un changement,



dont il faut faire l'indemnité de cette cruelle guerre, changement qui, important en lui-même pour tout le monde, intéresse encore la Prusse sous des rapports particuliers : et c'est ainsi que son utilité personnelle se rattache au bien général, comme il arrive presque toujours, quand on veut bien y prendre garde.

Ce grand changement paroît devoir consister dans les arrangemens suivans, ou dans tous autres qui ne s'en écarteroient pas dans ses bases principales. La barrière du Nord résulteroit de la réunion de la Hollande et des Pays-Bas. L'Empire resteroit ou rentre-roit dans son intégrité. Ainsi personne au monde ne souffriroit d'un arrangement qui profiteroit à tous, et qui résulte du bon emploi de territoires aujourd'hui vacans. Car l'empereur a renoncé aux Pays-Bas de fait et d'intention. C'est à Venise qu'il a complété le désistement de Bruxelles. Cette réunion est un retour à l'ancien état des deux pays qui ont ensemble mille affinités, qui réunis forment une souveraineté importante, utile à eux-même et aux autres, importante à l'équilibre général, et qui séparés ne sont bons à rien. On ne peut guères concevoir que quatre combinaisons probables pour la

possession des Pays-Bas. 1° L'incorporation à la France, 2° la réunion à la Hollande, 3° l'érection en principauté indépendante, 4° la cession à quelque prince d'Empire.

1°. L'Europe est armée contre la première qui viole toutes ces convenances en augmentant démesurément les forces de la France. Alors son voisinage écrase la Hollande, gêne l'Empire, alarme le Nord et menace l'Angleterre. Trop de monde est blessé par cette extension. La France ne doit jamais avoir la liberté de franchir son ancienne barrière, qui étoit tout ce qu'elle pouvoit être de mieux pour elle et pour les autres. L'Europe doit avoir pour principe de ne laisser jamais rien retrancher ou ajouter à la France, on ne doit pas plus lui permettre de gagner, qu'à d'autres de lui faire perdre.

2°. L'indépendance sous un prince particulier, de quelque maison qu'il soit, ne donne qu'une souveraineté trop foible contre un voisin tel que la France. C'est une proie plus qu'une barrière qu'on met à côté d'elle. Les liens de famille ou d'alliance sont de beaucoup insuffisans contre de pareils inconvéniens, témoin l'histoire de la révolution, qui étant celle de l'oubli des droits du sang, a assez montré le cas qu'en fait la po-

litique. Un petit état de plus n'est pas une barrière ni pour la Hollande, ni pour le Nord, deux objets qu'il ne faut jamais perdre de vue.

3°. La réunion à quel prince d'Empire que ce soit, a les mêmes inconvéniens. On cite communément l'électeur de Bavière, comme échangeur éventuel de ce pays. Mais ce prince avec ses propriétés du Palatinat et du duché des Deux-Ponts pourra-t-il ce que n'a pu la puissante Autriche, défendre le Brabant, couvrir la Hollande et le Nord? Ses possessions sur la rive droite de la Meuse, de la Sarre et du Rhin ne le subordonnent-elles pas à la France, et celle-ci ne maîtrisera-t-elle pas toujours à Manheim le maître de Bruxelles.

Toutes ces suppositions sont pitoyables. Plus on les tourmente, plus on en constate la vanité, et par conséquent la nécessité de revenir à la seule que la force des choses et la nature consacrent, celle de la réunion de la Hollande avec les Pays-Bas. L'absence de cette réunion annule à-la-fois les deux contrées: les Pays-Bas, qui avec l'Autriche n'étoient pas bons à grand'chose, et qui seuls ne sont bons à rien: la Hollande qui abandonnée à elle-même ne présente pas plus de



solidité pour elle-même, ni de garantie pour les autres. On se bat depuis des siècles pour ces deux pays, et sans savoir pourquoi. On eût évité toute cette effusion de sang par cette combinaison, dont le traité de Bavière étoit une esquisse, qui annonçoit dans les négociateurs qui l'établirent, le germe d'une idée qu'ils n'eurent pas le courage ou l'esprit de pousser à son entier développement.

Mais pour compléter l'union des deux pays, pour leur donner toute la vigueur dont ils sont susceptibles, il ne suffit pas de les ajouter l'un à l'autre, il vaut mieux les réunir sous un seul et même gouvernement, qui pour être bon, juste, ferme et harmonique, ne peut être que le gouvernement royal dans les mains des princes de l'auguste maison d'Orange, seuls faits pour ce pays qui est leur apanage naturel. Son bonheur correspondra aux degrés de leur élévation : plus leur pouvoir sera grand, mieux le pays sera gouverné, et tranquille sous la sauvegarde d'une grande autorité. Qu'on se garde bien d'en faire des Stathouders en Hollande, des ducs de Brabant à Bruxelles, des comtes de Flandres ailleurs, et d'affoiblir ainsi l'autorité en multipliant les titres. Il seroit im-

possible de gouverner utilement et solidement les deux peuples, en le faisant à tant de titres, et sous des dénominations diverses. Leur nouveau souverain doit être leur roi, et dans toute la plénitude de ce mot. On seroit bien bon de se gêner pour d'antiques formes dont la pluralité de la nation ne se soucie plus guères, et dont la totalité a ressenti les inconvéniens. Les peuples en sont précisément au point le plus désirable pour les gouverner, celui d'avoir cessé à contester avec leurs conducteurs. Il faut profiter de cette disposition, la faire tourner au profit de la royauté, et rendre les peuples heureux, même malgré eux. Les cris de quelques intéressés ou sophistes seront bientôt étouffés ou oubliés, et le bonheur public fera le reste. La démocratie avec toutes ses tourmentes a eu au moins l'heureux effet d'en dégoûter les peuples, et de les soumettre aux souverains. Contre son intention elle les a conquis à leur profit. Aussi n'entend-on pas comment ils s'obstinent à se faire petits, lorsque la force des choses les fait si grands et leur dit de vouloir l'être. Quand on a débarqué en Hollande, on a cru avoir bien mesuré son coup, en mesurant bien ses expressions, sur les droits et les prétentions

du Stathouder, et l'on a vu quel effet cela a produit. Il en eût été de même à quelque titre qu'il se fût présenté. Ce n'est plus de cela dont il s'agit avec des peuples qui rebutés d'expériences, rassasiés de discussions, ne considèrent plus leurs gouvernemens par ses principes, mais par ses effets et son pouvoir, qui ne demandent plus aux gouvernans qui ils sont, mais ce qu'ils savent et ce qu'ils peuvent.

2°. La formation d'un nouvel état vers le nord est le premier degré d'un nouvel équilibre en Europe, et de la politique à venir de la Prusse. Mais pour le compléter, il en faut encore un en Italie, qui serve de barrière à la France, au midi, comme la Hollande le fera au nord. Cet état ne peut être autre que le Piémont agrandi de toutes les proportions auxquelles prête la révolution qu'a subie l'Italie. Il faut enfin donner un gardien à cette belle contrée qui n'a jamais été défendue, ni contre la France, ni contre l'Allemagne. Elle est morcelée en trop petites souverainetés, et le titre de geolier des Alpes n'est qu'un vain nom pour le roi de Sardaigne, dans l'état de foiblesse où a toujours été sa maison. Les Alpes sont faciles à garder, cela est vrai, mais il faut que le



gardien soit en quelque sorte proportionné avec l'oeuvre de la nature, et le roi de Sardaigne ne l'est pas. D'ailleurs la garde des Alpes n'est que la moitié de la défensive de l'Italie. Elle reste à découvert du côté de l'Allemagne, sur-tout depuis la réunion de Venise au corps des états héréditaires, qui s'étendent maintenant sur une partie de l'Italie, et entrent si avant dans cette contrée. En vain diroit-on que l'Autriche est la seconde ligne défensive de l'Italie: cela est vrai contre la France, mais non pas contre l'Autriche elle-même qui peut toujours mettre à sa protection tel prix qu'il lui plaira, tant que l'Italie n'aura pas en elle-même de quoi pourvoir à sa sûreté. Il faudroit d'ailleurs, qu'en politique comme dans les travaux militaires, la seconde ligne cadrât avec la première, et qu'elles se correspondissent parfaitement, au lieu de se croiser et d'empiéter l'une sur l'autre, comme n'ont jamais cessé de faire l'Autriche et le Piémont. Ces états se combattent sourdement depuis un siècle, pour des parcelles du Milanez. C'est un *artichaud* qu'il faut manger feuille à feuille disoit Victor Amédée: cette disposition connue et toujours subsistante entre les deux pays s'oppo-

soit à toute espèce de réunion sincère, ou profitable au bien public de l'Italie. Il y a paru dans cette guerre où la froideur et la mésintelligence étoient au comble entre de soi-disant alliés, qui se redoutoient mutuellement autant que l'ennemi commun, et qui se sont séparés dès qu'ils l'ont pu. Dans ce moment même on ne pénètre pas bien les dispositions de l'Autriche envers l'Italie et le Piémont, et trop d'indices portent à croire qu'elles ne sont pas toutes de bienfaisance.

2°. L'Autriche touchant à-la-fois à la Prusse, à la Russie, à la Turquie et à la France par l'Empire, a trop d'affaires sur toute sa circonférence, pour se consacrer à en bien défendre un seul point; ce qu'elle fait dans ce moment en Italie ne peut servir d'exemple, parce qu'il sort des règles ordinaires, comme tout ce qui tient à cette révolution, qui lui a donné pour alliés ses ennemis naturels. Ce n'est pas pour ce moment seul qu'il faut se précautionner, mais pour l'avenir, d'après les règles ordinaires que l'on cherche à rétablir. Or dans ce cas l'Autriche ayant à veiller sur ses vastes possessions disséminées par-tout, ne peut défendre suffisamment l'Italie. L'Autriche est sûrement un colosse, mais un colosse qui n'a pas

toujours le libre usage de ses bras. Pour remédier à ce qu'il ne peut faire en Italie, et donner enfin à ce pays une défense assurée, il faut la chercher dans son propre sein, comme la seule qui ne puisse jamais lui manquer. Il faut y former un état qui, avec les moyens, n'ait aussi que cela à faire, et cet état ne peut-être que le Piémont. Son nouvel apanage doit être pris sur les œuvres de la révolution. La Cisalpine jusqu'au Mincio, et aux Légations *exclusivement*; la Ligurienne jusqu'à Lucques, et le duché de Parme peuvent avec le Piémont former un fond suffisant pour un état, dont la destination est de garder l'Italie, sans jamais porter ombrage à personne. Car, si d'un côté, il a territoire, population, richesse et sur-tout arrondissement convenables, d'un autre côté, il est réduit à la défensive la plus simple, étant environné de puissances contre lesquelles il suffit à se défendre, mais qu'il sera toujours trop foible pour attaquer, telles que l'Autriche et la France. Il faut observer que toute la force de cet état est défensive: il peut tout pour se défendre, et rien pour attaquer. C'est ce qui le rend si précieux dans la formation d'un système qui se rapporte tout entier à la conservation de cha-



cun en particulier, et de l'équilibre général, sans chercher à établir de ces odieuses prépondérances qui doivent être bannies du nouveau système pour faire place à celui qui bornera chacun au soin de ses propres affaires, sans vouloir ou pouvoir dominer sur celles de ses voisins.

Les compensations indispensables de cet arrangement se retrouvent, 1°. pour Parme dans sa translation en Sardaigne qu'elle occuperoit avec la Corse, sous un même titre royal. Cet arrangement est moins de puissance que de dignité : Parme n'est pas une puissance, c'est une seigneurie riche et noble : les deux îles de Sardaigne et de Corse ne seront jamais de grandes puissances. Mais sous une autorité qui y résideroit, qui y réuniroit des connoissances locales avec la volonté d'en tirer parti, ces deux îles, à-peu-près mortes jusqu'ici au monde politique et commercial, acquerroient de l'intérêt.

2°. Pour l'Autriche dans la reconnoissance de son occupation de Venise, et dans la possession de Mantoue, de la ligne du Minicio, et de la rive gauche du Pô, jusqu'à son embouchure. S'il falloit y ajouter, il vaut encore mieux y joindre et céder à l'Autriche

quelques enclaves qu'elle désire depuis longtemps, telles que Brixen, Trente et Saltzbourg, que de faire manquer un arrangement qui importe si fort à l'équilibre de l'Europe en général, et à la sureté de l'Italie en particulier. C'est ici que reviennent les grandes considérations d'ordre social, bien supérieures à des particularités qui doivent disparaître devant lui. Il faut distinguer entre les états qui contribuent à la garde de la société et ceux qui n'y contribuent pas. Que font à l'Europe et à l'Empire la soustraction, ou la réunion de quelques souverainetés insignifiantes pour son système, qui figurent de nom, et jamais de fait sur le tableau de ses parties utiles. Celles-ci n'en restent pas moins ce qu'elles sont, mais l'érection d'un grand état importe à tout le monde, dont il supporte le fardeau, tandis que ces infiniment petits, ces extraits de souveraineté ne supportant rien, devant au contraire être toujours supportés, ne sont bons à rien, et finissent par être insupportables. Il entreroit dans une bonne organisation du Piémont de ne passer ni le Var, ni les Alpes. Ainsi il abandonneroit la Savoie. Cette possession n'ajoute pas à sa puissance, elle le met dans la dépendance de la France, dont

il faut l'affranchir en les séparant à jamais, par des barrières telles que celles que nous venons de citer.

La Savoie convient bien à la France dont elle est pour ainsi dire le complément. Mais convient-il également à la Suisse et à l'Italie qu'elle lui appartienne : c'est une question sur laquelle nous ne prononcerons pas. Mais qui empêcheroit, que ne pouvant être réunie à l'Autriche dont elle est trop séparée, elle ne devînt l'objet d'un échange qui remplaceroit quelque cession faite ailleurs à la convenance de l'Autriche, pour faciliter l'arrangement général.

Qui empêcheroit par exemple que le margraviat de Baden ne devînt l'objet d'un échange de cette nature, qui en joignant cet état au Brisgau, formeroit ainsi une très-belle possession pour l'Autriche, à la place d'une que son isolement rend de très-peu de valeur. De son côté le margrave de Baden gagne plus qu'il ne perd à cette translation; le territoire de la Savoie est au moins égal au sien; il est libéré des frais et des querelles des princes d'Empire, il n'est ni plus ni moins voisin de la France d'un côté que de l'autre, et en s'alliant aux Suisses, il n'a jamais rien à démêler avec elle.

La



La Prusse a le plus grand intérêt à cet arrangement, et à tout ce qui peut le faciliter. Dès que l'Autriche tourne ses vues sur l'Italie, où la foiblesse des états actuels ne lui oppose aucun obstacle, les puissances qui, comme la Prusse, doivent craindre des accroissemens qui en rompant l'équilibre proportionnel retombent indirectement sur elles, ces puissances doivent avoir en vue la formation d'un établissement en Italie, capable de contenir a-la-fois la France et l'Autriche, et de garantir l'intégrité de ce pays. Il lui serviroit de gardien, comme la Prusse le fait à l'Empire, et les deux états, en s'entendant bien se fortifieroient réciproquement.

3°. Il existe un troisième objet pour la nouvelle politique de la Prusse, plus éloigné, il est vrai, mais toujours sensible dans l'ordre général de l'Europe, et dans celui de la révolution, c'est l'Espagne dont la déplorable situation réclame promptement l'assistance de la Prusse. Elle a succédé vis-à-vis d'elle aux droits et aux obligations de la France.

Le malheur actuel de l'Espagne lui vient d'où venoit autrefois sa sécurité, c'est-à-dire de la France. Monarchie elle étoit le rempart de l'Espagne, république elle en est le vampire;

elle l'épuise, elle va la détruire. Son alliance avec la France fut un monstre; sa prolongation est une calamité pour elle et pour les autres. Son intervention dans la guerre n'est bonne à rien. C'est une dérision et une déplorable folie. L'Espagne de plus ou de moins sur le champ de bataille ne changera rien à la décision du combat, ni à l'issue de la guerre. Elle court donc à sa ruine en pure perte pour elle et pour tout le monde. Ses ministres, ses ambassadeurs à Paris ont beau célébrer les charmes, et sur-tout les convenances de cette liaison dangereuse, personne n'est trompé à ce langage de parti, de commande, ou de nécessité, et l'état affreux de ses finances, de son commerce et de ses colonies répond de reste à ces allégations.

Dans le vrai, l'Espagne ne tient et ne peut tenir à la France que par la peur: c'est le seul lien qui l'y attache. Elle craint ses vengeances, en abandonnant l'alliance, et de ne faire que changer ou empirer ses malheurs; et malheureusement encore, cela est trop probable avec un allié de la trempe de la France, qui ne voit dans ses amis que des esclaves ou des fournisseurs gratuits.

Ce n'est pas non plus qu'on aperçoive

du côté de la France quelque motif raisonnable de maintenir cette alliance guerrière de l'Espagne. L'expérience a pu lui en faire connoître toute la valeur. Mais la vanité et l'obstination qui caractérisent l'esprit démocratique ne lui permettront pas de la lâcher.

Si la France entendoit bien ses intérêts avec l'Espagne, elle seroit la première à la rendre à la neutralité, en ne la considérant que pour ce qu'elle est, c'est-à-dire comme une colonie de commerce dont la supériorité de son industrie lui assure les profits. La France tireroit mille fois plus de l'Espagne du côté commercial, que du côté militaire; mais elle est encore à son égard dans une erreur commune sur l'estimation des états, (qui est de les regarder plutôt comme force que comme produits. Calcul défectueux en beaucoup d'endroits, mais principalement à l'égard de l'Espagne, qui toujours nulle à la guerre, est toujours excellente en finance, par le commerce qui donne les moyens de guerre, qu'elle ne sait ou ne veut pas faire. Celui de l'Espagne étoit du plus grand prix pour tout le midi de la France. La guerre en arrêtant son cours et l'arrivée de ses capitaux d'Amérique, ar-



rête par là même celui de la France, et l'entrée régulière des sommes qu'elle en recevoit tous les ans. Cela dure depuis cinq ans. Quel avantage militaire a compensé cette perte, non-seulement pour l'Espagne, mais pour la France? Les millions que le commerce espagnol eût versés en France pendant ce temps, n'eussent-ils pas été plus profitables au gouvernement, même comme moyens de guerre, que l'apparition à Brest d'une vingtaine de vaisseaux dont tous les exploits se bornent à s'évader de leurs ports, et à tromper la vigilance de leurs ennemis? Nous le répétons, l'alliance guerrière de l'Espagne monarchie avec la France république est autant un contre-sens en politique, qu'un monstre en morale. Ce n'est pas à Brest et à Toulon qu'il faut rechercher la valeur de cette alliance, c'est à Marseille, à Bayonne, à Nismes, dans dix provinces du midi qui vivoient du commerce de l'Espagne; et ce sont moins les politiques et les amiraux qu'il faut consulter, trop fiers de commander à de grandes flottes et ne cherchant qu'à les augmenter, que les négocians qui par les spéculations et les reproductions de l'industrie nourrissent la richesse de l'état.

A ses inconvéniens particuliers pour la

France, l'alliance militaire de l'Espagne joint encore celui bien plus grand d'être un impôt sur l'Europe entière, et une espèce d'embargo sur son numéraire. La Prusse se ressent de cette stagnation, comme tous les autres états. L'Espagne étant propriétaire des mines qui alimentent la richesse européenne, toutes les parties prenantes, tous les co-intéressés à ce versement annuel participent au dommage de sa suspension. Mais comme pendant ce temps l'écoulement des métaux vers l'Inde n'est pas suspendu, comme ils continuent d'y aller solder les besoins de l'Europe, l'interruption de l'arrivée des riches récoltes du Mexique et du Pérou causée par la guerre, rompt la balance entre la recette et la dépense de l'Europe, et intervertit tous ses rapports financiers. Peut-être ne faut-il pas chercher ailleurs la cause de cette multiplicité de banqueroutes qui ébranlent toutes les places de commerce, qui dépourvues d'un numéraire correspondant à leurs affaires, ne reposent plus que sur des fictions. Car toute la finance européenne est pour la grande partie en *papier* : le numéraire reste encombré en Amérique. Quatre de ces précieuses récoltes sont arriérées; on les porte année commune à

170 millions de métaux, et presque autant d'autres valeurs. C'est un arriéré dans les recettes générales de l'Europe de plus de 1200 millions, dont elle reste à découvert par cette misérable guerre de l'Espagne. Celle-ci n'est que la distributrice de cette somme qui appartient à tout le commerce de l'Europe. Voilà ce que l'on trouve au fonds de cette guerre de l'Espagne, et ce qui devrait faire qu'une nation de cette espèce, commune, pour ainsi dire, à toutes les autres, fût de droit neutre et exceptée de toute guerre, et traitée au milieu de l'Europe comme la tribu de Lévi l'étoit au milieu d'Israël. Il est évident que la puissance en guerre avec l'Espagne, se la fait à elle-même et à toute l'Europe. Telle est la force des rapports des états entre eux, et les aperçus qu'en donne l'examen réfléchi.

Mais cette neutralité si désirable pour elle et pour les autres, de qui l'Espagne peut-elle la recevoir, qui peut-elle implorer? Elle est en guerre avec les uns, en froideur avec les autres, en ombrage avec son propre sang. Là on est son ennemi, ici l'ennemi de son ami. Comment sortir de cet abyme sans un appui puissant et sûr de se faire écouter, et qui, hors la Prusse, peut lui



en servir? Il semble donc qu'elle prendroit un beau rôle, en se chargeant de celui de médiateur pour l'Espagne. Il ne s'agiroit pas de la détacher de la France pour l'unir à ses adversaires; mais en la délivrant d'une guerre ruineuse, de la rendre à son indépendance naturelle, et à ses rapports commerciaux avec le reste de l'Europe.

Si la Prusse ne prend pas en main les intérêts de cette puissance défailante, ou qu'elle même ne retrouve pas assez d'énergie pour se faire tolérer en état de neutralité, c'en est fait de l'Espagne; et qui dit l'Espagne ne parle pas seulement de l'espace qu'elle occupe en Europe, mais les immenses colonies qui couvrent la surface des Antilles, de l'Amérique méridionale et d'un grand Archipel en Asie. Voilà ce qu'est l'Espagne, et ce que seroit sa chute. Le révolutionnement de la métropole entraîneroit d'emblée celui de ses colonies, et les horribles conséquences d'un pareil événement sont trop sensibles pour ne pas se presser de les prévenir.

Tels sont les motifs et les élémens du nouveau système de la Prusse. L'ancien est entièrement bouleversé par la révolution. Il seroit absurde de songer à le rétablir.

Ce n'est pas à relever cette mesure que doit tendre un gouvernement éclairé et sage, tel que celui de la Prusse; mais à faire sortir du désordre actuel un ordre régulier et stable, appuyé et se soutenant sur des bases solides, enfin à faire de cette époque de malheurs une époque de préservation pour l'avenir, par la création d'un système capable d'en empêcher le retour. Il est digne de la Prusse et de la fin du siècle de réparer les oublis de la paix d'Autriche et du commencement du siècle, où la succession d'Espagne donnoit tous les moyens d'effectuer la combinaison que nous proposons aujourd'hui.

*Accord de la politique de la Prusse avec celle de la France.*

Les effets de la raison sont tels qu'ils s'entendent au loin, et conviennent à la fois à presque tout le monde; semblable aux fluides qui tendent toujours vers le niveau, la raison qui ne s'arrête à aucun parti, à aucun extrême, cherche également celui de tous les intérêts véritables et de toutes les convenances qui sont du même ordre qu'elle. Son influence bienfaisante se fait

particulièrement sentir dans la question actuelle, au fond de laquelle on trouve qu'un arrangement général d'équilibre convient autant à la France elle-même qu'à la Prusse et aux autres puissances.

Pour en bien juger, il faut considérer : 1°. si un équilibre bien entendu en Europe, n'est pas un grand bien pour la France, comme partie principale de son ordre politique. 2°. Si la soustraction de nombre de sujets de guerre n'est pas un grand bien pour elle, comme état particulier. 3°. Si la réunion de ces deux avantages n'équivaut pas à ceux qu'elle prétend conserver au prix des premiers.

Les deux premières propositions sont du nombre de celles qui n'ont besoin que d'être énoncées pour être adoptées.

Quant à la première, qui doute qu'un équilibre bien combiné entre les puissances ne soit un grand bien pour toutes, et principalement pour celles qui ont la charge principale de l'équilibre général et commun. Les puissances sont placées à cet égard dans des degrés très-inégaux. Elles ont toutes en *droit soi*, intérêt à la conservation générale de l'équilibre, mais elles n'ont pas également les moyens et avec eux la charge de



le maintenir. Ainsi le Portugal et Naples, la Suède et le Dannemarck, le Piémont et la Toscane sont trop heureux qu'il existe un équilibre à l'ombre duquel ils vivent; ils en devroient désirer vivement le maintien, mais ils n'en sont, ni peuvent en être les conservateurs et les supports, comme le sont la France et l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. On assigneroit aisément le nombre des états auxquels ce rôle peut appartenir. Il s'élève maintenant jusqu'à cinq, qui sont la France et l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie. Il ne s'élevoit qu'à quatre avant l'éclipse de l'Espagne et l'apparition des deux nouveaux astres du Nord. Tout le reste, ensemble ou séparément en est exclus, et n'a aucun moyen de se faire valoir pour lui-même ou pour les autres.

Un système qui tendroit à perfectionner cette ébauche, à fortifier l'ordre actuel en le simplifiant, à le dégager d'une partie des embarras qui entravent sa marche, à augmenter le nombre de ses gardiens, est donc un avantage très-solide et très-précieux pour toutes les puissances sur lesquelles roule maintenant la garde de l'ensemble. Leur fardeau particulier diminue par la subdivision, et par la part que chacun en prend

sur soi. Alors il peut se donner à lui-même le temps et les soins qu'il devoit consacrer à autrui.

Quels longs et sanglans travaux ne se fût pas épargné l'Europe, si franchissant tout-d'un-coup l'intervalle qui a séparé la formation et le complément de son système politique, elle fût arrivée du premier jet à une combinaison complète et fixe. Depuis la guerre de 50 ans, c'est-à-dire depuis 170 ans, on se bat, on se déchire en Europe pour parvenir à former un équilibre, et pour maintenir celui qui subsiste, tout imparfait qu'il est. Il n'y a pas une époque, presque pas d'année de cet immense laps de temps que la France en particulier n'ait arrosé de ses sueurs et de son sang. Il n'a pas coûté moins cher à l'Allemagne et au Nord. La succession d'Espagne, celle d'Autriche en 1740 offroient tous les élémens pour une bonne combinaison; il y avoit de l'étoffe pour tout. On les laissa échapper, soit absence d'idées étendues, soit préoccupation pour les anciennes, pour se borner à la misérable combinaison qui existoit avant la guerre, combinaison dans laquelle on ne retrouve aucune trace de plan, mais au contraire tout ce qu'il y a de plus trivial

dans la routine des intérêts personnels. Aussi quel en a été le fruit? des fleuves d'or et de sang répandus en pure perte, des états mal assortis dans leur voisinage, mal distribués dans leurs possessions, affoiblis par la dispersion de leurs membres, dévorés entre eux de convoitise, de jalousie et d'ombrages, et finalement incapables de rien, au jour de la grande épreuve qui a été la révolution. Qui pourroit, par exemple, nombrer le sang et les trésors qu'a coûté l'attribution et la conservation des Pays - Bas à l'Autriche, par ce pitoyable système qui n'inspiroit que du dégoût au principal intéressé, à l'Autriche elle-même, qui n'a cessé de les défendre en les répudiant, et de combattre pour eux, tout en les rejetant. Quelle différence, si, dès la paix d'Utrecht, une politique éclairée et libérale, franchissant quelques intérêts de famille, les eût dès-lors attribués à la Hollande avec un titre royal? quelle force n'eût pas acquis la Hollande politique, commerciale et coloniale? Quelle barrière créé en faveur du Nord contre la tyrannie de la France par terre, et contre celle de l'Angleterre par mer? De même en Italie. Les Allemands et les François s'y exterminent à l'envi depuis des siècles, et



pour quel triste résultat! Si au lieu de ne s'y occuper que d'affaires et pour-ainsi-dire de partages de famille, si au lieu de voir l'Italie moins comme un membre de l'ordre politique que comme un domaine patrimonial, on y eût cherché un nouvel appui pour l'Europe, au lieu d'une dotation et pour-ainsi-dire de légitimes pour des cadets de maisons souveraines, si de ces arrangements de ménage on eût passé tout de suite à faire de ce pays une partie intégrante du système politique, n'auroit-on pas évité pour lui et pour les autres une multitude de fléaux. La réunion des deux nouvelles branches du système aux anciennes n'eût-elle pas donné à l'ensemble assez de forces pour comprimer ou du moins pour arrêter la révolution dans ses débordemens, et pour s'affranchir de ses dangers qui ne sont pas tous passés, quoique affoiblis en apparence. Eh bien, ce sont tous ces oublis qu'il faut réparer à-la-fois, et que l'on peut exécuter d'un seul coup, avec les frais d'un seul acte, au lieu des frais et du temps qui seront nécessaires pour plusieurs dans d'autres circonstances. Car il n'en faut pas douter, on en reviendra à cet arrangement dont la nécessité ne cessera de se faire sentir, et qui une fois man-

qué, peut ne plus se représenter qu'après des siècles de nouveaux malheurs. N'est-il pas plus conforme à la raison, à l'humanité, de commencer par où il faudra bien finir, et de disposer des matériaux qui s'offrent d'eux-mêmes, en prévenant les nouveaux bouleversemens dont il faudroit encore les recevoir.

Quant à la seconde proposition, il est bien certain que la tolérance, que la reconnaissance même des conquêtes de la France n'est que momentanée de la part de l'Europe. Elles sont trop outrageantes pour elles, pour ne pas se réserver de revenir sur des cessions forcées, et ces conquêtes précaires ne peuvent manquer de subir le sort attaché à tout acte de violence; de là de nouveaux sujets de jalousies, de querelles, et finalement de guerres. Or, nous le demandons à la France elle-même, la possession temporaire des objets qu'elle s'est adjugés, équivalant-elle aux dangers de guerres longues et sanglantes: ce qu'elle en retire compensera-t-il ce que leur défense lui coûtera à la longue, ce que coûte dès-à-présent la disposition de cette défense, sur un plan adapté à ses nouvelles proportions? Car la France sortant de ses anciennes frontières

doit reporter sur les nouvelles les boulevards qui protégeoient les premières; quels frais n'entraînera pas ce nouvel établissement pour le porter à la perfection de l'ancien.

On voit que, si la France a d'abord pu trouver très-doux d'agrandir le cercle de ses concussions, et d'en étendre au loin le gage, le calcul des circonstances n'est rien moins que solide par les répétitions auxquelles il expose dans l'avenir, et par les avances hasardeuses qu'il demande dans le présent. Les états sont pour leurs acquisitions de même condition que les particuliers pour les leurs; aussi n'en jouissent-ils qu'après des avances et des mises de fonds que le temps seul leur restitue. Les états sont de même: ils ont de leur côté des déboursés à faire; mais sujets à des *retraits politiques* qui n'atteignent pas les particuliers protégés par des lois fixes, ils ne recueillent pas toujours, comme eux, les fruits tardifs de leurs sacrifices; ils peuvent perdre à-la-fois les fonds et les avances qu'ils leur avoient consacrés. Tel est le sort qui menace évidemment la France pour les conquêtes qu'elle s'est permises, et la balance de leurs avantages et de leurs inconvéniens penche sensiblement vers l'abandon de ces biens momentanés, pour



leur en substituer de plus solides, tels que la soustraction de sujets de querelles, et l'assurance de sa tranquillité à venir. Il y a à la longue de l'économie à favoriser des dispositions générales, d'où naît une sécurité moins dispendieuse que les précautions qu'exigent des entreprises qui fomentent la haine ou la malveillance. Il n'y a pas de repos mieux affermi et moins cher que celui dont tout le monde est à-peu-près garant.....

3°. Si chacune de ces considérations renferme en elle-même de grands biens pour la France, leur réunion surpasse de beaucoup les avantages qu'elle peut trouver dans le système contraire, pour lequel on n'aperçoit aucune raison valable de préférence; s'il en existoit, ce ne pourroit être que la restitution de ses conquêtes et l'établissement de nouveaux voisins à côté d'elle : motifs absolument insuffisans et dénués de fondement.

1°. Quant aux conquêtes, elles sont encore précaires et dépendantes du sort de la guerre. La France ayant à la soutenir contre des puissances qui sont dans des degrés inégaux d'intérêts relatifs à ces conquêtes, n'en jouira définitivement qu'après avoir obtenu le consentement de toutes. Il ne suffit pas d'arracher les armes ou le consentement à

une

une seule, il faut en faire autant avec les autres. Ainsi, que l'Autriche, qui a renoncé aux Pays-Bas, qui en s'éloignant du Nord s'intéresse médiocrement à la Hollande, qui en s'arrondissant en Italie s'éloigne de la France, et ne demande peut-être pas mieux que de substituer la Prusse aux embarras de son ancien voisinage avec elle, que l'Autriche accorde sa sanction à la France, dont elle ne tient aucun équivalent, après avoir su se dédommager ailleurs, il restera toujours à la France à vider le même différent avec l'Angleterre, mais ce différent renouvelé sur de tout autres bases, et avec d'autres moyens. L'Angleterre tient les précieuses colonies de la France, sources de son ancienne opulence; l'Angleterre coupe tous les canaux de commerce, tous les débouchés de l'industrie de la France; celle-ci n'a aucun moyen de reconquérir ou de récupérer pas plus les unes que les autres. L'Angleterre a pardevers elle du temps et des moyens de comprimer la France à défaut de pouvoir la vaincre directement, et de la ramener à la raison par la détresse. Son objet est déterminé, ses moyens sont certains, son but est clairement marqué: elle a de quoi l'atteindre et l'attendre, et l'atteindre en l'attendant.

La France mieux conseillée devroit donc chercher un fil dans ce dédale ruineux , et quel plus sûr peut-elle trouver que celui que lui offre une combinaison aussi utile pour elle que pour les autres , une combinaison qui a le singulier avantage de réunir ce qui ne se rencontre guères , l'honneur et le profit. L'Angleterre veut absolument faire des colonies françoises la rançon des Pays-Bas, et le prix de la délivrance de la Hollande. L'idée est grande et juste. La France pour se bien diriger doit donc calculer 1°. si elle peut les racheter sans cela ; 2°. si les frais qu'elle aura à faire pour se les faire adjuger définitivement , équivalent à leur produit ; 3°. si leur conservation est un avantage réel pour elle. C'est un simple compte à faire.

Le premier article est hors de tout doute. La France très-puissante par terre, inférieure en tout temps sur mer à l'Angleterre, y est absolument nulle aujourd'hui. Elle peut bien tracasser, fatiguer la marine angloise : mais son pouvoir se borne là, et ne va pas jusqu'à pouvoir atteindre à ses colonies, par-dessus les mille vaisseaux de l'Angleterre. Ce sont des branches détachées du tronc, qu'elle ne peut y rattacher par la force , mais seulement par des conventions avec sa rivale. Elle



doit renoncer à tout espoir du premier pour ne plus compter que sur le second. Par conséquent la possession de ses conquêtes ne peut être que précaire, et l'on peut en assigner avec précision le terme qui est généralement connu : par conséquent encore en se prêtant à ce prix à l'arrangement général de l'Europe, elle ne sacrifie, ne met rien du sien, et s'en approprie l'honneur au meilleur marché possible.

2°. La réunion des Pays-Bas et des conquêtes au nord de la France peut très-bien lui être contestée sous les rapports d'utilité. Lors de ces réunions, il n'a pas manqué de voix qui se sont élevées contre, au sein même de la France, et ces voix n'étoient ni les moins éclairées, ni les moins imposantes parmi cette nation; on contestoit avec probabilité de raison l'utilité de cette mesure sous toutes les faces : on lui reprochoit de changer l'ancienne frontière contre une beaucoup plus foible et trop étendue : on lui reprochoit de placer la France dans une infériorité d'industrie avec des peuples qui fabriquent aussi bien et à meilleur marché : on lui reprochoit d'attacher à la France des nations comparativement trop nombreuses, différentes en trop de points, et trop ulcérées

des moyens qui les lui donnèrent, pour en perdre de long-temps le souvenir, et pouvoir lui vouer l'affection de sujets fidèles : on lui reprochoit d'annuler la Hollande qui, dans son état actuel, seroit plus convenablement une province de France qu'un état indépendant et libre : on lui reprochoit enfin d'accumuler sur les générations à venir le germe des plus cruels fléaux, par la perspective certaine que l'Europe ne sera pas toujours à genoux devant la France, et qu'en se relevant, elle lui demandera compte de ces invasions qui l'oppriment, et le fera au nom du même droit qui les a produites, la force, avec cette différence que de son côté elle sera employée pour se rédimer de vexations, au lieu que la France en a usé pour vexer et dépouiller. La force et la raison seront d'accord cette fois, et leur réunion est irrésistible.

Surement de pareilles considérations renfermoient tout ce que la justice et la justesse peuvent dicter, tout ce que des hommes d'état et de probité peuvent concevoir. Si elles furent méconnues, repoussées, étouffées au sein des assemblées *réunissantes*, on le doit à la fougue qui ne toléra jamais aucune représentation sur des résolutions de parti, on le doit à la perfidie qui notoît de

trahison ceux qui se les permettoient, on le doit à ces dénominations odieuses dont les factions flétrissoient leurs adversaires, et qui furent une arme si redoutable dans la révolution (la faction des anciennes limites): on le doit enfin à ces décrets d'enthousiasme qui adoptoient et faisoient adopter sans possibilité d'examen les mesures les plus graves, et les plus dignes d'une scrupuleuse attention. Mais le temps de l'emportement et des illusions est passé; il a fait place à celui des réflexions et des calculs. Il faut compter avec soi-même et avec les autres. La France doit se demander si ses conquêtes nécessairement précaires valent avec tous leurs inconvéniens: 1°. ce qu'elles lui coûteront pour les garder; 2°. ce qu'elle gagneroit à les abandonner. Voilà les deux objets à considérer, à mettre à-la-fois dans les deux bassins de la balance.

Il ne s'agit pas de dépouiller la France des petites conquêtes faites dans son intérieur, ni de minces enclaves, telles qu'Avignon, Montbelliard et autres propriétés disséminées sur la rive gauche du Rhin. Ce ne sont ni des moyens nouveaux de puissance additionnelle pour la France, ni soustraction de puissance pour les perdans, ni mouvement



dans l'équilibre général, objet invariable de notre plan. Nous ne voulons tenir compte que de ce qui peut le troubler ou l'affermir, annuler ou fortifier un de ses membres. Il y entre même de réunir autant que possible toutes *ces épaves* de souveraineté, au corps principal dans lequel elles sont enclavées, pour balayer nombre de sujets de querelle, et ramener à la paix par la simplicité des intérêts.

Dans le nouveau système, la France conservant toutes les frontières du midi et de l'est, y compris la Savoie, si on le juge convenable, s'arrêteroit au confluent de la Sarre et de la Moselle, de la Sambre et de la Meuse, et rentreroit strictement pour le reste dans son ancienne frontière. Le nouvel état destiné à couvrir le nord, sortiroit tout naturellement des délaissemens auxquels elle consentiroit avant d'y être forcée.

2°. Les voisins que ce système donne à la France n'ont rien d'inquiétant pour elle. On trouve même en recherchant bien qu'ils lui seroient à quelques égards plus utiles que nuisibles. 1°. L'état du Piémont n'a aucun danger pour la France. Séparés par d'immenses chaînes de montagnes, les deux états ont leur démarcation tellement tracée qu'ils

ne peuvent jamais la dépasser, et c'est pourtant de là que viennent presque toutes les querelles entre voisins. La France n'a rien à envier au Piémont, ni celui-ci à la France : les voilà donc éternellement amis. Le Piémont si fort pour se défendre chez lui, est si foible pour attaquer la France, qui au poids de sa propre masse, joint les mêmes avantages définitifs que le Piémont. En quoi pourroient-ils donc se nuire ? Mais le nouvel état de Piémont barrera la France du côté de l'Italie, et annullera tout ce que ses vues pourroient y avoir d'ambition : et voilà précisément sa destination, son attribut distinctif, aussi utile à la France qu'à l'Italie ; car en la préservant des François, elle préserve aussi les François de l'Italie. Leurs invasions y furent toujours facilitées par la foiblesse de ses princes, et principalement de celui qu'on appeloit si mal-à-propos le geolier des Alpes. Donnez-lui les moyens de l'être, et voilà les François à jamais exclus de l'Italie. Mais qu'y perdront-ils, ou plutôt que n'y gagneront-ils pas ? Qu'ont-ils été y chercher tant de fois ? un tombeau à côté de celui qu'ils creusoient pour les autres. Qu'est-ce que la France peut s'approprier utilement en Italie ? où peut-elle s'établir par-dessus les

éternelles barrières qui l'en séparent ? à quoi, hors aux traces de leur sang, reconnoît-on celles des fréquentes incursions des François, depuis Charlemagne jusqu'à Buonaparte, depuis Brennus jusqu'à Championnet ? C'est la nature même qui interdit l'Italie à la France, et l'on ne manque pas impunément à ses arrêts. Quel malheur pour la France même que, rejeté à ces derniers temps, ce plan ne soit encore qu'en projet, et que rempli depuis mille ans, il n'ait pas dès-lors ôté aux François les moyens de tant d'expéditions aussi cruellement folles qu'inutiles. 2°. Le voisinage de la Hollande ne sera pas plus inquiétant pour la France ; car quelque fort qu'on le fasse, cet état sera toujours très-inferieur à la France, soit pour la défensive soit pour l'offensive. Celle-ci viendra toujours se briser contre le triple rempart qui couvre la France du nord : c'est là que résident les principales forces de cet empire, et les facilités pour les développer. La proximité de leurs arsenaux, de tous leurs établissemens militaires, le voisinage de toutes leurs ressources, la facilité d'en trouver dans un pays riche de toute espèce de moyens, ont toujours fait de la Flandre le théâtre de la gloire militaire des François. Ainsi, loin d'a-



voir des inquiétudes pour eux, c'est pour la Nouvelle-Hollande qu'il faut les réserver; dans le fait elle seroit trop foible contre la France, sans la ressource des alliances continentales, et il faudroit l'augmenter, s'il y avoit de l'étoffe, mais malheureusement elle manque. Si la Hollande ne peut devenir un voisin inquiétant sur terre, elle peut en être un très-utile sur mer et dans les colonies. Le commerce et la navigation augmentant journellement d'un bout du monde à l'autre, la nécessité de maintenir la balance sur l'élément qui sert à ce grand mouvement, n'est pas moins sensible que celle de l'équilibre continental. Mais le premier est rompu totalement par l'accroissement prodigieux de la marine angloise, par la ruine de celle de la France, et par la nullité habituelle de celle d'Espagne, qui n'en sort qu'en s'encadrant dans les flottes françoises. Jamais peuple ancien ou moderne ne présenta le spectacle d'une puissance maritime comparable à celle de l'Angleterre, ni des moyens ou d'un génie plus propres à cet empire, de manière qu'il est très-probable que la marine angloise équivaut, sinon numériquement, du moins par sa réunion dans les mêmes ports, dans les mêmes mains, dans les mêmes intérêts,

à toutes les marines de l'Europe, affoiblies par leur séparation de lieux, d'intérêt et de régime. C'est à cette suprématie qu'il s'agit d'opposer, sinon des bornes, au moins des contradicteurs et des obstacles, et rien n'y paroît plus propre que l'élévation de la Hollande à un degré de force capable de lui faire trouver les moyens d'augmenter sa marine, et de défendre ses colonies. Sans un arrangement pareil, il n'y a plus de colonies, ni de marine pour personne que sous le bon plaisir de l'Angleterre, au lieu que les trois marines de France, d'Espagne et de Hollande formeroient un contre-poids respectable et toujours certain : car il ne peut pas tomber sous les sens que contre son intérêt évident, la Hollande s'unit à l'Angleterre, contre les deux autres dont elle a et aura toujours besoin.

La régénération de ces deux états sera encore d'un grand intérêt pour la France sous les rapports commerciaux ; car nul doute que mieux gouvernés ils ne prospèrent, que prospérant ils ne dépensent davantage, et n'ayent plus à demander à leurs voisins. Les capitales de l'Empire participeront au même rang qu'eux. Mais placées aux portes de la France, avec le goût d'imitation et de con-

sommiation pour tout ce qui vient de ce pays, n'est-ce pas à lui qu'elles demanderont les délices de la vie, les productions de son heureux climat, les fruits de sa riante industrie. Quelle différence pour un pays riche en productions et en industrie d'avoir à sa portée des villes d'opulence et de luxe, des peuples puissans et riches, ou des cités sans éclat, et des peuples sans fortune, et tous les deux sans besoins. Etablissez auprès de la France quelques villes comme les grandes capitales d'Europe, et l'on verra si elle gagne plus avec elles qu'avec la ceinture des petites villes, et des petites principautés qui l'environnent. Enfin si l'on dit qu'un système général d'équilibre, en affranchissant plusieurs états, fait perdre à la France la prépondérance dont elle a toujours joui, nous accepterons pour notre compte cette objection, comme allant directement à notre but, celui de bannir ces suprématies individuelles, pour y substituer une indépendance réciproque, garante des droits de chacun, et fondée sur leurs moyens personnels.

La vieille politique triomphoit de ces clientelles de princes, de ces honorables tuteurs qui attribuant tout à la force des uns, rangeoit les autres au nombre de leurs esclaves.



ves , et donnant à ceux-là le droit de tout commander, ne laissoit à ceux-ci que celui d'obéir. On a reconnu dans la révolution la vanité de ce système combiné d'orgueil et de bassesse. Il est temps de lui en substituer un dans lequel des forces mieux distribuées se suffisent à elles-mêmes, sans avoir besoin du secours de celles d'autrui, que trop de motifs rendent si souvent illusoires. Que chacun règne et soit le maître chez soi , sans prétendre ou laisser régenter autrui. Que la France soit régie par des François , l'Italie par des Italiens , chaque pays par ses habitants, chacun y gagnera en sécurité et en argent.

Il ne s'agit pas ici de créer des *Utopies* politiques , de renouveler des systèmes assez connus. Le malheur de ces sortes d'idées a toujours été de trop compter sur les hommes , et sur des perfections qui leur manquent, et leur manqueront toujours. Au lieu que dans ce plan, il n'y a rien du côté des hommes, mais tout de celui des choses : et c'est parce que les hommes sont passionnés et que les choses ne peuvent jamais l'être, qu'il faut s'attacher à celles-ci, et en faire autant de barrières contre les passions des hommes, pour les contraindre à les respecter

par le désespoir de les vaincre. Les dieux se soumettoient au destin; il faut donner à son ouvrage, pour y soumettre les hommes, quelque chose de son inflexibilité.

*Exécution du plan proposé, par la Prusse.*

Il résulte de tout ce que l'on a établi dans les chapitres précédens: 1<sup>o</sup> que l'ancien ordre politique de l'Europe ne peut être rétabli en entier, ni ramené complètement au *status quo*, à ce point qu'on ne cesse d'entendre invoquer par tant de personnes, qui prenant des intentions pour des lumières, ou pour une puissance, ne font pas attention qu'ils exigent l'impossible, puisque les principaux intéressés à l'ancien état n'en veulent plus, et veulent au contraire des changemens qu'ils y ont substitués.

Ainsi l'empereur a renoncé aux Pays-Bas: il n'en veut plus, absolument plus: mais il tient beaucoup à Venise.

La Russie occupe Malthe, l'Angleterre toutes les colonies, trois grandes puissances la Pologne; où est la possibilité, l'apparence du *status quo*? Il faudroit arracher aux uns ce qu'ils possèdent, et veulent garder:

forcer les autres à prendre ce qu'ils ne veulent pas accepter, c'est-à-dire contrarier tout le monde dans ce qu'il a de plus sensible.

Assurément on n'aperçoit nulle part la puissance capable d'imposer une pareille contrainte, pas plus que la prudence d'une doctrine aussi peu calquée sur les intentions de ceux dont on attend tout.

2° Que ce seroit un grand malheur de rétablir un ordre, reconnu insuffisant pour la sureté de l'Europe, un ordre qui a si fort prêté aux progrès de la révolution, un ordre qui laisse à découvert la basse Allemagne et l'Italie. . . . .

3° Qu'on ne peut laisser subsister avec sureté l'ordre établi par les François.

4° Qu'il faut par conséquent en établir un nouveau qui sans être formé aux dépens de qui que ce soit, mais tiré seulement des matériaux de la révolution, puisse pourvoir à-la-fois à la sureté commune, à celle du nord de l'Allemagne et de l'Italie. Que ces propriétés se retrouvent toutes dans le plan proposé, non pas au même degré qu'elles seroient dans d'autres plans très-faciles à tracer, mais cependant d'une manière proportionnée aux besoins ordinaires de l'Europe, et sur-tout à celui de finir les troubles ac-



tuels. C'est là l'essentiel. Le soin *du mieux* appartiendra à d'autres temps.

5° Que l'intérêt manifeste de la Prusse est de réaliser ce nouvel établissement, et de le faire au plutôt. Car elle ne peut vouloir ni la révolution, ni la république, ni leur prolongation, qui comme source de désordres, est dangereuse et dispendieuse pour elle. Elle ne peut vivre en repos au milieu de l'agitation générale, des sollicitations des deux partis, et de la nécessité de s'associer à leurs propres dangers au moment où ils deviendront très-graves : comme, si la France, prévaut contre ses ennemis, et recommence à révolutionner, ou comme si les ennemis de la France triomphant recommencent à envahir et à dépouiller.

6° Que l'intérêt bien entendu de la France se rencontre dans ce plan à côté de celui de la Prusse.

7° Que le moment présent est le plus opportun, soit par les facilités qu'il offre, soit par les inconvéniens qu'il y auroit à le laisser échapper. . . . .

1° Les facilités consistent dans la coopération actuelle, ou disponible de toute l'Europe. La Prusse n'aura pas à supporter seule le poids de l'entreprise : il sera partagé par

tout le monde. En effet tout est ennemi de la France, ou prêt à le devenir. Tout le seroit depuis long-temps, si la Prusse l'avoit permis.

L'Angleterre, la Russie, la Porte, l'Italie, le Portugal, l'Autriche et la moitié de l'Empire sont en hostilités couvertes et très-animés pour la plupart contre la France. C'est plus de la moitié de l'Europe. Restent la Prusse et sa clientèle d'Allemagne, avec les deux couronnes de Suède et de Danemarck.

Les sentimens du successeur de Gustave sont en tout dignes de son auguste père, et s'il les laisse moins éclater sur la révolution, c'est que mesurant sa position, il juge inutile de leur donner l'essor, quand il ne peut pas leur donner d'effets. Le Danemarck est sûrement dans les mêmes dispositions, et la coopération de ce sage gouvernement est acquise à toute entreprise dont le but seroit aussi honnête, que les moyens bien concertés. Ainsi pensoit le comte de Bernstorff. Mais la Prusse est une barrière placée entre ces états et le théâtre où ils pourroient agir.

Les électeurs de Saxe et d'Hanovre font par leur neutralité un sacrifice perpétuel d'eux-mêmes à la Prusse. Ils ne s'en sépareroient

reroient surement pas dans son *action*, après l'avoir si long-temps attendue, après l'avoir long-temps imitée dans un repos qui les contrarioit si fort.

La décision de la Prusse entraîneroit donc celle de toute l'Europe, et la constituerait réellement en insurrection contre la France. Ce seroit bien celle-là qu'on devroit appeler le plus saint des devoirs, et d'autant plus saint, qu'il est très-probable que l'approche de cette nouvelle masse, que l'interdiction de toute issue apparente auroit sur la France l'effet de la réflexion ou de la peur, au point de l'engager à prévenir le développement de ces forces, sans courir les risques d'une lutte trop inégale pour n'être pas infructueuse.

2° Les choses sont égales et presque-entières entre la France et ses ennemis. Si elle a perdu l'Italie, elle s'est affermie en Suisse et en Hollande. Des succès éclatans sur plusieurs points du théâtre de la guerre compensent les revers éprouvés dans d'autres. Elle a été vaincue au loin : elle a été victorieuse au près, et c'est là qu'est sa grande force : elle fera la guerre sur son terrain, et ses ennemis à d'immenses distances. Si elle est moins forte qu'eux, elle est plus *une* de tou-



les manières, elle balance par des avantages *moraux*, tout ce qu'elle a d'infériorité en forces militaires ou administratives. Le combat va donc se rengager à armes tout-à-fait égales. Voilà pour la Prusse le moment de placer sa décision. Plus tard, il ne sera plus temps. Si la France l'emporte, comment se commettre seule avec elle. Si ce sont les alliés, comment aspirer à les influencer après les avoir délaissés, assister aux partages des fruits de la victoire, sans avoir assisté au combat!

Si par exemple les alliés eussent obtenu à l'ouverture de la campagne la plénitude des succès qu'on auguroit alors, quelle étoit la position de la Prusse! Les alliés décidoient seuls du sort de l'Italie. L'Autriche pouvoit s'y établir d'une manière *relativement* préjudiciable pour elle. La famille Stathoudérienne, c'est-à-dire la sienne propre, étoit rétablie sans son intervention, et son crédit en Hollande suivoit nécessairement les degrés de l'intérêt qu'elle lui avoit témoigné. La considération et la gloire passaient avec de tels succès aux armes de ses rivaux, et s'y attachoient pour long-temps : qu'eût fait la Prusse dans cet état. Rester dans l'obscurité, et continuer de garder *l'incognito* en Eu-

rope : mais les longues éclipses sont très-préjudiciables aux grands états. Se déclarer pour la France, agir sourdement contre les alliés ? L'un et l'autre étoient sans sureté et sans gloire, et ce seroit faire injure au gouvernement prussien que de l'ensoupçonner. Il a fallu des miracles pour le tirer de cette position délicate : en attendra-t-il de nouveaux ? où seroit la prudence ? que faut-il donc faire pour sortir de cet imbroglio ? Que faire ? eh ! jamais rien ne fut ni plus clair ni plus facile.

Sortir enfin de la neutralité avec la France, sans sortir de l'amitié avec elle : la protéger en la menaçant, la frapper même, s'il est nécessaire pour la ramener, et lui servir de bouclier en la combattant : annoncer à la France ce qu'on exige d'elle, et à l'Europe ce qu'on veut faire pour elle ; enfin pour donner à la révolution toutes les garanties possibles, demander la formation d'un congrès, où les ministres aplaniroient les difficultés de la politique, tandis que les généraux en feroient autant pour celles de l'ennemi et de la guerre.

Un congrès des puissances principales est devenu indispensable par la complication des intérêts, et par la nécessité de s'entendre

sans jalousie et sans ombrage. Il seroit nécessaire, quand même la révolution cesseroit tout-à-coup en France : combien donc ne l'est il pas davantage, quand il faut y mettre ce terme, ou des barrières.

Les effets de la révolution ont été trop étendus, les traces sont trop profondes, et l'ébranlement trop général, pour que l'Europe n'ait pas besoin de se concerter sur sa sûreté présente et à venir. Mais ce n'est que dans un congrès que l'on peut discuter des objets communs d'une manière utile à la communauté, et ramener les intérêts privés à l'intérêt général. Il n'y aura que défiance, jalousie et séparation, tant qu'on n'en viendra pas là. Chacun ignorant ou inquiet sur les intentions des autres, les redoutera, et cherchera à lui dérober les siennes. Aucun intérêt général n'y entrera : l'un voudra son traité de Basle, l'autre son traité de Campo-Formio, il n'y aura si petit prince d'Allemagne qui ne voudra avoir son traité pour lui seul, et sans aucun compte de ses voisins. De bonne foi, est-ce de tous ces *aparte* que peut sortir le bien général ? La France n'a cessé de proclamer que son espoir, que sa force principale résidoit dans l'incompatibilité de ses ennemis, dans la dif-



férence de leurs vues, dans l'opposition de leurs intérêts: c'étoit autant d'avertissemens et de motifs pour se réunir; elle a sur-tout manifesté une extrême aversion pour tous les congrès, et l'on sent bien ses raisons: cette aversion même étoit la preuve de l'excellence de cette mesure. C'est à la Prusse à mettre à profit cette instruction, et à demander la formation d'un congrès pour l'examen de ses vues salutaires, pour s'assurer de celles de ses alliés, et à marcher ensuite avec assurance à l'accomplissement d'un plan où la pureté de ses vues peut entrer pour quelque chose dans les gages du succès.

### TROISIÈME PARTIE.

#### PREMIÈRE OBJECTION.

##### *Etat de paix de la Prusse avec la France.*

Ce seroit peu d'avoir tracé aux yeux de tout le monde l'état de la monarchie prussienne, les forces et l'importance de cette puissance: ce seroit peu de lui avoir tracé à elle-même, et peut-être révélé le rôle auquel elle est appelée, et la manière dont elle doit le remplir: il faut encore en prouver la possibilité par la destruction de tous les obstacles que l'on peut y opposer, et de toutes les

objections que l'on peut prévoir. Car il ne suffit pas, quand on forme un plan, d'en établir les bases, la convenance et la possibilité, il faut encore se tenir prêt à répondre aux mille et une objections qui attendent toute proposition qui s'écarte de la route la plus battue. La force de la plupart des hommes étant négative, consistant plus à empêcher qu'à faire, on est assailli de réclamations bien ou mal fondées, de considérations raisonnées ou irréfléchies, dont le bruit confus élève une espèce d'opinion publique, mensongère comme toutes celles qui s'attachent aux choses du moment, et qui n'ont pas subi l'épreuve du temps. Ainsi se compose la plus grande partie de l'opposition qui s'élève contre toute détermination éclairée, contre toute intervention virile de la Prusse au milieu des désordres qui bouleversent l'Europe et affligent le monde. On ne lui dit pas ce qu'elle doit faire, mais ce qu'elle doit ne pas faire, ce qu'elle doit tolérer, et non ce qu'elle doit empêcher : on ne lui trace pas une ligne d'opérations, mais un rôle d'inertie, qui annule ses forces réelles, qui accroît ses embarras à venir, et qui perpétue celui de tous les autres : on ne lui met pas en main un fil pour la guider dans

ce dédale, mais on coupe obligamment celui d'autrui. Cette résistance s'appuie ordinairement sur trois points. On dit que la Prusse doit rester neutre à cause d'elle-même, à cause de la France dont on lui seroit un ennemi : la Prusse se doit de rester neutre par économie, par prudence, par égards pour une puissance destinée à être toujours son alliée, et à ne pouvoir dans tous les cas recevoir la guérison que d'elle-même. . . .

Cette division forme à-peu-près le cadre de toutes les observations sur la nécessité de la continuation de la neutralité prussienne. Nous tâcherons de n'en omettre ou de n'en affaiblir aucune d'essentielle, comme aussi de les détruire de manière à ne laisser aucun doute raisonnable sur cette importante question. Nous ne nous flattons pas de ramener des esprits prévenus, ou qui ont pris irrévocablement leur parti. Aussi n'est-ce pas pour eux que nous écrivons, et que nous pourrions le faire avec fruit. On ne donne pas aux hommes des guides malgré eux ; ils ne suivent avec confiance que ceux qu'ils ont choisis ou acceptés.

» Il y a paix et amitié entre la France et la Prusse. Pourquoi un prince qui donne en tout l'exemple de la moralité et de la justice,



s'en écarteroit-il en ce point, pour manquer sans provocation à la sainteté des traités, et se rapprocher par cette violation de sa foi, des procédés que l'on reproche aux François, et mériter d'en partager le blâme avec eux. »

Il ne s'agit ici ni de paix, ni de guerre. L'objection porte sur un faux supposé. Pour qu'elle fût fondée, il faudroit que la Prusse se dégageant spontanément des liens de son traité avec la France, lui adressât une déclaration de guerre qui ne vînt que de son côté. Il faudroit de plus que les choses fussent restées entières depuis l'époque du traité, et qu'il ne fût survenu par le fait de la France aucun changement, qui en nécessitât la révision. Il faudroit enfin que la paix prétendue, au lieu d'être une trêve, une armistice, fût une paix véritable par l'extinction de la cause de la guerre. En considérant la question sous ces trois points de vue, on sera bientôt à portée de juger à qui appartiendrait dans tous les cas, le tort de la rupture.

1°. La guerre n'est ni le but, ni le moyen prochain de la détermination de la Prusse; elle pourroit en être la conséquence éloignée, sans qu'on eût à la lui imputer. En effet le traité qui lie la Prusse, étant celui de Basle, du 5 avril 1795, se rapporte à la guerre qui avoit

lieu par le fait de la première coalition. La paix éteignit le premier sujet de guerre. Aussi pour la rompre, faudroit-il rentrer purement et simplement dans la coalition, et renouveler ainsi la même querelle, enfreindre le traité qui la termina, en se replaçant dans les mêmes termes où l'on étoit alors. Ce seroit vraiment là rompre la paix. Car pour qu'il y ait rupture de traité, il faut qu'il y ait identité de cause; si elle a changé, tout ce qui s'ensuit n'y appartient plus. Mais ce n'est pas même encore de cela dont il s'agit, dans ce moment: nous y viendrons tout-à-l'heure: mais c'est d'un arrangement général nécessaire à tout le monde, que les événemens provenant du fait de la France ont rendu absolument nécessaire. Or est-ce enfreindre la paix de Basle et déclarer la guerre, que de commencer, dans de pareilles circonstances, par représenter à l'état perturbateur, qu'il existe et doit exister une garantie mutuelle entre tous les états, qu'à un seul n'appartient pas le droit de s'arranger au milieu des autres, de tous les objets à sa convenance, sans aucun égard pour ce qui les blesse: qu'un équilibre bien entendu, conservateur impartial des droits de tous, est la seule règle qui puisse être admise, la seule

qui convienne à la sûreté générale, et qui par là l'emporte de beaucoup sur la manie de s'attribuer tout exclusivement, manie qui tôt ou tard finit par retomber sur ceux qui s'y livrent : qu'avec la nécessité d'un arrangement généralement équitable, les élémens en existent encore, soit dans les attributions arbitraires que certaines parties se sont faites à elles-mêmes, soit dans d'autres objets tirés des mouvemens de la révolution : qu'il est nécessaire de s'entendre et de se concerter entre tous les intéressés, et de chercher enfin des bases communes de sûreté et de repos, hors des principes arbitraires, exclusifs, ou tout-à-fait personnels. Si, de ces préliminaires de raison, passant à la proposition formelle d'un arrangement, pareil en tout ou en partie à celui qu'on indique, la Prusse en demandoit la discussion au nom de l'intérêt général, une telle proposition devrait-elle être considérée comme une déclaration de guerre ? qu'y a-t-il d'hostile dans cela ? qu'est-ce que la guerre et le traité de Basle ont de commun avec cette demande légitime ! en quoi se ressemblent-ils, se touchent-ils, ou se choquent-ils ? Les faits qui y ont donné lieu étant tous postérieurs au traité de paix, les conséquences auxquelles ils donnent ouver-



ture ne peuvent y être rapportées, et n'en affectent ni les principes ni les accessoires. Car il est à remarquer que la paix de Basle est antérieure à l'appropriation que la France s'est faite de ses conquêtes. Elle occupoit, il est vrai, les Pays-Bas et la Hollande; mais à cette époque cette occupation pouvoit n'être que momentanée, ou censée purement militaire: ainsi que le fut déclarée celle de Clèves, qu'on a réuni depuis. Le démembrement de la Hollande, l'incorporation de la Belgique et de la rive gauche du Rhin n'étoient pas encore prononcés; la France pouvoit les perdre par la guerre; la Suisse n'étoit pas envahie. L'Italie n'avoit pas été bouleversée, ni l'Egypte surprise: en un mot la France n'avoit pas alors développé son plan, ni donné les preuves d'ambition et de turbulence auxquelles elle s'est livrée depuis. C'est à cela qu'il s'agit de remédier, et point du tout de préjudicier au traité de Basle, qui reste totalement étranger à tous les événemens qui l'ont suivi.

2°. Il y a paix tant que subsiste l'ordre en vue duquel la paix a été faite, et que toutes choses restent entières. Il y a paix lorsqu'une des parties ne profite pas de la sécurité de la paix pour s'arroger toutes sortes d'avantages

qui finissent par devenir très-onéreux à l'autre. Il n'y a pas paix, lorsque l'égalité proportionnelle qui en fait la base, est rompue d'un côté à son profit, et au détriment de l'autre. Il n'y a pas déclaration de guerre de la part de celui qui, n'ayant pu ramener son adversaire par raison, est obligé d'employer d'autres moyens, et de le citer à cette espèce de tribunal qu'on appelle la guerre, comme au dernier ressort connu et possible entre états. Il n'y a que simple indication de guerre actuelle, et de son passage de guerre habituelle à ce point, de guerre cachée à guerre ouverte. Elle n'emporte pas la rupture des traités, mais la notification qu'ils étoient rompus de fait par des actes postérieurs qu'on n'a pu faire redresser. Or voilà la position de la Prusse. Est-ce elle qui depuis la paix de Basle a bouleversé tant de florissantes contrées? Est-ce elle qui a changé ou dénaturé pour tant d'états leurs rapports intérieurs et extérieurs? Qui de la France ou de la Prusse a envahi la Suisse, démembré la Hollande, et s'est approprié la vaste étendue de territoire d'Ostende à Cologne? Qui de la France ou de la Prusse s'est accrue de toutes ces dépouilles, et pèse de tout son poids sur l'autre? Dans le cours de

cette paix une des parties marche, avance, fait des pas de géant : l'autre se tient sur la réserve la plus rigoureuse, et reste attachée à ses anciennes limites, tandis que la première porte les siennes jusqu'à des bornes dont l'Europe eut toujours pris soin de la repousser. Dans cet état est-ce déclarer la guerre, que d'opposer des voies de représentations, et d'exposer des moyens de conciliation avoués par la raison elle-même, et reconnus bons et valables par une approbation à-peu-près générale. Qui dans ces deux cas déclare la guerre, ou celui qui offre toutes sortes de moyens de rapprochement, ou celui qui ne veut entendre à aucun ? Quel est de sa part cet état à demi pacifique, à demi hostile, qui lui donne tous les avantages de la guerre au sein de la paix, et qui lui fait jeter les hauts cris au premier indice d'opposition ou de résistance, comme s'il ne s'en étoit jamais écarté ? En vérité on ne conçoit rien à tout cela, et sur-tout comment de grandes puissances ont pu et depuis si long-temps tolérer un pareil imbroglio.

Mais il y a plus. Non-seulement les choses ont changé par rapport à la Prusse, et à la France pour l'extérieur, mais encore



pour l'intérieur de ce pays , de manière que même le traité de Basle ne se rapporte plus ni aux hommes, ni aux choses qui le virent et firent naître; au point que dans cet abandon général, il n'y appartient plus à personne. Les traités conservent leur force, en continuant de se rapporter à des gouvernemens et à des hommes qui sont les continuateurs de ceux qui les formèrent. C'est une espèce d'hérédité qui se transmet très-bien des prédécesseurs à des successeurs qui les reconnoissent , et qu'ils représentent. Car il est de l'essence de tout gouvernement régulier de ne pas se briser, pour-ainsi-dire à chaque anneau, mais de former une chaîne continue d'après des lois différentes suivant chaque pays, mais fixes et invariables dans chacun. On ne connoît pas de gouvernement qui soit complètement abrogé à chaque mutation, et qui en éprouve une chaque année, ou du moins un changement dans un sens différent, et presque toujours contraire. Or voilà ce qui arrive en France, et ce qui la rend inhabile à former, comme les autres états, des engagements dont la nature est la fixité, ainsi que la réciprocité, autre attribut qui est encore plus violé que le premier : car si pendant qu'une partie,

change périodiquement, l'autre reste immobile, il n'y a pas plus de parité qu'entre une étoile fixe et une errante.

La paix de Basle fut conclue avec la Convention. Celle-ci fut remplacée par le gouvernement constitutionnel de l'an 3, violée le 18 fructidor, le 20 floréal, le 30 prairial, complètement abrogée le 18 brumaire, et déclarée n'avoir jamais existé, ni pu exister, par tous ceux qui en furent membres ou victimes, par tous ceux qui l'établirent, le soutinrent, ou l'abattirent. Des milliers de gouvernans se sont succédés depuis ce temps, par artifice ou par force, par tous les moyens ouverts à l'ambition dans une perpétuité d'anarchie. Mais au milieu de tous ces mouvemens, à qui et à quoi se rapportent et appartiennent encore les actes qui leur sont antérieurs? Est-ce aux choses: elles ont changé vingt fois. Est-ce aux hommes, on a oublié jusqu'à leur nom; ils sont aux usufruitiers d'aujourd'hui ce que les premiers rois de la première race sont aux derniers de la dernière. Il y a moralement aussi loin de Tallien à Buonaparte, et de son comité au consulat, qu'il y a de Chilperic à Louis XVIII; mais avec cette différence que les rois véritables avouent les œuvres de leurs prédéces-

seurs, et maintiennent ceux de leurs actes qui peuvent se rapporter à leur temps ; au lieu que les rois d'un moment commencent toujours par désavouer leurs prédécesseurs, et biffer tout ce qui subsiste de leur besogne. De bonne foi sont-ce là des traités, est-ce là leur garantie, leur foi sacrée, leurs grands et augustes motifs qui en faisant le gage de la sécurité des hommes, en font l'objet de leur respect et de leur culte, et d'une fidélité à laquelle ils font intervenir le ciel même ?

En vain diroit-on que c'est avec la France que l'on a traité, abstraction faite de son gouvernement. Est-ce donc avec une portion quelconque de terrain, avec un espace géographique que l'on traite ? La Prusse géographique a-t-elle aussi traité avec la France sous le même rapport ? Est-ce donc la partie inanimée qui transige en place de la partie animée et pensante ? Ce seroient assurément des traités d'un genre bien neuf. Oseroit-on avouer de pareils principes, et se soumettre à leurs conséquences ? Les peuples qui sont en état d'éternelle minorité n'ont-ils donc plus, peuvent-ils se passer d'organes certains qui stipulent pour eux, et qui transigent pour leurs intérêts dont ils  
seront



seront toujours incapables de retenir et de manier eux-mêmes le dépôt. N'est-ce pas pis encore, quand ces dépositaires, au lieu d'être les avoués de ces peuples, ne sont eux-mêmes que des intrus d'un moment, à la personne et aux œuvres desquels les gouvernés ne prennent aucun intérêt, et qu'ils laissent tomber et se précipiter les uns sur les autres avec une égale indifférence?

3°. Il faut distinguer dans la paix de Basle deux actes très-différens. Le premier relatif à l'état de la guerre alors actuelle, provenant de la première coalition. Le second relatif à la révolution, et à la guerre qui durait encore. Cette paix étoit à-la-fois *a priori* et *a posteriori*, pour parler le langage ridicule, mais quelquefois très-clair de l'école. Par le premier, la guerre fut éteinte et la paix rétablie réellement, de manière que si le gouvernement françois se fût affermi, et eût marché dans les voies des gouvernemens ordinaires, cette paix n'auroit différé en rien de toutes les autres. Par le second, la guerre particulière à la Prusse laissant derrière elle la révolution et une autre guerre dont le sort pouvoit aussi intéresser la Prusse, il n'y avoit à cet égard que paix provisoire, et par conséquent simple armistice. La révolu-

tion et cette seconde guerre exigeant des mesures dans le présent, pouvant en exiger dans l'avenir, la Prusse, comme tout gouvernement, étoit autorisée à les prendre dans toute la latitude de la prévoyance. La démarcation, l'occupation *militaire* de Clèves furent convenues pour les premières. Elles sont la preuve vivante du provisoire de la paix, car une paix définitive les eût rendues absolument inutiles. Pour les secondes la Prusse étant seul juge de ce qui lui importe pour sa conservation, reste par là même juge des précautions qu'elle exige, et l'apparence du danger la tient en suspens entre la guerre et la paix, et par conséquent en état de simple trêve jusqu'à la conclusion définitive de la révolution et de la guerre. Quelques exemples vont rendre cette vérité sensible.

Que la France, sortant victorieuse de la guerre ou des négociations, en profite pour maintenir ses prétentions actuelles, qui blessent essentiellement les intérêts de la Prusse et de ses alliés, que devient sa paix, ou plutôt étoit-elle en paix, pendant que se jouoit le drame dont le dénouement retombe sur elle? N'est-il pas dérisoire de considérer comme état de paix, celui dont on abuse contre vous. Après la guerre, restera-t-elle

sous le coup d'une paix qu'elle n'a pas signée, et qui lui préjudicie ? Attendra-t-elle pour s'y opposer, que tout soit fini, et voudra-t-elle assister uniquement à la paix, après s'être absentée de la guerre ? Il est donc évident, que pendant qu'on se disoit en paix, on étoit en guerre, mais seulement par le canal d'autrui, détour qui n'est pas toujours sûr.

Si au contraire c'est l'Autriche qui triomphe, et qui veut à son tour en abuser, le même embarras ne se représente-t-il pas, le même état de guerre indirecte, et par conséquent de trêve forcée ? Mais si par hasard, la France et l'Autriche s'accordoient pour un ordre de choses dommageable à la Prusse, celle-ci auroit-elle été en paix véritable, pendant que l'on travailloit à son détriment, et la nécessité de surveiller un résultat possible, ne fait-elle pas de ce qu'on appelle la paix, un état de guerre imminente, et par conséquent de trêve habituelle ? Tel est, et sera toujours dans la révolution l'effet de la séparation que l'on s'obstine à introduire entre les actes et le principe de la révolution, et l'effet du choix que l'on se permet de faire entre les oeuvres. On ne joue pas impunément avec elle, pas



plus qu'on ne gagne à l'analyser. C'est son ensemble qu'il faut voir et embrasser, en se gardant bien des détails dans lesquels on se perd. Les embarras qui assiègent tous les cabinets ne sont que le résultat et le salaire des décompositions qu'ils n'ont cessé de tenter, et de la minutie des détails dans lesquels ils se sont plongés. On peut leur prédire qu'ils n'en sortiront pas, et qu'ils se condamnent à des travaux aussi longs que pénibles, jusqu'à ce qu'abjurant cette méthode, ils prennent enfin le parti d'attaquer la révolution en gros et non plus en détail. On ne guérit pas les maux dans leurs effets, mais dans leur siège principal.

#### DEUXIÈME OBJECTION.

##### *Alliance naturelle de la France et de la Prusse.*

La France est l'alliée naturelle de la Prusse, si le gouvernement actuel de la France lui fait prendre momentanément une direction qui contrarie cette maxime fondamentale, ou qui tende à l'en écarter, si lui-même se balance dans des oscillations trop fréquentes, ces égaremens ne doivent pas s'étendre à la nature des rapports permanens entre les deux pays : le régime peut varier, mais les convenances entre les deux états

sont fixes, et leurs liens doivent être maintenus. Ce n'est pas à ce régime que s'adresse l'alliance, mais à la France comme à un fonds toujours subsistant. L'un peut passer, mais l'autre reste, il faut entretenir soigneusement celui-ci en attendant que celui-là revienne à son état primitif, ou à tout autre plus supportable.

Ce seroit peut-être le cas de discuter ici ce qu'on entend par alliance naturelle et les différens degrés de ces espèces d'unions.

D'abord il n'y en a pas d'éternelle, quelque naturelle qu'elle soit ou qu'on la dise, pas plus qu'il n'y a de paix perpétuelle, quoique toutes en portent le nom et le titre. La raison est qu'il n'y a point d'état exempt de ces changemens qui peuvent en altérer tous les rapports, au point, après les avoir rendus méconnoissables en eux-mêmes, de les transformer d'amis en ennemis, et d'ennemis en amis. La révolution n'en a fourni que trop d'exemples: elle n'est que l'histoire de ces métamorphoses. Un état est si peu un allié naturel *de tout point*, et en tout temps, cette alliance est tellement une fiction, qu'il peut être à-la-fois allié naturel par mer, et ennemi naturel par terre, ou

bien *vice versa* : ou encore allié jusqu'à un certain point, ennemi au-delà. Tous ces rapports sont sujets à d'innombrables variétés, trop dépendantes des hommes et des circonstances pour que l'idée d'alliance naturelle soit effectivement fondée sur la nature, et porte toujours avec elle un sens absolu. Ainsi l'Espagne réunissoit bien tous les attributs propres à ces sortes d'alliances et sur terre et sur mer. Cela l'a-t-il empêchée de se brouiller avec la France, cela l'empêchait-il de gémir sous le poids de son alliance, dont la prolongation est une calamité pour elle? Cette alliance étoit tout au plus tolérable pour un certain temps, et jusqu'à un certain point : mais il y a un degré où elle n'est plus qu'un joug éclatant, et le sceau de la ruine. Que devient alors le naturel de l'alliance? Tout ce système porte donc à faux, et n'est tout au plus bon que dans les cas ordinaires : dans les cas extrêmes il s'évanouit, ou nuit. . .

La France est l'alliée naturelle de la Prusse en temps ordinaire, sous le cours d'un gouvernement régulier. Nul doute à cela, et l'on ne nous accusera pas d'avoir méconnu cette vérité. La France est l'alliée naturelle de la Prusse dans son ancien état



d'éloignement et de séparation totale de confins et d'intérêts, d'après la règle fondamentale qui place la division des puissances sur des frontières communes, et leur bonne amitié dans leur éloignement. Le *tien*, le *mien*, ces deux frères pointilleux qui peuvent diviser les familles, ont trop efficacement le même pouvoir sur les puissances; comment ne s'établiraient-ils pas entre la France et la Prusse, lorsqu'elles se rapprochent sur tous les points entre elles et leurs alliés, et qu'elles sont destinées ainsi à avoir entre elles dorénavant leurs principaux sujets de querelle.

La Prusse étoit l'alliée naturelle de l'ancienne France, formant le centre et le pivot de l'Europe, ne faisant servir sa puissance qu'à l'entretien de l'équilibre et au maintien des autres états. On pouvoit être l'allié de cette France-là: mais de celle, qui impatiente de son ancien état se gonfle de dépouilles, devient un colosse qui rompt tout équilibre, qui inspire encore plus d'effroi, qu'il n'inspiroit jadis de confiance, cela n'est-il pas impossible, et les bases de son ancienne alliance étant renversées, tout ce qui étoit bâti dessus, ne croule-t-il pas de plein droit avec elles? Est-ce donc au modé-

rateur ou à l'oppresseur de l'Europe, que l'on veut allier la Prusse? jusqu'à quel point s'étendra cette alliance? à quel cas, lorsqu'on n'en peut déterminer aucun avec un gouvernement aussi versatile? Est-ce à toute la latitude d'une alliance pareille à celle de l'Espagne? Alors la Prusse doit-elle obéir à toutes les fantaisies de son allié, et se lier à leur exécution, tant que cela lui conviendra. La Prusse étoit l'alliée de la France abondante en toutes sortes de moyens de soutenir son alliance pour elle et pour son alliée: mais la France exténuée, dévastée par les ouragans de dix ans de révolution, n'a que sa détresse à lui offrir, et doit lui demander au lieu de lui porter, cas qui place la nouvelle alliance dans une position inverse de l'ancienne. Voilà les suites politiques de ce système, et si l'on veut y joindre les suites morales, comment oser parler d'union avec un état encore plus dépourvu de lois de discipline et de morale, que de lois d'administration et de gouvernement: avec un état qui est devenu un volcan d'impiété, d'immoralité, de barbarie de tous les genres. Comment oser trouver le moindre rapport entre la France ainsi défigurée, et la Prusse essentiellement

religieuse, morale et juste. Comment oser lier ainsi la justice à l'iniquité, le crime à la vertu, et n'est-ce pas renouveler au moral l'invention si cruellement célèbre d'un tyran.

Que veut dire alors cette distinction subtile entre la France et son gouvernement, entre la France présente et la France à venir. Est-ce que la France, comme tout état, peut être séparée de son gouvernement, n'est-ce pas elle qui agit par lui, et lui qui agit pour elle. Quand la France réclamera contre ce gouvernement, quand au lieu d'en accepter indistinctement le joug, et d'en servir les attentats, elle l'aura secoué, ou forcé de s'observer, alors cette distinction reviendra trouver place : mais dans la position actuelle, c'est la France révolutionnaire et gouvernée révolutionnairement qu'il faut considérer, et non la France du temps passé, ou du temps à venir. Les procédés doivent toujours s'y rapporter, pour être justes. Mais puisqu'il faut absolument être allié de la France, et l'être d'une manière durable, il faut l'en rendre et digne et capable, et c'est pour cela qu'il faut commencer par prendre vis-à-vis d'elle les mesures capables de s'assurer de ses bonnes dispositions dans l'a-



venir, et de la mettre dans l'impossibilité d'y manquer.

On a reproché à l'ancienne France de manquer de stabilité dans ses conseils, d'avoir aimé à brouiller, et d'avoir eu le malheur d'y réussir trop bien.

Le premier défaut, que la vérité oblige de confesser, n'étoit pas celui du gouvernement *par sa forme*, mais par les hommes qui le composoient, et moins encore d'eux que de la nation à laquelle ils appartenoient. Eloignons l'idée que les vices des gouvernemens tiennent de *l'institution*: croyons bien plutôt qu'ils sont ceux des hommes, et que les vertus ou les vices qui s'y font remarquer, sont bien plus écrits dans le coeur des hommes, que sur les tables insensibles de leurs lois. Les ministres françois tirés du sein d'une nation dont la légèreté est l'essence, qui se plaît dans le changement comme les autres dans la constance, que la mobilité de son génie dégoûte promptement des mêmes objets, les ministres d'une telle nation devoient être légers comme elle: ils l'étoient pour elle, autant que pour eux: comment la gouverner, comme tous les hommes, autrement que par son foible. Les ministres françois seront toujours les

mêmes, quelle que soit la forme du gouvernement. C'est donc à la nation, et non à son ancien gouvernement qu'il faut adresser ce reproche, et c'est elle qu'il faut corriger de ce défaut pour en corriger ses administrateurs, qui le pompent au milieu de tout ce qui les entoure. Si d'ailleurs on croyoit gagner quelque chose au changement de son gouvernement, qu'on prenne la peine d'examiner ce qui se passe dans celui qui lui a succédé. Vit-on jamais un pareil spectacle. La monarchie changeoit d'affections et d'agent, mais elle restoit debout au milieu de ces petits mouvemens, tandis qu'ici la république et ses agens sont dans une fluctuation perpétuelle de révolutions, de directeurs et de système. Qui a pu tenir compte des *dynasties* de révolutionnaires qui se sont tour-à-tour poussés et repoussés *de ce trône glissant d'où cent rois descendirent*, et l'on n'en compte encore que trois races pour 66 rois, qu'eut la France pendant quatorze cents ans. Ceux qui se plaisent à accuser la monarchie françoise de versatilité oublient sans doute que la monarchie est de sa nature le plus fixe de tous les gouvernemens, tandis que la république en est le plus instable, de manière que les varia-

tions sont un accident dans l'une, et une nécessité dans l'autre. Voilà la différence essentielle de ces deux gouvernemens. Dans l'un tout est fixe par les lois de nature, dans l'autre tout est changeant en vertu de ces mêmes lois.

Quant au reproche d'inclination à brouiller, et d'y avoir trop bien réussi, s'il est encore impossible de disculper l'ancien gouvernement, qui lui-même ne le déguise pas, s'il est impossible de méconnoître qu'une partie de ses malheurs sont la suite et l'expiation de manœuvres de cette espèce, couronnées de trop de succès, il ne l'est pas moins de reconnoître aussi que cette erreur étoit celle du cabinet seulement, et par conséquent de quelques hommes: qu'elle ne tenoit en rien à la forme du gouvernement et qu'il est bien certain que la cruelle leçon qu'il a reçue, l'en aura dégoûté pour jamais. De manière qu'il resteroit toujours à examiner si ce défaut appartenoit plus par la nature des choses à la monarchie, qu'il n'appartiendra à la république. Les pièces de comparaison sont sous les yeux de tout le monde, qui peut y lire en gros caractères que la république a dans huit ans couvert l'Europe, rempli les cabinets de plus



d'intrigues, de corruptions et d'émissaires, que ne l'avoit fait la monarchie dans trois cents ans.

La monarchie n'avoit à ce titre aucune qualité malfaisante ou destructive, elle étoit au contraire essentiellement conservatrice. Elle toléroit à côté d'elle la colonie autrichienne des Pays-Bas : elle protégeoit la Hollande dont elle n'a jamais envié un pouce de terrain. Ses guerres avec elle eurent une tout autre cause, et bien loin de vouloir s'en approprier les débris, il n'y a pas de doute qu'elle ne se fût armée contre quiconque eût voulu la démembrer. Les petits états d'Empire fleurissoient sous son ombre, et l'avoient toujours pour gardien contre les grandes puissances d'Allemagne. La basse Allemagne, séparée de la France par deux fleuves et par une foule de souverainetés, n'avoit avec elle d'autre rapport que ceux du commerce par deux ou trois points ; hors de là aucune discussion, aucun intérêt politique à démêler entre elles. Leur tutelle étoit ainsi pour la Prusse un honneur sans charges. La France monarchique étoit de tout temps l'alliée de cette Suisse. . . . . Mais alors c'étoient des rois, et avec eux la justice et le respect du voisinage, qui ré-

gnoient en France. Elle entretenoit avec l'Italie les relations les plus amicales. Les deux branches de la maison de Bourbon qui y étoient établies, quoique dans des degrés inégaux, étoient autant que les Alpes, des sauvegardes pour ces contrées contre l'ancienne ambition de la France, qui en paroissoit revenue, comme de la manie des croisades. De tout le sang dont depuis 150 ans la France monarchique avoit arrosé l'Italie, pas une goutte n'avoit été répandue pour son compte, mais seulement pour l'arrangement de ce litigieux pays. Comment la France auroit-elle songé à en tirer à elle quelques lambeaux, lorsqu'elle respectoit la seule souveraineté qui pût lui convenir, la Savoie, possession italienne de fait, mais françoise par nature. La France monarchique, quoique très-forte, et plus forte qu'on ne le supposoit, comme il a paru à l'épreuve qu'on vient d'en faire, étoit cependant taillée à la mesure des états de même ordre qu'elle. Mais la France république est un colosse disproportionné avec tout le monde, par sa grandeur, par sa population et par ses remparts. C'est une masse offensive de sa nature, qui à force de ne pouvoir être attaquée, finira par attaquer toujours,

bien sure de l'impunité à l'abri de frontières désormais impénétrables. Enfin sous la France monarchique, la conformité de maximes, de mœurs et de gouvernement formoit autant de points de contact avec les autres gouvernemens : au lieu que la France république ne présente que des sujets de s'éviter, de se méfier, ou de se craindre. Tout acte, tout agent de la monarchie rencontroit toujours quelque chose de correspondant dans tout autre gouvernement. Ce préalable ouvroit la porte à la confiance, au lieu qu'avec la France démocratique le premier mouvement porte toujours à la crainte d'un attentat contre la souveraineté, tout acte de cette nouvelle puissance, paroît tenir de la conjuration, et tout agent du conjuré.

### OBJECTION III.

#### *Frais d'hommes et d'argent.*

Quoique la guerre ne soit, comme on l'a déjà dit, ni le but, ni peut-être même le terme inévitable de la cessation de la neutralité et de l'inaction de la Prusse, cependant, comme la connoissance du carac-



tère du gouvernement françois, et la manière dont il s'est avancé pour la conservation de ses conquêtes, rend ce dénouement très-probable, et qu'il faut au moins compter sur la nécessité de la menace et de la montre de la guerre, quand même on seroit assez heureux pour en éviter la réalité, on ne manque pas de faire valoir les inconvéniens attachés à l'état de guerre, soit à faire, soit même à préparer; on les fait ordinairement porter sur trois objets, l'armée, la population et la finance. Cette estimation commune à tous les pays, a une application plus particulière à la Prusse. On dit donc 1°. que la Prusse se reposant principalement sur son armée, loin de pouvoir la compromettre, doit au contraire la ménager avec le plus grand soin, et la tenir en réserve pour elle seule, sans aller la dissiper pour le compte d'autrui dans des entreprises hasardeuses, ou étrangères au corps de l'état. 2°. Que la population de la Prusse, quoique dans un état habituel d'accroissement, ne correspond point encore à l'étendue de son territoire, qu'il réclame les bras que la guerre en distrairoit, et qui y seront plus utilement employés. 3°. que la guerre constitueroit la Prusse dans des dépenses onéreuses

reuses pour ses finances, supérieures à ses facultés, destructives de l'ordre habituel qui y règne. ainsi que de son trésor, soit qu'il lui en reste encore un, soit qu'elle s'occupe de le rétablir: que cependant un trésor est en Prusse un objet de première nécessité, déclare tel, et consacré par l'exemple de ses plus grands rois.

Tels sont les trois chefs d'opposition que l'on tire de l'économie intérieure de la Prusse.

Répondons à chacun en détail, sur-tout par le soin de classer les temps et les idées; on verra qu'on ne s'oppose que parce qu'on ne s'entend pas.

1°. Il fut un temps, et nous l'avons remarqué, où la Prusse résidoit effectivement dans son armée, et l'on pourroit ajouter avec autant de vérité, et dans le génie qui veilloit sur cette armée, génie dont la main qui protégeoit la Prusse avoit fait son instrument et la sauvegarde de cet empire. Mais alors il étoit dans la foiblesse de l'enfance et de sa fortune, entouré d'ennemis qui n'avoient pas appris à le respecter: alors il manquoit des trois bases constitutives de toute puissance, le territoire, la population et l'argent. L'armée devoit sup-

pléer à ce triple déficit, et l'état étoit un corps artificiel dépendant de ce seul ressort.

Mais les rapports étant changés en entier, le territoire, la population, la richesse s'étant accrus, et s'accroissant encore, il en est résulté un corps compacte et robuste. L'armée sans perdre de sa force intrinsèque, a perdu de son importance relative, elle est descendue à mesure que l'état a monté, de manière que ce n'est plus lui qui subsiste en elle, mais elle qui existe en lui. Les élémens et les rapports des puissances d'un certain ordre ne sont pas les mêmes que ceux d'un autre, ni les mêmes dans tous les cas. Une puissance du premier ordre n'existe pas au-dehors, ni au-dedans d'elle-même comme celle du second, celle-ci comme celles du troisième et ainsi de suite.

Gardons-nous donc d'appliquer à un état les attributs de l'autre, et par conséquent à la Prusse moderne ceux de la Prusse ancienne. Celle-ci ne pouvoit exister que par la conservation d'une armée dont la perte étoit presque irréparable : car l'ancienne Prusse possédoit presque son armée, comme une chose qu'on ne peut avoir qu'une fois. Au contraire la Prusse moderne possède la sienne, comme une propriété usuelle, habi-



tuelle, dont elle renferme en elle-même les élémens et les soutiens. Elle est vis-à-vis de son armée dans les mêmes rapports où les autres puissances sont avec les leurs. Si l'armée est comme chez elle, tout pour sa défense, elle est de son côté tout pour son maintien. Voilà la différence essentielle entre les deux armées des deux Prusses. On sent très bien que la première devoit suppléer à son isolement, au décousu de ses possessions, à l'exiguité de son territoire, par une armée qui étoit un *tour de force*, pour un pareil état. Mais la consistance que la Prusse a acquise en Europe, la liaison et l'étendue de ses possessions, le nombre d'hommes qu'elle y compte, lui ont créé des appuis hors de son armée, qui est devenue proportionnée avec le nouvel état : en un mot l'ancienne Prusse manquoit de suppléans pour son armée : la nouvelle en renferme en abondance; elle peut donc en user autrement qu'autrefois, et les événemens personnels à l'armée ne suffiroient pas comme alors, pour compromettre son existence. Il est évident que cette idée appartient à un autre temps, à-peu-près comme celle que la Prusse est un gouvernement purement militaire: autre abus de mots, et confusion

de temps, aussi évidente que celle que nous venons d'éclaircir.

La conservation des armées doit s'entendre de deux manières. C'est une idée complexe. Au physique, conservation est continuation d'existence soit personnelle, soit numérique : au moral, conservation est considération, et l'une ne s'acquiert souvent qu'au prix de l'autre. Pour les armées, pour ces corps artificiels et presque magiques, dont le principe vital est l'honneur, la dernière espèce de conservation est la première, et la première est la dernière. Elles doivent toujours sacrifier l'une à l'autre, car l'armée la plus considérée sera toujours la mieux conservée. Ce n'est pas d'éclaircir ou de doubler les rangs qu'il s'agit, mais de conserver et d'ennoblir les drapeaux. L'armée prussienne sortant mutilée, mais triomphante, des champs de Rosbach, de Lissa, et d'une lutte aussi glorieuse qu'inégale, étoit l'armée la mieux conservée de l'Europe, parce qu'elle étoit la plus considérée de toutes : les lauriers remplissent bien les vides de la victoire et de la guerre. Cette armée gardera sa considération, non par la place qu'elle occupera sur les almanachs, mais sur les champs de bataille;

maintenant que la Prusse suffit à ses besoins et à son entretien, elle n'a plus à songer qu'à lui créer des sujets de conservation morale, c'est-à-dire de considération. Semblables à ces instrumens qui se rouillent dans l'ombre, les armées aiment à faire de l'exercice, et le plus pénible est toujours le meilleur. Quelque parfait que puisse être l'ordre établi dans la paix, par là même qu'il est *de paix*, il ne répond pas tout-à-fait au but de l'institution : car rien ne représente plus imparfaitement la guerre, que la paix. Elle atteint bien quelques parties du matériel de la guerre, mais elle s'arrête là, et laisse en arrière toute la partie morale de cet art terrible qu'on n'acquiert que par l'usage, et dont la seconde commande toujours la première.

Les exercices les plus répétés, les mouvemens les mieux compassés, en un mot toutes les évolutions d'esplanade peuvent bien préparer le soldat au matériel des combats et de leur exécution, mais il n'acquerra jamais que sur le terrain et devant l'ennemi les qualités qui le familiarisent avec ce jeu cruel, et qui lui apprennent à triompher de ses dangers, en apprenant à les braver. Il est mille détails qu'on n'apprend que de la



pratique même, mille positions hors de précepte et de l'étude, pour lesquelles on ne peut jamais avoir rien de préparé, et pour lesquelles on ne le sera jamais dans une armée restreinte au simulacre des combats, et ne prenant point de part à leur réalité. Surement il ne manque aucun genre d'instruction à l'armée prussienne, et on ne sait quelle perfection on pourroit encore lui souhaiter. Mais jusqu'ici tout y est en théorie, car cette armée n'a pas fait une guerre sérieuse depuis trente-six ans. Celle de Bavière mérite à peine ce nom: celle de Hollande fut un coup de main rapide et brillant, frappé au coin du génie du chef illustre qui l'exécuta. Deux fois en 1790 les armées prussiennes s'ébranlèrent en grande masse contre l'Autriche et la Russie: deux fois d'heureuses conciliations arrêterent leur essor. La guerre a été faite contre la France moins par l'armée que par le cabinet: encore par quelle partie de l'armée? par moins du quart, puisque la totalité des forces prussiennes qui y furent employées, n'ayant jamais excédé 50,000 hommes, elle ne s'élevait qu'à-peu-près au cinquième du total de l'armée qui est de 250,000 hommes. 180,000 n'y ont pris aucune part. La guerre de Po-

logne dura quelques mois , et laissa bien quelque chose à désirer pour l'honneur des armes prussiennes. L'armée n'a donc pas été mise à une épreuve véritable depuis la guerre de Sept ans. Elle n'a pas eu une occasion de se développer en grand, et de réaliser le talent des manœuvres et des évolutions savantes dont on faisoit généralement son apanage : une partie de ces chefs célèbres qui furent les élèves et les frères d'armes de leur grand roi, du César du siècle, ont disparu comme lui : les autres voient s'affaiblir sous le poids des ans ; des corps couverts d'honorables cicatrices, et courbés sont leurs propres lauriers. Mais tout meurt, et dans peu tout ce qui forma cette fameuse école de Frédéric ne sera plus. Sans doute son esprit vivra toujours au milieu de leurs successeurs, mais cet esprit ne s'étoit pas formé à l'ombre de la paix, dans des camps de plaisir, ou de parade, mais au milieu de tout ce que la guerre peut avoir de plus rude et de plus épineux , à travers des coups de la fortune et de l'ennemi. Dans le fait, si la Prusse continue de se borner à des neutralités, il n'y aura bientôt plus dans ses armées d'officiers ou de soldats qui aient vu le feu ; et comme en certains pays de l'Europe, les

invalides ne compteront plus un blessé. Cependant tandis que l'armée prussienne sommeille, ses rivales s'aguerrissent dans une continuité de guerre et de combats. Des chefs de tout rang, de tout grade s'élèvent parmi elles, et brillent d'un éclat nouveau. En combattant depuis si long-temps contre les armées tant célébrées de la république, en finissant par en triompher, elles apprennent à combattre celles de la Prusse, elles appréhendent contre elle la même opiniâtreté de résistance, la même longanimité de souffrances et d'efforts qu'elles ont su opposer aux François. Chaque pas qu'elles font dans cette dure carrière imposé à la Prusse l'obligation d'en faire autant, pour ne pas rester dans une inégalité proportionnelle, qui lui seroit très-désavantageuse. Car de toutes les inégalités qui peuvent exister entre états, celle des armes est la plus importante. Ce n'est d'ailleurs que sous ce rapport que l'Autriche et la Prusse se balançoient, ou plutôt c'est uniquement par ce rapport que la Prusse corrigeoit l'inégalité qui sous tous les autres, existe entre l'Autriche et elle. Son intérêt est donc de cultiver cette partie de manière à retenir une supériorité dont la



perte la constitueroit en infériorité complète avec sa rivale.

Ne seroit-ce pas d'ailleurs rabaisser l'armée prussienne, non-seulement aux yeux d'autrui, mais encore aux siens propres, que de la condamner à la nullité, et de la borner à des cordons, à des démonstrations qui retracent plus des mesures de police que de guerre, et des précautions plus civiles que militaires. Est-ce donc à ces obscurs travaux que tant de bras généreux peuvent être destinés, ou se sentir enchaînés sans douleur? Dans cette armée combien de cœurs soupirent après de plus hautes destinées, pour lesquelles ils se sentent faits; combien ils doivent tressaillir au récit des exploits de leurs rivaux, à l'aspect de cette moisson de gloire qu'ils brûlent de partager et qu'ils voient leur échapper? combien ils doivent souffrir de devoir comprimer eux-mêmes ces nobles et généreux sentimens! Achille s'indignoit de la prudence de Nestor, elle pèse à de bouillans courages.

C'est encore une fausse notion que d'attacher l'affoiblissement des armées à des pertes numériques en hommes. La quantité se compense aussi par la qualité. Le fonds des armées en tout pays est composé d'hommes

qui seroient inquiétans à toute autre place. La magie des gouvernemens fait que la garde de la société peut être très-bien confiée à ce qui par-tout ailleurs en feroit la terreur. Elle fait réprimer par ce qui devoit l'être. Mais cette classe est nécessairement bornée, et quand une ou deux campagnes l'ont à-peu-près épuisée, alors arrivent aux armées des hommes d'une autre condition. Ceux-ci nés dans les champs, attachés à la glèbe, et par là plus rapprochés de la nature, en conservent toute la pureté et la vigueur, et font des soldats aussi intrépides que fidèles et robustes. Ainsi se formoit l'élite des armées françoises, les grenadiers de France, autrefois si célèbres, destinés à remplir les vides de l'armée d'une jeunesse saine et exercée. Ainsi à la fin de la guerre de Sept ans reparurent plus brillantes les armées autrichiennes que tant de combats n'avoient pu épuiser, et qui ne présentoient qu'un front plus menaçant, lorsque les provinces de l'Empire lui livrèrent leurs superbes enfans. L'apparition de ces nouveaux athlètes, plus forte que toute autre considération, décida de la paix: on s'arrêta devant eux par crainte de ne pouvoir les vaincre. Ainsi elle vient de reparôître encore une fois cette admirable

armée d'Autriche , plus solide, plus belle que jamais , sans qu'on ait pu apercevoir dans ses rangs aucune trace des ravages de cinq ans de guerre et de malheurs. Ainsi ont soutenu et soutiennent encore la gloire des armes françoises , ces réquisitionnaires et ces conscrits qui, arrachés en pleurant de leurs foyers, mais obéissant au sentiment de l'honneur national, combattent en héros pour une cause qu'ils détestent, et ont vengé les armées françoises du reproche de légèreté et de dégoût , en versant sur elles le seul genre de gloire qui leur manquât, celui de la constance dans l'adversité, dans l'éloignement de leur patrie, et d'une patience à toute épreuve contre des privations sans exemple : espèce de gloire, supérieure à celle de la victoire, parce qu'étant plus indépendante des circonstances, elle appartient davantage à celui qui sait la mériter. L'armée russe doit aussi une partie de sa solidité à sa composition en hommes pris dans les campagnes. Ce pays n'étant le chemin de rien, ni de personne, éloigné et séparé de tout par son langage, ses mœurs et un climat rebutant, un tel pays ne peut guères recevoir beaucoup d'étrangers pour ses armées, et par conséquent c'est à lui de les



recruter dans son propre sein. Le paysan russe est un homme robuste , encore plus près de la nature que les autres hommes de son espèce dans d'autres pays. Il ne peut donc qu'être , et il est en effet un excellent soldat. La Prusse compte dans ses armées un tiers d'étrangers. Il faut y joindre à-peu-près autant de nationaux que les motifs ordinaires d'enrôlement en tout pays , y font soldats. Reste donc un tiers d'hommes attachés au sol , par leurs habitudes et leur naissance. Surement c'est la partie la plus solide de l'armée prussienne. L'agrandissement de la monarchie , l'augmentation de la population permettent d'élever cette proportion. Les remplacements de cette espèce que la guerre nécessiteroit , au lieu d'affoiblir l'armée , la renforceroient en l'épurant , elle gagneroit en qualité sans perdre en quantité.

Loin donc que la guerre puisse ou compromettre la monarchie prussienne en affaiblissant son armée, ou affaiblir l'armée elle-même, on trouvera que cette crainte est vaine sous les deux faces où l'on la présente ordinairement : la première, celle de l'affaiblissement de la monarchie comme suite de celui de l'armée : la seconde, comme perte, et presque plaie pour l'état, puisque dans

le premier cas l'existence de la monarchie ne dépend plus de l'armée, et que dans le second la monarchie suffit et au-delà à tous les besoins de l'armée.

2°. La population doit être ménagée en tout pays, non-seulement sous les rapports d'humanité, ceux-là ne peuvent être nulle part le sujet d'un calcul, mais sous ceux de l'économie politique.

Tel pays, comme la France avant sa cruelle révolution, renferme une surabondance de population qui exige un débouché pour cette pléthore politique, sous peine des plus graves inconvéniens. Tel autre, sans être à ce degré d'embonpoint, renferme tout ce qui est nécessaire pour sa culture, pour l'industrie, et pour tous les travaux de la société. Tel autre enfin manque sous ces rapports, ou bien en y suffisant, peut les améliorer, soit en faisant d'industrielles conquêtes sur lui-même, soit en créant de nouveaux emplois pour un plus grand nombre de bras.

Ces inégalités sont la source de devoirs inégaux, de facultés, et par conséquent de procédés inégaux et différens. Pour le premier état la guerre est un remède, pour le second à peine un accident, pour le dernier

un sacrifice. Leur délibération doit donc se régler sur ces données primitives.

Mais lorsqu'il s'agit de sacrifice, il faut le considérer d'abord en lui-même, ensuite pour celui qui doit le faire, enfin relativement à son objet, et aux compensations qu'il peut avoir, soit dans le présent, soit dans l'avenir.

La Prusse possède une population de 9,000,000 d'hommes. Elle s'accroît annuellement, et très-vite. Son armée est de 250,000 hommes.

Supposons que la guerre dure trois ans, qu'elle y emploie une armée de 120,000 h. qu'il lui en coûte 50,000 h. par campagne. C'est 150,000 h. pour le total de la guerre, et par conséquent un peu plus de la moitié des têtes composant l'armée actuelle, sans les remplacemens. Mais qu'est ce nombre, tout effrayant, tout révoltant qu'il paroît au premier coup-d'oeil, comparé avec le fonds d'où il est tiré.

L'armée actuelle ne répond qu'à l'ancienne population de 5,000,000 d'hommes, antérieure à la réunion de la Pologne et aux accroissemens intérieurs survenus annuellement depuis la fixation de l'armée à ce taux, et depuis la mort de Frédéric qui l'y avoit



élevée: dans quelques années les 9 millions d'aujourd'hui seront représentés par onze, comme les 5 de l'ancienne Prusse le sont actuellement par 6 ou 7 : comme les trois millions de la population américaine qui précéda la révolution, l'est par celle de cinq qui existoient avant l'introduction de la fièvre jaune, qui en arrêtera beaucoup les progrès.

Mais si une population de 5,000,000 d'habitans ne souffroit pas d'une armée de 250,000 hommes, comment celle de 9,000,000 en seroit-elle surchargée, et comment 150,000 hommes, auroient-ils de la peine à trouver des suppléans au milieu de cette multitude toujours croissante.

La guerre qui peut suivre de l'établissement du système proposé, ne paroît pas devoir dépasser en frais ou en durée le taux qu'on lui assigne ici. Car la Prusse ne la fait pas seule, quoique séparément, mais de concert avec les principales puissances de l'Europe, dont l'action divise les forces de l'ennemi, et permet à la Prusse de n'employer qu'une partie des siennes: elle se mesure, non avec une puissance entière, et se défendant avec des forces fraîches, mais contre une puissance à moitié abattue, et

jouant dans son désespoir du reste de ses moyens. C'est ce qui rend très-plausible cette opinion. Il faut prendre en considération l'époque à laquelle la Prusse entre en lice pour en bien juger la durée probable ; et l'on ne peut guères se figurer la France assaillie de tous les côtés , repoussée de ses conquêtes , privée de leurs ressources , réduite à son sol épuisé , et entrevoir comment elle prolongeroit sa résistance au-delà de ce terme , avant que des négociations ou la supériorité des forces l'eussent fait atteindre.

C'est d'ailleurs un problème , et qu'on ne peut résoudre légèrement , que celui de l'influence de la guerre sur la population , que de savoir si le sang versé dans les combats n'est pas racheté et réparé par les travaux auxquels la guerre donne lieu , par les salaires qu'elle fournit à l'industrie , et par l'impulsion qu'elle communique au commerce. Tout se tient de si près dans la texture de la société , qu'il est difficile de démêler des vérités d'une nature aussi déliée , à travers des rapports aussi compliqués. Quelques hommes aussi frappés des dangers de la navigation et du commerce , de l'insalubrité des colonies , et des fléaux qu'elles ont versés

sur

sur l'humanité, ont été jusqu'à regretter l'invention des unes, la découverte des autres, l'existence de toutes, tandis que les miracles de l'industrie, du commerce, les productions et les trésors des colonies, exposant à leurs yeux le plus riche et le plus pompeux spectacle, répondoit à leurs alarmes dans mille cités, sur tous les rivages de toutes les mers fécondées par les nouvelles découvertes, et remplaçant la misère et la solitude qui y régnoient auparavant. . . .

Si l'on ne peut être aussi affirmatif sur les effets de la guerre en *bien*, il est du moins permis de l'être sur ceux qu'elle n'a pas en *mal*. Car quelque désastreuse qu'elle paroisse au premier coup-d'œil, on ne peut cependant assigner le point précis où ses effets vont pour la société, depuis que la guerre est bornée aux seuls combattans, aux seuls lieux défendus, et que des lois de police et d'urbanité même, en ont banni les anciennes atrocités. En effet on ne voit pas que dans les pays qui sont le plus sujets à son retour, et qui vivent habituellement en état de guerre, il manque personne à aucun poste, pas plus que dans les pays qui sont tout-à-fait exempts de ses ravages. Ainsi il n'y a pas plus de vide en Autriche qui fait



la guerre depuis 300 ans, il y en a moins qu'en Italie, qu'en Espagne qui ne la font plus depuis 100 ans. Les arts, la culture, tous les services intérieurs et extérieurs, les villes et les campagnes sont desservies, cultivées, remplies, sans qu'on aperçoive ni vide ni lacune; il n'y a ni atelier, ni maison, ni terre délaissés, tout se meut, tout fleurit, tout prospère, et au même prix que dans les temps, que dans les lieux soustraits à l'influence de la guerre. Où sont donc, en quoi consistent ces ravages? A quoi les reconnoître depuis qu'elle se fait en argent, et non en nature? et ne disparaissent-ils pas sous des compensations certaines, mais cachées dans les fils divers, mais déliés, dont la société se compose. Vous verrez qu'il en sera de la guerre pour les hommes comme pour la richesse, de manière que pendant que de tendres philosophes s'appitoient sur le sort des pays qui ont le malheur affreux, selon eux, d'en être le théâtre, les mêmes pays sont mille fois plus florissans que ceux dont la guerre n'approcha jamais, et ne comptèrent jamais plus de richesses qu'après l'avoir éprouvé. Un hameau renversé ou brûlé étoit payé par des millions de salaires, et de consommations. C'est ainsi que les Pays-Bas,

les bords du Rhin , et la Lombardie , rendez-vous ordinaire des armées de l'Europe , en étoient les contrées les plus florissantes , plus engraisées encore de l'or que du sang de tant de combattans.

Combien d'idées seroient également sujettes à révision et ne s'en tireroient pas mieux.

3°. La Prusse ne doit pas être retenue davantage dans la neutralité , par des considérations et des ménagemens de finance , soit actuelle , soit habituelle , soit à venir.

La première se rapporte à la situation présente des finances , comme la proportion entre les recettes et les dépenses , les ressources et les engagements de l'état.

La seconde comprend l'ordre général et habituel de l'administration. C'est à proprement parler l'intérieur de la machine financière , organisée diversement en chaque pays , et susceptible de ressentir le contre-coup de tous les événemens qui frappent la finance.

La troisième a trait aux épargnes déjà faites , ou à faire , qui sont par leur genre et leur destination , le domaine de l'avenir.

La guerre , plus que tout autre acte politique , dispendieux de sa nature , a une influence nécessaire sur les trois branches des

richesses des états. Pour en faire l'application à la question actuelle, il ne faut pas se borner à supporter les frais que la guerre causera à la Prusse, et suivre pour-ainsi-dire l'argent depuis son entrée jusqu'à sa sortie du trésor; mais il faut encore réunir dans le même cadre le tableau de la quotité de la dépense, des sources où l'on peut puiser, des effets qu'elle peut avoir dans le présent et dans l'avenir, enfin de l'objet auquel on la rapporte. S'il est prouvé que la dépense en elle-même sera peu de chose, qu'il y a à-la-fois des moyens réels et fictifs d'y pourvoir, qu'elle doit être partagée par autrui, qu'elle ne laisse aucune trace d'embarras ou de dérangement dans aucun temps, qu'elle est consacrée à la plus utile et la plus noble destination, alors cette considération cesse d'arrêter, et d'obstacle apparent devient motif déterminant. Comptons.

Le revenu annuel de la Prusse surpasse 120,000,000 de livres tournois, ses dépenses égalent ses recettes: elle n'a ni arriéré, ni dette, et toutes les parties également balancées se trouvent, à la fin de chaque année, dans un équilibre, et dans une harmonie parfaite. Surement un pareil état est bon à conserver.



L'impôt en Prusse est modéré, et très-modéré, sur-tout sur les terres. Il reste fixe, tandis que la richesse et le commerce ne cessent de s'accroître ; l'un va toujours en augmentant, et l'autre s'arrête : c'est une source où l'on ne puise pas à mesure qu'elle grossit. Il y a donc une heureuse inégalité entre l'impôt et son principe, et par conséquent de la marge pour élever l'impôt sans le forcer, mais en le graduant seulement sur l'accroissement de la richesse. C'est là vraiment *la règle d'or* pour les états. Voilà les ressources réelles existant journellement, à la disposition de la Prusse, dont rien ne peut la priver, et qu'un seul acte de sa volonté suffit pour réaliser.

Il faut y joindre celles du crédit ordinaire, et celles que tout état tire de la souveraineté.

Le crédit de la Prusse se compose, comme par-tout, de la connoissance du bon état de ses affaires, de sa solvabilité réelle ou présumée, et du bilan qui, pour elle comme pour tous les autres états, dans l'Europe moderne, pend à toutes les portes, sur leur situation respective. Leur crédit dépend de la place qu'elles y occupent, comme celui d'un banquier, de la place qu'il tient sur cel-

les du commerce. Or, il n'existe pas en Europe de puissance qui réunisse au même degré que la Prusse, les élémens d'un crédit légitime, ni les bases plus solides d'une juste confiance. Quiconque aspire à devenir son créancier, lit dans ses affaires comme dans les siennes propres, et voit devant lui une hypothèque sans compétiteurs, et un gage sans réclamations. Car la Prusse ne doit rien à personne, et ses créanciers à venir auront long-temps à jouir de sa solidité réelle, et de l'intérêt qu'elle aura à en conserver la réputation. Ils auront à-la-fois les prémices de ses moissons, et la fleur de la renommée, renommée que le moindre souffle ternit en finance comme en morale.

Les moyens de souveraineté sont les impôts permanens ou à terme, ainsi que toutes les demandes que le prince peut faire en cette qualité, à ses sujets, tant en corps, que séparément.

L'impôt permanent répond des emprunts, par le paiement des intérêts, et quelquefois aussi par le remboursement du capital. Cette manière d'imposer est la plus douce, la plus paternelle, parce qu'elle diminue le fardeau en l'étendant, et en le faisant porter sur un plus grand nombre de

points. Au taux actuel des impôts dans les grands états de l'Europe, au prix où est la guerre, il seroit absolument impossible d'y suffire, par la seule augmentation de l'impôt: les peuples ne résisteroient pas au fardeau de ces charges réunies. Il faut donc revenir nécessairement au crédit, à l'impôt successif, et c'est ce qui a fait pour les états, de l'art d'emprunter une science très-compiquée, indispensable, et cultivée au point d'être devenue presque une science exacte. Les administrateurs et les états sont estimés à mesure qu'ils y réussissent.

La preuve que l'accroissement de l'impôt, à quelque point qu'on le porte, ne peut atteindre le niveau des dépenses de la guerre, ainsi que dispenser de l'emprunt et du recours au crédit, c'est ce qui se passe en Angleterre. Voilà la seconde année qu'elle se soumet volontairement au doublement de ses charges *permanentes*, et qu'elle ajoute ce surcroît patriotique à celles sous lesquelles elle plioit déjà, sans succomber et se plaindre. Eh bien, cet accroissement subit dans les revenus, tout immense qu'il est, en laissant encore bien loin la balance des dépenses de la guerre avec les recettes tant anciennes que nouvelles, ne peut dispenser



de recourir encore au crédit, comme au seul supplément proportionné, et ce triomphe du crédit sur le patriotisme des Anglois même, est le plus beau monument érigé à sa gloire.

Le souverain peut mêler l'impôt à l'emprunt, et les tempérer l'un par l'autre. Le souverain peut exciter le patriotisme des sujets, obtenir des secours des différens corps de l'état, même leur en demander, enfin, et dans les cas d'absolue nécessité, entrer dans ces transactions malheureusement trop communes depuis deux cents ans, mais dont l'objet purifie l'origine, et légitime la naissance.

En combinant tous ces moyens, on trouvera que la Prusse peut faire plusieurs années de guerre sans déranger ses finances. Celle-ci paroît bornée à trois ans. La Prusse y emploie 120,000 hommes. Comptons un million par mille hommes en activité. C'est 120 millions par an. Sur cette somme une partie est déjà comprise dans les frais ordinaires d'entretien de ces troupes. On ne doit y faire entrer que l'augmentation provenant du fait de la guerre, c'est-à-dire de la dépense extraordinaire. En la supposant de 80 millions par an, c'est un total de 240,000,000, et pour tout accorder de

300,000 millions, qui, à 5 pour cent, représentent 15,000,000 d'intérêts annuels auxquels il faudra pourvoir. Mais d'après ce que l'on connoît de l'état de la Prusse, de sa richesse, de l'augmentation de la matière imposable par l'amélioration des produits, par la réunion de la Pologne, et par le bas prix de l'impôt actuel, croit-on qu'une charge aussi légère, sur-tout arrivant successivement, répartie d'ailleurs sur un corps aussi étendu, devint pour lui une charge sensible, et qu'en le distribuant à l'infini, elle ne devînt imperceptible. Croit-on qu'il manque pour en amortir le poids, de ces compensations que les grandes administrations renferment toujours en elles-mêmes, soit par le retranchement de quelques dépenses, ou par les retenues imperceptibles sur de certaines classes de traitement, soit par des bonifications sur des parties de recettes négligées, ou délaissées à bas prix; on pourroit, on devroit y joindre un amortissement annuel, dont l'effet seroit de libérer le trésor au bout de quelques années, et de le replacer dans un temps donné au même point où il est aujourd'hui. Si d'ailleurs, dette fut jamais ou dut être sacrée, et dans le cas de ne donner aucun regret, c'est sans doute

celle-là, qui assureroit à la Prusse d'immenses avantages politiques, au prix de quelques avances d'argent, et à quoi est-il donc bon, si ce n'est à cela, si ce n'est pour en user, et pour y trouver sûreté, honneur et repos? Nous avons prouvé que le plan qui nécessitoit cette dépense renfermoit dans un degré éminent toutes les qualités, dont la jouissance en elle-même est très-économique, et rend bien les avances qu'elle exige. Car dans ce plan la Prusse n'a plus rien à démêler avec la France, et garde la basse Allemagne à très-bon marché : au lieu que dans le cas contraire, le voisinage de la France l'expose à des querelles continuelles, et rend très-dispendieuse la garde de la basse Allemagne et du Nord. La Prusse doit donc éloigner à tout prix ce ruineux voisinage, et à quelque prix qu'elle l'achette, elle ne le payera jamais trop cher.

Tout ceci se rapporte, comme on voit, au cas dans lequel la Prusse prendroit sur elle seule tout le poids de la guerre; mais cette supposition est purement gratuite. Car il est généralement connu, que l'Angleterre lui offre ses trésors et lui ouvre ses coffres, qu'elle la sollicite d'y puiser, et qu'il ne tient qu'à elle de s'étayer de ses subsides ou de



son crédit. Elle auroit en effet le choix des deux moyens ensemble ou séparément : ensemble si elle acceptoit une somme en subsides, et une autre en crédit, séparément si elle prenoit la totalité en argent, ou bien en crédit sans mélange de l'un et de l'autre, comme pour les emprunts de l'empereur en 1795 et 1796. Mais ce ne seroit pas seulement l'Angleterre qui viendrait à son secours. Le nouvel état de Hollande y contribueroit aussi, au moment même de sa formation, et suivant les degrés successifs de son affermissement. Qui empêcheroit par exemple, que l'armée qui agiroit dans ce but, ne commençât par pourvoir sur le terrain même à une partie de ses besoins, et que la Hollande ne remboursât dans la suite les autres frais auxquels elle auroit donné lieu. Tout cet appareil de dépense si pénible et si cher, n'est donc qu'un jeu d'enfant, et il ne s'agit que de vouloir s'entendre pour cesser d'en être effrayé.

Il en résulte que la Prusse peut faire l'arrangement le plus utile pour elle et pour les autres, la guerre la plus glorieuse et la plus décisive, et le tout pour rien, absolument pour *rien* : on conçoit même très-bien, comment la Nouvelle-Hollande pourroit, sans

l'Angleterre, suffire au paiement de toutes les avances qui auroient été faites pour son établissement. Il y a des arrangemens faciles à indiquer pour y parvenir. Mais ce n'est pas ici le lieu de s'en occuper.

Qu'on compare maintenant cette dépense avec celle de la démarcation, et le résultat de l'une avec celui de l'autre. D'un côté l'on voit une dépense remboursable à époque fixe, en un mot une simple avance, placé au plus haut intérêt. C'est la semence des plus précieux avantages: de l'autre côté, est une dépense absolue sans espoir de remplacement et sans résultat utile et durable. Ce sont des capitaux absorbés et morts sans espérance de reproduction. La dépense de la guerre termineroit la guerre: la dépense de la neutralité ne sert qu'à la prolonger; la dépense de la guerre payeroit le retour de l'ordre: la dépense de la démarcation ne paye que la continuation du désordre; la dépense de la guerre fixeroit enfin le sort et l'état vraiment indéfinissable de l'Europe: la dépense de la démarcation ne fait que payer la durée de ses souffrances, et l'épaississement de l'imbroglio au milieu duquel elle ne peut se fixer à rien. Est-il d'ailleurs si certain que la dépense de cinq années de

démarcation passée, et celles de la démarcation à l'avenir n'équivalent pas à quelques années de bonne et franche guerre? que cette neutralité passée, présente, et à venir, est moins chère qu'une résolution décisive, prise et exécutée vigoureusement. Ne seroit-ce pas un compte à faire, et ne se seroit-il glissé aucune erreur dans ceux auxquels on s'est livré jusqu'ici. Quoi qu'il en soit, nous ne laisserons pas passer cette occasion de répondre à l'opinion trop généralement répandue sur l'utilité pécuniaire de la démarcation pour la Prusse. On diroit à entendre des cris témérairement accusateurs que cette ligne de démarcation est une mine d'or que la Prusse exploite à loisir, et que toute leur armée en tire sa subsistance. Ainsi voit la haine, et parle la calomnie. La vérité est que les conditions de cet arrangement sont arrêtées entre les députés des états qui y prennent part: que la discussion commune qui y a lieu, écarte toute idée de surprise, et de sur-taxa en faveur d'une des parties: que nombre des états qui y concourent n'ayant pas de troupes à eux, payent le remplacement à la Prusse, par voie de fournitures à ses troupes: que le nombre de celles-ci ne s'élève qu'à 30,000 hommes, c'est-



à-dire à la huitième partie de l'armée prussienne : que dans ces 50,000 hommes, la plus grande partie tombe à la charge entière de la Prusse, pour ceux de ses états que la démarcation couvre immédiatement : qu'il est bien juste de faire payer aux autres, pour le surplus, la protection qu'on leur accorde, et qui en découle pour eux : qu'il est bien légitime à la Prusse qui le procure, d'en recevoir le prix : qu'enfin, toute autre chose mise à part, il est dû sans doute quelque indemnité à la Prusse pour l'absence de ses troupes, pour leur entretien sur pied de guerre, et pour la perte qu'elle éprouve par le versement hors de son sein de leur solde et de leurs consommations. Il est aussi trop injuste d'imposer à un état l'obligation gratuite de la défense des autres, et de le condamner à n'avoir des troupes que pour autrui. . . .

Mais la Prusse a le besoin indispensable d'un trésor. Si elle a le bonheur d'en posséder encore un, qu'elle le conserve précieusement : si elle l'a perdu, qu'elle travaille à le rétablir. Cet axiome vit en Prusse dans tous les esprits, sur la tradition et l'exemple de ses plus grands rois. Ils en ont montré la possibilité et les avantages, et leurs succes-

seurs ne doivent pas s'en écarter. Cette maxime jouit d'une grande faveur au-dedans, et même au-dehors de la Prusse, de manière qu'il n'est pas rare d'entendre assimiler l'importance du trésor à celle de l'armée, et les plaçant ainsi sur la même ligne, faire porter tout l'empire sur la double base de l'or et du fer. Cette opinion est trop généralement accréditée pour ne pas mériter quelque détail. En général, nous ne nous refusons pas à analyser et détruire les erreurs qui se rencontrent dans notre route, et qui sont de nature à influencer sur les gouvernemens. Celle-ci est de ce nombre. Nous avons déjà écarté celle qui regardoit l'armée : nous allons travailler avec la même méthode à essayer encore cette nouvelle qui concerne l'argent.

Qu'est-ce qu'un trésor dans un état ? quelle est sa nécessité ? est-ce une propriété absolue, indépendante des événemens et des changemens dont l'état peut être susceptible ? Ce qui est trésor, et besoin de trésor dans une position et dans un temps, ont-ils la même nature et les mêmes effets dans un autre ? La richesse des états en elle-même, consiste-t-elle dans la possession des métaux disponibles, ou dans l'abondance des reproductions, comme dans la rapidité de la cir-

culatation ? Les capitaux retirés par la thésaurisation ne privent-ils pas l'état de plus d'avantages par leur absence, qu'il n'en retire par leur accumulation ? Celle-ci peut-elle fournir aux besoins des états et répondre aux frais des entreprises éventuelles ? Les vrais trésors n'existent-ils pas pour eux dans la facilité d'en trouver par le crédit, devenu le vrai trésor des états, le seul toujours subsistant, toujours disponible, le seul toujours proportionné à leurs besoins, et par conséquent le trésor véritable, n'a-t-il pas été déplacé et transporté des métaux à la culture des moyens de crédit ? Enfin les trésors des grands états ne consistent-ils pas en partie dans leurs propres dettes, et dans la considération de leur puissance ? On prête à une puissance comme à un particulier, parce qu'on lui a déjà prêté, pour le soutenir, et ne pas tout perdre. On lui prête parce qu'il est puissant, et qu'il étale une grande montre de puissance.

Un trésor toujours subsistant, capable de fournir à tous les cas imprévus, sans déranger l'ordre habituel de la finance et des affaires seroit sans doute le bien le plus précieux, et le plus grand avantage dont un état pourroit jouir. Combien en effet ne lui  
en



ne lui procureroit-il pas pour se faire valoir, soit au-dehors, soit au-dedans, en profitant de toutes les chances de bonheur que les circonstances peuvent présenter, et que les embarras de finances forcent si souvent de laisser échapper, sur-tout si la facilité d'agir ne rend pas trop entreprenant, et si la richesse n'allume pas l'ambition. Car c'est là le piège de l'or: s'il éblouit, il altère encore plus. Mais quel état d'un certain ordre posséda jamais une propriété de cette nature? quand il leur est arrivé d'en avoir, combien ont-ils duré? avec quelle rapidité s'écoulèrent ces trésors amassés par tant de travaux et de privations, par des administrateurs si habiles et si austères! on diroit que l'or, en s'accumulant se change en vif-argent, et ne tend plus qu'à s'échapper.

Dans 1400 ans, la France ne goûta que deux fois d'un trésor, et deux fois elle n'en retira qu'un redoublement de profusions et de prodigalités.

Les économies du sage Charles V, celles du bon Henri IV et de son inflexible Sully disparurent, fondirent en un instant dans les mains dissipatrices de leurs successeurs. L'état n'en avoit pas été plus riche, il n'en devint que plus pauvre. Les autres grands

rois qu'eut la France placèrent ailleurs leurs trésors, et il ne paroît pas que leur choix leur ait plus mal réussi.

On ne connoît pas en Angleterre d'époque certaine pour la possession d'une grande quantité de métaux. Il y a des erreurs dont cette nation s'est toujours préservée comme par instinct, comme des vérités où elle s'est élevée de même. Henri VII fut le plus économe de ses rois; Henri VIII son fils le plus dissipateur: il traita l'Angleterre en finances, comme la Convention a travaillé la France. Comme elle, il *mangea* deux ou trois fois les biens de son clergé, et les confiscations générales ou particulières qu'il prodiguoit, comme un comité de salut public. Tout fut réparé sous l'administration judicieuse et sage d'Elizabeth. Cromwell, le plus habile administrateur qu'ait eu l'Angleterre, n'eut pas de trésor dans ses coffres: ce n'étoit pas là qu'il les plaçoit: il n'amassoit pas, il dépensoit à propos; ses trésors étoient dans ces actes de navigation qui sont devenus le principe de la prospérité du commerce anglois, dans ces conquêtes qui lui ouvroient de nouvelles sources de richesses, et des débouchés inconnus, dans l'éclat et dans tout l'ensemble d'un gouvernement éclairé

au-dedans et respecté au-dehors. Voilà les vrais et impérissables trésors, et un homme de génie ne pouvoit pas s'y méprendre.

On n'aperçoit par-tout ailleurs aucun état, valant la peine d'être observé, qui à aucune époque ait eu un trésor, jusqu'aux deux Frédéric's qui créèrent et illustrèrent la Prusse. Personne, je crois, n'aura envie de nous condamner à supporter les effets de la thésaurisation de la Hesse et de Modène, non plus que celle des princes qui ont un trésor distinct de celui de l'état. Ce sont des points imperceptibles dans l'espace, des infiniment petits, et ce seroit descendre à des détails de ménage.

L'exemple, l'autorité de l'histoire et des nations est donc constamment contre la maxime de la nécessité d'un trésor.

L'accumulation d'une grande quantité de métaux par voie d'épargnes successives est le fruit du temps et de beaucoup de temps. Comme les états *ne mettent pas à la loterie*, ils ne peuvent après avoir payé les charges habituelles, avoir qu'un petit excédent propre à un fonds d'épargne, à moins qu'ils ne forcent la mesure de l'impôt, calcul défectueux, qui renferme plus d'incon-



véniens qu'un trésor ne peut renfermer d'avantages. Par conséquent ce n'est qu'à la longue qu'on peut le former, et cependant au prix où tout est, et se fait, il ne peut correspondre qu'à un nombre très-borné d'actions très-courtes, et jamais à des mouvemens étendus, ou répétés, tels que des guerres de plusieurs années, ou les apprêts de plusieurs guerres. Le but est donc au-dessus des moyens, et ce n'est pas la peine de s'imposer des privations pendant un temps très-long, pour n'en jouir que pendant un très-court. Il y a défaut de proportion entre le principe et les résultats, et ce défaut gâte tout. Il se retrouve, à plus forte raison, dans les variations qu'un état peut subir. Il s'accroît, le trésor se rapetisse en proportion, ce qui étoit trésor pour un petit, pour un médiocre état, cesse de l'être pour un grand, suivant les degrés de son accroissement. Foible dans un cas, insensible dans un autre, richesse ici, aisance là, rien ailleurs, voilà ce que peut être à-la-fois le même trésor, en ne changeant pas de nature, mais de mains: pour en former un proportionné avec un grand état, il faudroit qu'il égalât la plus grande partie du numéraire qui y circule, et comment opérer cet

immense retrait sans dessécher l'état lui-même, et mettre le trésor à sa place; ce qui n'est autre chose que de prendre la partie pour le tout, et l'accessoire pour le principal.

Un trésor n'est donc pas une chose *bonne absolument*, et d'une nécessité indépendante des circonstances.

La possession des métaux inactifs, ou morts par la thésaurisation, loin d'être un bien pour l'état, est un grand mal. Ici, pour s'entendre, il faut distinguer entre l'état et le gouvernement. Surement celui-ci trouve très-commode d'avoir sous sa main des fonds toujours prêts à le servir, et à lui aplanir la principale difficulté de toute affaire. Il est très-doux d'être dispensé par leur secours toujours présent, de chercher d'autres ressources; mais l'état calcule autrement. Il regrette dans le sommeil des capitaux la perte des avantages et des produits que leur circulation eût fait naître dans son sein. Les capitaux sont le sang des états, les sucs nourriciers des corps politiques. Depuis que les sociétés modernes ont dépouillé leurs anciennes formes, et revêtu une nouvelle existence, depuis que de profonds penseurs en ont analysé le mécanisme, et sont re-

montés aux sources de leur vie, car l'anatomie politique a marché parallèlement avec celle de l'homme, on a reconnu à ces sociétés des bases tout-à-fait nouvelles; tout-à-fait étrangères aux anciennes qui étoient d'une forme et d'une composition entièrement différente.

L'Europe composée d'états riches, commerçant, communiquant et liés entre eux par mille relations de plaisir et d'affaires, dépensant beaucoup, poursuivant à l'envi *le dernier écu* pour se l'approprier, ne ressemble en rien à l'Europe sans commerce, sans métaux, sans communications, sans finances proprement dites, et sans concurrence de crédit: comment en auroit-elle eu, elle ne le connoissoit pas. Qu'a de commun l'Europe de deux cents, de cent cinquante ans, avec l'Europe d'aujourd'hui? Comment, elle et ses vieux administrateurs, avec des revenus dont une année d'alors ne représente pas un mois des dépenses d'aujourd'hui, avec l'ignorance absolue des élémens et de l'existence du crédit, se reconnoîtroient-ils au milieu du tourbillon de nos affaires, de nos dépenses, et de cet édifice fantastique du crédit, ou des *idéautés* valent des *réalités*, atteignent leur solidité, et mettent



quelquefois les signes au-dessus des valeurs, et les fictions à côté des réalités. Ils ne connoissoient que celle-ci, et que diroient-ils, eux qui accoutumés dans leur cercle étroit à ne manier que des signes certains, n'en rencontreroient presque plus que de convention, et trouveroient l'œuvre de la nature remplacée et presque usurpée par celle de l'homme: et cependant l'Europe n'en est que plus florissante: le mouvement de son commerce redouble, les jouissances se multiplient et s'étendent, rien ne manque à rien, et ce qui complète le charme et le pouvoir de l'illusion, c'est que nulle part la prospérité n'est plus rapide que dans le pays qui possède le moins d'anciens signes de richesses, comparativement à la masse de ses affaires, qu'en Angleterre, qui avec un numéraire très-peu supérieur à un *milliard*(\*), fait un mouvement de commerce de plus de six, et offre aux yeux étonnés un miracle perpétuel de richesse et de prospérité, se surpassant lui-même chaque année, et surpassant encore plus les états, qui, à la possession d'une bien plus grande somme de

---

(\*) Voyez les derniers rapports de Mr. Rose sur le numéraire et l'état des fabrications de l'Angleterre, pendant ce siècle.

capitaux n'ont pas su joindre une somme égale d'industrie, et des bases égales de crédit. Les Anglois ont désenchanté l'or, ils l'ont ramené à sa véritable nature, celle de n'être qu'instrument, poids et mesure ; les anciens élémens de richesse ont donc été déplacés, et transportés des métaux au crédit, et à la reproduction soit territoriale, soit industrielle. Voilà les vraies sources de la richesse actuelle des nations, voilà le tarif réel de leurs facultés. Ce n'est donc plus du nombre des métaux qui résident dans leur sein, encore moins de ceux qui sommeillent dans leurs coffres qu'il faut s'occuper, mais de leur prospérité commerciale, territoriale et industrielle. Il ne faut donc plus demander ce qu'une nation possède en argent, mais en industrie, en moyens d'accroissement, et mesurer sa force et sa richesse sur cette échelle. Car depuis que toute l'Europe est hypothéquée, on ne lui demande plus de montrer ses fonds, mais ses hypothèques, et la solidité ou l'amélioration de l'une équivaut toujours à celle des autres. Le crédit est le plus fort *multipliant* qui existe : car il fait que 5 valent toujours 100, et qu'on peut toujours recevoir 100 pour 5 annuellement. Il décharge de la restitution des 100

par la régularité du paiement des 5: car on ne doit jamais les 100, mais les 5, tant qu'on peut payer ces 5, et l'on se donne droit à de nouveaux 100, toutes les fois que l'on peut se procurer et montrer de nouveaux 5, et leur donner une hypothèque certaine. L'accroissement de charges n'est que nominal par la correspondance de l'hypothèque qui maintient l'équilibre, et qui fait que la perception des nouveaux 5, et la création des nouvelles charges, ramène toujours à l'état antérieur.

L'acquisition de l'hypothèque qui est *permanente* de sa nature, est donc préférable à celle des capitaux qui sont périssables de la leur, qui sont infertiles, et qui vont en se dégradant proportionnellement; tandis que les améliorations vont en augmentant dans le même degré. Cent millions de métaux restent toujours 100 millions métalliques: mais avec le temps, ils n'en représenteront que 80, 70, ou 50, en valeurs comparatives: au lieu qu'une hypothèque en revenus ou en fonds est susceptible par elle-même d'accroissement, et joint à cette amélioration qui est accidentelle, l'amélioration inévitable du temps, qui élève successivement les valeurs de cette espèce, en



dépréciant d'autant celle des métaux. C'est donc sur ces valeurs fondamentales que les états doivent porter leur attention et leurs soins, et qu'ils doivent placer leurs trésors, pour les y retrouver plus considérables et plus gros. Ils ont donc à considérer si l'argent qu'ils entasseroient, ne rendroit pas davantage dans la circulation, soit par les entreprises du commerce, soit par les travaux de l'agriculture, soit par toutes les branches d'industrie qui fécondent un empire, et qui lui créent des revenus. L'état, étant par l'impôt, copropriétaire de tout les fonds, de tous les commerces, de toutes les transactions, copartageant de toutes les soldes, et pour-ainsi-dire de tous les écus en circulation, son intérêt évident est d'améliorer toutes ces sources de revenu, qui sont les siennes propres en quelque partie, et de multiplier la circulation de fonds dont il s'approprie une partie à chaque mouvement, et à chaque changement de mains. Alors il reçoit à chaque instant ce qu'il posséderoit à-la-fois, il obtient en détail ce qu'il auroit en gros; qu'il ait à-la-fois le trésor, ou ces fractions, et les parcelles qui en représentent l'ensemble, quelle est la différence pour lui, si l'on n'en excepte, à son

avantage, la solidité et la faculté de s'étendre qui appartiennent à l'hypothèque, et ne peuvent jamais appartenir aux capitaux. Aussi est-ce un problème, et peut-être moins qu'un problème, de savoir si pendant que la Prusse travailloit si péniblement sous Frédéric à rassembler un trésor, qui s'est dissipé, elle n'eût pas mieux fait de l'employer à la continuation, à l'extension de ses cultures, de ses colonies, de ses ateliers, qui ne se dissiperont pas, si 300,000,000, dans les caves de Potsdam, qui n'y sont plus, valoient mieux que 300,000,000 d'hypothèques dans les champs de la Prusse, qui y seroient encore.

L'Angleterre, car c'est toujours à elle qu'il faut en revenir, quand on cherche de grandes bases de calcul et de grands objets de comparaison, l'Angleterre est la preuve irrésistible de cette vérité. Avec une dette qui s'élève à dix milliards, avec 250,000,000 d'intérêts à payer annuellement, manque-t-elle de quelque chose? Le crédit, au lieu de la fuir, ne semble-t-il pas la chercher, et s'appuyer sur l'étendue même de cette dette, au lieu de s'en effrayer. L'Angleterre cherche-t-elle dans la thésaurisation ses moyens de puissance, et d'action? il s'en

faut de beaucoup, mais seulement dans l'extension du commerce et de ses ressources, pour empêcher la dette de déborder le niveau de l'hypothèque. C'est là tout son art, elle crée, elle étend à chaque nouvel emprunt, à chaque besoin une source de crédit, par celle d'un nouveau revenu, et par conséquent d'une nouvelle hypothèque. Aussi court-elle au-devant des besoins du commerce, et leur prodigue-t-elle les secours, à son premier signal; et dans l'alternative de les leur donner, ou de se les approprier, elle ne balance jamais, parce qu'elle sait qu'elle retrouvera entre leurs mains ses propres fonds gonflés de tous les profits de professions lucratives, auxquels elle s'est associée par ses avances.

La Hollande au moment de la descente des Anglois n'a-t-elle pas offert le singulier spectacle de la hausse continuelle de ses effets révolutionnaires, des récriptions bataves créées au profit de la France par les révolutionnaires hollandais. N'ont-ils pas monté journellement en présence de l'armée angloise, du point de 54 à celui de 84, sans se ressentir en rien d'une lutte, qui, alors très-indécise en elle-même, offroit dans le principe une apparence plus favorable pour



les Anglois que pour les François? C'est que le crédit siégant aujourd'hui dans le cabinet des princes, comme dans les comptoirs, dans les places publiques, comme sur celles de commerce, s'associe aux affaires générales, comme aux affaires privées, en connoît, en démêle les plus secrets rapports, et s'en approprie les conséquences probables, que son adoption change en certitude. Le crédit avoit discerné avec sa sagacité ordinaire, que la conquête de la Hollande n'en seroit pas la banqueroute; que ce peuple toujours austère, toujours intact sur la foi des traités, sur les principes du commerce, ne commenceroit pas là à y manquer, que le gouvernement ne voudroit pas reparoitre sous les auspices d'une banqueroute, c'est-à-dire de l'acte le plus odieux à la nation, et le plus opposé à son génie: que d'ailleurs cette banqueroute déjà proscrite par les mœurs publiques de la Hollande, l'étoit encore par la nature des choses, puisque la subdivision et la transmission de ces effets dans des milliers de mains étrangères à leurs créateurs, en feroit porter le poids et la peine à une foule d'innocens, et à nombre de partisans même du prince. Le crédit avoit encore calculé que le défaut de succès de

la descente, affermiroit le gouvernement auteur de ces effets, et se saisissant de ce double élément de confiance, il en avoit fait la base du calcul progressif dont le succès a tant étonné, et qui a paru un phénomène à qui avoit oublié d'en demander l'explication au crédit. Ce n'étoit que là que l'on pouvoit la trouver.

C'est aussi dans lui que la Prusse doit chercher le supplément à la perte du trésor qu'elle n'a plus, et à la restauration duquel elle ne doit plus songer. Quand la Prusse étoit un petit état, dépourvu des trois bases de puissance, elle devoit avoir un trésor, pour suppléer à ce déficit, et ne pas rester en infériorité avec ses rivales qui les ont. Car la Prusse étoit alors dans une singulière position: elle étoit trop grande, pour être vassale, trop petite pour être égale: elle ne pouvoit les éviter, comme font les petits états, ni les balancer comme les grands. Mais actuellement que cette situation équivoque est finie, actuellement que la Prusse en est sortie, en acquérant tout ce qui constitue les grandes puissances, et que semblable à elles en tout point, elle a, aux dettes près, tout ce qu'elles ont, et même ce qu'elles n'ont pas, main-

tenant qu'elle présente au crédit les bases les mieux assises, et tout autrement solides que celles de ses voisins, à quoi lui serviroit un trésor numérique et matériel? n'en a-t-elle pas, hors des métaux, un beaucoup plus riche et plus étendu dans la solidité de l'hypothèque qu'elle peut offrir, dans le bon état de ses affaires, dans la considération de sa puissance, aujourd'hui si nécessaire à l'Europe. Qu'elle verse sur son sol, sur son industrie, dans la circulation ses capitaux qu'une politique retrécie lui conseille de cacher dans l'ombre, elle les retrouvera dans l'augmentation de ses revenus qui ajouteront à son crédit en lui fournissant de nouvelles bases. L'argent ne doit habiter la terre qu'une fois; dès qu'il en est sorti, il est voué à la circulation, et ne doit plus quitter la surface de la terre.

Un trésor est toujours un *retrait* de capitaux fait à la circulation, au commerce, et à l'industrie. Ceux-ci vivent de multiplication, et meurent par la soustraction. Que la Prusse s'attache donc uniquement à multiplier, qu'elle consacre son trésor à la reproduction, et celle-ci les lui rendra avec usure. Des villages créés, ou rebâtis, des colonies établies, des terrains arrachés aux



eaux, ou à la stérilité, des fabriques élevées pour les besoins du dedans, et contre l'industrie du dehors, voilà les vrais trésors d'un état, et ceux qu'une politique éclairée, ainsi qu'élevée à la hauteur des nouvelles proportions de la Prusse lui recommande d'amasser. Les idées doivent suivre les circonstances et les temps. Celle de la nécessité d'un trésor étoit peut-être applicable à la Prusse, puissance du second ordre; elle est vide de sens, et hors de toute application pour la Prusse, puissance du premier. Il n'y a plus de proportions. C'est cette transposition des idées qui cause une partie des mécomptes en politique comme par-tout. Et qu'on ne s'alarme pas sur les suites du crédit, et sur l'usage qu'on pourroit en faire. Qu'on ne s'appuie ni des anathèmes de Colbert sur sa création en France, ni des excès qu'on s'en est permis en tant d'endroits. Il ne s'agit que de s'entendre. 1°. Tout doit se faire par raison, et l'on ne peut soumettre au calcul que ce qui y est conforme. Trésor ou crédit, tout cela est indifférent, si le gouvernement manque de sagesse et de retenue. S'il peut abuser du crédit, qui est le trésor d'autrui, à combien plus forte raison ne le fera-t-il pas d'un trésor, qui est à lui,

à lui. L'un est sous sa main, il n'y a qu'à puiser : il faut chercher et conquérir l'autre, l'un est une propriété, et l'autre un travail. L'abus n'est donc pas plus inhérent au crédit qu'au trésor, mais dans les deux cas il provient également du défaut de tempérance : qui en manque pour l'un en manquera encore plus pour l'autre. Les abus du crédit ont été grands, il faut l'avouer : mais ceux des rares trésors que l'on connoît, ont-ils été moindres. Que sont-ils tous devenus ? du moins le crédit leur a survécu ; les trésors ont duré un jour ; une année a dissipé le fruit d'un siècle de travaux ; le crédit vit encore presque par-tout, et à la différence des trésors, il se fortifie dans beaucoup d'endroits par l'usage même qui appauvrit les premiers. Il faut donc considérer le crédit en lui-même, et non pas d'après l'abus qu'en peuvent faire les hommes, qui sachant extraire des poisons des sucs les plus purs, peuvent aussi puiser toutes sortes de fléaux dans les sources si salutaires du crédit.

2°. Les trésors ne créent aucune valeur réelle pour l'état, et ne peuvent pas ajouter à leur valeur naturelle. Le crédit au contraire a cet effet, car tandis qu'il crée des charges à l'état, il lui crée à-la-fois des re-

venus et des valeurs; car ces charges mêmes sont des valeurs nouvelles, qui sans le crédit n'auroient pas existé. Ainsi les 200 millions de rente que payoient la France, les 263 que paye l'Angleterre, sont bien une richesse réelle pour l'état, une addition aux valeurs qu'il renfermoit déjà, et une augmentation aux revenus par les droits et les consommations auxquels elles donnent lieu. L'état en est redevable au crédit: car sans lui la majeure partie de ces capitaux se seroit dissipée sans profit pour le propriétaire, ou pour l'état, au lieu que le crédit montrant dans l'état un dépositaire fidelle, et une propriété assurée, détourne vers lui des capitaux qui s'égaroient; l'état qui les reçoit, et qui les reverse, ressemble à un bassin, qui pour féconder la terre réunit des eaux éparses, et les conserve pour les rendre à la culture.

Un célèbre auteur économiste, Pinto, a développé cette théorie, que nous ne faisons qu'ébaucher. Il a développé l'excellence du crédit, et l'avantage des banques, de manière à faire appliquer justement à ce nouvel agent des corps politiques, ce qu'un poète a dit de l'ame qu'il suppose pénétrer toutes les parties de l'univers.

*Mens agitat molem et magno se corpore miscet.*



## QUATRIÈME OBJECTION.

*Nécessité d'observer les parties belligérantes.*

» La guerre actuelle réunit contre la France, les puissans empires d'Autriche et de Russie d'une part: ceux d'Angleterre et de Turquie de l'autre. L'Italie et l'Empire ajoutent encore quelques forces subsidiaires à celles de ces grandes puissances. Les unes sont les ennemies naturelles de la Prusse, et de la France son alliée: les autres lui portent ombre, par leur position et par leur masse. La France ne doit pas être livrée à leur merci: avec elles, elle a bien assez d'ennemis. Si les erreurs présentes doivent éloigner d'elle dans le moment, pour lui en laisser subir seule le châtiment, et l'en dégoûter à l'avenir, il faut cependant veiller encore à sa conservation, et ne pas laisser écraser tout-à-fait une puissance désordonnée par accident, mais nécessaire par essence à l'Europe et à la Prusse. Son châtiment ne doit pas être sa ruine. Loin donc, que la Prusse doive se joindre aux ennemis de la France, elle doit au contraire observer soigneusement leurs démarches sur elle, comme

sur les autres objets politiques dont on peut les croire occupés. La Prusse, pour faire sagement, doit conserver ses forces, pour les placer dans la partie de la balance qui lui paroîtroit trop dérangée, et rétablir ainsi l'équilibre à mesure qu'il menaceroit de se rompre. Ce rôle fait de la Prusse le régulateur de l'Europe, et lui donne le plus grand degré de consistance, et de gloire auquel un état peut aspirer. Elle doit donc se tenir à la neutralité qui lui assure tous ces avantages, et se borner à observer attentivement les événemens et les partis. »

Qu'est-ce qu'*observer* en politique ? que veut dire ce mot ? Est-ce se borner à examiner le cours des événemens, comme celui des eaux, sans chercher à les diriger hors de la ligne de ses intérêts, ou à les y faire entrer ? est-ce se donner le temps de s'y associer, et mesurer son coup, pour en profiter. Surement, c'est une de ces choses-là, car tout le reste est vide de sens. Par conséquent dans une acception raisonnable, *observer* est chercher à influencer une action étrangère, et à y placer la sienne. C'est l'observation active : l'observation passive qui consiste à recevoir l'action d'autrui, ne convient qu'aux êtres inanimés, insensi-

bles , ou impuissans , et seroit dégradante pour de grands états , qui avec d'autres intérêts , ont d'autres moyens de les faire valoir.

Il arrive , et c'est un usage consacré par la pratique de tous les temps , qu'un état en observe d'autres pendant leurs débats , et qu'après avoir gradué leur épuisement , leur lassitude et leur supériorité respective , il sort tout-à-coup de ses observations , et prend une part active à la querelle , soit pour la terminer , par la crainte de l'inégalité d'une nouvelle lutte , ou par sa médiation armée , soit pour rétablir l'équilibre en faveur de l'état , qui dans sa chute pouvoit déranger l'équilibre général. C'étoit là la quintessence de la vieille politique. Elle oublioit de commencer par où elle finissoit : c'eût été moins cher et plus court.

L'observation politique est naturelle et très-bien fondée , quand les forces sont égales entre les contendans , quand leurs dissensions ont un objet et un théâtre qui par leur nature peuvent rester toujours étrangers. Ainsi on ne verroit pas à quel propos la Prusse interviendrait entre la France et l'Angleterre , se combattant pour des colonies , et dans des mers éloignées d'elle. L'observation au contraire est déplacée et dange-



reuse, lorsque la querelle est de nature à atteindre l'observateur lui-même soit dans ses principes, soit dans ses effets nécessaires. Elle est sans excuse lorsqu'elle prolonge l'indécision d'un état dangereux pour tout le monde, dont le *salut* tient à sa fin. Elle est sans prévoyance, lorsqu'il est indécis si la résistance actuelle triomphera de ses dangers, ou ses dangers de la résistance qu'on leur oppose, et que l'expérience apprend comment ils savent en triompher. Enfin elle est sans objet, lorsque l'utilité de l'observation ne correspond point à son but, et encore moins aux événemens qu'elle peut entraîner. Maintenant pour évaluer au juste le mérite de l'observation tant recommandée à la Prusse, il ne s'agit que de savoir à quelle classe elle appartient, non-seulement par la volonté de la Prusse, mais par la force des choses. Car si la Prusse *observe* une chose, et par une cause, et que la chose à observer soit autre, à quoi revient alors et l'observation et son conseil?

Il faut donc revenir à examiner la nature de la guerre, et remonter à ses principes. Si elle est *ordinaire*, d'état à état, sans aucun mélange de principes reversibles par nature à la Prusse, comme à tout état, la

Prusse a raison dans son *observation* : elle ne doit pas troubler son repos pour une cause qui lui est totalement étrangère. Mais la guerre est-elle mêlée d'ordinaire et d'extraordinaire, de politique et de morale, de causes particulières et génériques, directes à ses seuls adversaires, ou expansible sur ceux qui ne le sont pas ? La Prusse a tort dans son observation, et ce tort commence au point où la querelle cesse d'être purement personnelle à l'Autriche, et où s'étendant par ses principes, elle embrasse tous les états que ses principes atteignent, indépendamment de l'état de paix ou de guerre, d'observation, ou d'intervention, de repos comme d'activité. Or, comment peut-on méconnoître, dans cette fatale guerre, l'existence de ces caractères distinctifs d'avec toute autre guerre. S'appesantir sur cette démonstration, seroit répéter ce quise trouve par-tout ; aussi ne relevons-nous encore cette fois cette méprise que pour déplorer de la voir réfugiée dans les cabinets, lorsqu'elle est bannie de par-tout ailleurs.

L'observation est légitime et sans reproches, lorsqu'elle ne nuit à aucun intérêt étranger, qu'elle ne prolonge aucune souffrance, et ne compromet aucun intérêt, hors

de ceux dont on peut disposer. Elle est illégitime et sans excuse, lorsqu'elle laisse courir et séjourner sur la société dont on fait partie, un torrent de malheurs et de désastres dont la fin de l'observation la délivrerait. Il y a dans la société des devoirs de diverses natures : ce qu'on se doit à soi-même, en première ligne, à la seconde on le doit aux autres, et on le doit toujours dès qu'il s'agit de l'existence, ou de notables dommages. On a beau observer, beau s'isoler au milieu de la société générale, on ne peut s'en séquestrer tout-à-fait, échapper à son influence, et ne pas lui faire ressentir la sienne. Le pouvoir de se soustraire à ses devoirs n'en dispense pas, et se placer au-dessus des lois, n'est pas les remplir. Que diroit-on d'un état qui requis de fournir un contingent pour s'opposer aux ravages de la peste, se borneroit à l'*observer*? Maintenant c'est à la Prusse à se demander, s'il est bien *social* de se refuser à terminer d'un seul coup une catastrophe qui a déjà tant coûté à l'humanité : si elle en a les moyens, et si les petits inconvéniens qu'on lui fait redouter sont de mesure avec ce débordement de calamités qui couvrent le monde, avec leurs effets qui se font ressentir par-tout, et dont



la guérison même n'effacera de long-temps la cicatrice.... L'observation est prévoyante lorsqu'elle est proportionnée à son objet.

La guerre est-elle entre ennemis égaux en tous points? le résultat ne doit-il s'étendre qu'à des objets qui ne déplacent pas trop le vaincu, et avec lui l'ordre général dont il fait partie? enfin est-elle de nature à se prêter aux actes qui terminent toutes les autres guerres, et à s'éteindre comme elles? La querelle est-elle entre combattans dont l'un peut blesser son ennemi d'une arme que celui-ci ne peut jamais employer: est-elle de nature à se survivre à elle-même, et à résister à tous les moyens usités pour l'effacer entièrement? Qu'alors l'observation cesse bien vite, car elle aura, ou à se prolonger indéfiniment, ou à n'atteindre qu'une partie de son but, ou n'aboutir qu'à constater la ruine absolue de la partie qui ne combattoit pas à armes égales. C'est à la Prusse seule à juger de l'application de son observation à chacun des cas actuels. La guerre est mixte, on ne peut le nier, c'est un composé de révolution et d'intérêts politiques. La partie révolutionnaire appartient toute entière à la France: l'Autriche n'a et ne peut avoir rien de pareil à lui opposer. A cet égard, l'une est toujours

sur l'offensive, et l'autre sur la défensive: celle-ci est donc dans une infériorité évidente, et dans une partie la plus sensible. Si l'Autriche et la France ne se combattoient que comme *états*, ainsi qu'ils l'ont fait tant de fois, l'intérêt *ordinaire* de la Prusse pourroit être de les *observer*, en les laissant s'affaiblir l'une par l'autre, jusqu'au point qu'elle jugeroit convenable pour ses intérêts, et pour l'équilibre général. Mais ici, c'est toute autre chose. Tant que la France sera en révolution, elle combattra l'Autriche avec la double force de la révolution et de l'état. Elle aura donc toujours un mobile qui manquera à son adversaire: il y aura donc toujours inégalité entre elles, et l'observation restera défectueuse dans son principe. Elle le sera encore plus dans ses conséquences. Car la guerre, quoique déclarée, et faite en apparence d'état à état, s'envenimera nécessairement et finira par être révolutionnaire, en dépit même de ses directeurs. Le besoin de se défendre et de vaincre, le désir de se venger, la nécessité de préserver son existence, portera chacun au-delà de son but primitif: des actes malheureux, mais très-sévères, dont le souvenir n'est qu'amorti, ont déjà donné plus d'une fois à cette guerre

une direction révolutionnaire. Les gouvernemens respectifs ont beau vouloir la détourner, ou la retenir, elle leur échappera malgré eux, et l'on sera forcé par l'animosité naturelle de la guerre, par la nécessité d'en finir une bonne fois, de se révolutionner ou contrerévolutionner de part ou d'autre. La France avec toutes ses démonstrations de modération, prétend au moins à la conservation des révolutions de Hollande et de Suisse : elle cherchera aussi à remonter aux termes de son traité de Campo-Formio : ce n'est surement pas l'intention de l'Autriche, ni de l'Italie. Pour l'obtenir ou pour l'empêcher, il faut qu'une des deux parties succombe, puisqu'elles veulent toutes deux avec une égale énergie des choses diamétralement opposées. Si la France l'emporte, alors la révolution, même sans aucune nouvelle extension, rentre dans des domaines qui la rendent de nouveau incompatible avec l'Autriche, avec l'Italie, et de proche en proche, car tout se tient, avec tout le monde. Ce résultat n'est-il pas toujours imminent, ou ne tient-il pas à la séparation d'un allié, au sort d'un combat, à la vie d'un homme, à tous les hasards de la guerre et de la politique ? n'a-t-il pas pour lui tout le chapitre si



étendu et si varié des accidens ? et c'est avec de l'*observation* pure et simple qu'on veut parer ou braver de semblables dangers : il ne manque plus que de dire que c'est aussi avec elle qu'on prétend y remédier.

Tout cet imbroglio naît de ce qu'on simplifie à plaisir la question, qu'on la dédouble pour-ainsi-dire, et que laissant à part toute la partie révolutionnaire qui est inséparable et fondamentale, on ne s'occupe que de la partie politique, qui n'est que secondaire.

Qu'a donc à craindre la Prusse, soit de l'Autriche, soit de la Russie, soit de tout autre membre de l'alliance contre la France ? Pourquoi continueroit-elle à les observer ? Il ne peut y avoir de difficultés que relativement aux deux premières : car les autres sont sans conséquence pour elle. Eh bien, quel est donc le fondement de cette grande terreur que l'on va toujours renouvelant sur le compte de l'Autriche et de la Russie ? Voyons quelles sont ces vues si redoutables ? L'Autriche est ambitieuse : cela est vrai. Elle a voulu conquérir dans tout le cours des deux guerres de la coalition : cela est encore vrai : elle a offert le bizarre spectacle d'une puissance qui, en combattant pour son exis-

tence, révoit encore de conquêtes, et le spectacle encore plus singulier d'y avoir réussi. Mais parce qu'elle a voulu conquérir dans ces derniers temps, l'a-t-elle pu : ce dessein n'a-t-il pas manqué de retomber sur sa tête, de la priver de tous ses alliés, et de la laisser seule aux prises avec la France, qui dans cet isolement, l'eût traitée, comme elle a toujours fait, quand elle n'a eu à faire qu'à elle seule? L'Autriche vient de recevoir une cruelle leçon, sur sa démangeaison de conquêtes; elle en paroît sérieusement revenue, et il est naturel de penser que les nouvelles conditions de l'alliance sont si positives et si claires, que le poids que les alliés mettront dans la balance est si décisif, qu'il n'y a plus à craindre qu'elle s'expose à les perdre par de nouvelles aberrations.

D'ailleurs les choses en sont venues au point que l'Autriche, à quelques arrondissemens près, ne peut plus conquérir. Seroit-ce en Italie? Elle a contre elle la Russie et toute cette contrée. Seroit-ce sur l'Allemagne, et puisqu'il faut le dire, seroit-ce d'effectuer la réunion tant désirée de la Bavière, cet éternel épouvantail de la politique allemande, ce fantôme qui frappe tout le monde? car, il n'y a pas un Allemand, qui

ne voie dans chaque mouvement de l'Autriche, un pas vers la Bavière. Mais ce pays n'est-il pas sous la sauvegarde de la Prusse et de l'Allemagne toute entière : l'Autriche n'a-t-elle donc plus besoin d'une partie de cette Allemagne ? voudroit-elle l'ajouter avec la Prusse au nombre de ses ennemis et se créer une diversion de cette importance ? En quel temps placeroit-elle cette conquête ? Pendant la guerre, il faudroit ajouter celle de l'Allemagne à celle de la France : pendant la paix, l'Allemagne et la Prusse n'ayant plus rien à faire qu'à l'en empêcher, se réuniroient contre elle comme elles ont fait en 1778 ; elles appelleroient la France à leur secours, et voilà la guerre rengagée. Se réuniroit-elle avec la France ou la Russie ? On n'aperçoit aucune part, des motifs pour une pareille réunion : car ni l'une ni l'autre n'ont intérêt d'agrandir l'Autriche. 1°. Avec la France, il faudroit commencer par arranger tous ses différens en Italie, en Suisse, en Allemagne, ce qui n'est pas peu de chose. En se rapprochant de la France, elle se brouille avec la Russie, la réunit avec la Prusse, et ne fait que changer ses embarras du midi au nord. 2°. S'unit-elle à la Russie, elle rapproche la France de la Prusse et de tout le Nord, et re-



commence la querelle la plus odieuse, sous les plus mauvais auspices. Toute cette hypothèse est donc pitoyable, à force d'être gratuite. Elle ne présente aucune issue, c'est un labyrinthe inextricable, et quelque sévère que l'Autriche ait donné le droit d'être envers elle, encore n'a-t-on pas celui de la supposer capable de s'y embarrasser pour aller s'y perdre de gaieté de coeur.

Enfin quand l'Autriche voudroit et devroit conquérir, ce ne seroit encore qu'un *accident* à terme, dont de nouveaux événemens peuvent amener le redressement : au lieu que la prolongation et les conquêtes de la révolution sont un mal essentiel, permanent, et dont rien n'effaceroit les traces.

Quant à la Russie, ses intentions sont marquées à un tel coin de générosité et de grandeur : elles sont proclamées si solennellement, les faits correspondent si exactement aux paroles, que ce seroit lui faire injure, et perdre son temps que de s'amuser à les discuter. On ne discute pas sur la pureté des rayons du soleil, et les clameurs qu'on élève contre lui, ne l'empêchent pas de verser *des torrens de lumière sur ses obscurs blasphémateurs*.

La France et les milliers d'organes qu'elle

a par-tout, ont fait sonner bien haut la translation de la grande maîtrise, et de la souveraineté de l'ordre de Malthe à Pétersbourg. Ils en ont tiré à l'envi les plus sinistres présages pour la liberté de l'Europe, et ils ont cherché à les mettre en opposition avec les assurances de désintéressement de la Russie...

Quelles que soient les vues ultérieures sur Malthe, elles n'ont assurément rien d'inquiétant pour qui que ce soit. La possession de ce rocher au milieu de mers éloignées de ses propres rivages, d'un port où elle ne peut aborder que par deux passages qui ne lui appartiennent pas, loin d'être menaçante pour personne, est au contraire très-rassurante, car elle met la Russie en compromis avec tout le monde. Ce n'est pas de Malthe que la Russie recevra aucune importance, ce seroit de la Russie que Malthe recevrait la sienne, si elle étoit susceptible d'en avoir quelque'une.

Cette acquisition renforcera la jalousie de la Porte: elle commettra la Russie avec les Barbaresques, qu'auparavant elle ne connoissoit pas: elle la rapprochera de la France, de l'Espagne, de l'Italie avec lesquelles elle n'avoit encore rien eu à démêler, encore si un grand commerce déjà établi dans la  
Médi-

Méditerranée, lui dictoit comme à l'Angleterre d'y rechercher un établissement, Malthe deviendrait son Gibraltar; mais elle n'a point ce commerce; Malthe ne sera qu'un arsenal détaché de l'empire, tandis que Gibraltar est à-la-fois l'arsenal et le rendez-vous des flottes de commerce et de guerre de l'Angleterre. L'Angleterre y aborde quand elle veut, n'a qu'un court espace à traverser pour s'y rendre, au lieu que la Russie n'abordera à Malthe par le midi, qu'avec la permission du Grand-Seigneur et du Nord, qu'avec celle des saisons qui ne l'accordent que pendant la plus petite partie de l'année. Malthe dans son état de port ouvert à toutes les nations, convenoit mieux à la Russie, que dans celui de dépendance. Cette possession peut donc être contestée sous les rapports politiques: mais elle ne le sera jamais de bonne foi sous ceux de la sûreté générale. Attendons avec confiance de la pénétration de l'empereur de démêler aussi bien que ses détracteurs, les nuances qui séparent un souverain de Russie d'un grand-maître de Malthe. Il y a des moyens bien simples de les concilier sans les confondre; croyons que le prince qui met tant de zèle et de discernement sur les grands



intérêts de l'Europe , saura aussi trouver le juste point sur ces infiniment petits ; surtout loin d'en prendre ombrage , faisons en l'occasion de le remercier d'avoir fourni dans son naufrage , une planche à un ordre à moitié submergé , et d'avoir opposé la barrière d'une protection toute-puissante , à la cupidité qui par-tout se partageoit , ou marquoit déjà ses dépouilles.

En voilà assez sur cette fastidieuse question , qu'il seroit inutile de délayer dans de nouvelles preuves ; il ne peut y rien manquer pour une conviction raisonnée , et c'est le seul but auquel nous visons.

#### CINQUIÈME OBJECTION.

##### *Incertitude des alliances : incompatibilité des alliés.*

„Le fondement de toute alliance, le motif le plus raisonnable d'en attendre quelque fruit, la probabilité du succès, consistent principalement dans la bonne intelligence des alliés. Ils doivent commencer par s'entendre sur le but , ensuite se concerter sur les moyens d'exécution , et marcher ensemble vers un résultat commun. Rien n'est plus

propre à cimenter cette communauté de vues et d'actions, que la conformité, du moins le rapprochement des intérêts, et la bienveillance mutuelle des intentions, de manière que le lien soit à-la-fois politique et moral, que les coeurs soient mis ensemble avec les bras, et agissent à l'unisson. Car c'est dans le coeur qu'est le siège de toutes les grandes et bonnes actions. Si au contraire les alliés ne s'entendent pas sur le but, ils ne s'entendront pas davantage sur les moyens: si à la dissonance d'opinion, ils joignent encore la malveillance d'intention, s'il subsiste habituellement entre eux des sentimens d'animosité, de jalousie et de défiance, alors ils ne s'entendront pas davantage sur les moyens que sur le but; la mésintelligence naîtra du choc des intérêts et des prétentions, des succès comme des désastres, le mécontentement naîtra à son tour de la discorde, et de celle-ci le refroidissement et la séparation finale dans laquelle chacun rejette tous les torts sur son allié. Tel est le résultat inévitable, et consigné dans toutes les pages de l'histoire, de toutes les ligues mal tissées, c'est-à-dire de presque toutes celles qu'elle renferme. Le choc des partis y éclate promptement: les forces

réelles s'épuisent en tentatives mal concertées, et par là même mal exécutées; on se refroidit, on se quitte plus animé entre soi, qu'on ne l'avoit été contre l'ennemi. Celui-ci paroissoit devoir être écrasé par des forces réunies, la discorde le sauve en les divisant, et l'animosité qui suit infailliblement des torts mutuels et des espérances trompées, éloigne pour long-temps le retour de pareilles associations.

» Tous les inconvéniens ne menacent-ils pas évidemment le renouvellement de l'alliance de la Prusse avec l'Autriche, et des exemples récents n'en font-ils pas trop pressentir le résultat. »

Il y a deux choses à distinguer, et pour-ainsi-dire deux questions dans une.

1°. La nature, l'existence, le remède de l'incompatibilité entre états.

2°. L'application au cas de l'alliance actuelle, et ses différences avec la première.

Il est reconnu, et c'est une vérité malheureusement trop certaine par les faits, qu'il existe une grande animosité, une espèce d'incompatibilité d'instinct entre l'Autriche et la Prusse, ces deux grandes familles qui se partagent à-peu-près le sol de l'Allemagne, et qui s'en partagent entièrement les esprits.



Ils se sont rangés sous les deux bannières, de façon à avoir presque oublié la patrie commune pour ses fractions, et avoir cessé d'être Allemand pour se faire Autrichien ou Prussien. Parcourez telle partie de l'Allemagne que vous voudrez, le même sentiment vous attend et s'offrira par-tout à vous. Il est si général et si profond qu'il n'existe pas moins au-dehors qu'au-dedans des pays qui le produisent, entre les intéressés qu'entre ceux qui ne le sont pas. Tel est l'effet des partis ; le feu s'étend hors de son foyer, et brûle de loin comme de près.

Les causes de cette animosité sont :  
1<sup>re</sup>. quant aux individus, les préjugés de l'enfance, les suggestions de l'éducation, les habitudes de toute la vie, et l'influence de tout ce qui environne. Un homme naît en Autriche, ou en Prusse ; l'esprit de parti veille déjà autour de son berceau. Les premiers sons qui frappent son oreille, auxquels on pliera sa langue, seront des imprécations contre ceux qu'on lui prépare pour ennemis. Les premiers faits que l'on gravera dans son souvenir, les premiers sentimens qu'on insinuera dans son coeur seront de la même nature, et dirigés vers le même but. On fondera ses goûts à venir sur la délicatesse

même de ses organes; il croîtra avec eux, il se trouvera ami ou ennemi, comme il se trouve homme, comme il se trouve habitant de tel pays, parlant tel langage, et préférant tel goût à tels autres. Il a reçu les premières sensations comme les secondes, il les conserve de même : il ne s'est pas fait les unes plus que les autres. Des deux côtés de l'Allemagne, on est donc ami ou ennemi suivant qu'on est né, et les affections suivent la position où la nature vous a placé. On naît soldat de tel parti, il y a très-peu d'enrôlemens volontaires, encore moins de désertion. L'éducation achève l'ouvrage de l'enfance. La culture de l'animosité réciproque entre dans l'éducation presque autant que celle des sciences, et l'éducation est bien avancée quand on a appris à se bien haïr. Le reste de la vie sera dirigé par le même mobile, et se passera sous les mêmes influences. Par-tout il se retrouvera des traces, et par conséquent des alimens de ces mêmes sentimens. Les conversations, les comparaisons, les écrits en seront habituellement le véhicule et le soutien. Comment échapper à cette atmosphère de haine au milieu de laquelle on passe sa vie, et pouvoir y conserver de l'indépendance ou de l'impar-

tialité, sur-tout lorsque les degrés de l'animosité sont toujours un mérite, et trop souvent une condition pour prétendre à quelque chose dans son parti.

2°. Quant aux choses, la division de l'Allemagne en deux ligues, division antérieure à l'existence de la Prusse comme grand état, la Suède l'ayant précédée dans la suprématie de la ligue protestante, est la source primitive de cette haine. Alors le parti opposé aujourd'hui à la Prusse, haïssoit la Suède, comme il hait aujourd'hui la Prusse: en succédant à ses droits, elle a succédé à leurs effets. De plus la Prusse étant devenue grande, conquérante, et embarrassante pour des puissances qui la retrouvent par-tout, ces nouveaux sujets d'animosité joints aux anciens, ont dû envenimer les esprits, et comme on ne se hait jamais plus cordialement qu'entre voisins, il ne manque rien entre ces rivaux pour se détester. L'Autriche, et dans cela son courroux est légitime, a dû voir avec chagrin s'élever à côté d'elle une nouvelle puissance destinée à la contre-balancer. Elle l'a vue avec encore plus de douleur s'accroître d'une de ses plus belles provinces, et la battre avec ses propres dépouilles. L'Autriche supporte avec



impatience la surveillance de la Prusse, et son inquiète attention sur toutes ses démarches. Elle a à lui redemander la moitié de l'Empire qui suit ses drapeaux, elle a à lui envier la meilleure partie de la gloire militaire qu'elle possédoit exclusivement en Allemagne : espèce de considération qui précède toutes les autres en ce pays. Qu'on y joigne les pointes, dont des comparaisons continuelles, et mille contrariétés toujours saisies, comme renaissantes à chaque instant entre rivaux, déchirent des coeurs déjà ulcérés, et l'on verra quel poids de ressentiment et de haine doit peser sur elle.

L'effet de ces dispositions est des plus préjudiciables pour l'Allemagne en général, et pour chaque état en particulier. Elle la partage en deux zones absolument ennemies, elle rend les deux branches de cette famille insensibles à leurs souffrances réciproques, incapables de se secourir franchement ; elle fait que la moitié de l'Allemagne regarde froidement torturer l'autre moitié, comme elle l'a fait dans tout le cours de cette guerre. Elle arme la moitié de la population contre l'autre, elle entrave le développement des facultés et du bonheur commun : enfin elle fait que dans une contrée, où tout est com-

mun par nature, origine, mœurs, langage, tout est divisé par artifice, et qu'un vaste territoire où tout est contigu, où tout se touche, n'offre pas moins d'opposition que les rivages ennemis de Rome et de Carthage: *littora littoribus contraria*. . . . Ce mal est grand, il faut en convenir; mais est-il incurable, est-il donc invincible. Ce que les hommes ont fait, les hommes ne peuvent-ils pas le défaire, et se conduire d'une manière différente dans des circonstances qui le sont aussi. Des besoins moins pressans ne peuvent-ils pas céder à d'autres qui le sont davantage; enfin la haine a-t-elle le triste privilège, la prérogative exclusive de ne connoître ni repos, ni trêve, ni oubli?

1°. Toute incompatibilité entre individus est relative et non absolue. C'est une fiction, une création, une dépendance d'affections réformables de leur nature. Si elle vient de l'individu, il peut agir sur ce dont il est la cause: il peut arrêter ou détourner ce dont il est la source: en un mot, il peut agir sur lui-même. Si cette affection lui est communiquée, il est sujet à toutes les influences des mobiles auxquels il a déjà cédé, il peut recevoir d'autres impressions, modifier les premières, et se corriger avec elles: alors

son action ne lui appartient pas en propre.

2°. L'incompatibilité est absolue entre états, pour les choses essentielles, qui touchent à l'existence, ou qui compromettent de grands intérêts. Il y a incompatibilité absolue sur des demandes exorbitantes, ou qui sont sans aucun fondement, et celle-là existe entre alliés comme entre rivaux. Ainsi s'il prenoit fantaisie à la France d'exiger de l'Espagne la remise de la Catalogne, ou à celle-ci d'exiger la cession de la Guienne, la demande seroit de part et d'autre incompatible, malgré l'alliance et les autres relations de convenance qui subsistent entre elles.

Il n'y a qu'incompatibilité relative, lorsque les deux états poursuivent des avantages parallèles, ou communs, ensemble ou séparément. Ainsi il n'y a point d'incompatibilité absolue pour la Prusse, lorsque l'Autriche perdant les Pays-Bas, acquiert Venise. Cet acte participe à la nature des compensations, et n'emporte point une lésion essentielle pour la Prusse. Il n'y a donc qu'incompatibilité relative. Elle est encore plus marquée, lorsque les deux états s'unissent dans des vues d'intérêt commun. L'étonnant période de l'histoire actuelle en présente un exemple remarquable, au milieu même des



singularités qui caractérisent le temps présent : c'est l'alliance de la Russie et de la Porte. C'est bien là qu'il y avoit des incompatibilités à vaincre ; mais elles se sont toutes abaissées devant une encore plus grande, celle de la république françoise , aux portes de l'Albanie, dans le voisinage de Constantinople, et sur le trône d'Égypte. Cet acte de raison que sa simplicité n'empêche pas d'être sublime , et qui est sublime précisément parce qu'il est simple, cet acte, à lui seul, réduit à leur juste valeur, c'est-à-dire à rien , tous ces prétextes d'incompatibilités, qui ne sont autre chose qu'un défaut de volonté ou de lumières.

L'incompatibilité de la Prusse avec l'Autriche , n'est donc pas absolue , quant aux choses : elle n'est que relative, et par conséquent susceptible de se prêter aux nouvelles circonstances des états, de fléchir sous de nouveaux intérêts. Elle doit donc être calculée sur les degrés des nouvelles conjonctures dans lesquelles les deux états peuvent se trouver, et si elles sont de nature à demander leur rapprochement, l'incompatibilité des choses étant levée, celle des hommes doit suivre le même cours, et c'est là que commence l'action des gouvernemens.

C'est à eux de changer , de modifier , ou de faire taire des dispositions évidemment nuisibles , d'abord à ceux-ci , ensuite à l'intérêt général , enfin à ceux-mêmes qui auroient encore l'inconsidération de s'y livrer. Qu'ils imitent Louis XV , qui pour rendre le calme à son royaume , prit et sut maintenir le sage parti d'imposer silence aux deux partis qui le troubloient depuis cent ans. Les gouvernemens sont toujours pourvus des moyens nécessaires pour atteindre ce but : ils n'ont qu'à le vouloir sérieusement. Ils ont pour cet effet , comme pour tous les autres , leur exemple d'abord , et le mobile si puissant des récompenses et des peines , qui sont à la longue la mesure de la conduite des hommes. Que de part et d'autre les princes abjurent toute aigreur , qu'ils donnent l'exemple de la cessation de la malveillance , des égards mutuels , et de l'oubli des anciennes haines ; bientôt leur cour , toujours prompte à les copier , prendra les mêmes dehors , parlera le même langage , usera des mêmes procédés , et répétera un exemple qui , descendant de rang en rang , deviendra bientôt une manière d'être générale et facile : que des distinctions , des récompenses d'opinion s'attachent à tous les actes favorables à ce rap-

prochement , à tout ce qui peut l'affermir ou l'étendre : que des peines de même nature s'attachent de même aux actes qui y seroient contraires : que l'animosité cesse d'être un titre de recommandation ou de faveur , qu'elle en devienne au contraire un de défaveur ou de disgrâce , et qu'on soit honoré pour des sentimens de modération autant qu'on eut le malheur de l'être , pour ceux de l'exaspération et de la haine ; alors , le rapprochement entre les nations sera très-facile , ou plutôt il sera tout-à-fait , car en général les peuples se placent sur la ligne , où ils aperçoivent leurs chefs. Ce changement ne peut être au-dessus de leur pouvoir , mais seulement de leur savoir , ou de leur vouloir , si malheureusement ils ne vouloient y employer ni l'un ni l'autre. Si quelques princes , dans ce siècle même , ont su renouveler leur nation toute entière , en triomphant des habitudes les plus enracinées , et devenues une seconde nature par la double prescription de l'usage et du temps , comment d'autres souverains , avec une volonté pareille , ne triompheroient-ils pas de difficultés purement fictives , infiniment plus légères , et qui n'ont d'autres racines que celles de l'exemple.



Quand Joseph second, parodiant heureusement le mot de Louis XIV, disoit à Frédéric, *il n'y a plus de Silésie*, il déposoit un des germes les plus seconds de l'animosité entre leurs sujets, et posoit les fondemens de leur rapprochement. Il seroit digne des jeunes souverains qui les remplacent, et qui ont tant de conformités de position, et de vertus, d'achever son ouvrage, en travaillant à une réconciliation générale de leurs peuples.

2°. L'alliance actuelle diffère essentiellement de la première.

La première alliance de l'Autriche et de la Prusse confondoit alors les deux puissances sous tous les rapports.

L'intérêt primitif et avoué étoit commun; c'étoit de détruire la révolution. L'intérêt secondaire et caché de la part de l'Autriche, étoit de faire des conquêtes. Ce but n'existe plus pour elle, à l'égard de la France : il est rempli ailleurs.

Les armées des deux puissances agissoient ensemble, et se génoient encore plus qu'elles ne s'aidoient.

Les parties de l'ancienne alliance manquoient de médiateur, et de lien commun.

L'Angleterre qui avoit l'air d'en servir, qui

le pouvoit et le devoit, ne faisoit réellement qu'un avec l'Autriche par la conformité de ses vues ambitieuses et hostiles contre la France.

Les puissances avoient alors des occupations personnelles et supérieures à l'intérêt de leur coalition. Elles manquoient de *leçon* : et celle qu'elles ont reçue de leur division dans leur première alliance, peut les guider dans la seconde. Enfin les ferments de haine qui subsistoient alors, n'étoient pas usés, comme ils peuvent l'être aujourd'hui... Revenons.

L'Autriche avoit rêvé d'attacher la Prusse à son char, et de s'en servir pour écraser et dépouiller la France. Son calcul étoit fort simple : c'étoit de s'annoncer pour concourir au rétablissement de la royauté, et à celui de l'ordre général, et d'enchaîner la Prusse par des motifs d'honneur, et d'attachement à la France, auxquels on la connoissoit fort sensible. De la part de la Prusse, ce but étoit réel : nominal et apparent de la part de l'Autriche. Le piège découvert, et il n'étoit pas de nature à durer long-temps, la coalition dissoute dans son objet, le fut dans ses effets. Mais la pierre d'achoppement de la première alliance étant écartée de la seconde, celle-ci

pent avoir une issue d'autant meilleure, qu'elle n'est plus contrariée par les mêmes obstacles. Car il ne s'agit plus de conquêtes pour personne, ni sur personne ; tout est dirigé vers un arrangement général : la conservation de la France en fait la base, tous les anciens ombrages de la Prusse à cet égard sont dissipés : l'Autriche a conquis ailleurs. Elle vouloit conquérir sur la France une frontière pour les Pays-Bas ; elle les a abandonnés, et avec eux le besoin de pourvoir à leur préservation. Par-tout ailleurs, elle n'a rien de commun avec la France : il n'y a donc plus de sujets de crainte pour elle, et par conséquent de sujets de division.

Dans la première alliance, l'Angleterre qui en sa qualité de *tiers parti*, étant puissance d'un autre ordre, et devant agir d'une autre manière, sur un autre élément, devoit par cette séparation d'intérêt et de situation, servir de médiateur entre les deux premières, l'Angleterre avoit les mêmes vues que l'Autriche, et convoitoit les colonies, pendant que celle-ci s'approprioit la Flandre. Elle traitoit l'Espagne comme l'Autriche faisoit pour la Prusse, et lui montrant le rétablissement de sa famille, elle la faisoit contribuer à ruiner, ou à prendre ses domaines. On  
pouvoit



pouvoit aboutir une pareille politique, et quelle place laissoit-elle au rôle de conciliateur qu'elle devoit exercer. La première alliance manquoit donc de régulateur : il y avoit deux bassins sans balance.

Mais le ciel semble en avoir créé un tout exprès pour la seconde alliance, dans ce magnanime empereur de Russie, qui ne voulant rien lorsqu'il peut tout, fait retentir l'Europe de l'annonce consolante, qu'il place son salaire et sa récompense dans le rétablissement des droits, du bonheur et de la tranquillité de tout le monde. C'est en appuyant de grandes forces ces généreuses intentions, que la Russie forcera les deux premières puissances à suivre la ligne des conventions arrêtées ; elle y sera aidée par l'Angleterre, qui semble revenue à des sentimens plus généreux à l'égard de la France. La nouvelle alliance donc a deux appuis qui manquoient à la première, et recevra d'eux une grande solidité.

Dans la première coalition, les mêmes armées qui s'étoient si souvent combattues, se trouvoient ensemble pour la première fois, étonnées sans doute d'être en présence de toute autre, que d'elles-mêmes. Rien ne les avoit préparées à cet étrange rapprochement,

les anciens sujets de haine n'avoient pas subi de distraction. L'activité de leurs dissensions étoit entière, fomentée par trop de causes pour n'avoir pas un effet infallible. La position actuelle de ces armées n'auroit rien de pareil. Loin de s'embarrasser, et de se jalouser, comme auparavant, elles ne se verroient même pas, elles agiroient à de telles distances que leur action mutuelle ne pourroit être qu'un objet d'émulation, jamais de jalousie, et sur-tout une occasion de se traverser réciproquement.

L'objet de la première coalition n'étoit réellement que secondaire dans l'ensemble des intérêts personnels à chaque partie : il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur la carte d'alors, et sur celle d'aujourd'hui, pour apercevoir la différence de leur position : l'Europe a changé de face, depuis cette époque, les affaires particulières se sont simplifiées, aplanies, ou abaissées devant celle de la révolution, de manière à ce qu'il ne reste plus *au monde* à s'occuper que d'elle seule. Il n'y a donc aucune relation entre la nouvelle coalition et l'ancienne, pas plus dans le principe que dans le but, pas plus dans les accessoires que dans les moyens, et par conséquent,

l'on peut augurer qu'il n'y en aura pas davantage dans le résultat.

Enfin , quoiqu'en général , il soit malheureusement trop vrai que les coalitions manquent de solidité , et atteignent rarement le but qu'on s'étoit proposé , cependant il y a assez d'exemples de leur bonne harmonie , et principalement dans ce siècle , pour ne les proscrire ni en masse , ni à jamais. Dans l'état de population , et de concentration où est l'Europe , il n'y a plus de guerre , et pour ainsi-dire de combat singulier. On ne se combat plus de puissance à puissance , comme jadis d'homme à homme , mais toutes les guerres commencent ou finissent inévitablement par des alliances. Un grand nombre a obtenu des succès , et conservé de la durée : sans remonter à celles qui se formèrent si souvent contre Louis XIV , dans l'autre siècle , l'alliance pour la succession d'Espagne n'eut-elle pas son plein et entier effet , pendant douze ans , sans le moindre signe de relâchement ou de défection ? La guerre de 1740 , celle de 1756 furent des guerres d'alliances très-suivies , et très-constantes. Le lien en étoit cependant très-mince , car il ne tenoit qu'à des intérêts secondaires , ou tout-à-fait mal entendus. Des



intrigues ou des haines personnelles y eurent souvent plus de part que des motifs plus généreux, et cependant il tint long-temps : à combien plus forte raison seroit plus solide celui qui se formeroit d'intérêts d'un ordre supérieur, et pourquoi ferions-nous à l'humanité le tort de lui refuser de pouvoir accorder à des mobiles généreux ce qu'elle ne refuse pas à de bien tristes sentimens.

#### SIXIÈME OBJECTION.

*Du rétablissement de la France par elle-même, et de sa dernière révolution.*

La révolution produit à-la-fois sur l'opinion un double effet, lequel, quoique partant du même principe, conduit à deux résultats absolument contraires. Dans l'un, les forces naturelles de la France sont doublées; elle s'élève beaucoup au-dessus de sa puissance ordinaire. C'est la force de la fièvre. On voit toujours la France dans le transport révolutionnaire, et comme les corps politiques sont plus robustes que les autres, les convulsions y trouvent plus d'aliment et peuvent durer plus long-temps. Aussi la France a-t-elle résisté aux crises les plus for-

tes , et supplée encore par son éréthisme même à la grandeur de ses maux. Elle continue de répandre son sang par toutes ses veines entr'ouvertes , sans laisser apercevoir aucun signe d'abattement ou de fatigue. L'attaque dans cet état, seroit donc imprudent, ce seroit irriter ses maux sans les guérir, élargir ses plaies , sans pouvoir les fermer. Si la force peut trouver place dans le traitement de sa maladie, car sa révolution en est une, ce ne peut être au milieu du feu qui la dévore et la transporte. Il faut attendre qu'il soit abattu, et que le malade déclinant avec lui, revienne de lui-même à la raison, ou permette enfin de l'approcher et de s'en rendre maître. Si d'ailleurs, la révolution a eu une jeunesse orageuse, semblable à celle de tant d'hommes, elle ne durera pas toujours ; les jours de calme succéderont au temps d'orage, et l'état en se formant, et en suivant les mêmes degrés de maturité, arrivera au même point de repos.

Par le second effet, c'est tout le contraire. La fragilité des bases du gouvernement, toutes antisociales, la versatilité de celui-ci toujours en agitation, la mobilité des hommes, la rotation des emplois, la lutte des partis, leurs querelles, leurs combats, leurs occupa-

tions entre eux , leurs profusions d'hommes , d'argent et de tous leurs moyens de richesse et de prospérité ; tout concourt à montrer les dangers de la révolution , comme beaucoup moindres , qu'on se plaît à les représenter , et sur-tout comme trop concentrés dans son propre sein pour éclater au-dehors avec la même violence qu'autrefois. Ainsi l'on appuie à-la-fois son système de quietisme sur la force et sur la foiblesse de la révolution : on appelle à-la-fois les contraires à concourir au même but , et à donner le même résultat.

Voilà bien l'esprit humain , vivant de contradictions , embrassant au matin ce qu'il doit rejeter le soir....

On ne peut contester à la révolution une bien grande part dans les efforts vraiment surnaturels qu'a faits la France , ainsi que dans les souffrances auxquelles elle a su se soumettre depuis dix ans. Pour s'y refuser , il faudroit brûler les livres , effacer les monumens et tous les souvenirs de ces terribles années. Il n'étoit pas dans l'ordre de choses qui gouvernoit la France , il ne l'est pas davantage dans ceux qui gouvernent par-tout ailleurs , de tenir sous les armes trois millions d'hommes , d'en avoir un million aux



armées actives, de s'organiser toute entière en corps militaire, sans tenir aucun compte des dommages du commerce, des pertes de l'agriculture, des souffrances de toutes les classes industrielles. Il n'y avoit surement qu'une révolution qui pût amener un état à se jouer de ses colonies, de ses finances, de son sang comme a fait la France. Il n'y avoit qu'une révolution qui pût la soutenir, et l'aveugler dans la poursuite d'une entreprise aussi gigantesque que celle d'un bouleversement général au-dedans combiné avec une guerre générale au-dehors, et de lui faire considérer l'une comme *moyen* de l'autre: l'audace et la persévérance qui créent et soutiennent de pareilles gageures, ne se puisent pas aux sources ordinaires des gouvernemens. Elles ne peuvent se rencontrer qu'au sein des révolutions. Il falloit de plus un corps aussi robuste que celui de la France pour résister aux secousses qu'elle a éprouvées, comme il falloit une révolution pour oser les lui donner. Un gouvernement régulier eût reculé d'effroi, à la vue de la plus petite partie de ces maux, depuis long-temps il eût transigé pour y mettre un terme, et l'Europe qui a tant pris plaisir à faire durer sa méprise sur l'espèce d'ennemi qu'elle avoit à combattre, au-

roit pourtant bien pu s'apercevoir à sa résistance qu'elle n'avoit pas à faire à un ennemi ordinaire.

Mais les principes qui ont fourni à la France les moyens de sa terrible résistance, sont amortis ou détruits. Les intentions de la révolution survivent bien à la puissance de la France; mais celle-ci ne peut plus les servir que d'un reste de forces épuisées. La révolution est toujours pleine du même venin, mais son arsenal est vide; elle recueille dans son dénuement le fruit de ses dissipations et de ses fureurs. La France de 1800 n'est pas la France de 1792 et de 1794: c'est à ne plus la reconnoître sous aucun rapport. La fleur de sa population a été moissonnée: dès long-temps tout ce qui en tout pays, entre volontairement dans les armées, a péri en France pendant sept ans de guerre. Il faut maintenant arracher aux char-rués, aux familles leurs bras et leurs enfans: alors on voloît aux armées, on s'y fait traîner aujourd'hui. Le renversement de l'ordre ordinaire produit par la consommation d'hommes, et le dégoût de service, est arrivé au point, que le soldat est composé en grande partie d'hommes faits pour commander, et l'officier d'hommes faits pour obéir,

et qui l'avoient toujours fait. Le besoin a tout interverti. Aussi quel est l'état de ces armées ? quelle est actuellement leur force intrinsèque , et leur stabilité sous ses drapeaux. C'est à qui n'y arrivera pas, ou à qui les fuira ? Voyez tous les rapports des six derniers mois sur l'état des armées, et particulièrement celle d'Italie. Les grandes invasions des armées françoises, les espèces d'émigrations armées, semblables à celles des Barbares que la faim pousoit du nord sur le midi, ne se renouvelleront plus. L'Europe peut cesser de les craindre.

Le commerce françois n'existe plus que dans les doléances des villes jadis si florissantes par lui ; la marine est entièrement ruinée, et l'on ne construit plus à Brest que pour Portsmouth.

La finance est un squelette décharné, appauvri par le défaut d'alimens et de circulation, que le gouvernement tourmente sans le ranimer, et qui ne peut lui donner une force dont il manque pour lui-même. Les sources réelles de sa vie, existent hors d'elle, puisque le numéraire a disparu : les sources fictives n'existent plus pour elle, puisque le crédit qui est la première, est *mort* : les banqueroutes périodiques l'ont *tué* ; et puis-



que les domaines nationaux, qui étoient la seconde, ne sont plus au pouvoir du gouvernement: ils sont sortis de ses mains, et mille fois il nous apprit que ce qui en reste ne vaut plus rien. Dans ce genre même, la finance au lieu d'avoir à gagner n'a plus qu'à perdre, car on en est aux *restitutions*. Le papier-monnoie est impossible, parce qu'il est entièrement discrédité, et que son retour souvent tenté sous plusieurs déguisemens, a toujours été repoussé par la nation. Son retour forcé seroit le signal de celui de toutes les rigueurs que la France abhorre, qui effaouchent le plus la finance et le crédit, et qui tueroient à l'instant le gouvernement. Il ne peut plus ni s'en servir, ni s'en passer. C'est cependant le papier qui opéra à lui seul, tous les prodiges de la révolution; vainement va-t-on en chercher la cause ailleurs: elle est là toute entière, et n'est que là. C'est le papier qui a dispensé le gouvernement de toute finance, et le peuple de tout impôt. C'est le papier qui l'a sustenté dans la famine qu'il avoit créée; c'est le papier qui a levé, équipé, soldé ces immenses armées dont les frais ne donnoient par son secours aucun embarras au gouvernement. C'est le papier qui couvrit la France d'espions et de

bourreaux, et qui monta tous les instrumens de la terreur. Attribuer isolément à celle-ci la faculté de produire de l'argent, c'est méconnoître la nature, et lui transporter les propriétés qui n'appartiennent qu'au papier. La terreur produit des confiscations, voilà son partage : avec le temps celles-ci rendent de l'argent, mais cette terreur elle-même a besoin d'avances, et c'est le papier qui les lui fait. Comme la terreur est en elle-même le plus cher des régimes, parce qu'il est le plus déprédateur, et le plus exercé par des hommes vils, il n'est pas même bien certain qu'il soit productif. Ainsi on battoit moins monnoie à la place de la révolution, qu'à l'imprimerie nationale, et l'on ne la battoit là que parce qu'on l'avoit battue ici : cette infernale fabrication n'étoit qu'un atome en comparaison de la seconde : il y a eu sur cet objet un déplacement complet dans les idées, et le mot horriblement célèbre que nous analysons, prouve que semblables à presque tous les chefs de la révolution, ses auteurs qui la dirigeoient alors, ne l'entendoient pas mieux que leurs devanciers, et en ouvriers malhabiles, se méprennent sur leurs propres outils. Il y a bien paru à la fin qu'ils ont faite. Alors la nation entière soutenoit de

toute la force de sa longue patience ce funeste papier, dans lequel elle avoit l'aveuglement de voir encore sa richesse. Les gages du papier étoient entiers, et n'avoient pas subi les innombrables manipulations par lesquelles ils ont passé. Mais tout cet édifice d'illusions et d'espérances a croulé sans retour, et avec lui la grande puissance de la France. Aussi sans avoir eu le mérite de se mettre elle-même au régime, a-t-elle dû subir les plus sévères réformes. Tout le luxe de la puissance conventionnelle est abattu depuis long-temps. Les armées qui en faisoient la partie principale et la plus dispendieuse ont été réduites de plus de moitié. Leur entretien jusqu'à cette heure tient du prodige, mais il tire à sa fin. Les victoires de Buonaparte leur firent trouver des magasins et des arsenaux, qui sont perdus; pour y revenir, il faut de nouvelles avances, que la France tiraillée de tant de côtés ne peut guères faire. Le gouvernement a bien voulu à différentes reprises rentrer dans la route des gouvernemens réguliers en finance, sans abandonner tout-à-fait celle du papier, mêler avec lui l'argent, et les aider l'un par l'autre: mais ces essais sont restés au-dessous des besoins, et le gouvernement s'est



toujours ressenti de cet état de langueur de manière à réaliser le mot échappé à un des plus ardens révolutionnaires, Dubois de Crancé, *le papier-monnoie, ou la mort*. Celui-là entendoit vraiment la question. Mais ces Jacobins eux-mêmes, ces pères de la convention, du papier, et de tous les tours de force de la révolution, que sont-ils devenus? ils ne sont plus, ou ne sont que des débris. Leurs rangs sont éclaircis au point d'avoir perdu toute consistance; la majeure partie a péri sans être remplacée. Ces hommes étoient le produit, et pour-ainsi-dire les parties les plus subtiles des premiers élémens de la révolution: rien ne les avoit usés avant les grandes années de cette époque: ils s'y montroient tous réunis, ils doubloient leur nombre par leur activité: il n'en manquoit jamais un à l'appel: c'est ce qui leur donna l'apparence du nombre, qu'en effet, ils n'avoient pas. Mais aujourd'hui que par mille causes, ils ont été presque autant décimés qu'ils avoient décimé les autres, aujourd'hui que le *métier* est devenu trop mauvais pour se faire Jacobin, ils manquent de recrues, et ne voient plus que des déserteurs dans un parti abhorré. Ils sont donc aussi foibles qu'ils furent forts autrefois. Voyez comme

ils déclinent à chaque mutation dans le gouvernement. Depuis le 9 thermidor, ils n'ont pu parvenir à le ressaisir entièrement; chaque nouvelle secousse est retombée sur leur tête, même lorsqu'elle étoit faite avec leur appui. La dernière révolution les a achevés, et la clémence du vainqueur a signalé leur foiblesse, en la flétrissant du mépris d'un pardon accepté. La nation les repousse, les abhorre autant qu'elle les servit autrefois; elle leur a échappé, et leur empire n'est pas de la nature de ceux auxquels on aime à revenir. Mais cette nation qui fait tous les frais de la révolution, n'est-elle pas toute entière en-dehors de cette révolution même: elle a oublié les principes et les hommes qui la lui donnèrent: elle donneroit tous les droits au nom desquels on l'a tant tourmentée, pour une heure de repos, de sécurité, ou d'abondance. Elle ne demande plus que cela à cette succession de chefs qu'elle regarde s'arracher les rênes de son gouvernement: a-t-elle demandé à aucun, ses titres et ses droits: non surement, mais ses intentions et son pouvoir. La nation est aussi froide, aussi indifférente sur le fait de la révolution qu'elle étoit ardente dans les premières années. Alors elle n'aspiroit qu'à l'a-

chever et à en jouir, aujourd'hui qu'à s'en décharger: elle la répudie par tous les sens. Aussi la révolution en sortant de la masse de la nation s'est-elle réfugiée entre un certain nombre d'individus qui à eux seuls, sont la révolution toute entière: on les retrouve dans chaque revirement du gouvernement, dans tous ses actes, dans tous ses emplois, elle va des uns aux autres renfermée dans ce cercle qui se retrécit tous les jours...

Les anciens élémens de la révolution et de la force de la France sont donc affaissés, et avec eux l'enflure des moyens qu'elle a développés. Sa position reste tout-à-fait changée: les terreurs qu'elle inspiroit n'ont plus le même fondement et par conséquent la prudence n'empêche pas de se conduire à son égard autrement qu'on ne l'eût fait alors.

Si maintenant on demande de concilier ce tableau avec celui de ses dangers, même avec la continuation de son existence, on répondra par les faits que tout le monde voit et connoît: espèce de témoignage qui peut être embarrassant, mais qui est irrécusable. La France existe sans déchirement de ses parties, en attitude encore menaçante, et cela au milieu d'une multitude de causes de



mort qui sautent aux yeux les moins clairvoyans. Cela est invraisemblable, mais vrai : on ne peut que rester au - dessous des tableaux qu'en ont tracés journellement et comme à l'envi, les différens gouvernemens, et les écrivains qui sont le plus à portée de connoître l'intérieur de cette machine. Leurs relations exactement conformes ne laissent place à d'autre soupçon qu'à celui de l'exagération, et jamais leurs plus cruels ennemis, ceux qu'ils ont prétendu punir de leur franchise en les tuant, déportant, bâillonnant, n'auroit fait de leurs œuvres et de leur résultat une peinture plus effrayante. Cependant l'état va, et ira encore : il se traîne ; il cahotte, mais il écrase tout ce qu'il rencontre dans son chemin. L'état est en grand ce que les armées sont en petit.

Celles-ci malgré un dénuement absolu, et des souffrances inouïes, viennent encore de faire une campagne, qui pour n'avoir pas été par-tout aussi utile pour elles que pour leurs ennemis, n'a peut-être été ni moins savante ni moins glorieuse. Ces armées ne ressemblent pas plus à celles des autres états, que la finance de la France ne ressemble à leurs finances. Cependant elles combattent en tous lieux des ennemis plus nombreux,

nombreux, mieux organisés, mieux pourvus. Elles font tête par-tout, et vendent encore chèrement la victoire, quand elles ne la remportent pas. La France, comme gouvernement, est dans le même cas. Son administration, ses plans, ses mesures, tout paroît ordonné pour sa ruine, et tourné contre elle-même. Eh bien, elle balance les puissances les mieux ordonnées en principes et en administration; elle les tourmente, les appauvrit, et s'élève encore à des menaces sérieuses. C'est que les corps politiques, surtout en révolution, ont une force intrinsèque qui lutte long-temps contre les principes ordinaires de dissolution : c'est qu'ils possèdent des correctifs propres à leur état, et que l'énergie révolutionnaire corrige et soutient long-temps la décadence de l'administration; l'éréthisme compense les causes de défaillance, et le ressort politique différent des autres, conserve de la force suivant les degrés de tension qu'il avoit subis.

Un état peut donc conserver de la vigueur au milieu même de très-grandes souffrances. Il ne meurt pas de blessures qui par-tout ailleurs seroient mortelles; il a des moyens inattendus de réparation, pour reparoître avec éclat sur la scène du monde. Ainsi re-

parut Louis XIV après douze ans d'éclipse et de malheurs à la guerre, dans des circonstances dont plusieurs se rapportoient à celles de ce temps-ci. Ceux qui calculoient sur son affoiblissement durent être bien étonnés de Denain, de la paix d'Autriche, et encore plus de celle de Rastadt. Marie Thérèse ne retint-elle pas ensemble les différentes parties de son vaste patrimoine qu'on lui arrachoit de toute part, et ne ramena-t-elle pas la maison impériale des bords du précipice sur un trône mieux affermi?

La Prusse combattue, envahie par tout le monde en 1756 n'a pas péri. Elle est sortie des feux de cette guerre, comme l'or du creuset qui l'épure. Tous ces états ont fait par nécessité, ce que la France fait par révolution.

La France n'est donc qu'affoiblie, et non pas détruite: elle est blessée, mais non pas morte, elle existe quoiqu'en contradiction apparente avec tous les principes d'existence. On ne sait jusqu'où peut aller la force et la patience des hommes unis ensemble. On sait encore moins où peut s'arrêter, ou plutôt ne pas s'arrêter un grand état qui embrasse des privations que les autres états



ne comportent pas. La France travaille à cette grande épreuve, et la fait sur elle-même. On ne peut s'étourdir sur son résultat, et en abandonner les conséquences à sa seule discrétion. La France, quoique affoiblie, sera toujours et très-puissante et très-dangereuse : puissante par sa masse, dangereuse comme foyer et centre de la révolution. Il s'en échappera toujours des flammes, soit qu'elle veuille les retenir, soit qu'ayant repris des forces, elle leur ouvre un libre passage. Carnot en avertit dans les mémoires qu'il semble avoir écrits pour les incrédules, en prodiguant les aveux sur les vues ultérieures des traités de paix arrêtés par la France : traités dans lesquels des stipulations de concessions et d'amitié couvroient des projets de révolutionnement. Quand ces avertissemens partoient de la bouche de ceux que l'on considère comme ennemis de la révolution, parce qu'ils sont ses victimes, on les repoussoit comme le fruit de préventions haineuses ; mais quand ils partent audacieusement de celles d'un des plus habiles et des mieux instruits parmi les auteurs et directeurs de ces plans, quand c'est celui-là même qui les a conçus, qui négligeant les plus simples mesures de la prudence de son

nouvel état, s'en pare dans une chaumière d'Allemagne, comme il eût pu le faire dans le palais du Luxembourg, alors il ne manque rien à la conviction, et l'on peut sur un pareil témoignage, conclure hardiment que la révolution retombera toujours au même point, parce que son principe et son but sont indéfectibles.

Si la force de la France n'a plus rien d'effrayant, sa faiblesse n'a rien de rassurant, et n'est pas plus un motif d'inaction, que le prestige de sa puissance n'en seroit un de crainte.

Les espérances conçues si souvent, si légèrement sur sa faiblesse sont évanouies en grande partie. Il a bien fallu y renoncer quand des résultats absolument contraires s'obstinoient à braver la persévérance des pronostics. Mais semblable à ces troupes qui n'abandonnent un poste que pour en aller occuper plus fortement un autre, la même confiance s'attache de nouveau au résultat que peuvent donner le choc des partis, la mobilité du gouvernement, et le besoin du repos après de si longues agitations. On augure d'un côté que la révolution se fixera, de l'autre qu'elle se détruira d'elle-même.

Il faut distinguer ce mot de mobilité, et

le rendre à sa véritable signification. Il fait lui seul toute l'objection.

La mobilité est-elle dans *l'espèce* du gouvernement? est-elle seulement dans la personne des gouvernans? Va-t-on de la république à la royauté, de la monarchie à la démocratie? va-t-on seulement d'un mode républicain, à un autre mode encore républicain, d'une convention à une assemblée législative, d'un comité de gouvernement à des directeurs, des directeurs à des consuls? que fait tout cela: la mobilité est dans les noms, dans les hommes, et non dans les choses. Semblable à la mer, la république reste immobile sous une surface agitée: les changemens de décorations et d'acteurs n'entraînent pas celui du théâtre, dans l'intérieur duquel se font ces changemens qu'il renferme, sans en être ébranlé. Il en est de même dans la révolution. Les hommes s'y pressent, s'y poussent, s'en arrachent, sans entraîner une seule pierre de l'édifice républicain, et loin qu'aucun d'eux prétende le détruire, c'est toujours sous prétexte de le raffermir, et de lui rendre du lustre qu'ils s'excluent mutuellement. Qui sait même combien ces changemens font diversion au mécontentement, et aux ennemis du peuple;



combien ils fournissent d'alimens à la crédulité de ses espérances. Chaque nouveau candidat arrive avec une ferveur de novice. Il a le désir et le besoin de s'illustrer; plus son règne doit être court, plus il doit resserrer son action, et doubler le temps par son emploi. Les gouvernemens à *court-terme*, ont bien été les plus orageux, mais ils n'étoient ni les moins éclairés ni les moins forts. Cet inconvénient tant reproché à la république françoise est peut-être un de ses principes de force; il sera vraisemblablement une de ses sauvegardes, une de ses causes de conservation, tant qu'elle sera en état de révolution. Les chefs auront toujours besoin de détourner au-dehors les ferments de discorde qui les menaceroient; ils en verront toujours fondre sur l'étranger les orages qui se formeront au milieu d'eux; la foudre ne tombe pas aux lieux où elle se forme, et les gouverneurs françois en sauront toujours assez pour imiter la politique romaine, qui appela constamment la guerre étrangère en diversion contre les discordes civiles, et qui de distractions en distractions finit par conquérir le monde.

La France ne tend pas au même but que la Perse, qui dans l'espace de 50 ans compte

déjà 84 Sophis, et qui a pu passer d'une population de vingt-cinq millions d'hommes qu'elle avoit, à celle de onze millions qui lui restent maintenant, échappés aux fureurs de tant de rivaux.

Il y a une immense différence entre les deux empires, dans le mode de gouvernement, dans le génie des habitans, dans l'entourage des deux états. . . . On ne tue pas une république comme un usurpateur, un corps collectif de gouvernans comme un seul. Le génie persan ne peut être comparé au génie françois, pas plus que son asservissement à l'indépendance françoise. Ses voisins n'influent en rien sur son gouvernement: ils n'ont pas entre eux un système d'équilibre balancé comme celui de l'Europe; personne ne se ligue pour y remettre l'ordre. Au lieu qu'avec la France, les voisins sont forcés, même malgré eux, de prendre part à son sort: car ils ne peuvent avec sûreté laisser flotter au milieu d'eux une pareille masse, dont le choc les briseroit: il faut la fixer pour n'être pas renversé. On ne perd rien avec la Perse, pour attendre qu'il lui plaise d'en finir, au lieu que l'on perd tous les jours à attendre le dénouement de la révolution de France: parce qu'en attendant

qu'elle se calme ou se fixe, il faut la combattre, la surveiller, se surveiller soi-même, changer ou modifier ses habitudes, et quand même on réussiroit à sauver toute la partie politique, on ne préserveroit pas de même la partie morale des gouvernemens, qui est leur considération, et le respect des sujets, la dignité du commandement, et la facilité de l'obéissance. Chaque jour que se prolonge la révolution, détache quelque pierre de cette partie trop négligée de l'édifice social : il faut ensuite bien du temps pour les replacer.

En admettant même toutes ces hypothèses, qu'en pourroit-on conclure? C'est que la France est trop forte ou trop foible, qu'elle s'épuisera et ne sera bonne à rien. Dans le premier cas, elle est très-redoutable; dans le second elle est trop foible. Mais comme une partie des ménagemens que l'on a pour elle portent sur l'arrière-pensée de se la réserver pour alliée, on doit reconnoître qu'on va directement contre son but, et qu'on s'expose à la voir périr en pure perte. Il n'y a pas de milieu. Si l'on veut conserver la France, si sur-tout l'on veut s'en faire un allié, comme un allié impuissant n'est bon à rien, et qu'il n'y a d'utiles que



les forts, il faut aller franchement à son secours véritable, c'est-à-dire la remettre dans la seule position qui peut convenir à elle et aux autres. Quand il faudroit commencer par des actes de rigueur, n'importe, c'est le but seul qu'il faut considérer, comme on ne considère que la guérison dans les douloureuses opérations qu'on fait quelquefois subir aux malades.

Enfin si l'on se retranche à dire qu'en reconnoissant dans la révolution tous les inconvéniens qu'on lui prête, qu'en adoptant même la comparaison tant rebattue de la peste, elle n'est pas en définitif plus dangereuse que ce fléau, et qu'on parviendra à s'en garantir avec les mêmes précautions. En accordant le principe de la comparaison, on doit en rejeter bien loin la conséquence, parce que la peste physique étant *inanimée*, peut être arrêtée par des mesures de répression qu'elle ne peut franchir d'elle-même, et qu'elle ne franchit point dans les pays où l'on sait en user. Cette espèce de peste est l'ennemi commun, contre lequel tout le monde est en garde; mais la peste morale, bien différente de l'autre, a pour véhicule toutes les passions qu'elle sait faire servir à son but. Ses ravages, ses succès flattent au-

tant que ceux de la peste physique effrayeroient; celle-ci a-t-elle des ambassadeurs, des émissaires, des armées, un corps complet d'organisation et de gouvernement : attaque-t-elle l'Europe à coups redoublés, soit ouverts, soit cachés ? Non, elle s'arrête devant de simples précautions, et tombe devant les plus foibles barrières. Pardon, lecteur, d'arrêter votre attention sur de pareilles pauvretés, elles ne sont pas de notre choix, et nous ne sommes réduits à les analyser que par la nécessité de dissiper ces similitudes fallacieuses avec lesquelles la paresse et l'irréflexion transportent sans cesse les propriétés d'un état à un autre. Il n'est guères de méthode plus dangereuse que cette assimilation continuelle du physique au moral : elles égarent un grand nombre d'esprits, on en fait des axiomes pour les choses les plus importantes, et cependant on ne joue pas les états aux comparaisons.

S'il est vrai aussi que l'on ne tire pas des coups de fusil aux idées, mot qui a fait une trop malheureuse fortune, il n'en faut pas conclure qu'on n'en tire pas à leurs auteurs et fauteurs. On ne tue pas, on n'essaye pas de tuer une idée, qui étant immatérielle, ne donne aucune prise à une action phy-

sique, mais à leur défaut on s'en prend aux metteurs en oeuvre, et on leur rend la pratique de leurs hasardeuses conceptions, assez dangereuses, pour qu'ils ne soient tentés ni de les propager, ni de les réaliser. Voilà le droit et le pouvoir de tout gouvernement.

Mais tandis que nous discutons sur l'effet des mouvemens de la France, cette terre de révolution vient d'en éprouver une nouvelle qui l'emporte autant sur les précédentes que les chefs de ce dernier mouvement l'emportent sur leurs devanciers. Tout ce que la France compte de plus brillant dans les armées et dans les conseils, à la tribune et au champ de Mars, s'est réuni pour épurer la révolution, et l'arracher aux mains avilies dans lesquelles elle se flétrissoit. C'est l'élite de la France révolutionnée qui préside à ses nouvelles destinées. Si les gouvernans d'aujourd'hui ne réussissent pas à régulariser, à fixer cette révolution, il faut y renoncer, et la déclarer incurable, et par nature; car ce ne sont plus les hommes qui lui manquent. Il y auroit de la témérité à prétendre juger en dernier ressort cette révolution, au moment même où elle ne fait que d'éclore. Laissons cette précipitation à la secte si nombreuse aujourd'hui des impatiens, et bor-



nous-nous à l'examiner sous les rapports qui nous sont passablement connus. Elle a produit de nouveaux rois et de nouvelles lois.

Quant à celles-ci, la plus essentielle de toutes qui est la constitution, n'est pas en elle-même une sauvegarde mieux assurée pour la république que ne le furent les autres. Toutes ces constitutions ne valent d'ailleurs que ce qu'on sait les faire valoir, et c'est aussi moins à l'ouvrage qu'à l'ouvrier qu'il faut regarder. La charpente de la dernière est moins bien ordonnée que celle de la précédente, qui se rapprochoit bien davantage des principes du gouvernement représentatif : ils sont tous effacés de la dernière. Il n'y existe plus l'ombre des droits du peuple. La base de toute démocratie étant dans les élections, et dans la représentation qui en résulte, il n'y a plus de démocratie là où l'on transporte le droit d'élire, des mains du peuple à un corps de magistrats *à vie*, au lieu d'un gouvernement populaire; et comme il faut toujours des extrêmes, on avoit commencé par jeter à la populace le droit d'élire, on finit par l'ôter à tout le peuple. Le corps permanent est juge du corps législatif et du gouvernement : il est juge entre eux : il est donc le souverain,

et il manque à-la-fois des moyens de la souveraineté. Le corps législatif n'a pas l'initiative des lois, et par le plus étrange renversement de tout principe républicain, il les reçoit du gouvernement, qui de plus doit les sanctionner. Que dirois tu, ô Rousseau, en voyant ton contrat social ainsi retourné, et l'usage que l'on fait de tes principes !

Le corps législatif ne siège que pendant quatre mois : comment suffire à la multitude d'affaires qu'entraînent les circonstances présentes et à venir. Le gouvernement les fera donc tout seul, et le corps législatif n'aura qu'à sanctionner ce qui aura été fait en son absence. Le gouvernement fera des lois comme le conseil du roi faisoit cette multitude d'arrêts que les besoins journaliers de l'administration exigent.

L'inégalité des consuls les rend ennemis, et dangereux, parce qu'ils sont ennemis. On sent bien que les deux derniers sont accordés aux ombrages des républicains, et à l'ombre de la république. Ils doivent servir *de chaperon* au premier, dont le pouvoir est trop grand, pour n'avoir pas besoin d'être un peu voilé. Il faut des ombres à tous les tableaux : on a fait une place plus pour Bu-

naparte, que pour un consul, et pour tout autre on eût été moins libéral.

La constitution n'est donc pas *bonne* en elle-même: il faut le dire, c'est tout ce qui a paru de plus défectueux en ce genre, après la constitution de 1791, cet acte monstrueux qui plaçoit un roi désarmé à côté d'un pouvoir unique, sans balance ni régulateur entre eux, comme si l'on n'eût cherché qu'à les mettre aux prises, et à les faire briser l'un par l'autre, comme il ne tarda pas d'arriver.

Il est clair que la constitution *écrite* est la moindre partie de la nouvelle révolution, qu'elle en est le prétexte et le voile, mais que le gouvernement en est le fonds et le but. Depuis long-temps on sentoit le vide de toutes ces constitutions, et la nécessité d'un gouvernement: on a voulu y revenir, et se débarrasser de l'autre: on étoit tout en constitution, on sera à-peu-près tout en gouvernement. Après s'être organisé tout militairement, et pour la force, après avoir appelé de tout aux armées, la république remontant à sa source devient tout-à-fait militaire, et tout naturellement l'apanage des mains dont elle fut l'ouvrage. Elle accomplit la destinée de tout grand état républi-



cain, et retombe comme ils ont toujours fait, au pouvoir de ses armées, et de leurs chefs. Ils ont rendu à la France, l'inappréciable service de la délivrer du fatras de ses législateurs et de ses lois : elle doit attendre d'eux un gouvernement plus modéré et plus noble, parce que les militaires sont doués d'une élévation de sentimens que connoissent rarement ceux qui n'ont pas couru cette carrière : elle a l'heureuse propriété d'élever l'ame, et de l'ouvrir aux plus généreuses affections.

Ainsi a fini le scandale d'une grande république militaire gouvernée par des avocats.

2°. Quant aux chefs du nouveau gouvernement, comme il est concentré dans un seul, ce n'est aussi que de lui qu'il faut s'occuper. Tout le gouvernement est dans Buonaparte, qui s'est fait *puissance*, à l'âge où les hommes ne sont encore que des espérances, ou des moyens dans les mains d'autrui. Ses talens et ses succès, l'étoile qui semble guider ses pas, la rapidité de son vol, la netteté et l'étendue de ses vues, l'audace de son courage, l'originalité même de ses entreprises, sa conformité parfaite avec lui-même depuis son entrée dans la carrière jusqu'à ce moment, tout concourt à faire

de Buonaparte le chef le plus brillant, et un homme vraiment à part dans la révolution. Si quelqu'un a pu fixer sa course vagabonde, si quelque homme a pu lui prêter une tête, c'est lui: jusqu'ici cette révolution avoit été *ascéphale*: il peut être réservé à Buonaparte de lui faire perdre cette étrange distinction.

Sera-t-il du nombre de ceux qui brillent au second rang et s'éclipsent au premier? Sera-t-il du nombre de ces lieutenans qui n'ont de chefs qu'en idée? A qui peut-il appartenir de le prononcer, et sur-tout à cette époque de sa vie? On ne juge si commodément les acteurs des temps passés, que parce qu'on les connoît en entier: on ne connoît encore qu'une partie de Buonaparte: on n'en a, pour-ainsi-dire, qu'une moitié. Le total n'appartiendra qu'à ceux qui viendront après lui. Ce déficit fait le désavantage des jugemens des contemporains. Sans prétendre donc, comme il arrive trop souvent, faire la part de gloire à Buonaparte, il faut pour rentrer dans notre sujet, se borner à analyser sa situation, et à évaluer son influence sur la place où il a eu le courage de monter.

Il est à la tête de la révolution et de la république: mille autres y ont paru avant lui, pas un n'a pu s'y fixer. Il semble que ce trône

se change en écueil dès qu'on y est arrivé. Plus le flot qui y porta fut rapide, plus le naufrage le fut aussi. A-t-on vu autre chose dans tout le cours de la révolution ? Tous ceux qui l'ont servie, ont paru doués d'une force immense, ont eu de grands succès, tant qu'ils ont suivi ou poussé le torrent : ils l'ont perdu, dès qu'ils ont voulu le remonter ou le diriger : c'étoient des géans sur le piédestal de la révolution : c'étoient des pygmées sur le leur propre isolé du sien.

Buonaparte est plus habile et plus hardi, plus heureux et plus considéré qu'aucun de ces devanciers, cela est vrai ; mais s'il a moins de compétiteurs et de tracasseries à craindre, parce qu'il est seul, il a autant de jalousies et de rivalités. Il est plus à découvert contre les ambitions, contre les complots, et les mécontentemens qu'il ne peut faire partager à personne. Toute responsabilité ne tient qu'à lui. Sa considération en France est immense, très-grande au dehors ; il est vraiment puissance de fait et d'opinion : mais dans la démocratie, la considération tenant uniquement à la personne, elle hausse et baisse suivant sa situation politique ; c'est là que l'homme est vraiment enfant de ses oeuvres ; pour rester considéré, il faut qu'il soit habi-



tuellement heureux , constamment admiré , et qu'il ne lasse pas un peuple essentiellement léger et volage. Quelques revers éclatans suffisent pour lui faire perdre le prestige de la force et le lustre d'une gloire éclipsée. Il faudra donc que Buonaparte soit constamment heureux , et toujours au niveau de son ancienne fortune dans toutes les parties de son gouvernement , et qu'il le soit par les autres , ce qui est la grande difficulté. Car étant le régulateur général de la république , il doit bien commander l'ensemble , mais il ne peut exécuter les détails , il surveille et ordonne par-tout , mais il n'agit nulle part. Cet article est un des plus grands dangers de sa position : il aura beau choisir ses agens , il n'en fera pas autant de Buonaparte , et dans combien d'occasions les lieutenans les plus habiles ne laissent-ils pas vide la place de chefs d'un ordre supérieur.

Dans les états réguliers , la considération est réelle , de manière que les revers ne réjaillissent pas sur le prince , parce que la place étant indépendante , et sur-tout inaccessible , aucune ambition particulière ne peut y viser , et se proposer comme plus digne : au lieu que dans l'état républicain qui est le patrimoine de l'ambition , et le

triomphe de l'amour-propre, toutes les places appellent tout le monde, et chacun, en vertu de son mérite, veut arriver aux places, et se propose pour les remplir. Au lieu que dans les états réguliers et monarchiques, la considération des gens en place existe indépendamment des talens, quand ils en ont; elle se compose de celle de leur rang, de leurs confrères et de leur race. Un roi qu'on voit placé sur un trône éclatant, environné en idée de vingt rois dont il descend, et de vingt rois dont il est le parent, frappe bien autrement l'imagination, et arrête bien mieux les ambitions, qu'un gouvernant, à je ne sais quel titre, qui ne tient à rien, qui hors de place n'est plus rien, et qui commence à-la-fois et finit à lui. Un pair d'Angleterre est bien plus imposant qu'un sénateur françois, parce qu'outre la différence de fortune et de fonctions, il y a d'un côté une indépendance, un respect héréditaire, une communauté d'illustration, et pour-ainsi-dire un reflet de gloire de la part de ses collègues qui n'appartient pas à ce dernier. Le roi n'a pas été créé par le pair, ni le pair par le peuple, ce sont des élémens différens et indépendans: leur hétérogénéité fait leur force, au lieu que dans l'état républicain

chacun étant l'ouvrage de chacun, il n'y a respect et indépendance nulle part ; l'artiste ne s'abaisse pas volontairement devant son ouvrage, à quelque hauteur qu'il l'ait placé. La démocratie renvoie à la fable de Pygmalion. C'est ce qui explique le défaut de considération de tous les hommes de la révolution, qui n'ont pu en fixer aucune sur leur tête, tandis que les places font par-tout ailleurs de ceux qui les occupent une classe d'hommes à part, et séquestrés en quelque sorte de la société. En France au contraire on voit communément l'homme qui fut ambassadeur, ministre, ou directeur retomber aux plus minces emplois, rentrer dans la société comme il en étoit sorti, et le plus souvent redescendre aux humbles fonctions de journaliste, quand il n'est pas comme Tallien receveur de l'enregistrement en Egypte, après avoir été pendant dix-huit mois souverain en France.

La situation des affaires de la France présentera d'immenses difficultés.

1°. Au-dehors il faut continuer la guerre : toutes les apparences ou plutôt les espérances de paix sont des chimères. Plus la France en a besoin, moins elle l'obtiendra d'ennemis qui calculent sur ce besoin, et qui après



avoir passé huit ans à lui *tâter le pouls*, ne la lâcheront pas au moment où ils le sentent baisser.

D'ailleurs il est vraisemblable que la France ne se prêtera pas aux conditions qui pourroient seules la lui faire obtenir. La guerre continuera donc, mais avec tous les désavantages qui suivent de grands revers et un grand épuisement. Est-il d'ailleurs bien certain qu'un changement de plus dans le gouvernement françois seroit un motif de paix pour ses ennemis, dont quelques-uns sont accoutumés à l'attaquer par sa mobilité même.

2°. Au-dedans, la continuation de la guerre et le délabrement des armées exigeront de fortes mesures, et c'est précisément leur force qui en fait la difficulté, et le danger pour ceux qui les exigent. A la guerre étrangère, il faut joindre la guerre civile, cette plaie cruelle qui en s'étendant tous les jours dévore la France. Ce n'est pas que nous ayons la simplicité de regarder la chouannerie comme devant renverser la république; mais sans produire un aussi grand effet, elle produit de grands embarras en occupant beaucoup de troupes, et en rendant infertiles, et même onéreuses plusieurs grandes provinces. C'est une diversion de plus de 40,000

hommes, et une perte de plus de 100 millions.

3°. Ensuite viennent les embarras de la finance. L'administration va s'améliorer, cela est certain : mais les besoins, et la matière première de la finance ne s'amélioreront pas. On n'a pas de finance avec une grande guerre, sans commerce, sans colonies, sans marine, sans crédit. Il faut les rétablir ou les créer : on n'a pas de finances sans police, sans propriétés assurées, et à quoi en sont-elles en France ? que de temps pour les rétablir ! La finance continuera donc d'être un gouffre, et un dédale d'embarras, comme elle étoit avant le 18 brumaire, et le nouveau gouvernement n'a fait en ce point, que succéder aux embarras de ses prédécesseurs, même en étant beaucoup meilleur économiste qu'eux. Buonaparte ne s'est surement pas dissimulé ces difficultés ; mais il a espéré en triompher en appelant des François gémissant sous un joug de fer, aux François rendus à la liberté, des François avilis par leur gouvernement et honteux de leurs maîtres, aux François électrisés par leurs chefs, et fiers de leur obéir : en un mot il a espéré obtenir l'enthousiasme de la nation, ce que ses devanciers cherchoient à arracher par

une force aveugle. Mais ce calcul manque de base : il est celui d'une ame élevée, plus que d'un esprit réfléchi. Il se rapporte à des temps et à des facultés qui n'existent plus. C'est des premières années de la révolution qu'on pouvoit attendre de pareils succès ; mais comment demander les mêmes efforts après dix ans à une nation épuisée, fatiguée, blasée sur la victoire, comme sur la défaite, ainsi que le dit Carnot.

Les secours que le gouvernement a obtenus et peut encore obtenir de quelques associations d'hommes en évidence, qui savent d'ailleurs se retrouver en bénéfices, en places, et en renommée, ne se renouvelleront pas. Ces secours sont des gouttes d'eau dans l'Océan des besoins publics. Il n'y a de vraiment efficaces et de proportionnés avec les besoins du gouvernement que les subsides du grand nombre. Mais il est trop loin du foyer pour prendre feu comme quelques notables des grandes villes ; aussi a-t-il déjà fallu revenir aux anciens errements de finance. L'emprunt forcé a été converti en un impôt général de la même quotité. Ce n'est qu'une modification dans la forme qui laisse subsister la charge totale. On a hypothéqué sur les domaines nationaux une nouvelle émis-



sion de 150 millions du tiers consolidé, qui a arrêté sur-le-champ les progrès que faisoit celui-ci depuis le 18 brumaire.

Le directoire dépensoit plus de huit cents millions. Le nouveau gouvernement ne peut pas se soutenir avec une moindre somme. Mais elle surpasse la totalité du numéraire circulant dans l'état. Il y aura donc un très-grand déficit, et l'on n'aperçoit pas davantage les moyens de le combler d'un côté que de l'autre. L'ancien gouvernement n'a pas péri comme république, bien ou mal organisée, mais comme dépourvu de moyens. Ce n'est pas la constitution, mais le déficit qui l'a tué.

Voilà les difficultés principales qui attendent Buonaparte : elles sont plus grandes que toutes celles qu'il a surmontées jusqu'ici. En attendant il faut le louer de la modération qu'il a montrée pour les vaincus. Quoiqu'il ne fût pas possible de regretter la déportation d'hommes trop fameux par leurs crimes commis, et par ceux qu'ils appréhendent toujours, d'ailleurs frappés justement de la peine cruelle qu'ils osèrent infliger à tant d'innocens, cependant après toutes les scènes d'horreur qui ont souillé la France, on ne peut regretter un acte de clémence envers ceux mêmes qui s'en sont rendus le moins

moins dignes. Tout ce qui peut porter de l'adoucissement dans les esprits trouve son excuse et son prix dans un pays où l'on a tant travaillé à les aigrir, où il est si nécessaire d'apprendre aux hommes à cesser d'être féroces, à se vaincre sans s'égorger, à se déplacer sans se tuer. Quand depuis le roi, jusqu'au berger, tout est monté sur l'échafaud, celui-ci n'a-t-il pas perdu toute sa signification, et cessé d'instruire, lors même qu'il n'a pas cessé d'effrayer. Ce n'est pas pour le plaisir de torturer les hommes, qu'on les fait périr aux yeux du peuple, mais c'est pour que leur exemple redouté serve d'instruction, et contribue à étouffer les germes du vice aux coeurs où il pourroit être né. Dans cinquante, dans cent ans les supplices auront repris leur signification, jusque-là ils seront plus nuisibles qu'utiles : ce sera de la clémence et de la douceur, dont on a perdu l'habitude, qu'on aura besoin. Après les sanglans débats de tant de factions, après leurs proscriptions mutuelles que signifioit une de plus ? Un exemple de clémence là où régna si long-temps la rigueur, vaut donc mieux que la proscription de cent coupables quels qu'ils soient : il est susceptible de servir à plus de monde. Le retrait de la déportation

des Terroristes, éteint cette peine cruelle. Il n'y a plus de *Guiane*, dès qu'elle a paru trop rigoureuse pour des jacobins même; les victimes qu'ils y portèrent en sortent de plein droit, dès que leurs bourreaux ne viennent pas les remplacer, et les portes de cette terre de mort se ferment à jamais pour tous les François.

---



# TABLE DES MATIÈRES.

---

## PREMIÈRE PARTIE.

	Page
<i>Influence de la civilisation moderne sur les nouveaux états, tels que la Prusse . . . . .</i>	<i>x</i>
<i>Etat de la Prusse. Etendue, population, finances, armée, esprit public, système fédératif. . . . .</i>	<i>13</i>
<i>Conduite de la Prusse pendant la révolution et la guerre . . . . .</i>	<i>42</i>
<i>Reproches que l'on fait et que l'on peut faire à la Prusse . . . . .</i>	<i>63</i>
<i>Estimation des dangers réels de la Prusse . . . . .</i>	<i>81</i>

## SECONDE PARTIE.

<i>De la neutralité en général... Application à la Prusse . . . . .</i>	<i>99</i>
<i>Que doit faire la Prusse? Importance de sa décision . . . . .</i>	<i>109</i>
<i>Ancienne politique de la Prusse. . . . .</i>	<i>129</i>
<i>Nouvelle politique de la Prusse . . . . .</i>	<i>144</i>
<i>Accord de la politique de la Prusse avec celle de la France . . . . .</i>	<i>168</i>

348      TABLE DES MATIÈRES.

	Page
<i>Exécution du plan proposé par la</i>	
<i>Prusse . . . . .</i>	189

TROISIÈME PARTIE.

PREMIÈRE OBJECTION. <i>Etat de paix de</i>	
<i>la Prusse avec la France . . . .</i>	197
DEUXIÈME OBJECTION. <i>Alliance natu-</i>	
<i>relle de la France et de la Prusse. .</i>	212
TROISIÈME OBJECTION. <i>Frais d'hommes</i>	
<i>et d'argent. Trésor de la Prusse. .</i>	223
QUATRIÈME OBJECTION. <i>Nécessité d'ob-</i>	
<i>server les parties belligérantes . .</i>	275
CINQUIÈME OBJECTION. <i>Incertitude des</i>	
<i>alliances; incompatibilité des alliés</i>	290
SIXIÈME OBJECTION. <i>Du rétablissement</i>	
<i>de la France par elle-même, et de</i>	
<i>sa dernière révolution . . . . .</i>	308

---







